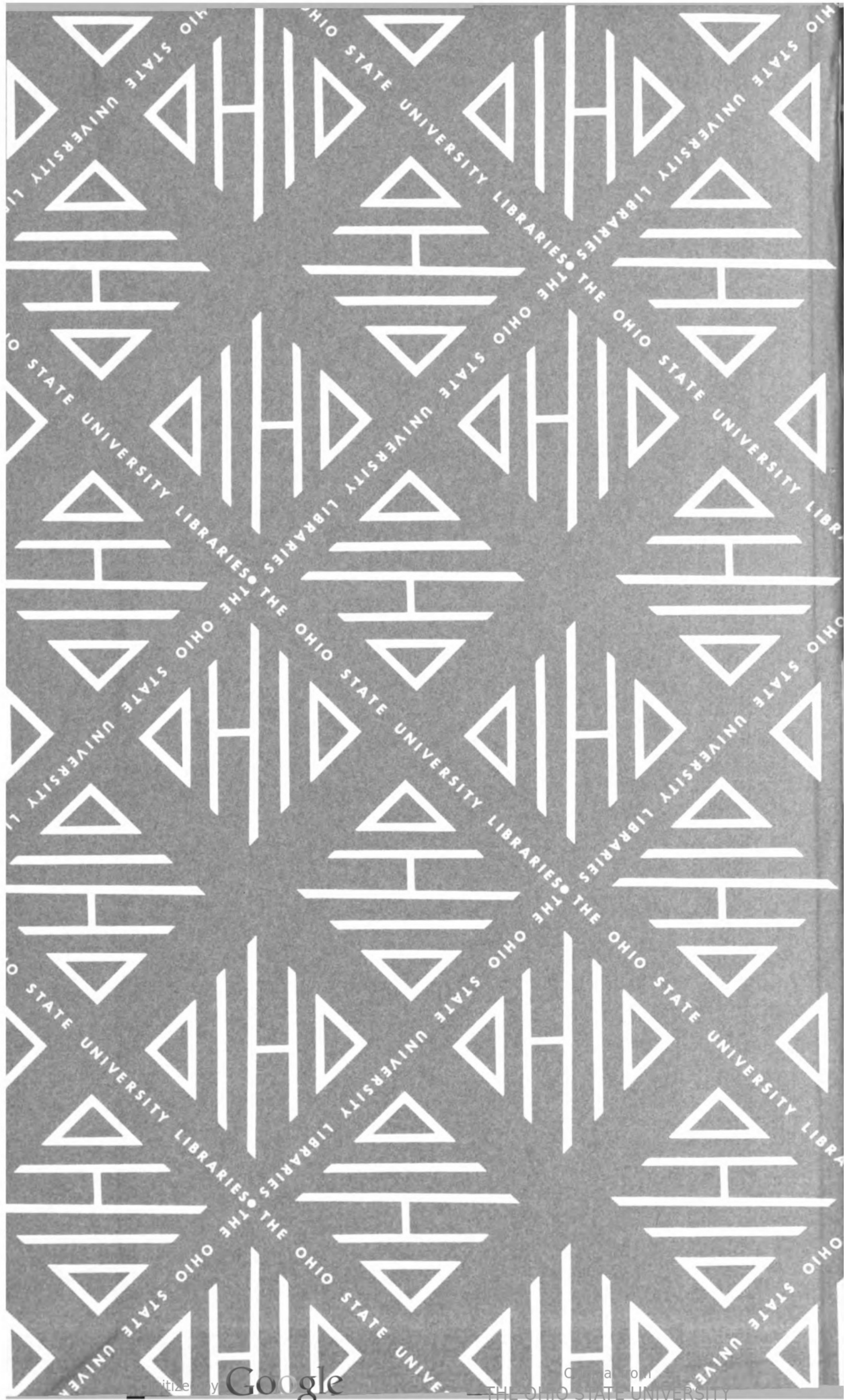
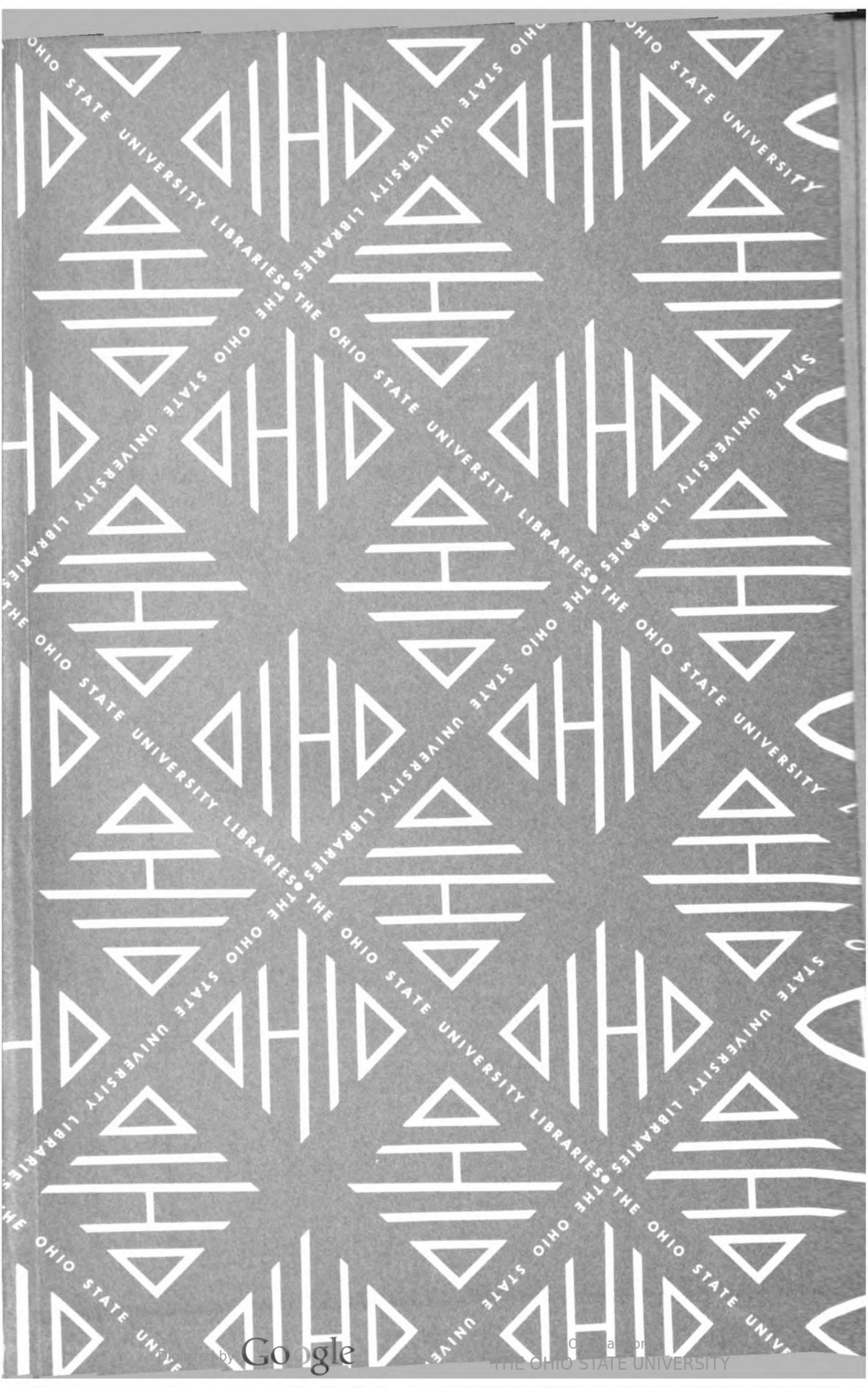
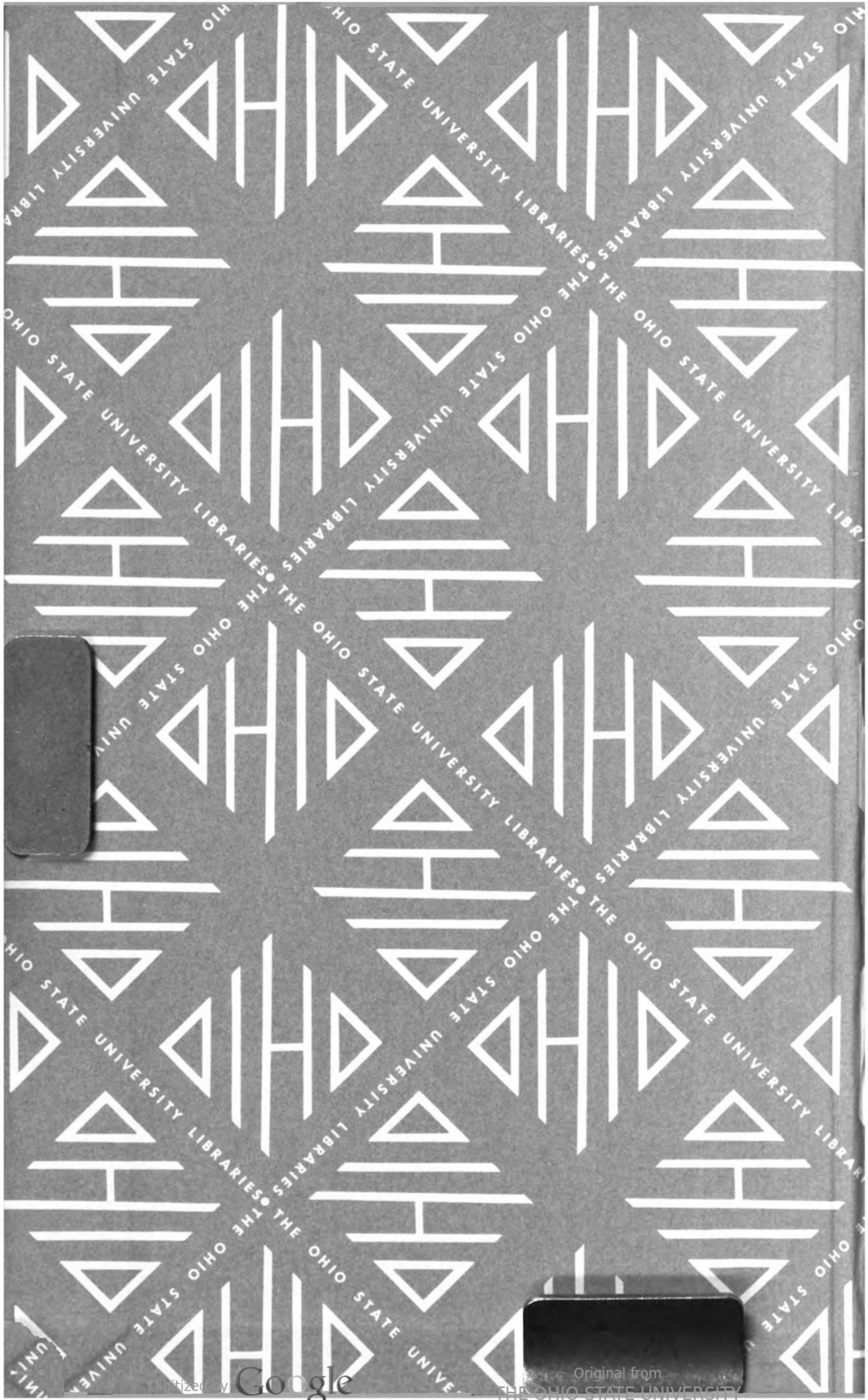
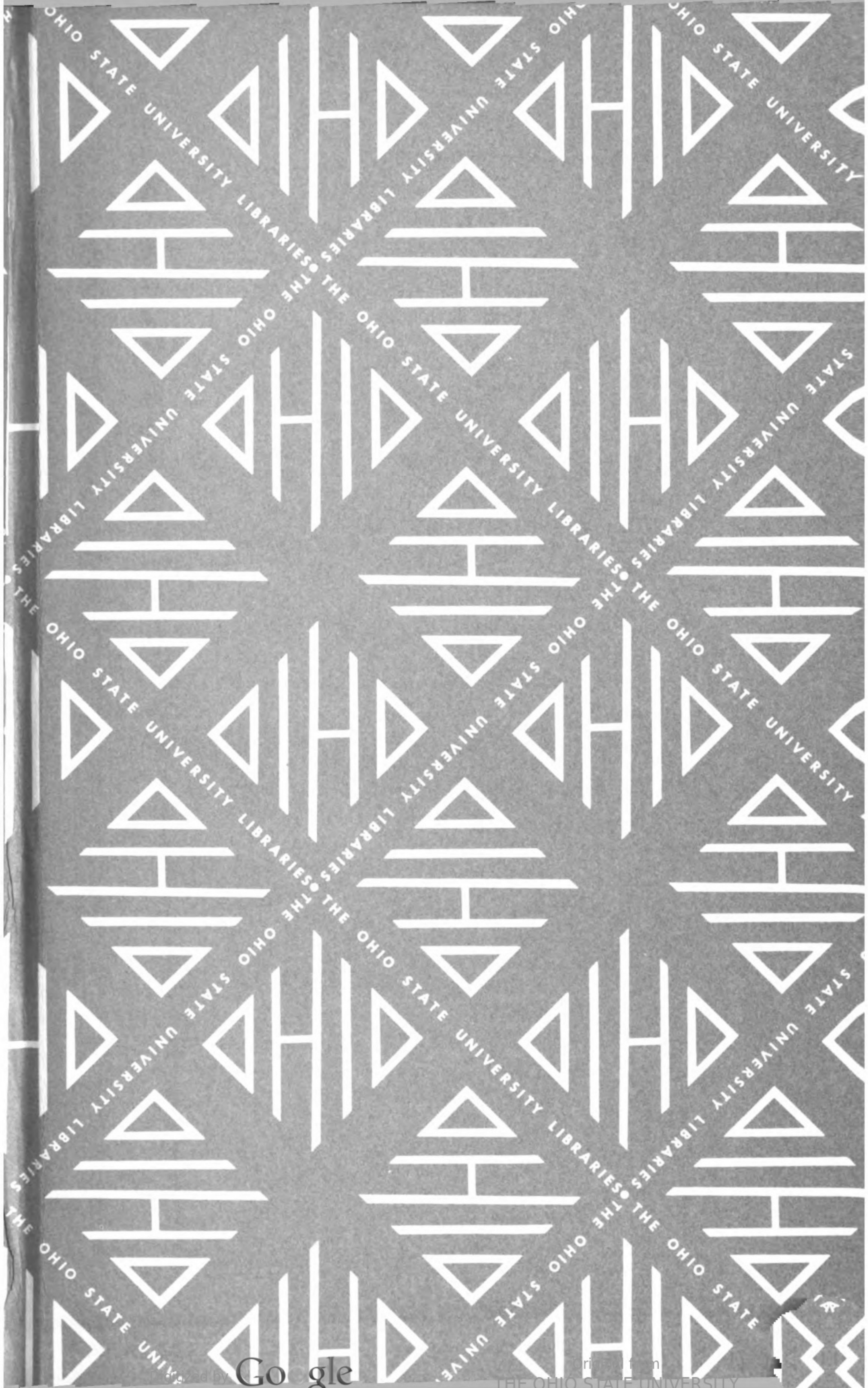


DC
611
M221 R5









L. J. J. J.

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

DEUXIÈME SÉRIE. — TOME PREMIER

• (LXXVII^e TOME DE LA COLLECTION)



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, LE MANS

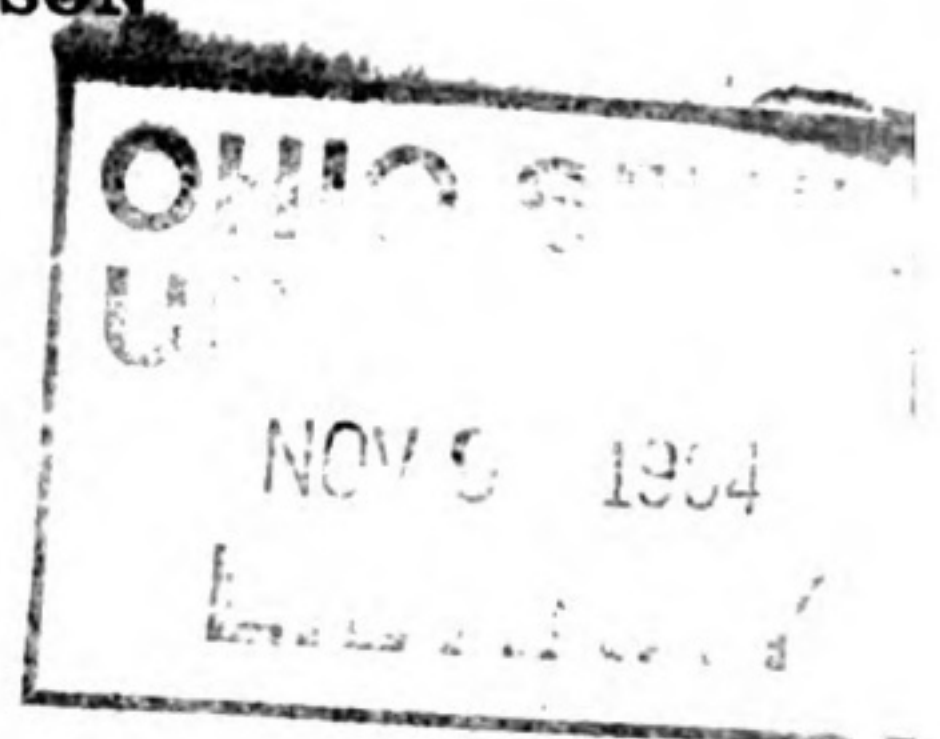
—
1920-1921

Doc
M. H. K.
V. 77

2/1/10

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

DEUXIÈME SÉRIE
TOME I^{er}. — PREMIÈRE LIVRAISON
(LXXVII^e TOME DE LA COLLECTION)



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, LE MANS

1920

1

SOMMAIRE

DE LA

PREMIÈRE LIVRAISON DU TOME I

	PAGES
1° <i>Assemblée générale du mercredi 27 octobre 1920.</i>	3
2° <i>Rapport sur les modifications aux statuts et sur le projet de fusion, par M. Ed. de LORIÈRE.</i>	8
3° <i>Statuts votés par l'Assemblée générale du 27 octobre 1920.</i>	20
4° <i>Le Château, la Ville et la Châtellenie de Sablé, pendant les guerres de religion, par M. le M^{re} de BEAUCHESNE.</i>	27
5° <i>Le Château de l'Isle pendant l'occupation anglaise, par M. Ed. de LORIÈRE</i>	37
6° <i>Le Tombeau de la reine Bérengère à la Cathédrale du Mans, par M. Robert TRIGER</i>	83
7° <i>Chronique</i>	95

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

du Mercredi 27 Octobre 1920

Le mercredi 27 octobre 1920, à 1 h. 1/2 de l'après-midi, a eu lieu, à la maison de la Reine Bérengère, l'Assemblée générale des membres de la Société historique et archéologique du Maine, prévue par la précédente assemblée du 16 janvier, pour l'étude du projet de réorganisation, l'examen des nouveaux statuts et la nomination définitive des membres du Bureau.

Sont présents : MM. Robert Triger, marquis de Beauchesne, Ed. de Loria, R. de Linière, A. Mautpuchet, X. Gasnos, A. Celier, G. Fleury, président Auburtin, abbé P. Calendini, docteur Candé, comte de Gastines, colonel Labiche, Ch. Monnoyer, colonel Nouton, A. Surmont, docteur Vincent, abbé Girault, V. Guillotin, abbé de la Croix, M. Lambert du Chenay, L. Paignard, abbé Pottier, A. Reveillant.

Sont excusés : MM. le comte de Bastard, M. Blanc, baron F. Chappé d'Auteroche, Charoy, de Courdoux, docteur Delaunay, abbé Denis, A. Descars, E. Fouché, député de la Sarthe, Fournier, colonel Gasselin, abbé Girard, abbé Giraud, Grosse-Duperon, Gouvrier, A. La Mache, A. Leroux, abbé Loudière, vicomte de Montesson, vicomte de Noailles, abbé Patard, M. Passe, P. Romet, colonel Savare, Séguin, abbé Sergent, Tournouër, P. Verdier, Voisin, L. Vincent.

M. Robert Triger, président, ouvre la séance et prononce les paroles suivantes :

Depuis notre dernière réunion, Messieurs, nous avons eu le vif regret de perdre encore deux de nos meilleurs confrères :

M. le duc des Cars, membre fondateur de la Société depuis sa

fondation, qui nous avait donné tant de preuves d'amicale et généreuse sympathie.

M. Marcel Cottereau, sculpteur au Mans, décoré de la Croix de guerre, membre titulaire, mort tout récemment victime d'un déplorable accident.

J'ai par contre, le plaisir de vous annoncer déjà l'admission de quelques nouveaux membres :

M^{me} Le Sassier-Boisauné qui veut bien faire vivre parmi nous le nom du très regretté colonel; M^{me} de la Poterie, rue de Tascher, au Mans.

MM. Gabriel Enault, imp. à Mamers; Comte Meunier du Houssoy; Albert Leroux, rue du Tertre-Saint-Laurent, 1, au Mans; Williot, industriel, château de Sablé; Vincent, négociant, rue de l'Ancien-Evêché, au Mans.

Enfin, j'ai à vous transmettre les excuses de ceux de nos confrères qui ont bien voulu m'exprimer leurs regrets de ne pouvoir assister à la réunion d'aujourd'hui.

L'Assemblée générale du 16 janvier dernier en renouvelant, à titre provisoire au moins, les pouvoirs du Bureau, avait, vous vous en souvenez, Messieurs, voté trois résolutions :

1^o Elle avait nommé une Commission spéciale de réorganisation, chargée de vous proposer les modifications aux statuts qu'imposent les circonstances présentes, et d'étudier le projet de fusion avec la Société des Archives historiques du Maine ;

2^o Elle m'avait chargé spécialement de la publication du dernier bulletin destiné à compléter, sous la date 1914-1919, la première série de la *Revue historique et archéologique du Maine* terminée avec la guerre ;

3^o Elle avait exprimé le vœu que les cotisations de l'année courante soient mises en recouvrement aussitôt après la publication de ce bulletin, afin que nous puissions vous faire connaître, aussi exactement que possible, le nombre des collègues qui nous restaient fidèles, et, par suite, les ressources dont la Société peut désormais disposer.

Ce n'est pas à moi — qui ai expressément refusé d'en faire partie — de vous rendre compte des travaux de la Commission de

réorganisation. Ils vont vous être exposés tout à l'heure, en son nom, par son dévoué rapporteur, M. de Lorière.

Je n'ai qu'à répondre brièvement sur les deux autres points.

Le dernier bulletin de la *Revue*, bien que mis à l'impression dès le lendemain de l'Assemblée générale, n'a pu paraître, à mon grand regret, qu'après Pâques. Vous l'avez tous reçu, et je suis heureux de constater qu'il a été très favorablement accueilli.

Il a coûté encore un peu plus cher que nous ne l'avions prévu, 1.264 fr. 10, au lieu de 1.000 francs, chiffre que je vous avais demandé, mais nous avons pu couvrir l'excédent de 264 fr. 10 à l'aide d'une vente inattendue de volumes du Cartulaire de Saint-Vincent.

Quant aux recouvrements, 189 sont dès maintenant encaissés, et 30 qu'on peut considérer comme sûrs, restent à effectuer.

En définitive, de 319 membres inscrits sur la liste de 1914, l'effectif de la Société, réduit par 46 décès et 46 défections, semble actuellement de 227 membres. L'avoir en caisse, y compris les 2.046 francs restés précédemment disponibles, est de 4.919 francs. Il s'élèvera à environ 5.500 francs après l'encaissement des recouvrements encore espérés. Dans ce chiffre, bien entendu, n'est pas comprise la réserve de 303 francs de rente sur l'Etat, qui sert à payer le loyer, les assurances, les impôts, etc.

Ce serait donc, au bas mot, une somme de 5.000 francs dont la Société pourrait disposer pour les frais de réorganisation et l'impression de la *Revue* de l'année courante 1920. — Malgré l'élévation excessive des prix, cette somme semble suffisante pour la publication de deux bulletins d'au moins une centaine de pages.

J'ajoute, Messieurs, que la loi récente sur les loyers m'a permis de nous assurer une prolongation de bail de deux années, ce qui nous garantit la jouissance de notre local aux mêmes conditions jusqu'au 1^{er} novembre 1923. J'ai tout lieu d'espérer, d'ailleurs, qu'étant données les bienveillantes dispositions de la municipalité, le bail pourra être renouvelé, à cette date, sans difficultés.

De l'ensemble de la situation, je suis heureux de pouvoir conclure que l'avenir n'est pas aussi compromis qu'on aurait pu le craindre, et que la Société peut reprendre son activité sous les

formes nouvelles et mieux appropriées aux circonstances que la Commission de réorganisation va vous proposer.

Mais, plus que jamais, la révision des statuts s'impose avec de nombreuses modifications, et l'une des plus désirables, à mon sens, est depuis longtemps l'admission aux assemblées générales des membres associés comme des membres titulaires.

Cet élargissement des cadres de la Société, cet appel au suffrage universel, a même paru au Bureau si rationnel, si correct dans la circonstance présente, qu'il n'a pas hésité à convoquer dès aujourd'hui tous nos confrères sans exception. C'est une joie pour moi, en ce moment, de saluer nos fidèles associés, de leur souhaiter la bienvenue, de les unir, dans un même sentiment de gratitude, à vous, Messieurs les membres titulaires, dont le fidèle et amical appui nous est depuis longtemps si précieux.

La parole est à M. de Lorian, rapporteur de la Commission de réorganisation.

Ce rapport, très complet et très étudié, expose avec tous les motifs à l'appui, les modifications que la Commission croit devoir proposer aux statuts actuels, et, dans tous leurs détails, les négociations poursuivies avec la Société des Archives du Maine pour le projet de fusion. Sa longueur ne permet pas de l'insérer ici, mais il sera publié *in extenso*, en annexe à ce procès-verbal.

M. de Lorian donne ensuite lecture du texte des nouveaux statuts proposés par la Commission et le soumet, article par article, au vote de l'Assemblée.

Après quelques explications, tous ces articles sont adoptés à l'unanimité. Ils seront également publiés dans la Revue.

Avant de procéder aux élections pour la nomination définitive du Bureau, le Président fait alors connaître que M. l'abbé Patard bibliothécaire-archiviste de la Société depuis de longues années, ne pouvant plus, par suite de son âge et de la difficulté des communications, remplir ses fonctions d'une manière suffisamment active, l'a chargé de transmettre sa démission à l'Assemblée. Il se fait l'interprète de tous pour exprimer à M. l'abbé Patard les regrets et les remerciements de la Société, et en reconnaissance de son long concours, propose de lui décerner le titre de bibliothécaire honoraire. La proposition est adoptée par acclamation.

D'autre part, la question de la fusion n'étant pas encore définitivement résolue, le Bureau, désireux de montrer jusqu'à la fin son entière bonne volonté et de laisser la place disponible pour le cas où la fusion pourrait se réaliser, demande à l'Assemblée de ne pas constituer jusqu'à nouvel ordre la 2^e section prévue par les nouveaux statuts et dite *Section de la publication des textes anciens*.

L'Assemblée s'étant ralliée avec empressement à cette nouvelle proposition, il est procédé seulement à l'élection d'un président, de deux vice-présidents, directeurs des 1^{re} et 3^e sections, et, conformément aux nouveaux Statuts, de cinq autres membres du Bureau appelés à remplir, sans désignation spéciale, les fonctions de secrétaire-général, de secrétaire des deux sections, de trésorier et de bibliothécaire.

Sont élus à l'unanimité :

Président : M. Robert TRIGER.

Vice-présidents : MM. le marquis de BEAUCHESNE, directeur de la 1^{re} section, et R. DE LINIÈRE, directeur de la 3^e section.

Membres du Bureau : MM. Ed. DE LORIÈRE, abbé GIRARD, Xavier GASNOS, A. MAUTOUCHET et A. LEROUX.

M. Robert TRIGER exprime à l'Assemblée sa vive gratitude pour la confiance qu'elle veut bien lui renouveler, en lui donnant de nouveaux et précieux concours sans lesquels il lui eut été impossible de rester désormais à la disposition de la Société.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

Le Secrétaire,

R. DE LINIÈRE.

Le Président,

ROBERT TRIGER.

R A P P O R T
SUR
LES MODIFICATIONS AUX STATUTS
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
ET
SUR LE PROJET DE FUSION

MESSIEURS,

Dans la dernière Assemblée générale, vous avez nommé, pour modifier les Statuts de votre Société, une Commission composée de MM. de Linière, Gasnos, Mautouchet, et de votre serviteur. M. le marquis de Beauchesne, absent tout l'hiver, n'a pu prendre part aux délibérations. Elle devait également étudier les conditions de fusion avec deux sociétés similaires. Ce sont les résultats de ses travaux que votre Commission a l'honneur de venir soumettre à votre approbation.

Pour la refonte des statuts, nous passerons ensemble en revue, si vous le permettez, les bases qui nous ont inspiré les modifications.

Le but assigné par vos anciens statuts nous a paru trop étroit, et de fait vous en êtes fréquemment sortis. L'histoire seule du Maine ne suffisait pas à votre activité. Il nous a semblé que l'af-

fection que nous portons à notre province devait se traduire non seulement par l'étude et la connaissance des faits et des monuments anciens, mais aussi par la sollicitude à tout ce qui se rapporte à leur conservation. Aussi votre Commission vous propose-t-elle un nouveau texte qui permette d'étendre votre mode d'action dans ce sens, tel que subventions, pétitions, rapports et vœux aux autorités constituées, ou tous autres moyens que suggéreront les circonstances.

Autrefois, également, votre seule revue périodique était prévue pour manifester la vitalité de la Société. Or, les circonstances matérielles et économiques d'avant-guerre ont changé complètement : le prix du fascicule (vous en aviez 6 par an) était en moyenne de 650 à 700 francs, chacun, autrefois : pour avoir même nombre de pages, même qualité de papier, et même importance de tirage, il faudrait se résoudre à dépenser pour chaque fascicule de 15 à 1.800 francs, sans compter les illustrations. Or, nos ressources ne nous permettent pas d'envisager une semblable dépense. Votre Commission a jugé qu'on pouvait supprimer la périodicité de la Revue, en ne la faisant paraître qu'à intervalles irréguliers, selon nos moyens financiers.

Mais, pour compenser cette lacune, elle vous propose de prévoir une série de réunions et de conférences, où les auteurs pourront venir lire leurs œuvres. Cette innovation, qui ne coûtera que les premiers frais d'installation, aura plusieurs avantages. D'abord nous avons ce beau local, tout à fait en harmonie avec l'esprit de la Société, puis, les travailleurs auront une tribune où ils pourront produire leurs travaux, sans se laisser décourager par les lenteurs d'une publicité restreinte. Ces réunions pourront permettre un échange d'idées sur les sujets traités, ainsi que la communication sous forme de dépouillement de la correspondance des principaux articles parus dans les envois d'autres sociétés; ces réunions en plus auront l'incalculable avantage de nous réunir plus souvent pour apprendre à nous mieux connaître, et à fortifier les liens de solidarité qui doivent grouper les membres d'une société comme la nôtre.

Votre Commission n'a pas été sans envisager l'objection très juste que tous les membres ne pourront pas toujours se

déplacer pour venir assister à ces réunions. Sans doute, les membres résidant au Mans seront privilégiés, mais en plaçant les lectures ainsi annoncées dans les mois d'hiver et de printemps, qui ramènent plus de personnes en ville, en en fixant d'avance les dates, nous pouvons espérer que nos collègues pourront et voudront bien faire coïncider avec les réunions projetées les voyages qu'ils sont toujours disposés à faire au Mans pour leurs affaires personnelles.

Votre Commission a reconnu aussi l'urgence de mieux organiser la bibliothèque en la rendant accessible sinon tous les jours, du moins certains jours déterminés de chaque semaine, en essayant de trouver un bibliothécaire résidant, pour recevoir les visiteurs, leur fournir des explications, et les renseigner sur leurs demandes.

Tous ces différents moyens, joints aux excursions projetées pendant l'été, permettent d'espérer que la diminution des livraisons de la revue sera largement compensée par les nouveaux avantages qui doivent assurer une vie plus intense au sein de votre Société.

Au point de vue de la distinction des différents membres, le désir d'étendre à tous les cotisants les bénéfices ci-dessus, a fait supprimer les exclusions qui frappaient les membres simplement associés au point de vue des élections. Désormais tous sont sur le même rang dans leurs droits et dans leurs obligations. La cotisation de 15 francs par an a été maintenue sans augmentation; votre Commission vous demande cependant de permettre une surtaxe facultative de 10 francs par an, à ajouter aux 15 francs précédents, pour ceux de nos collègues qui voudraient s'intéresser plus particulièrement à la publication de textes anciens soit latins soit médiévaux, en plus de notre revue. Nous allons avoir plus loin à revenir sur cette question.

L'organisation ancienne reposait sur un seul bureau, souvent anémié par la mort, les départs, les absences. Le résultat était qu'en réalité tout le travail intellectuel et matériel, ainsi que la responsabilité, retombait toujours sur les mêmes, ou plus exactement sur le Président dont la besogne devenait ainsi écrasante. Votre Commission, sur sa demande et d'accord avec lui, a jugé

que la division du travail s'imposait. Pour justifier cette opinion, les raisons ne manquent pas : l'accès d'abord d'un plus grand nombre de membres à la direction collective de la Société ; la division des différents services, permettant d'utiliser des spécialités dans des postes qui leur conviennent ; l'allégeance enfin du travail absorbant moins complètement les bonnes volontés volontaires.

Pour arriver à ce résultat, et conserver d'autre part l'unité d'idées, de doctrine, de direction et d'administration, votre Commission vous propose de créer un organe propulseur et régulateur central, composé d'un président, de quelques offices généraux indispensables et des chefs de trois sections distinctes et séparées, agissant avec leur autonomie propre sous le contrôle du Conseil central, dans lequel ces chefs de section prendraient le titre et le rang de vice-présidents.

Différentes entre elles par leur but nettement déterminé, ces sections agissent isolément, sous leur propre responsabilité : elles recrutent elles-mêmes leurs membres, organisent elles-mêmes leur travail, et jouissent ainsi d'une liberté suffisamment étendue et féconde pour ne pas entraver leur action, et suffisamment limitée d'autre part, pour ne pas nuire au bien général de votre Société, puisque leurs chefs, auxquels nous adjoignons leurs secrétaires, font partie intégrante du grand Conseil qui dirige les affaires générales de la Société.

La 1^{re} Section s'occupera exclusivement de la composition des publications périodiques imprimées et des lectures faites dans les réunions : elle devra être composée autant que possible de charlistes et gens de lettres, donnant par leur érudition, leur compétence et leur passé, la garantie nécessaire de leur valeur. Cette section, qui composera un véritable comité de lecture, examinera tout ce qui devra vous être présenté, et devra, tout en laissant les responsabilités aux auteurs, s'opposer à la production d'œuvres qui nuiraient à la bonne tenue morale et technique de la Société historique et archéologique, et élaguer (en les renvoyant aux auteurs) d'autres œuvres qui, à cause de leur longueur ou d'autres raisons, nuiraient à la Revue, et enlèveraient l'intérêt des réunions.

Les membres de cette section pourront à loisir travailler à domicile, ce qui permet de les prendre là où ils' sont, sans avoir égard aux questions de lieux ni de proximité : ils rendront compte à leur chef de section, soit en réunions particulières, soit par correspondance, suivant leur commodité, du fruit de leur examen. Celui-ci classera à son choix les travaux ainsi examinés et discutés, et les transmettra au Président de la Société qui donnera une acceptation définitive, et les enverra à la section chargée de les faire imprimer.

Cette démarche de déférence vis-à-vis du Président, ne peut être, à notre avis, qu'une formule d'enregistrement. Deux hypothèses en effet, peuvent se présenter : celle d'une acceptation pure et simple, ou celle d'un refus. Dans ce dernier cas, le Président devra convoquer le Conseil central, qui décidera. Ainsi croyons-nous avoir évité l'écueil de faire dépendre de l'opinion d'un seul les manifestations des travaux présentés.

La 2^e Section est réservée à la publication des textes anciens, dont nous aurons à vous parler à propos de la fusion projetée.

La 3^e Section aura à s'occuper des détails matériels des installations, de la bibliothèque, de l'impression de la Revue, et de la préparation des excursions. Son rôle, moins savant peut-être que celui des deux précédentes, sera celui d'une aimable maîtresse de maison, prévoyant tout ce qui peut être agréable à ses hôtes, et n'épargnant aucune peine ni fatigue pour leur assurer le bien-être, le confort et l'agrément; ce sera elle qui engagera les dépenses votées par le bureau central, qui soldera les comptes, débattrà les marchés.

Vous comprendrez combien ce rôle aura d'importance, car l'existence est ainsi faite, que la vie intellectuelle ne peut être séparée de la vie matérielle. Les difficultés actuelles, que nous connaissons tous, seront la source de démarches multiples et difficiles, qui seront résolues d'une façon d'autant plus heureuse, que l'effort sera moins apparent, pour ne vous laisser, Messieurs, que le régal des jouissances intellectuelles, que vous préparent les deux premières sections. A cause de leurs fonctions mêmes, il est à souhaiter que les membres de cette section soient re-

crutés au Mans ou dans son voisinage prochain, à l'inverse de ceux de la 1^{re} section.

Telles sont les grandes lignes du projet de statuts que votre Commission a l'honneur de vous soumettre; c'est l'ossature en somme de la réforme. Les articles suivants ne sont que des précautions de discipline intérieure, — nomination du président et des vice-présidents des trois sections par un vote spécial et nominatif, — nomination des membres du bureau central au scrutin de liste, sans attribution de fonctions, afin de pouvoir, entre deux élections, attribuer un poste à l'un ou à l'autre sans être obligé de recourir à un nouveau vote de votre part, — dispositions enfin, dont l'application sera aussi lointaine que possible, en cas de dissolution de notre Société.

Il me reste à vous parler du projet de fusion que nous désirons tant voir réussir. Deux sociétés se trouvent en présence, la vôtre, de beaucoup la plus ancienne, et la *Société des Archives du Maine*. J'ometts à dessein la *Société d'Agriculture, Sciences et Arts* de la Sarthe, notre doyenne à tous, puisqu'elle a bientôt un siècle et demi d'existence, et dont l'organisation modèle peut nous servir d'exemple sur bien des points. Cette société tient à son autonomie et n'accepte en aucun cas l'idée de fusion; son objet d'ailleurs et ses travaux sont quelque peu différents des nôtres.

Les deux premières sociétés, dont beaucoup de membres sont communs, se recrutent dans le même milieu; comme moyens d'action, toutes les deux ont une revue périodique, car la *Province du Maine* est l'organe de la *Société des Archives*; leur but est identique, celui d'intéresser leurs sociétaires, par des articles de vulgarisation, à l'histoire de notre province. Les circonstances actuelles veulent que deux revues aussi similaires semblent destinées à confondre leurs existences; après les épreuves de la guerre, et en face des difficultés matérielles, le moment semble logique, et particulièrement opportun, et j'ajoute qu'il ne me semble pas que la susceptibilité la plus éveillée ait lieu d'en être offusquée. Ne voit-on pas couramment deux cours d'eau mêler leurs flots, sans que celui qui se déverse dans son voisin, soit dans la nécessité de perdre le souvenir de son origine, ni des faits mémorables qui ont illustré ses rives?

Il restait à savoir comment ces deux sociétés pouvaient se prêter à cette opération. Or, Messieurs, vous m'en voudriez certainement, si je ne remettais devant vos yeux votre héritage, votre bien, votre passé enfin que des ancêtres « *de 45 ans* » vous ont légués avec votre nom. Votre Société, fondée en 1875, a régulièrement, depuis cette date, publié 2 volumes par an, soit 76 volumes, à cause de la guerre et des premières années où un seul volume était distribué.

Elle a présidé à la publication des *Cartulaires de Perseigne* en 1880; de *Saint-Pierre-dé-Solesmes*, de *la Couture*, en 1881; de *Saint-Calais*, par l'abbé Froger, en 1887; de *Saint-Hippolyte-de-Vivoin*, par M. l'abbé Denis, en 1895; enfin de *Saint-Vincent-du-Mans*, en 1885 et 1914. — Elle a patronné une foule d'ouvrages parus sous son sceau: les *Mémoires de Neveu de la Manouillère* et ceux de *Le Prince d'Ardenay*, en 1877-78; l'*Histoire de La Ferté-Bernard*, par l'abbé Charles, en 1879; *Michel Chamillart et Douillet*, en 1884; *Assé-le-Boisne*, en 1885; le *Siège de La Ferté-Bernard*, la *Monographie de Saint-Paul-le-Gaultier* et celle de *Saint-Léonard*, par M. Moulard, en 1888; l'*Instruction populaire dans la Mayenne*, par l'abbé Angot, en 1890; le magnifique ouvrage des *Sculptures de Solesmes* du Père de la Tremblaye, en 1892; les *Communautés et Chapitres de Laval*, en 1891; *Le Collège Henri IV de La Flèche*, du Père de Rochemonteix, 4 volumes, en 1889; les *Mémoires épistolaires sur la Révolution à Laval*, en 1896; *Sainte Scholastique, patronne du Mans*, par R. Triger et D. Heurtebize, en 1897; le *Dictionnaire des artistes manceaux*, en 1900; l'*Histoire de Saint-Calais*, par l'abbé Froger, en 1901; *Scarron inconnu*, par M. Chardon, en 1903, etc.

Tous ces ouvrages qui forment une masse de plus de 30 volumes, vous les connaissez mieux que personne, puisque vous les avez reçus.

Votre Société a eu à sa tête et dans son sein une foule d'hommes éminents, par leur science et leur érudition; elle a une notoriété qui lui permet des échanges avec plus de 100 sociétés savantes de France, d'Europe, et même d'Amérique. Elle a obtenu une médaille d'argent à l'Exposition universelle de 1889 à Paris; une mention honorable à celle de 1900, sur 98 récompenses seulement

qui ont été accordées, et enfin le grand prix à l'Exposition de 1911 au Mans. Toutes ces récompenses sont attribuées pour l'importance et la valeur des travaux de votre Société.

Elle jouit de l'estime de nos maîtres en archéologie, comme MM. de Lasteyrie et Lefèvre-Pontalis, Camille Jullian et Lafilée qui l'honorent de leur bienveillance, et ont bien voulu plusieurs fois se déplacer pour venir faire des conférences ici. C'est elle enfin qui représente la tradition historique du Maine et qui se charge d'accueillir les étrangers qui viennent visiter nos monuments. Vous vous souvenez, n'est-ce pas, des sociétés de Rennes, de Tarn-et-Garonne, et surtout de la gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, venue jusque de Belgique. N'était-ce pas un pressentiment pour ces congressistes, dont quelques-uns sont sans doute revenus à Auvours pendant les années terribles !

Ces titres de famille nous imposent le devoir de les conserver avec notre nom, qui n'a souffert aucune atteinte, d'autant plus que nous voyons dans la *Société des Archives* et les rédacteurs de son organe la *Province du Maine*, notre sœur cadette, beaucoup de membres, que nous nous honorons d'avoir comptés parmi nous, avant qu'elle ait essayé de suivre une voie sinon différente, je l'ai montré plus haut, mais parallèle. Un retour vers l'union d'autrefois serait donc chose toute naturelle, toute souhaitable, et l'union sacrée que l'on recommande en tout cas et en tous lieux, trouverait ici son application parfaitement justifiée.

Je crois Messieurs, être l'interprète de vos sentiments, en assurant la *Société des Archives* de l'estime que nous professons pour la valeur, l'érudition et la haute compétence de ses membres. C'est un plaisir pour nous de le faire et nous pouvons les assurer de la sympathie avec laquelle nous accueillerions leur collaboration. Le bagage littéraire et historique de la *Province du Maine* est fort important en effet, ainsi qu'en témoignent les 23 volumes publiés. Pour bien marquer la disparition de cette dualité passée, je ne vois pas ce qui pourrait empêcher sur une revue désormais unique d'ajouter à votre nom, la subscription « et de la *Province du Maine*, réunie ».

La *Société des Archives historiques du Maine* proprement dite ne produit pas; elle édite des textes anciens, soit latins, soit médié-

vaux : c'est une société exclusivement composée de travailleurs, qui ne s'adresse qu'à un public restreint. Tous ceux d'entre nous qui veulent étudier une question, savent combien il est souvent difficile de se déplacer pour consulter les textes sur place dans les grands dépôts d'archives, et les bibliothèques ; plusieurs sont gênés par la lecture des écritures anciennes, d'autres par le défaut de méthode dans leurs recherches ; d'autres enfin ne connaissent qu'imparfaitement soit la jurisprudence ancienne, soit les modes de classement des archives, soit les règles et les principes de diplomatique, d'architecture, de numismatique, etc., qui permettent de trouver le document juste et libérateur.

Combien de patientes recherches, combien de correspondances à échanger, combien d'ouvrages à consulter, avant de jeter sur le papier avec certitude un nom ou une date ! Le public cependant auquel nous nous adressons veut bien avoir confiance dans la précision des faits qu'on lui raconte : mais s'il ne vérifie pas par lui-même la plupart du temps, les références qu'on lui apporte, et préfère s'en rapporter à la probité de l'auteur, c'est à la condition que celui-ci lui inspire confiance, et prouve par sa documentation mériter l'estime qu'il sollicite.

Or, Messieurs, la *Société des Archives du Maine* rend l'inestimable service de publier ces textes anciens, instruments indispensables de travail, pour la composition des articles que vous goûtez : elle permet d'avoir toujours sous la main le document original, d'où l'on peut tirer la note juste et pittoresque qui vivifie un sujet, et le distingue du pur roman.

Cette société a déjà publié de nombreux ouvrages, et se propose d'en publier de bien plus nombreux encore, aussi votre Commission a-t-elle accueilli avec la plus grande faveur l'essai de réunion, et a-t-elle fait à cette société, la dernière née, la place la plus large et la plus honorable dans le projet de fusion. La 2^e section lui appartient toute entière et porte son nom de Section des archives historiques du Maine ; votre Commission ne touche ni à son organisation, ni à sa réserve de publications, ni même au choix de son imprimeur. Mais en plus, voulant lui donner une marque non équivoque de la sympathie avec laquelle nous souhaitons sa réunion, elle demanderait à ceux de nos membres qui

s'intéressent plus particulièrement à ses travaux, de verser à la caisse de cette 2^e section un supplément de cotisation de 10 francs.

Enfin, pour ne gêner en rien son action, votre Commission vous propose de ne pas l'obliger à produire un volume de textes chaque année, mais de lui laisser la faculté de ne vous le remettre que lorsqu'elle aura les ressources suffisantes pour que chaque ouvrage ait toujours la correction, à laquelle la *Société des Archives* nous a habitués. Naturellement, et pour se rattacher à notre Société, le Président et le Secrétaire de la Section des Archives feraient partie du Conseil central, et participeraient ainsi à l'administration générale de notre Société.]

Tels sont, Messieurs, les sentiments avec lesquels votre Commission a abordé le problème de la fusion. Il me reste à vous faire connaître la suite des négociations.

Le 16 février, a eu lieu chez M. Chappée une réunion générale des membres des *Archives du Maine*, analogue à votre réunion qui avait eu lieu en janvier. La question de fusion a été examinée, et je dois dire qu'elle n'a soulevé aucune objection insoluble. M. de Linière et moi y assistions, en qualité seulement de membres de la *Société des Archives*, et nous avons pu donner les explications qui nous furent demandées sur le projet de révision des statuts qu'élaborait votre commission. Il fut alors convenu que ces messieurs de la *Société des Archives* nommeraient, ainsi que vous l'aviez fait, une commission pour s'entendre avec la vôtre.

Les semaines passèrent, et l'hiver aussi, sans que nous ayons eu connaissance de la composition de cette commission... Dans les premiers jours d'avril, M. de Linière reçut de M. Chappée une demande de réunion, qui eut lieu chez lui, rue de Tascher. Etaient présents : MM. de Linière, Gasnos, Mautouchet, Chappée, chanoines Ledru et Bruneau, M. Leroux, et votre serviteur.

Après une discussion des plus courtoises, nous donnâmes connaissance du projet des statuts, que vous allez être appelés à examiner, et j'espère à approuver, et nous reçûmes communication des désirs exprimés par nos interlocuteurs. Ils étaient fort raisonnables, et se résumaient pour ainsi dire uniquement dans

le désir de ne pas perdre complètement le souvenir de la *Société des Archives* et de la *Province du Maine*, en conservant ce dernier nom, qui a été mêlé à beaucoup de succès littéraires et historiques. C'est ce que nous avons bien volontiers accepté en vous proposant d'unir désormais les noms des deux Revues. M. Chappée nous a même expressément déclaré qu'il ne désirait aucun budget séparé, et verserait volontiers purement et simplement dans votre caisse l'avoir de la *Société des Archives*; cet avoir, Messieurs, comme le vôtre, ne permet pas la continuation des errements d'avant-guerre, mais il est, malgré cela, fort respectable.

D'autre part, vos commissaires insistèrent pour qu'à l'avenir, les articles insérés dans la Revue fussent uniformément et invariablement soumis au contrôle de votre première section, vos commissaires insistèrent pour bien affirmer, afin que personne ne s'y trompe, que l'organisation nouvelle qui va vous être soumise, serait maintenue intégralement, si vous lui donniez votre approbation. Ces différentes propositions de part et d'autre ne soulevèrent aucune opposition appréciable, et cependant rien ne fut conclu définitivement.

C'est que, dans l'une comme dans l'autre société, il y avait un inconnu que par unique souci de loyauté et de droiture, il importait que l'une et l'autre connussent. C'était la question du nombre des membres, ou plus exactement celle des démissions prévues qu'allaient entraîner forcément les récents événements passés. D'ailleurs, chaque société devait, pour parfaire les semestres de 1914, servir encore à ses membres un ou deux fascicules. Il fut donc convenu que ces fascicules seraient envoyés, que chacun de son côté recenserait les abonnés restés fidèles, que ces opérations se feraient pendant l'été 1920, et qu'à l'automne nous nous retrouverions pour conclure.

C'est le point actuel auquel nous sommes arrivés.

Je suis fort heureux, en conséquence, de pouvoir, Messieurs, être l'interprète de votre Commission, pour vous dire que nous avons la ferme espérance d'un accord définitif, que nous souhaitons tant. Si, par hasard, au dernier moment, quelques nouvelles traverses imprévues, venaient empêcher sa réalisation, je crois que ce ne pourrait être pour un temps bien long,

aussi j'ai l'honneur, d'accord avec mes collègues, de vous proposer le vote ferme des nouveaux Statuts dont je vais vous donner lecture. Mais nous vous demanderons de ne pas nommer aujourd'hui le président et le secrétaire de la Section des archives pour laisser la place libre à nos futurs collaborateurs.

Vous pouvez dans l'état actuel, financier et numérique de votre Société, et sans crainte d'embarras d'aucune sorte, continuer le cours de votre existence semi-séculaire, avec les modifications toutefois que je vous signalais plus haut. Vous n'avez besoin de personne. Mais si des amis, organisés déjà en corps, désirent se joindre à nous, nous serons très heureux de les accueillir, et vous remarquerez que les Statuts, que nous avons l'honneur de vous présenter, laissent la place libre pour l'accession de nos confrères de la *Province du Maine*, qu'ils veuillent ou non l'occuper, maintenant ou plus tard.

Le Rapporteur de la Commission de Réorganisation,
ED. DE LORIÈRE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

STATUTS

(OCTOBRE 1920)

ARTICLE PREMIER. — La Société historique et archéologique du Maine, fondée en 1876, embrasse l'histoire des deux départements de la Sarthe et de la Mayenne.

Le siège de cette Société est au Mans.

Elle est constituée sous la forme d'association déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

ART. 2. — Le but de cette Société est l'encouragement à l'étude de l'histoire et des monuments anciens de la province du Maine. Elle se propose aussi de veiller à la conservation de ces monuments et à leur sauvegarde.

ART. 3. — La Société remplit ces buts par la publication d'une Revue, l'impression de textes anciens, le patronage d'ouvrages ou de travaux publiés par ses membres, des conférences, des réunions, des excursions, et tous autres moyens qu'elle jugera opportuns.

De toute façon, la Société s'interdit toute propagande politique.

ART. 4. — La Société se compose de membres d'honneur, de membres fondateurs, titulaires et associés.

Sont membres d'honneur les notabilités qui ont bien voulu accepter ce titre exclusivement honorifique, décerné par le bureau, en considération de services rendus ou de l'appui prêté à la Société.

ART. 5. — Sont membres titulaires, toutes personnes qui, en acceptant ce titre, s'engagent à payer annuellement :

1° Une cotisation de 15 francs, qui leur donne droit de recevoir la *Revue historique et archéologique du Maine* ;

2° Une autre cotisation de 10 francs pour recevoir les ouvrages ou publications de la Société en dehors de la Revue et ceux édités par les membres titulaires sous le patronage de la Société.

Sont membres associés, toutes personnes qui s'engagent à payer une cotisation annuelle de 15 francs qui leur donne droit à la réception de la Revue.

Ces deux catégories ont également droit d'assister aux réunions, conférences et excursions.

ART. 6. — Les membres fondateurs sont ceux des membres titulaires, qui, en outre des conditions imposées par l'article 5, verseront une cotisation annuelle qui ne pourra être inférieure à 50 francs.

ART. 7. — Tout membre ne pourra être admis qu'après un vote favorable du bureau. Eventuellement, sa radiation ne pourra être prononcée que par un autre vote du bureau.

BUREAU

ART. 8. — La Société est administrée par un bureau, auquel sont adjointes trois sections, dont les attributions seront définies plus loin.

ART. 9. — Le bureau est composé du Président, de trois Vice-

présidents directeurs des sections, du Trésorier, du Secrétaire-général, des trois Secrétaires des sections, et du Bibliothécaire-archiviste.

ART. 10. — Il est obligatoirement réuni deux fois par an, par le Président, qui reste libre de le réunir plus souvent, s'il le juge à propos.

ART. 11. — Le bureau est chargé de l'administration générale de la Société. Il fixe chaque année les sommes dont pourront disposer les sections ; il reçoit les comptes du trésorier, et les approuve avant de les présenter à l'Assemblée générale. Il décide le genre des publications de la deuxième section, suivant l'article 14. Il admet les nouveaux membres, et se prononce sur les radiations : il fixe les excursions, le nombre et la date des réunions périodiques, et généralement, s'occupe de tout ce qui intéresse le bon fonctionnement de la Société .

ART. 12. — Le bureau représente la Société en toute circonstance. Le Président seul la représente en justice.

Les convocations aux réunions, excursions et Assemblées générales sont faites par le Président.

Dans les votes du bureau, en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

COMPOSITION ET ROLE DES SECTIONS

ART. 13. — 1^{re} Section, dite de la Revue. — Elle se compose d'un Vice-président directeur, d'un Secrétaire, et de trois conseillers : elle peut s'adjoindre un nombre supplémentaire de conseillers pris dans la Société.

Cette section a pour rôle : 1^o d'admettre ou de refuser les travaux présentés à la Société par ses membres et exceptionnellement par d'autres ;

2^o D'admettre les travaux qui, ne pouvant être publiés pour une raison quelconque, seront reçus à la lecture aux réunions

périodiques. Cette lecture devra être faite, en principe, par les auteurs.

Le Vice-président, au reçu des manuscrits, les répartit entre les membres de sa section, qui les examinent et les renvoient au Vice-président avec leurs observations. Celui-ci donne aux manuscrits un numéro de préférence, et les envoie au Président qui donne le visa définitif. Au cas où il jugerait différemment que les membres de la section, le Président devra réunir le conseil central, lui soumettra la question et le conseil décidera.

Cette procédure s'applique également aux travaux de la 2^e section, dont il va être parlé ci-après.

La Chronique de la Revue est réservée au Président de la Société.

ART. 14. — 2^e Section, dite de la publication des textes anciens et travaux divers. — Cette section est composée et fonctionne dans les mêmes conditions que la précédente. Son budget, qui lui est particulier, est alimenté par les cotisations de 10 fr. des membres titulaires, et éventuellement par les subventions de l'Etat, et celles des auteurs.

Elle devra publier chaque année, autant que possible, un ou plusieurs fascicules de textes, dont elle assure l'impression, ou éventuellement accorder son patronage à un travail important, composé par un membre titulaire : avant de rien engager, elle soumet ses travaux et ses vœux au Président qui donne le visa.

ART. 15. — La publication des travaux présentés sous le patronage de la Société reste à la charge des auteurs, déduction faite des subventions spécifiées à l'article 14, et n'engage en rien la responsabilité des autres membres.

ART. 16. — 3^e Section, dite administrative. — Sa composition est la suivante : un Vice-président directeur, le Trésorier, le Secrétaire-général, un Secrétaire particulier, le Bibliothécaire-archiviste et trois conseillers.

Cette section a la charge de l'organisation des réunions périodiques, des conférences, des excursions, et de l'impression de la

Revue : elle engage les dépenses de la Société, dans les limites prévues par le bureau.

ART. 17. — Les Vice-présidents réunissent leurs sections toutes les fois qu'ils le jugent à propos. Ils préviennent le Président par lettre huit jours auparavant.

Le Président, s'il le désire, peut assister aux réunions des sections. Dans tous les cas, la présidence de la réunion reste au Vice-président.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES. — ÉLECTIONS

ART. 18. — Le bureau est nommé pour quatre ans par l'Assemblée générale de tous les membres de la Société, titulaires ou associés. Les membres absents peuvent se faire représenter par d'autres membres de la Société.

Tous les membres du bureau peuvent être infiniment réélus.

Le vote a lieu au scrutin de liste.

La nomination du Président et des trois Vice-présidents fait toujours l'objet d'un vote séparé.

Les autres membres du bureau sont nommés sans désignation d'attributions.

Le bureau ainsi nommé répartit les fonctions entre ses membres.

ART. 19. — Les conseillers de chaque section sont choisis et présentés à l'agrément du bureau par chaque Vice-président.

ART. 20. — L'Assemblée générale annuelle a lieu dans le premier trimestre de l'année. La situation financière de l'année précédente lui est présentée.

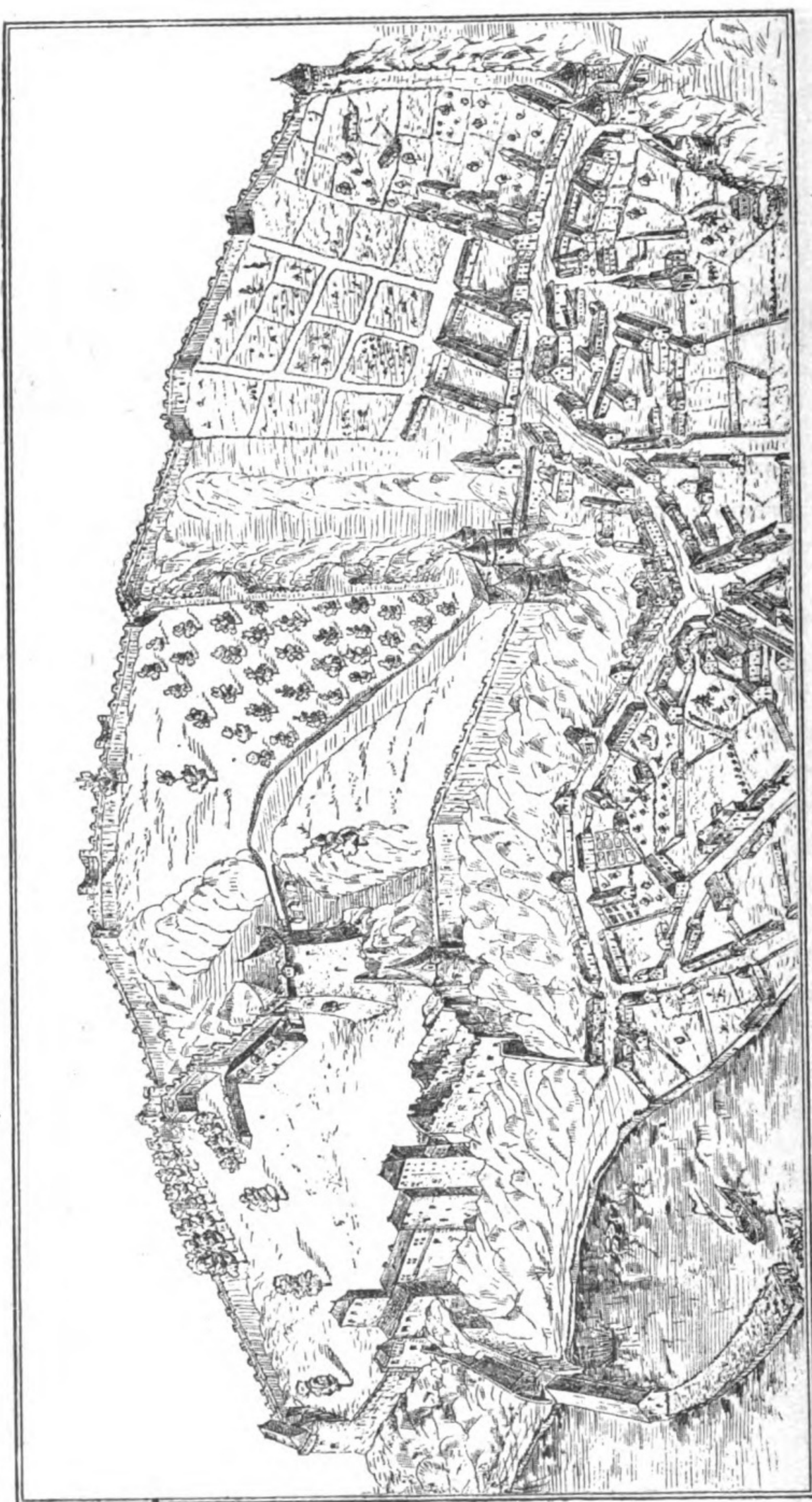
L'ordre du jour de l'assemblée est fixé par le bureau.

ART. 21. — Les demandes de modifications aux statuts doivent être préalablement présentées au bureau, quinze jours au moins avant l'Assemblée générale.

DISSOLUTION

ART. 22. — La dissolution de la Société ne peut être prononcée que dans une Assemblée générale, réunissant les deux tiers des membres inscrits, qu'ils soient présents ou représentés. La décision, emportant dissolution, ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des votants. L'assemblée décide l'emploi qui sera fait des fonds, des collections, de la bibliothèque et du matériel appartenant à la Société, qui ne pourront être affectés qu'à une Société similaire ou à une bibliothèque. — L'assemblée nomme un ou plusieurs commissaires, chargés de la liquidation.

Statuts votés par l'Assemblée générale de la Société, le mercredi 27 octobre 1920.



ANCIEN CHATEAU DE SABLÉ

LE CHATEAU. LA VILLE & LA CHATELLENIE DE SABLÉ

PENDANT LES GUERRES DE RELIGION

La première guerre de religion, qui avait mis la France entière à feu et à sang, et coûté la vie à François de Lorraine duc de Guise et seigneur de Sablé, n'avait pas été sans faire ressentir son cruel contre-coup dans le coin du Maine dont nous étudions l'histoire : dès le printemps de 1562, lors des premiers troubles, un dominicain, le frère prêcheur Jehan Maréchal, avait été tué à Sablé par les huguenots ; vers la même époque, la maison seigneuriale de Mortelève, en la paroisse de Souvigné, appartenant à Bertrand de la Corbière, avait été « pillée par ceulx de la religion ». Dans le courant de l'été suivant, lorsque les huguenots, obligés par l'approche du duc de Montpensier d'abandonner la ville du Mans qu'ils occupaient depuis plusieurs mois, se retirèrent, en traversant le Maine, vers la Normandie, ils passèrent non loin de Sablé et brûlèrent, après l'avoir pillée, l'abbaye de Bellebranche. Enfin, dans les derniers mois de cette même année 1562, le fameux capitaine calviniste René de la Rouvraye, dit le diable de Bressault, profitant d'une absence de Jehan de Champagne, seigneur de Pescheseul, alors chef du parti catholique dans notre pays, avait surpris Parcé, s'en était rendu maître, en avait pillé les églises, rompu les orgues de celle de Saint-Martin, fait mille indignités aux prêtres ; et pris un grand butin sur les habitants sans en tuer pourtant aucun.

Tel avait été le sort de la châtellenie de Sablé pendant la première guerre de religion terminée en mars 1563 par la paix d'Amboise.

Cependant Jehan de Champagne était alors, comme nous l'avons dit, le chef du parti catholique dans notre contrée. C'était un très puissant seigneur, à qui, dès avant les guerres de religion, Henri II avait témoigné une faveur toute particulière. D'après la chronique de Parcé, ce prince l'avait fait lui-même chevalier lors de son sacré à Reims en 1548; il l'avait ensuite créé son lieutenant en ses provinces d'Anjou, Maine et Touraine, et lui avait donné une compagnie de cent arquebusiers. En 1550, il l'avait honoré de sa visite au château de Pescheseul, et l'aurait en même temps gratifié de la charge de grand maître de l'artillerie. Sous Charles IX, du reste, le crédit à la cour de notre personnage n'avait diminué en aucune façon. En juillet 1561, le fils de Catherine de Médicis lui avait envoyé le collier de l'ordre de Saint-Michel. Enfin, en 1562, après la reprise du Mans sur les Huguenots, le seigneur de Pescheseul avait été chargé par l'autorité royale de poursuivre impitoyablement les rebelles dans le pays qui entourait sa résidence, et il s'était acquitté de cette mission avec une âpreté qui, par allusion aux nombreux huguenots noyés par lui dans l'eau de ses fossés ou dans la rivière de Sarthe, lui avait valu le surnom populaire de Grand-Godet.

Est-il besoin d'ajouter que, conformément aux mœurs du temps, Jehan de Champagne, en sa qualité de chef de parti, avait avec lui à Pescheseul, sinon sa compagnie d'arquebusiers, du moins une bande de soldats à sa dévotion, qui, par leurs procédés violents, avaient fini par se rendre redoutables aux populations environnantes sans distinction de parti, aux catholiques aussi bien qu'aux huguenots? C'est ainsi que le 1^{er} juillet 1556 « quinze ou seize soldats, lesquels se disoient aud, de Champagne et lesquels il tient en sa maison distante de Sablé de deux lieues ou environ », vinrent « sur les neuf heures du matin en la ville dud. Sablé en armes, présentans les pointes des espées toutes nues à chascun indifféremment qu'ils trouvoient dedans le marché de la ville dud. Sablé, en disant et blasphémant le nom de Dieu et disans : tue ! tue ! qui auroit esté cause que lors un chascun seroit

party dud. marché sans faire faict ny traficq de marchandises, ny autres ses affaires, au grand préjudice des subjetz du seigneur duc de Guise », etc.

Ce fait assez étrange, on en conviendra, nous est révélé par une requête adressée en septembre de la même année à la cour du Parlement par Mathurin Nepveu, « licencié ès-loix, lieutenant-général du Marquisat de Mayenne au siège et ressort de Sablé », Robert le Pelletier, « aussi licencié ès-loix, procureur fiscal du sieur duc de Guise, pair grand maître et grand chambellan de France, marquis dud. Maienne, aud. siège de Sablé », et M^e Jean Madré « aussi licencié ès-loix, avocat fiscal dud. sieur duc aud. Sablé ». A les en croire, le lieutenant du sénéchal du Maine au Mans (Jacques Taron) était « ennemy des officiers dud. Sablé pour raison de l'érection dud. marquisat » et c'était « sans coule ny matière » que, « à la suscitation dud. Champagne, amy dud. lieutenant ou autres officiers du Mans », les soldats du seigneur de Pescheseul étaient venus terroriser les habitants de Sablé. Cette soldatesque d'ailleurs en voulait, paraît-il, à Mathurin Nepveu et à Robert le Pelletier de ce que ces derniers les avaient quelque temps auparavant « par doulces parolles reprins d'un port d'armes par eulx commis, sans leur rien faire sinon que de leur faire remontrances verballes ».

Puis, après avoir rappelé les faits que nous avons exposés plus haut, les officiers de Sablé se plaignaient que le lieutenant-général du sénéchal du Mans eût décerné contre eux décret de prise de corps, et ils invoquaient contre ce magistrat la protection du Parlement. Enfin ils ne craignaient pas de faire remonter la responsabilité des violences commises à leur égard à Jehan de Champagne lui-même qui, disaient ils, « tient ordinairement soldatz ou gens de guerre en sa maison, est coustumier de intimider et oultraiger, faire intimider battre et oultraiger les subjetzs dud. Seigneur duc de Guise, duquel il est vassal, lesq. subjetz led. de Champagne fait prendre et mener en sa maison, en laquelle il les fait tenir enchainés en prison privée pour en faire à son plaisir et volonté, sans que personne ose luy en rien dire, tant il est au pays craint et redoubté », etc. (1).

(1) Arch. nat. X² 44 arrêt du Parlement au criminel du 4 septembre 1566.

L'année suivante, au commencement d'octobre, ce ne furent plus les soldats de Jehan de Champagne, mais la troupe calviniste du seigneur de Pontivy, frère du vicomte de Rohan, qui vint porter la terreur dans les murs de Sablé. Les funestes guerres de religion venaient en effet de recommencer en France pour la seconde fois, et le seigneur de Pontivy, probablement accompagné et guidé par le féroce Bressault, s'était jeté sur notre châtellenie. Tandis que, dans les environs de Sablé, l'abbaye de Bellebranche, incendiée de nouveau, et le prieuré de Solesmes assiégé et mis au pillage, subissent la rage des envahisseurs, à l'intérieur de la ville, où ceux-ci ont fait leur entrée le 8 octobre, l'Eglise Notre-Dame est en proie à la brutalité huguenote. Sa belle vitre absidiale est mise en pièces par les soldats iconoclastes de Rohan, comme l'attestait, avant la démolition de l'ancienne église en 1894, l'inscription qui se voyait alors au milieu de la bordure inférieure de ce même vitrail réparé tant bien que mal après la catastrophe. « Le 13^e jour octobre 1567, je pati si grand opprobre d'estre rompue tout anet par l'Huguenot infect. mais de cœur bon parfaict » (1).

A cette époque, Eustache Jarry seigneur de Maupertuis, était capitaine du château de Sablé. Dans les terribles circonstances où il s'était trouvé, avait-il fait tout son devoir ? L'attestation suivante, envoyée après le départ des Huguenots à Henri duc de Guise et à sa mère, ne laisse aucun doute à cet égard. « Nous, manans et habitans de ceste ville de Sablé, Le Pelletier, procureur fiscal, Barbes advocat postulant, Grudé chastelain. Grezil, médecin, L. Nepveu, recteur de l'église Saint-Martin, Godebert greffier, Louys Chaunée sieur de la Mothe, le Roy, modérateur des enfans de Sablé, Saragué, chapelain de Saint-Martin, Ache, sergent à cheval, Hucheloup, prêtre de Saint-Martin, Louail, vicayre de Saint-Martin, Girard, sieur du Mellier, Esnault, segretain de nostre Dame, François Estourneau sergent, Ache, notayre, Roulet, marchand, Thezé notayre, G. de Beaucé, sieur de Lhommes, Boulier sergent royal, F. Pinart, advocat postulant et notayre royal, certiffions à Monseigneur le duc de Guise,

(1) *Revue hist. et archéol. du Maine*, 1879 : notice sur les vitraux de l'église de N.-D. de Sablé, par le duc de Chaulnes.

à Madame la duchesse, sa mère, et à tous autres que appartendra, que l'hors de la prinse de cested. ville par les ennemys de Sa Majesté et repos public, Eustache Jarry, escayer, capitaine du chasteau dud. Sablé, maistres Mathurin Nepveu, licencié ès-loix, lieutenant général aud. lieu, et François Gaigeart, receveur, firent virilement leur debvoyr de résister auxd. ennemys, l'hors de la prinse de lad. ville, et n'ont commis aucun acte digne de reprehension » (1).

Eustache Jarry et ses collègues, les autres officiers de Sablé, avaient donc fait tout ce qui dépendait d'eux pour épargner à leurs concitoyens une partie des malheurs qui étaient la conséquence forcée de la prise de la ville par les huguenots. Mais il était évident que si le château avait été pourvu à la même époque d'une garnison suffisante, une semblable catastrophe n'aurait pas eu lieu. Et c'est pourquoi le roi Charles IX, mis au courant de la situation, et cédant très probablement à l'instigation de la famille de Guise, se décida, par lettres de commission données le 24 novembre 1567, à charger Jehan de Boisjourdan, « de lever et mettre sur pied 40 arquebusiers à cheval, pour, en l'absence de l'Evêque du Mans, les employer à la garde et à la conservation de la ville et du chasteau de Sablé, et les conserver dans l'obéissance de S. M. contre ceulx qui avoient prins les armes contr'elle » (2).

Le nouveau capitaine préposé avec sa troupe à la garde de Sablé était issu d'une très ancienne famille noble, et possédait à titre héréditaire la terre de Boisjourdan, près de Bouère. Il avait embrassé de bonne heure la carrière des armes, et dès 1552 avait servi au siège de Metz où il commandait sous les ordres du futur maréchal de Vieilleville une compagnie de chevau-légers. Il avait ensuite été lieutenant de la compagnie d'arquebusiers de Jehan de Champagne, et en 1562, lors des premiers troubles, avait reçu du duc de Montpensier, gouverneur et lieutenant-général pour le Roy Charles IX en Anjou, Touraine et le Maine, une commission, datée du 9 avril, afin « d'assembler jusqu'à cent arquebusiers à cheval, ou le plus grand nombre de

(1) Arch. de Maine-et-Loire, E, 2915.

(2) Bibl. nat. Cabinet des titres, dossiers Boisjourdan.

gentilshommes et autres gens de guerre qu'il pourrait trouver, pour courir sur les rebelles et séditeux nouvellement sortis de la ville et chasteau de Craon, et empescher les pilleries qu'ils faisoient à la campagne soit en les prenant prisonniers ou les taillant en pièces s'ils faisoient résistance » (1).

Voilà quel était le passé militaire du capitaine de Boisjourdan. Du reste, la commission qui lui avait été donnée par Charles IX, le 24 novembre, n'avait pas tardé à être confirmée par une commission émanant cette fois de Charles d'Angennes, évêque du Mans, lieutenant-général pour le Roy dans le pays et comte du Maine. Conformément au pouvoir conféré par ce dernier, Boisjourdan devait « commander dans la ville et chasteau de Sablé et empescher que ceulx qui avoient prins les armes contre l'autorité de S. M., ne se saisissent de ceste place » (2).

A quelle date le capitaine envoyé par Charles IX et Charles d'Angennes pour défendre Sablé est-il venu y tenir garnison avec ses quarante arquebusiers ? Il est certain qu'il ne dut guère tarder à prendre possession de son poste, car nous le voyons, le 14 janvier 1568, assister comme parrain à un baptême dans l'église de Notre-Dame. Il est probable qu'il fit bonne garde autour de la place dont la sûreté lui avait été confiée ; grâce à lui en tout cas, les habitants de Sablé furent tranquilles jusqu'à la fin des hostilités que suspendit plutôt que termina la paix de Longjumeau (23 mars 1568).

Cette paix ne dura, hélas, que quelques mois ; dès la fin de l'été les protestants reprirent les armes, et Montgomery, à qui d'Andelot avait donné rendez-vous, ainsi qu'aux autres chefs calvinistes, à Beaufort-en-Vallée, traversa le Maine venant de la Normandie, et incendia en passant l'église de Brûlon. Le redoutable capitaine ne s'approcha pas, il est vrai, de Sablé, où commandait non plus Boisjourdan, mais Jacques le Clerc, chevalier, seigneur de Coulaines, à la tête de cent arquebusiers. (3) Ainsi la garnison de notre ville venait d'être renforcée, et il n'y a, par conséquent, pas lieu de s'étonner que, pendant toute la durée de la troisième

(1) Bibl. nat. Cabinet des titres, dossiers Boisjourdan.

(2) *Ibidem*.

(3) Bibl. nat. Cabinet des titres; dossiers Cordon, preuves produites en 1669:

guerre de religion (septembre 1568, août 1570), cette garnison ait réussi à mettre la châteltenie de Sablé à l'abri des maux qui désolaient le reste de la France.

La mission dont avaient été chargés Jehan de Boisjourdan et Jacques Le Clerc de Coulaines n'avait été sans doute que temporaire, et elle n'avait pas, croyons-nous, empêché Eustache Jarry de garder son titre de capitaine de Sablé. Ce qui est certain, c'est que dès l'année 1569, nous voyons figurer dans un acte authentique « noble Eustache Jarry, sieur de Maupertuis, et capitaine du château de Sablé, y demeurant ». De même en 1571 et en 1573 (1). Ainsi le sieur de Maupertuis était toujours capitaine de Sablé à l'époque où notre chatellenie passa des mains de Henri de Guise en celles de son frère Charles de Lorraine. Or, sous ce dernier, en 1574 et 1575, Eustache Jarry apparaîtra plusieurs fois sur les registres paroissiaux de Notre-Dame avec la qualification de capitaine du château.

Sur ces entrefaites, à Charles IX avait succédé Henri III (30 mai 1574). Les débuts du nouveau règne furent assez tranquilles, mais vers la fin de l'année suivante les hostilités recommencèrent une fois de plus entre catholiques et protestants. La situation ne tarda pas à devenir des plus critiques : tandis que les protestants soulevés de tous côtés faisaient de vigoureux efforts, et que les reîtres appelés par eux passaient le Rhin, le frère même du Roi, François de Valois, duc d'Alençon, quittait la cour pour se mettre à la tête des mécontents. C'est en cette grave circonstance que Henri III dépêcha au Mans Nicolas d'Angennes, seigneur de Rambouillet, qui était alors gouverneur du Maine, avec mission expresse de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de la province sous l'autorité royale. Arrivé dans le chef-lieu de son gouvernement le 21 septembre, ce dernier assemble le 6 octobre le conseil de ville et délibéra avec le maire et les échevins sur les moyens d'empêcher une surprise de la part de certains gentilshommes qui, disait-on, voulaient se saisir de la ville au nom du duc d'Alençon et des chefs huguenots. Sur le refus de Martin Ourceau, bailli de la prévôté, qui

(1) Arch. de Maine-et-Loire, E, 2913, dossier Jarry.

avait demandé à être déchargé de la garde du château, cette garde fut confiée à un protégé des Rambouillet, le capitaine de Belin.

Quelques jours après, celui-ci, sans doute à la demande d'Eustache Jarry, vint à Sablé et laissa dans le château quelques-uns de ses soldats, mais pour un mois seulement, en attendant que le sieur de Maupertuis pût s'en procurer. Puis le 26 octobre, il les redemanda par la lettre suivante :

« Monsieur,

Monsieur de Maupertuis, capitaine du chasteau de Sablé, à Sablé.

Monsieur, je suis infiniment marry que je n'ay eu le moien de vous aller veoir, s'estant icy présenté des occasions qui m'en ont empesché ; j'avois escript à Monsieur de Rambouillet pour donner reglement aux affaires de par deçà, ce qu'il a faict ; mais l'homme que j'y avois envoyé n'est encores de retour ; cependant je vous prie d'avoir des soldatz, comme nous avons advisé à mon partement, affin que ceulx qui sont au chasteau me puissent revenir trouver, lorsque leur moys sera achevé. Si cependant La Noe venait par deça, je vous manderois plus particulièrement par luy ce que j'ay entendu de mond. sieur de Rambouillet, qui me gardera vous faire la présente plus longue, sinon mes bien humbles recommandations a vostre bonne grace et à mademoiselle, priant Dieu,

Monsieur, vous donner en santé longue vie. Du Mans, ce 26^e octobre 1575.

Vostre humble et obéissant serviteur.

De Blain » (1).

Comme on le voit dans cette intéressante missive, le capitaine de Belin avait dû se rendre à Sablé dans les jours qui avaient suivi l'assemblée du conseil de ville au Mans le 6 octobre, et, soit à la demande d'Eustache Jarry, soit de sa propre initiative, il avait laissé dans le château, à la disposition du capitaine, un

(1) Arch. de Maine-et-Loire, dossier Jarry.

certain nombre de ses soldats, mais pour la durée d'un mois seulement, de façon que le sieur de Maupertuis eût le temps dans l'intervalle de se procurer une force armée suffisante. Et comme il avait besoin de ses soldats au Mans, il pressait le gouverneur de Sablé d'en avoir à lui afin de lui renvoyer les siens dès que leur temps serait achevé.

Ajoutons que ce capitaine de Belin, ainsi que le montre le ton de sa lettre, était un ami personnel d'Eustache Jarry ; c'est lui (noble homme Marc de Belin) qu'en août 1580, Françoise de Tessé, alors veuve de ce dernier, institutuera dans son testament un de ses exécuteurs testamentaires.

Du reste, la petite garnison qui occupait alors le château de Sablé semble avoir été heureusement une précaution superflue ; nous ne voyons pas que les rebelles aient rien tenté de ce côté. Peut-être n'en eurent-ils pas le temps, car, dès le 25 novembre suivant, Henri III écrivait aux maire et échevins du Mans pour leur annoncer qu'à la suite de la bataille de Dormans, gagnée par le duc de Guise, une trêve de six mois venait d'être signée entre les parties belligérantes. Le Roi leur prescrivait en outre de licencier la garnison de leur château. Il dût certainement en être de même de la garnison de Sablé.

Au commencement de 1577, l'évêque du Mans, Charles d'Angennes, prescrivit à tous les curés de son diocèse de lui envoyer par l'intermédiaire des doyens un état des différents gentilshommes habitant dans leurs paroisses respectives, en indiquant, s'ils étaient bons catholiques ou non. On possède aux archives de la Sarthe, dans le fonds municipal, le recueil des réponses qui furent adressées à cette occasion par la plupart des curés du Maine à leur évêque ; c'est ce qu'on appelle les certificats de catholicité, source très précieuse d'information pour l'histoire locale dans notre province à la fin du xvi^e siècle. Malheureusement, en ce qui concerne Sablé et les paroisses environnantes, nous sommes privés de ce genre de documents. A la mise en demeure qui lui était faite de s'enquérir des opinions religieuses des nobles de son doyenné, M^{re} Gilles Jardin, doyen de Sablé, répondit d'une façon plutôt évasive, et sans donner aucun détail, par le certificat suivant :

« Certifie Gilles Jardin, doyen de Sablé, que, suyvnt certain commandement à luy adressé par vénérable et discrept maistre François Jourdan, vicaire général de monseigneur l'Evesque du Mans, en dabte le 28 janvier 1577, contenant que, en toulte diligence, ayons à nous informer des nobles de la nouvelle oppinion qui se serait élevés ou absenté de leurs logis puys quelque temps, après avoir faict toulte diligence et deue inquisition, n'avons trouvé et n'est auclun bruict ni mention d'aulchuns, et vivent tous pacifiquement, et est le rapport de nos curez et de nous. En seing de quoy, avons signé ces présentes de nostre seing cy mys, le neusviesme jour de febvrier mil V^e septante sept. (Signé) Jardin 1577. »

Cependant la capitainerie de Sablé n'allait pas tarder à se trouver vacante par la mort d'Eustache Jarry décédé dans le cours de l'année 1579. Le sieur de Maupertuis eut alors pour successeur dans cette charge Robert Vachereau, seigneur des Chesnetz en Bouessay.

Ce n'était pas la première fois, qu'un Vachereau était gouverneur de la place dont nous faisons l'histoire : vers la fin du siècle précédent, René Vachereau avait déjà occupé ce poste. Quant à notre Robert, descendant direct de René, c'était à coup sûr un personnage d'une certaine importance. Dès l'année 1573, il avait été fait par Charles IX chevalier de l'ordre de Saint Michel, et il servait à la même époque comme enseigne dans la compagnie d'ordonnance de Jehan de Thévalles. Marié en premières noces avec Françoise de la Chapelle, fille du seigneur de Varennes Lenfant, il l'avait perdue en octobre 1575, et s'était remarié en janvier 1578 avec Jacqueline de Scolin ; bientôt veuf pour la seconde fois, il convola en troisième noces en novembre 1581 avec Louise de Malestroît, veuve elle-même de René de Montalais, chevalier de l'ordre du Roi, seigneur de Chambellay et de Fromentières.

Louise de Malestroît était bretonne d'origine, et ce fut sans doute par suite de ce dernier mariage qui le rattachait à la Bretagne, que le seigneur des Chesnetz, déjà capitaine de Sablé, obtint en outre avec la capitainerie de Château-Gontier, celles de Pontivy et de Fougères. Toutefois, obligé à cause de ces diverses

charges, de résider la plupart du temps loin de Sablé, il n'avait pas tardé à s'y faire remplacer par un de ses cousins, René de Bastard, écuyer, seigneur de la Paragère qui, en juin et juillet 1585, y commandait en son absence, comme en font foi les registres paroissiaux de Notre-Dame. Second fils de François de Bastard, seigneur de la Sallé, Dobert, etc., premier archer de la compagnie d'Olivier de la Forest, et de Catherine Vachereau des Chesnetz, le seigneur de la Paragère avait épousé Catherine de la Motte Fouquet, dame de Vallières, fille unique de la Charles de la Motte Fouquet et de Anne de Grugelin. Après avoir débuté dans la carrière des armes sous Jehan de Champagne seigneur de Pescheseul, il avait plus tard suivi en Poitou Guy de Daillon, comte de Lude, et avait combattu sous les ordres de celui-ci contre les protestants en différentes occasions. Tel était le lieutenant que Robert Vachereau avait choisi, vers 1585, pour commander pendant ses absences au château de Sablé dont il était d'ailleurs toujours gouverneur en titre.

En ce temps-là, la situation n'était plus la même pour les catholiques que dans les premières années du règne de Henri III. L'ambition toujours croissante des Guise et la puissance du parti de la ligue devenue trop menaçante pour la royauté, avaient contraint le successeur de Charles IX de faire alliance, au moins momentanément, avec le roi de Navarre et ses partisans. Aussi, au commencement de l'année 1585, avait-on vu la guerre éclater entre les troupes de la ligue d'une part et celles du roi Henri III, appuyé par les protestants, de l'autre. Dans le Maine, Philippe d'Angennes, seigneur du Fargis, qui avait succédé à son frère Nicolas comme gouverneur de cette province, avait fort à faire pour y maintenir l'autorité royale contre l'influence du duc de Mayenne, possesseur des trois places de Mayenne, de la Ferté-Bernard et de Sablé, dont les capitaines étaient naturellement à sa dévotion. De plus, le représentant de Henri III y était dans une situation d'autant plus précaire que, dans cette partie de la France, il ne voyait autour de lui que des gouverneurs dévoués aux Guises, Mercœur en Bretagne, d'Elbœuf en Normandie, et Brissac en Anjou. Et c'est ce qui lui faisait dire dans une lettre écrite par lui au comte du Bouchage, à la date du 12 mai :

« Monsieur, je vous escrivis il y a huit jours, combien je pensois estre nécessaire pour le service du Roy et le bien de ceste province qu'il y eust ici quelques forces, lesquelles j'espérois que le peuple paieroit volontiers, et que sans cela, il estoit du tout impossible de s'opposer aux entreprises qui se peuvent faire en ce païs qui, pour la voisinance d'Angers, oultre les aultres considérations, doit estre toujours en alarmes. Maintenant vous puis assurer que les principaux et plus avisés tant des villes que du plat pays désireroient desja voir les commissions pour lever gens et argent, selon ce que je vous ay mandé par ma dernière lettre, tant ils sont en alarme du bruit qui court ici, que Messieurs de Mercure et d'Elbœuf se doivent joindre en ce bas Maine, et que le comte de Brissac leur doit mener six canons d'Angers, et aussi de voir que *dans le chasteau de Sablé on a mis pour Monsieur du Maine environ trente soldats*, lesquels je ne désespère pas d'en pouvoir desnicher, et mesme de faire quelque'autre chose plus important, pour peu que j'aye des forces en ces quartiers.. » (1).

Comme on le voit, il y avait alors au château qui nous intéresse, sous le commandement direct de René de Bastard seigneur de la Paragère, une petite garnison composée de 30 soldats ; cette garnison avait pour mission de maintenir la ville de Sablé et les environs dans le parti de la ligue. Il est vrai que, dans la campagne qui venait de s'ouvrir, le succès fut plutôt pour Henri III dont les généraux refoulèrent de tous côtés les troupes qui leur étaient opposées ; du côté du Maine, le duc de Joyeuse mena battant devant lui les troupes du duc d'Elbœuf depuis la Touraine jusqu'en Normandie où elles se dissipèrent tout à fait. Il ne s'ensuivit pas moins en juillet une paix très avantageuse accordée par le Roi aux chefs de la ligue : le duc de Mayenne reçut pour sa part une compagnie d'arquebusiers pour sa garde, et il est probable qu'il put continuer à entretenir une garnison dans le château de Sablé.

En tout cas, les années suivantes, nous voyons Robert Vache-reau toujours en possession de sa charge de gouverneur de cette place. En novembre 1586, à l'occasion de l'achat fait par lui de la

(1) Bibl. nat. 500 Colbert, vol. 9, f^o 228 et suivants.

métairie de la Poissonnière, il est qualifié « chevalier de l'ordre du Roi. gouverneur de Sablé » (1), et en juin 1587, le procès de la consécration de la chapelle de la Sainte-Trinité du château des Chesnetz lui attribue les titres de « chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de la Chambre, gouverneur pour S. M. des villes et chasteaux de Chasteau-Gontier, Pontivy, Fougères et Sablé, maistre de camp pour S. M. », etc. (2).

Si, en ces années là, le seigneur des Chenetz était en faveur auprès des princes de la maison de Guise, il jouissait également des bonnes grâces de Henri III, qui venait de le nommer gentilhomme de la chambre, et lui avait confié la charge de mestre de camp d'un régiment d'infanterie. Mais ce n'est pas tout : vers la fin de cette même année 1587, le roi, « estant à Lezay », lui avait donné une nouvelle preuve de sa bienveillance. Ce prince avait en effet, par lettres patentes datées du 21 octobre, donné permission « au sieur des Chesnetz, chevalier de son ordre et gentilhomme ordinaire de sa chambre, gouverneur de Sablé, pour ses bons et agréables services et de ses ancêtres, de faire entourer sa maison seigneuriale des Chesnetz d'une plate-forme de six pieds de large, icelle fortifier de quatre tours ou tourelles aux quatre coings d'icelle, la clore de fossez à eau de trente pieds de large avec ponts levis et bascules et autres menues fortifications, pourvu qu'elle ne soit autant ou plus forte que le chasteau de Laval, supérieur et suzerain de lad. terre des Chesnetz » (3).

En 1587 Robert Vachereau était toujours gouverneur de Sablé, mais René de Bastard n'était plus alors capitaine du château. Il avait eu comme successeur dans cette charge Charles de Belle qu'on voit plusieurs fois de 1587 à 1589, figurer comme parrain sur les registres de Notre-Dame de Sablé avec la qualification de capitaine du château de Sablé.

Dans les années qui venaient de s'écouler, Charles de Lorraine, réconcilié avec le roi Henri III après les événements de 1585, avait été de nouveau employé par ce prince à la tête de ses armées contre les protestants, d'abord en Saintonge

(1) Arch. du Cognier, E, 163.

(2) *Ibidem.*

(3) Arch. du Cognier, E, 161.

(novembre 1585) puis en Guyenne (février et mars 1586). Il fut également envoyé en Dauphiné à la fin de 1588, et il était déjà à Lyon, quand il apprit la mort tragique de ses frères, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine, assassinés par ordre de Henri III aux Etats de Blois. Pénétré de douleur et de ressentiment, il abandonna aussitôt le service du Roi et, tandis que ce dernier était obligé de quitter précipitamment Paris soulevé contre son autorité, il s'y rendait de son côté à l'appel des Seize et, se déclarant chef de la Ligue, prenait le nom de lieutenant général de l'Etat et couronne de France.

Devenu ainsi chef suprême de la Ligue, le duc de Mayenne s'empessa de mettre dans toutes les provinces des gouverneurs à sa dévotion ; Urbain de Laval, seigneur de Boisdaphin en Précigné, qui avait assisté aux Etats de Blois comme député de la noblesse angevine, fut nommé par lui gouverneur du Maine et de l'Anjou. Or, un des premiers actes de ce dernier fut de mettre la place de Sablé sur un bon pied de guerre. Dès le commencement de 1589 (2 février), il confia, dit M. le chanoine Ledru (1), la garde de la ville et du château à Antoine de Salles, sieur de Beaumont, et lui donna, le 18 avril, commission de lever un certain nombre de fantassins et de cavaliers. Confirmé dans sa charge par lettres du duc de Mayenne données « au camp de la Ferté-Milon le 29^e jour de juin », le nouveau gouverneur produisit ses titres « en l'auditoire » de Sablé, 6 juillet, « en présence des sieurs de Belle et de la Guérinière, de la Mothe Jacquelot, recepveur général du Maine, de M^e François Caille, lieutenant particulier du procureur fiscal... et de plusieurs autres habitants de... la ville congregez et rassemblez ». Après l'accomplissement de cette formalité, Antoine de Salles entra dans le château suivi « desd. de Belle et de la Guérinière ». Quelque temps après, il levait les soldats qui lui étaient nécessaires pour la défense de la place.

On sait comment le 1^{er} août de cette même année 1589, au moment où il s'apprêtait à mettre le siège devant Paris, Henri III fut assassiné sur le pont de Saint-Cloud par Jacques Clément. Ce fut alors contre le roi de Navarre, devenu, sous le nom de

(1) Revue hist. et arch. du Maine, 1882. Une page de l'Histoire de Sablé.

Henri IV, le prétendant à la couronne de France, que le duc de Mayenne eut à diriger les efforts de la Ligue qui fut à partir de cette date nommée la Sainte-Union. Il ne put empêcher le Béarnais, soutenu par une partie de la noblesse catholique, de reprendre peu à peu l'avantage, et le 29 septembre, il fut complètement battu par lui à Arques. Le contre-coup de cette victoire du successeur d'Henri III n'allait pas tarder à se faire sentir dans notre province, tombée presque toute entière au pouvoir de la Ligue.

Sablé était toujours occupé par Antoine de Salles à la tête de la compagnie créée par lui au printemps précédent. La « monstre et reveue » de cette compagnie qui eut lieu le 2 novembre 1589, et qui est conservée aux archives de Maine-et-Loir (1), nous en fait connaître la composition exacte, composition qu'il n'est pas sans intérêt de faire connaître à nos lecteurs. Voici, dans ses parties les plus intéressantes, le texte de ce curieux document :

« Rolle de la monstre et reveue faicte ès halles de ceste ville de Sablé par le sieur de Beaumont, lieutenant au gouvernement des ville et chasteau dud. Sablé de Monseigneur du Boysdaulphin, gouverneur et lieutenant-général, pour Messeigneurs les Princes de l'Union catholique. des pais et compté du Mayne, du nombre de huit-vingtz hommes de guerre à pied françoys, et dix à cheval, avecq son lieutenant, enseigne et sergent, pour leur commander tenir garnizon en lad. ville et chasteau de Sablé pour le servyce de Nosseigneurs les Princes de l'Union, selon le mandement de mond. seigneur du Boisdaulphin, du XVIII^e jour d'apvril, et commission de monseigneur le duc de Mayenne confirmative d'ycelle, du XXIX^e jour de juin, le tout dernier passé; quelle monstre et reveue led. s^r de Beaumont a faicte en présence de nous Rolland Nepveu, licentié es droictz, lieutenant-général du duché de Mayenne au siège de Sablé, Robert Lepelletier, procureur fiscal aud. siège, et Pierre Terdron, greffier aud. siège de Sablé, à ce commis et deputez; desquelz huit vingtz dix soldartz, la personne dud. s^r de Beaumont, son lieutenant, enseigne et sergent, comprins, les noms et surnoms ensuyvent, savoir :

(1) E, 3912.

Le sieur de la Bremantière, lieutenant de la paroisse d'Arthezé ; le sieur du Chesne, enseigne, de la paroisse de Saint-Laurens ; le sieur du Pré, sergent, de la paroisse de Morannes.

Harquebuziers à cheval :

René Thouraultz, de Parsé. — Pierre Houssay, de Cherré. — Michel Busson, de Vannes. — Guillaume Foureau, de Cherré. — François Trigné, de Morannes. — Gilles du Mas, de Myré. — Estienne Hussart, de Morannes. — Jehan de Boullay, de Laval. — Jacques Souvestre, de Champigné. — René Apon, de la Suze,

Harquebuziers à pied et picquers.

Martin Bureau, de Ballée, etc., etc.

Ici nous craindrions d'abuser de la patience de nos lecteurs en reproduisant les cent cinquante-six noms qui figurent sur la liste des hommes de guerre à pied. Nous nous contenterons de dire que dix d'entr'eux étaient originaires de Sablé, dix de Solesmes, deux de Souvigné, six d'Auvers-le-Hamon, huit de Précigné, deux de Vion, huit de Parcé, deux d'Avoise, deux de Poillé, etc. Parmi les localités plus éloignées, Ballée en avait fourni cinq, Brûlon trois, Malicorne six, Le Bailleul neuf, La Flèche huit, et Morannes cinq. Enfin il en était venu quelques-uns non seulement du Mans et d'Angers, mais même de Tours.

Pour ce qui est de la situation sociale à laquelle appartenaient tous les arquebusiers, tant cavaliers que fantassins, composant la compagnie d'Antoine de Salles, cette situation était sans doute très modeste pour la plupart, mais non pas tous. Ainsi « Denys Amellon, de Sablé » qui est cité le sixième parmi les arquebusiers à pied, était de famille bourgeoise, apparenté aux ancêtres du célèbre Ménage. Ainsi encore René de Saint-Ouen, de Souvigné, était d'extraction noble. Petit-fils de Guillaume de Saint-Ouen et de Marguerite de Boisjourdan, fils de Mathurin de Saint-Ouen et de Julienne de la Genouillerie, dame de la Galicherie en Souvigné, il avait épousé lui-même en 1571 demoiselle Renée Lefebvre, et en avait eu deux fils, entr'autres René, dont le petit-fils Gallois, sieur de la Milasserie en Morannes, devait en 1666 faire ses preuves de noblesse devant l'intendant Voisin de la Noiraye.

Tels étaient les soldats levés par le sieur de Beaumont pour

constituer la garnison de Sablé « lesquelz soldatz », est-il dit à la fin du rôle de leur « monstre et reveue », — « nous avons trouvez garniz de mousquets, harquebouzes et picques, et dix de chevaux et poitrinaux (sortes de mousquets en usage dans la cavalerie) et en bon équipage d'armes, pour faire le service requis pour la menutention de ceste ville et chasteau en l'obéissance de nosd. seigneurs les princes, soubs la charge dud. seigneur de Beaumont, et desquelz avons prins et receu le serment en termes requis et acoustumés, et la présente monstre faicte pour ce moys de novembre, et auxquelz susdits a esté, en nos présences, payé par M^e Simon Le Maistre, commys à la recepte des tailles aud. Sablé, la somme de 965 escuz pour leur solde dud. moys qui finira le deuxiesme décembre prochain, sçavoir aud. sieur de Beaumont à raison de 40 escuz, aud. sieur de la Brémantière, son lieutenant, à raison de 20 escuz, au sieur du Chesne, enseigne, 15 escuz, au sieur du Pré, sergent, 10 escuz, pour leurs soldes et appointemens, et à chascun desdits soldartz à pied la somme de 5 escuz, à chascun desdits soldartz à cheval la somme de 8 escuz, pour cest moys, selon l'ordonnance et reglement dud. sieur du Boysdaulphin et de mond. seigneur. Desquelles sommes lesditz sieur de Beaumont, de la Brémantière, du Chesne et du Pré, et soldartz se sont particulièrement tenuz contens, à la descharge dud. Le Maistre, présent.

Faict à Sablé, la 2^e jour de novembre 1589. (Signé) R. Nepveu, Lepeletier, Anthoyne de Salles ».

Comme on peut le croire, le soldats de la garnison de Sablé n'étaient pas restés confinés entre les murailles du château ou dans l'étroite enceinte de la ville; ils avaient fait des excursions. S'étaient-ils portés au secours les ligueurs de Morannes, lorsque ceux-ci avaient été assiégés le 28 juillet précédent, dans leur bourg alors fortifié, par les troupes de La Rochepot parties d'Angers? Ce qui paraît en tous cas certain, c'est qu'ils avaient participé plus tard au pillage de « la maison de Vieilleville, paroisse de Baracé, pais d'Anjou », qui appartenait à Jehan Cupif, sieur de la Robinaye, marchand d'Angers.

Cependant, à la fin de novembre, Henri de Navarre, après avoir soumis le Vendômois, était venu mettre le siège devant la

ville du Mans qui, mal défendue par Boisdaphin et ses ligueurs, capitula dès le 2 décembre. C'est alors que « S. M. », dit Montmartin dans ses Mémoires, « avoit dépesché le sieur de Montmartin à Sablé pour le faire rendre; les habitans viennent parler à luy, et le prient de faire leur capitulation, laquelle il escrypt, leur fait signer, et les amena trouver le Roy au Mans le lendemain... Le Roy, partant du Mans, laissa le corps d'armée de monsieur le Mareschal de Biron qui alla attaquer Alençon, et, avec quelques régiments, les chevaux légers et quelques arquebusiers à cheval, s'achemina droit à Laval... » Si l'on en croit Trouillard, dans son histoire des comtes du Maine, et Ménage dans son histoire de Sablé, Henri IV, en se rendant du Mans à Laval, passa par notre ville, dont il reçut lui-même la soumission, et fut harangué à la porte de Bouère par Nicolas Chaloigne, curé de Notre-Dame. Avant de quitter Sablé, ce prince installa dans le château comme capitaine le huguenot François Pelé, sieur de Landebry, et y laissa en même temps comme gouverneur « monsieur de Rambouillet. »

De Sablé, Henri IV se dirigea sur Laval et Mayenne, villes qui lui furent également rendues par composition. Ainsi, sur les trois places que le duc de Mayenne possédait dans le Maine, Sablé, Mayenne et la Ferté Bernard, il ne lui restait plus que la dernière, qui devait d'ailleurs être prise à son tour au mois de mai de l'année suivante par le prince de Conti.

Cependant, au moment même où se livrait la célèbre bataille d'Ivry (14 mars 1590), les partisans de la Ligue, c'est Palma Cayet qui nous l'apprend, reprenaient l'offensive dans le Maine. Tandis que Lansac dirigeait sur le Mans une entreprise qui faillit réussir, « plusieurs gentilshommes de l'Union, des pays d'Anjou et de Mayne, entre autres les sieurs des Chesnays, du Pin, de la Roche Boisseau, Charles de Biragues, de Corces, et autres, lesquels avoient donné la principale charge de leur conduite au sieur de la Saulaye, et qui avoient tous de belles troupes de cavalerie et d'infanterie, surprinrent la ville de Sablé... »

Avant de continuer à reproduire le récit de Palma Cayet, nous devons aux lecteurs quelques renseignements sur les diverses personnalités militaires qui viennent d'être énumérées. Le sei-

gneur des Chesnayes, nous est déjà connu; c'est Robert Vachereau, lequel, en sa qualité d'ancien gouverneur de Sablé pour la Ligue, avait plus intérêt qu'aucun autre de ses compagnons au succès de l'expédition, et en avait été probablement le principal instigateur. Il était, on s'en souvient, dès 1587 mestre de camp, et par conséquent depuis cette époque à la tête d'un régiment d'infanterie qu'il avait mis au service de l'Union.

Le seigneur du Pin, n'était pas, lui non plus, un étranger pour notre pays : c'était René de Saint-Rémy, qui possédait de son chef la terre du Pin en Préaux, et de celui de sa femme, Louise Baraton, la terre de Varennes Bourreau (1). Il était, d'ailleurs, à cause de celle-ci, parent de Robert Vachereau, dont le fils René avait été, en avril 1589, l'un des parrains de leur fils Charles baptisé en l'église de Notre-Dame de Sablé. Déjà au service du Roi en 1586, il était, en 1590, capitaine d'une compagnie de chevaux légers.

C'était encore un allié des Vachereau que Charles de Souvigné, seigneur de la Rochebousseau, en Nueil, au Sud d'Angers; assez en faveur sous le règne de Henri III qui l'avait fait gentilhomme de la chambre et chevalier de l'ordre, il commandait, d'après Palma Cayet, la cavalerie du corps expéditionnaire.

Charles (ou plutôt François) de Biragues était, à cause de Jeanne de la Pommeraye sa femme, seigneur d'Entrammes près Laval; il avait été sous Charles IX et Henri III gentilhomme de la chambre, et disposait d'une compagnie de 50 hommes d'armes. Quant au seigneur de Corces, Palme Cayet veut sans doute parler de Jacques d'Escorches, qui avait été autrefois homme d'armes dans la compagnie d'ordonnance du maréchal d'Annebaut, et avait épousé Marie de la Vove. C'est lui que les ligueurs avaient choisi comme sergent de bataille. Enfin le seigneur de la Saulayé, principal chef de toutes ces troupes, et dont le nom se rencontre plus d'une fois en ces années-là, était, croyons-nous, Claude Simon, qui possédait alors le manoir de la Saulaie, en la paroisse de Freigné, près de Candé, manoir qui, selon C. Port, était devenu, vers la fin des guerres de religion, un poste fortifié de

(1) En Saint-Denis-d'Anjou, Mayenne.

tours à machicoulis avec mur d'enceinte bordé de douves, refuge d'une garnison de ligneurs. Tels étaient les principaux chefs du petit corps d'armée qui vers le mi-mars 1590 avait surpris la ville de Sablé.

Mais revenons au récit de Palma Cayet. Nous avons vu qu'en décembre 1589, Henri IV, en recevant la soumission des habitants de notre ville, leur avait laissé comme gouverneur Nicolas d'Angennes marquis de Rambouillet, qui vint apparemment résider dans le château avec sa femme Julienne d'Arquenay. C'est ce qui nous explique comment les ligueurs, en se rendant maîtres de cette ville, avaient pu arrêter « prisonnière madame de Rambouillet qui y estoit ».

« Dans le chasteau (de Sablé) », continue l'historien Palma Cayet, « estoit pour le Roy le sieur de Landebry ». Celui-ci, qui était un homme brave et énergique, s'y « deffendit fort bien. et toutesfois ceux de l'Union luy emportèrent la basse court du chasteau (1), et firent un trou dans la muraille pour sortir dehors, avec plusieurs forts et barricades pour empescher tout secours que l'on pourroit donner audit chasteau ».

Voilà donc La Saullaye et ses compagnons non seulement maîtres de la ville de Sablé, mais, après un vif combat avec la garnison du château, installés dans la basse-cour. Il était évident que, malgré sa bravoure et son énergie, le capitaine royaliste ne pourrait tenir longtemps contre des forces dix fois supérieures aux siennes; mais, dans une circonstance aussi critique, il ne perdit pas la tête.

« Landebry » poursuit en effet Palma Cayet, « donna advis incontinent au sieur de Rambouillet (Nicolas d'Angennes), de ceste surprise, lequel convia de tous costés la noblesse royale de ceste province de se rendre au Mans affin de secourir le chasteau de Sablé. En mesme temps, le sieur du Fargis (Philippe d'Angennes) son frère, revenant de la bataille d'Ivry, après avoir repris Mondoubleau. ., arriva au Mans, où il trouva aussi ses autres frères les sieurs de Maintenon et de Pougny (Louis et Jean

(1) Voir en tête de cet article la vue cavalière du château et de la ville de Sablé, prise au XVII^e siècle. La Basse court dont il est ici question, est l'espace triangulaire qui s'étend entre le château proprement dit et la ville.

d'Angennes) avec le sieur de Bouillé (René de Bouillé) gouverneur de Clérac (Carlat), et de l'Estelle (Arnault de Beauville) gouverneur de Mayenne et beaucoup d'autre noblesse, tous assemblés pour le secours du chasteau de Sablé ».

Les troupes royalistes ne tardèrent pas à se mettre en marche dans la direction de cette place. Toutefois, elles ne s'y rendirent pas directement, car « ceux de l'Union » nous apprend Palma Cayet, « s'estoient aussi emparés de Bruslon, et s'estoient fortifiés dans le prieuré ». Le sieur du Fargis « en s'acheminant à Sablé », résolut donc « de les faire sortir de là. Toutes les troupes s'y estant acheminées, conduisants de petites pièces qui portoient calibre comme une boule de mail, ledict sieur du Fargis, voulant luy mesme recognoistre le lieu pour attaquer ledict fort, fut blessé d'une arquebusade à la jambe, dont il fut contrainct de se retirer au Mans. La noblesse et les troupes assemblées ne laissèrent de continuer leur résolution, et, ayant receu ceux du fort de Bruslon à discrétion, firent pendre le capitaine; ce qu'ayant sceu, ceux de l'Union dans Sablé pendirent deux prisonniers du party du roy... »

Après la prise de Brûlon, le corps d'armée royaliste se dirigea enfin sur Sablé. Nous laissons une fois de plus la parole à Palma Cayet. « Le marquis de Villaines (Brandelis de Champagne), le sieur d'Achon (Jacques d'Apchon, seigneur de la Jaille en Chaignes) avec leurs troupes (ils commandaient, le premier, une compagnie de cent hommes d'armes, le second, une compagnie de cinquante) s'estant venus rendre aussi à Bruslon, les royaux firent lors comme un corps d'armée, et fut fait avant garde de bataille. Les sieurs de la Patrière d'Anjou (Pyrrhus Lenfant) et de la Roche Patras (François de Patras, seigneur de la Roche Patras, près la Suze) furent esleus mareschaux de camp. Le sieur de Beauregard (Gabriel de Beauregard, seigneur du Verger, chevalier de l'O. du R) commandait l'infanterie de l'avant garde, et le sieur de Malherbe (René de Malherbe seigneur de Poillé en Marçon, près la Chartre) celle de la bataille.

« Ainsi les royaux » c'est toujours Palma Cayet qui parle, « allants en ordre de bataille, tirèrent droict vers Sablé pour en secourir le chasteau; l'avant garde (remarquons bien ceci) mar-

cha par le costé du parc, et la bataille le long du grand chemin droict à la grande porte de la ville » (1).

La bataille ne tarda pas à s'engager entre ceux qui occupaient Sablé et ceux qui voulaient les en chasser. « Ceux de l'Union, ne les (les royalistes) voulant laisser approcher si près d'eux sans les recognoistre, firent une brave sortie (par la porte de Bouère), et y fut bien combatu de part et d'autre : en ce commencement ledict sieur de Beauregard du costé des royaux y fut blessé ; de ceux de l'Union, de Corces, leur sergent de bataille, y fut tué, et led. sieur de la Saulaye pris avec beaucoup d'autres, et furent ramenés battants jusques sur la contre escarpe du fossé par le marquis de Villaines et les sieurs de l'Estelle et d'Achon d'un costé, et à la main droicte par le sieur de Pongny qui leur fit une rude charge. Après, ceux de l'Union sortirent par les portes de la ville, et vindrent attaquer le sieur de Malherbe avec son infanterie qui estoit en bataille, et derrière luy M. de Bouillé avec un gros de cavalerie pour la soutenir. La charge se fit tout du long du grand chemin, (venant de Poillé); ceux de l'union avoient faict une barricade, laquelle estoit deffendue de la courtine de la ville, par le moyen de laquelle ils incommodoient grandement les royaux; ce que voyant ledit sieur de Malherbe, suivy des siens, donna si visvement à ceste barricade qu'il l'emporta, bien qu'il eust esté porté à terre de la force de deux arquebusades qu'il receut dans ses armes sans estre blessé.

Ainsi, ceste barricade emportée, les royaux gagnèrent un petit champ où il y avoit une haye, de laquelle ils tenoient un costé et ceux de l'Union l'autre; de façon qu'ils commencèrent à se battre à coups de main. L'escarmouche cependant se renforçoit de tous costés, tant vers le parc, qu'au grand chemin. Ceux de l'Union firent de ce chef une autre sortie sur ledict Malherbe et ses troupes, et se fit alors une salve sur le grand chemin de plus de deux mil arquebusades. Enfin, après plusieurs charges et combats, il survint des esclairs et tonnerres si espouvantables, suivis d'orage et de pluye, qu'il fut impossible aux uns et aux autres de s'ayder de leurs arquebuses, et ne se purent plus battre qu'avec l'espée, ce

(1) Il s'agit évidemment ici de la porte de ville principale, dite porte de Bouère qu'on voit à droite de la vue cavalière.

qu'ils continuèrent jusqu'à cinq heures du soir que les royaux se retirèrent à Saint-Denis-d'Anjou, sans avoir pu mettre aucun secours dans le chateau. Cette escarmouche fut bien maintenue de part et d'autre, et tient on que ç'a esté une des belles qui se soient faictes durant ces troubles, car elle dura neuf heures sans cesser ».

De Saint Denis-d'Anjou, les chefs royalistes firent partir sans retard des émissaires chargés d'aller trouver La Rochepot gouverneur d'Anjou, et de lui exposer leur situation. Celui-ci leur envoya aussitôt d'Angers « deux canons avec quelques troupes d'infanterie et de cavalerie ». Dès que les « royaux » furent en possession de cet important secours, « ils s'allèrent de ce chef loger auprès de Sablé du costé du parc, affin de battre les forts que les ligueurs avoient de nouveau faicts au dehors du chateau pour empescher d'y mettre du secours ».

Comme on le voit, les royalistes devaient alors occuper les hauteurs qui bordent la rive droite de la Vaige entre Monreux et le Pont de Vaige, et leurs adversaires les attendaient sans doute dans les forts élevés entre le château et ces hauteurs. Mais reprenons le récit de Palma Cayet : « Dès le lendemain matin le canon fut pointé contre lesdicts forts et retranchements, et en peu de temps toutes les fortifications et barricades furent emportées. Les royaux, ayant fait un petit pont d'aix sur des échelles, passèrent le ruisseau (la Vaige) pour aller à l'assaut, lequel ils donnèrent si furieusement que tout ce qui se trouva dans ces forts fut taillé en pièces ; puis, entrant pesle mesle avec les ligueurs dedans la basse court du chateau par le susdict trou, tuèrent tout ce qui se trouva devant eux. Ceux de l'Union entrèrent lors en tel effroy, comme il advient d'ordinaire en tels accidents, qu'ils ne songèrent plus qu'à se sauver ; ce qu'ils firent en telle confusion que, sans prendre advis de rompre le pont de la rivière de Sarte pour se retirer en seureté de l'autre costé de la ville, oubliants en cest endroit ce qui estoit nécessaire pour leur sauver la vie, ils donnèrent aux victorieux meilleur marché de leurs vies qu'ils ne pensoient avoir d'eux : presque toute l'infanterie fut taillée en pièces, et en fut tué jusques au nombre de sept à huit cents. Le sieur des Chesnayes, qui estoit le principal chef de toutes ces troupes, avec plusieurs

autres, s'allèrent sauver au logis de Madame de Rambouillet, où ils ne trouvèrent que la courtoisie au lieu de la rigueur qu'ils lui avoient tenue, car elle leur fit sauver la vie. La Rocheboisseau, conduisant la cavalerie de l'Union, se sauva par une des portes de la ville (évidemment celle donnant sur le faubourg Saint-Nicolas). Peu après, les portes étant ouvertes du costé du chasteau, la cavalerie royale passa au travers de la ville pour le suivre : on en glana quelques-uns sur la queue ; mais le temps et la diligence de Rocheboisseau en sauva la plus grande partie. . »

Sablé resta donc au pouvoir de Henri IV, et Landebry, sauvé par l'intervention des troupes envoyées à son secours du Mans et d'Angers, put se remettre de la terrible alarme qu'il venait d'éprouver.

Le reste de l'année 1590 dut s'écouler pour lui sans avoir de nouveaux sujets d'inquiétude, mais il n'en fut plus de même au commencement de 1591, comme le prouve la lettre suivante que le maréchal d'Aumont lui écrivait à la date du 6 mars :

« Monsieur de Landebri, j'ay ce jourd'hui receu plusieurs avertissements différents, et qui néanmoins tendent tous à un mesme sujet : qui est que les troupes des ennemis qui s'assemblent près de vous ont desseins sur votre place.

C'est pourquoy, désirant de tout mon pouvoir empescher que telles choses n'ayent lieu, je me suis délibéré de vous envoyer le capitaine Pinson ; auquel je vous prie de communiquer de tout ce que saurez qui se passe près de vous de la part des ennemis ; et mesme lui faire voir quel ordre vous tenez en vos gardes : affin qu'il m'en puisse rendre conte. Vous aviserez aussi ensemblement comment ils se gouvernent : affin que vous m'en donniez incontinent avis : pour tascher à trouver le moyen de leur faire changer de dessein. Et m'assurant que ne voudriez faillir, non seulement en celà, mais en toute autre concernant le service du Roi, je ne feray celle plus longue, que pour vous assurer que je suis vostre très affectionné pour vous servir.

AUMONT.

Je vous prie lui monstrez vostre magasin, afin de voir ce qui

vous pourroit manquer pour vous en fournir le plus tost qu'il me sera possible.

Au Mans, « 6 mars 1591 ».

Mais ce fut surtout l'année suivante, lorsque Mercœur eut battu sous les murs de Craon les princes de Conti et de Dombes (23 mai 1592), que la position du capitaine royaliste de Sablé devint de nouveau très critique. Aussitôt après avoir perdu cette mémorable bataille, « mond. seigneur le prince de Conty », dit Montmartin dans ses mémoires, « se retira à Sablé avec ses forces sans qu'il fust donné aucun ordre pour garder Château-Gontier ».

Il n'y resta pas longtemps du reste, et continua sa retraite du côté de l'Anjou. Dès lors Landebry se trouva abandonné une fois encore à ses propres forces. Aussi, au Mans, dans l'entourage du seigneur de Moulins (Cristophe de Vaiges seigneur de Moulins et de Cormenant), gouverneur au pays du Maine en l'absence de Monseigneur de Lavardin, on se préoccupait de la situation du gouverneur de Sablé. Il lui fut envoyé un message « pour l'assurer que, en cas que l'ennemi (déjà maître de Château-Gontier et de Laval), voulut faire quelque entreprise sur sa place, il prist couraige et qu'on ne fauldoit luy donner secours ». On envoya aussi dans le même temps des courriers « vers le seigneur de Juigné, demourant près de Sablé... et vers aultres gentils-hommes du quartier dud. Sablé... », pour les engager à soutenir la cause du Roi dans leur région (1).

Cependant Boisdauphin, après la prise de Château-Gontier et de Laval, s'était acheminé vers Sablé, dont il ne tarda pas à prendre le château. Il en confia aussitôt le gouvernement à Louis de Plan, seigneur dud. lieu, qui commandait déjà à Château-Gontier, et avait épousé la fille de Nicolas de la Corbière, seigneur de Mortelève en Souvigné. Ainsi, comme l'observe Palma Cayet, ce même Boisdauphin « qui, au commencement de ceste année (1592) n'avoit aucune ville de retraite, fut maistre de Laval, de

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal, liasse 132, 3^e compte de M^e Gervais Massé passim.

Chasteau-Gonthier et de Sablé, d'où il incommodoit fort les royaux du Maine et de l'Anjou ».

Il est vrai que quelques mois après, en tout cas avant le 28 octobre, le prince de Conti aidé par Puycharic, avait repris Sablé en même temps que plusieurs places voisines, et y avait remis comme gouverneur le fameux Landebry.

C'est sans doute à l'occasion de cette reprise de notre château, que « le sieur de Lavardin », gouverneur du Maine, se trouvait aux environs du 28 octobre à Sablé où Jehan Horreau était envoyé du Mans lui « porter un paquet et lettre du Roy » (1).

Le 19 décembre suivant, nous voyons Claude Legrand et Gaspard Leliepvre, marchands, demeurant à Sablé, donner quittance devant les notaires de cette ville à messire Nicolas du Tronchay, receveur des tailles du Maine au Mans, de la somme de 1200 escus sol, pour la fourniture par eulx faicte de 40 poinçons de vin blanc et cleret, de 25 muis de bled, mesure de Paris, moitié seigle et moitié froment, au magasin ordonné estre faict en la ville dud. Sablé, et de vingt mil pains de munition pour la nourriture des gens de guerre conduits pour le service du Roy par le sieur de la Courbe » (2).

Comme on le voit par ce qui précède, l'importance stratégique de la place de Sablé était alors assez grande pour que d'un côté le gouverneur du Maine crût utile d'y venir en personne, et que de l'autre on prît soin d'y amasser des vivres considérables destinés aux gens de guerre.

Du reste, dans une lettre écrite du Mans par Lavardin au duc de Nevers, à la date du 11 janvier 1593, nous relevons ce passage très intéressant pour nous : « j'estoys si pressé de partyr (d'auprès du duc de Nevers), tant pour mes affayres que pour ce que ceux de ce pays me pressoient à cause que les ennemys s'estoient approchés et faisoient myne de vouloir ataquier Sablé... » (3).

Nous savons également que, peu de temps après, le gouverneur du Maine, après avoir été jusqu'à Mayenne, s'était arrêté à Sablé, ce qui nous est prouvé par ce fait que Jehan Bougler avait été en

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal, liasse 132, 3^e compte de M^e Gervais Massé passim.

(2) Bibl. nat. man., F. F. 26174 n^o 481.

(3) Bibl. nat. man., F. F. 3624.

ces jours-là « envoyé » du Mans « vers Monsieur de Lavardin à Mayenne et de là à Sablé ».

Vers la fin de mai, il y eut aux environs de Sablé une grande concentration des troupes royalistes sous les ordres du maréchal d'Aumont qui, après avoir séjourné avec son armée à lui au Mans et à Noyen, était enfin arrivé sous les murs de notre ville, « là où », dit Montmartin, « toutes les troupes », c'est-à-dire celles de Saint-Luc et du général anglais Norris, « l'allèrent joindre ». A la date du 1^{er} juin, il écrivait « du camp de Sablé » aux officiers des Etats de Bretagne, et ce fut seulement vers le milieu de juin qu'eut lieu la dislocation de cette imposante armée dans différentes directions.

C'est alors sans doute que, profitant de l'éloignement du maréchal d'Aumont et de ses troupes, les habitants de Sablé, d'accord avec Louis de Plan, conçurent le projet de s'emparer de vive force du château et de le remettre pour la troisième fois aux mains des ligueurs.

C'était un terrible capitaine que le huguenot François Pelé, sieur de Landebry, qui, sauf un intervalle de quelques mois en 1592, commandait depuis deux ans et demi dans le château de Sablé au nom de Henri IV. Nul moins que lui n'était fait pour se concilier l'attachement des Saboliens ardemment catholiques et très dévoués aux Guises, leurs seigneurs héréditaires, et à Boisdaphin, chef de la Ligue dans l'Anjou et dans le Maine. Il ne laissait échapper aucune occasion de quitter sa forteresse pour tomber sur les bandes ligueuses, ou même pour rançonner quelque marchand inoffensif. Mais ce qui mettait le comble à l'exaspération de la population qu'il était chargé de contenir, c'était son affectation à ne pas craindre de blesser celle-ci dans ses sentiments religieux. Ainsi, d'après une des chroniques de Solesmes, il avait pris sur lui de faire enlever et amener à Sablé la plupart des cloches des paroisses comprises dans son gouvernement afin de les faire fondre et convertir en canons.

Il n'est donc pas étonnant que Landebry eût excité au plus haut point la haine des habitants de Sablé, et que parmi eux un complot se fût ourdi pour tuer le gouverneur détesté et mettre de Plan à sa place. Les chefs de la conspiration paraissent avoir été l'an-

gevin Samson de Saint-Denis et les deux frères Daniel et Michel Thieslin. Après avoir corrompu un soldat, serviteur de Landebry, ils firent avertir le capitaine ligueur, destiné à succéder au capitaine huguenot, et qui tenait la campagne aux environs, du coup de main qui se préparait. Le moment fixé pour l'exécution du complot était la nuit du 16 au 17 juillet. Cette nuit-là de Plan, Samson de Saint-Denis et les deux frères Thieslin, suivis de plusieurs autres habitants de Sablé, purent, grâce à la complicité de la sentinelle, franchir sans donner l'éveil les diverses enceintes du château. La résistance était impossible. Les soldats surpris, à peine vêtus, presque sans armes, ne firent qu'un simulacre de défense.

Quant à Landebry, voyant entrer ces hommes dans son château, et ne doutant point qu'ils ne fussent venus pour le tuer, il se jeta du haut du donjon (1) dans les fossés, d'où n'ayant pu se sauver, parce qu'il s'était rompu une cuisse en tombant, il fut tué par le capitaine de Plan. C'est en souvenir de cet événement que le donjon, comme nous l'apprend Ménage, fut depuis appelé la Tour de Landebry. Le corps du capitaine huguenot fut exposé deux jours durant au peuple dans les halles de Sablé, et enterré ensuite, à cause de sa religion, dans un cimetière à part.

Reprise ainsi définitivement par les partisans de la ligue, la place de Sablé eut comme capitaine Jacques de Fourmont, « escuyer, seigneur de la Roche-Fourmont » (2), qui commandait « soixante-dix harquebusiers à pied français ordonnés en garnison pour ceste ville de Sablé par Monseigneur de Bois-Dauphin, lieutenant général es pais d'Anjou et du Maine pour nos seigneurs les princes de la Sainte Union catholique ».

La compagnie dont il s'agit n'occupa du reste Sablé que très peu de temps. Dès le 17 octobre de la même année, elle fut remplacée par celle de Louis de Plan, comme nous l'apprend la montre qui en fut passée à cette date « en la basse-court du chas-

(1) Le donjon étant la grosse tour pentagonale qui figure dans la vue cavalière, et qu'en souvenir de cet événement était connue plus tard sous le nom de Tour Landebry. Elle fut détruite à la fin du XVIII^e siècle.

(2) Dans une montre de la compagnie de 100 harquebusiers, sous les ordres de Louis de Plan, faite le 18 juillet 1592 ; Jacques de Fourmont figura comme capitaine-lieutenant. Bibl. nat. man. F. F.2, 25822

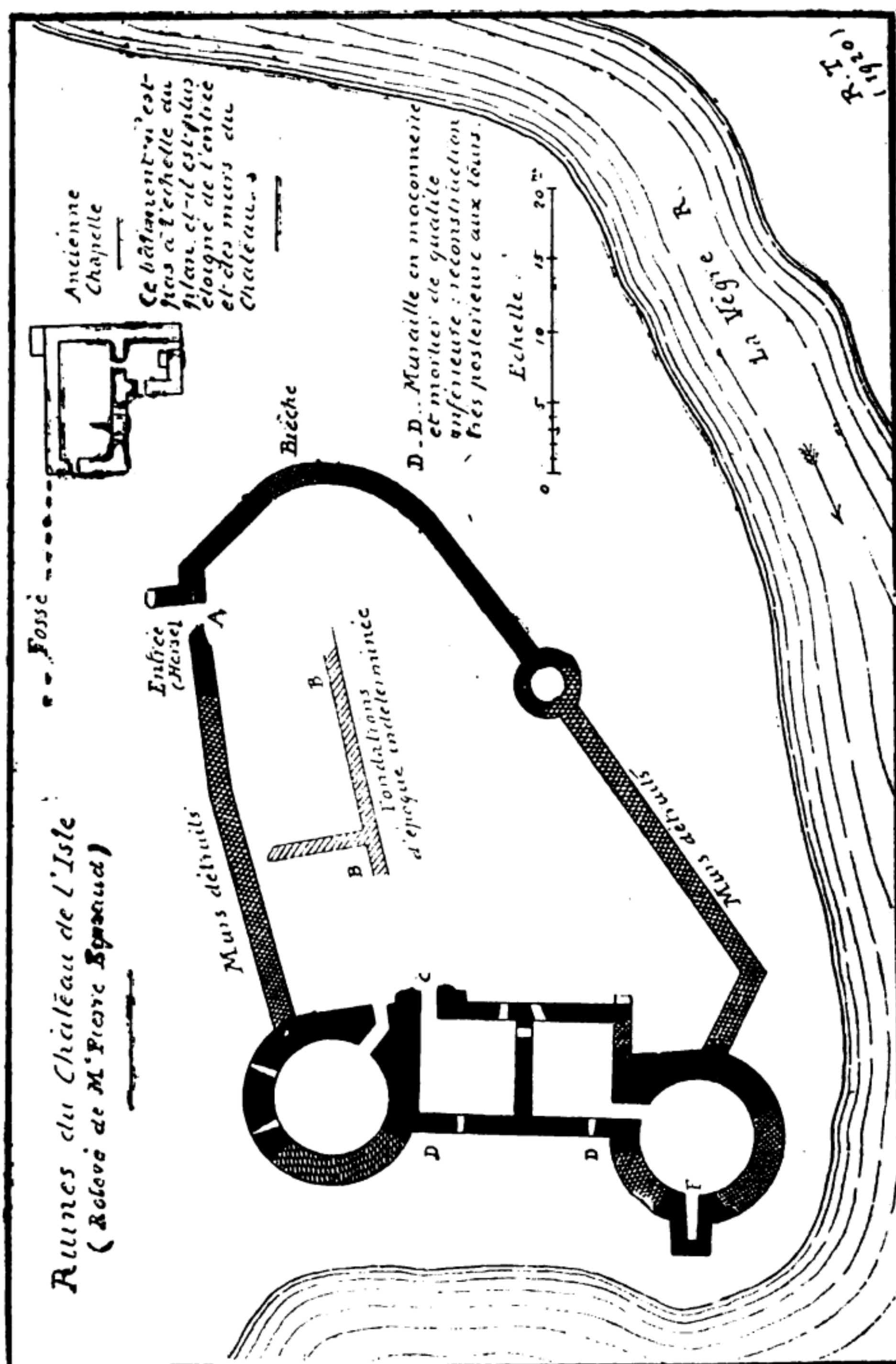
teau de Sablé », par Roland Nepveu, « lieutenant-général aud. Sablé commissaire général ordonné par Monseigneur de Bois-Dauphin ». D'après cette montre, Louis de Plan se qualifiait « capitaine de la première compagnie du régiment de Monseigneur de Bois-Dauphin de cent harquebusiers à pied français », et il avait pour lieutenant « René d'Urban, seigneur de Buffes », et pour enseigne « Jehan Jarry, escuier, sieur du Marais ». Depuis cette époque il n'y eut pas de changement dans la garnison du château jusqu'à la fin des guerres de religion. En mai 1595, Louis de Plan était gouverneur de Sablé; c'est du moins la qualification qu'il prend à l'occasion d'un baptême dans l'église Notre-Dame de Sablé, où il était parrain.

Nous savons d'autre part qu'en août de la même année, Henri IV, en accordant à Bois-Dauphin, devenu propriétaire du château de Sablé et qui avait fait sa soumission, ses fameux articles, l'avaient autorisé à entretenir, comme par le passé, cent harquebusiers dans le château dont il s'agit.

Ainsi, quand, en décembre 1595, Urbain de Laval vint prendre possession de sa nouvelle acquisition, le château était toujours occupé par Louis de Plan avec sa compagnie de cent harquebusiers français. Mais la pacification générale était proche, et l'importance du rôle joué par notre forteresse n'allait pas tarder à disparaître.

C'est ce qui eut lieu quand en 1598, Mercœur, après avoir essayé vainement de soulever la Bretagne, fut à son tour obligé de faire sa soumission. Dès lors il n'y eut plus de raison pour que Sablé conservât une garnison dans son château. L'ère des guerres religieuses était close.

M^{is} DE BEAUCHESNE.



LE CHATEAU DE L'ISLE

PENDANT L'OCCUPATION ANGLAISE

Le château de l'Isle, situé dans la commune de Mareil-en-Champagne, ne présente plus que des ruines fort pittoresques. Bâti sur les bords de la Vègre, et même probablement dans ce qui fut une île, il remonte à une époque fort ancienne. Il a appartenu à une famille de l'Isle, puis aux Mathefelon, aux Daillon du Lude, de Maulny, aux Guillart, père et oncle des trop fameux évêques de Chartres, aux Maridor. Cette terre tomba au cours du *xix^e* siècle en la possession de la famille Chappe d'Auteroche, qui la détient encore dans la personne du Baron François Chappe d'Auteroche (1).

Que les Anglais aient occupé le château de l'Isle, personne ne peut le nier ; c'est un fait historique attesté par trop de documents et d'auteurs, pour en douter un instant (2). Quand s'en emparèrent-ils ? La question mérite un examen qui ne sera ni long ni difficile. Un des documents les plus probants est la liste des capitaines

(1) C'est le chapitre relatif à l'occupation du château par les Anglais que nous avons l'honneur de présenter aujourd'hui aux lecteurs de la Revue (Éd. de Loriaère.)

(2) Abbé CHARLES. — L'invasion anglaise dans le Maine de 1417 à 1428. (*Rev. hist. et archéol. du Maine*, t. XXV, p. 67, 186, 309 — Chanoine FROGER : La paroisse de Pirmil pendant l'invasion anglaise, 1425-1435 (*Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XLI, p. 284, t. LXXV, p. 57. — Duc DES CARs et abbé A. LEDRU ; Le château de Sourches au Maine et ses seigneurs, p. 85, etc.

imposés par l'envahisseur à chacune des villes ou des citadelles conquises, soit en Normandie, soit dans le Maine (1). Or cette liste est datée de 1417, et est établie au nom de Henri V, qui mourut en 1422. Elle ne peut certainement, avec ces dates, avoir été exacte pour notre province, qui ne fut réellement conquise, qu'en 1425. Nous croyons donc, que cette nomenclature, commencée en 1417, fut complétée au fur et à mesure des redditions de places jusqu'en 1425, date définitive où le Maine tomba tout entier entre les mains de nos ennemis. Mais avec cette restriction, ce document absolument authentique n'en reste pas moins du plus haut intérêt pour nous, puisqu'il nous fait connaître le nom du capitaine à qui le château de l'Isle fut attribué, et qui porte le nom de Lancelot de Lisle. Ce personnage sur lequel nous reviendrons plus tard, ne commanda probablement jamais en personne dans notre petite forteresse mancenne, qu'il dut confier à la garde d'un lieutenant. Son rôle, en effet, fut trop important dans les années qui suivirent, ses divers commandements trop considérables, son grade enfin trop élevé, puisqu'on lui donne celui de maréchal des Anglais, pour nous permettre de croire qu'il ait exercé en personne le commandement de l'Isle. Nous inclinons plutôt à penser que le château fut une sorte de bénéfice donné par les Anglais à ce « *faulx francoys* », suivant l'expression de Cousinot (2), en récompense de ses services, et disons le mot, de sa trahison vis-à-vis de son pays et de sa patrie.

C'est pourquoi, pour ne pas couper l'intérêt, nous traiterons ce sujet en deux parties : dans la première, nous résumerons ce qui a trait au château même de l'Isle, et dans la seconde, nous nous occuperons spécialement de Lancelot, et de ses successeurs du nom de seigneur de Lisle, jusqu'à leur disparition.

« Entouré d'eau, perdu dans les terres, caché à tous les regards
« par des grands bois qui couvrent les bords escarpés de la
« Vègre, le château de l'Isle est un véritable repaire de bandits.

(1) *Bibliot. Harl.* n° 782, f° 49, v°. — Bréquigny, t. LXXX. — Imp., Lettres de rois, reines, et autres personnages des cours de France et d'Angleterre, publiées par Champollion-Figeac, dans la collection de documents inédits sur l'Histoire de France. 1^{re} série, t. II, p. 339. — Voir pièces justificatives, n° 1.

(2) Chronique de la Pucelle, ou chronique de Cousinot, publiée par M. Vallet de Vireville, p. 260.

« Il ne défend d'ailleurs, aucun point stratégique (1) ». Ainsi s'exprime l'abbé Charles, et nous n'y contredirons certes pas : nous dirons même que c'était là le site rêvé pour une bande d'aventuriers, vivant de maraude, pillant les gens, et rançonnant sans vergogne et sans remords tout le pays d'alentour. Pour l'occupation anglaise du Maine, et ces exactions abominables, inutile d'y revenir ; si tout n'a pas encore été dit, du moins des travaux fort importants, minutieusement fouillés et savamment étudiés, ont déjà fait la pleine lumière sur le triste état de notre malheureuse province (2). Appatis, bullettes de ligeance, saufs-conduits, impôts de toute sorte frappaient les habitants qui n'osaient plus sortir de chez eux, ni même cultiver la terre. Chaque bande de routiers, incrustée dans l'une de nos forteresses, pillait pour son compte, et, sortant même de la zone qui avoisinait son repaire, s'en allait au loin rançonner des populations que des garnisons plus rapprochées avaient déjà épuisées. Puis, au-dessus de ces brigandages individuels, nos ennemis avaient établi une organisation fiscale fort dure, mais puissamment organisée, dont les revenus alimentaient les caisses du duc de Bedford, régent d'Angleterre, à qui le Maine avait été donné ; en un mot, c'était la misère la plus profonde, la plus lamentable, « la grande pitié au royaume de France ! »

Le château de l'Isle, donné à Lancelot, mais commandé de fait par un individu, nommé Nicolas Moulineaux, ne valait ni plus ni moins que les autres postes occupés, et nous pourrions lui appliquer sans détails précis, les méfaits relevés ailleurs d'une façon générale, si nous n'avions pour nous édifier particulièrement sur la vie qu'y menaient les soldats anglais, les comptes de fabrique de la paroisse de Pirmil. Ces registres, très complets et fort détaillés, nous font revivre dans leur triste réalité cette époque de deuil ; ils abondent pour qui veut les scruter et les comprendre, en faits poignants, et en épisodes douloureux. MM. l'abbé Charles et le chanoine Froger les ont déjà publiés en

(1) *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XXV, p. 309.

(2) Abbé CHARLES. — Chanoine Froger, *loc. cit.* — Le Maine sous la domination anglaise de 1433 à 1434, par Siméon Luce. (*Revue des questions historiques*, 1^{er} juillet 1878, p. 226).

les commentant : nous ne ferons donc que quelques réflexions générales.

Ce Nicolas Moulineaux, d'abord, qui commande à L'Isle paraît bien être le même que le receveur général du duc de Bedford, celui-là même qui tenait si bien en ordre ses registres de comptes en 1433-1434. C'était, à sa manière, un homme positif et pratique. Mais notre souvenir le plus ému ira tout naturellement au brave procureur des habitants de Pirmil, Colas de la Fousse. Qui était-il ? un petit bourgeois de bourg, peut-être, ou petit propriétaire, cultivant sa terre, puisqu'il nous dit lui-même dans ses comptes de fabrique : « pour deux jours que je fust à batre à la Jarraye. où Jehan Marays estoit mestivier... » Dans tous les cas, c'était assurément un homme de peu de ressources, de situation fort humble, un modeste. Dans cet homme, investi de la confiance de ses concitoyens, quel grand cœur toutefois, quelle abnégation, quel courage calme, intelligent et persévérant. La paroisse est grévée d'impositions ; à lui de les rassembler. L'argent est introuvable : les impositions en deniers sont changées en impositions en nature ; et le voilà qui parcourt le pays à la recherche d'avoine à acheter, même de sommes à emprunter. Il va jusqu'à Sablé, Epinen-le-Chevreuil, Rouez-en Champagne. Il sait cependant bien que le pays n'est pas sûr. En revenant de cette expédition, les brigands de l'Isle le happent au passage. le 20 mars 1426, et l'enferment dans leurs murs. « Jehan Richeber, Michel Fortin et moy allâmes
« coucher avecques un harnoys pour cuider aller quérir lesd.
« deux pippes d'avaine, et en nous en cuidant venir le jeudi pro-
« chain ensuivant, au matin, nous fumes prins et menez avec le
« harnoys et les deux pippes d'avoine par les Angloys de la gar-
« nison de l'Isle, et furent lesd. deux pippes d'avaine mises au
« chastel, et en furent envoiez lesd. Richeber et Fortin et le har-
« noys, et je fu retenu aud. lieu de l'Isle par Nicholas Moulineaux
« pour six écus d'or et de pais d'escu (*sic*) qui lui estoient deuz
« sur lad. paroisse pour l'apatis du mois d'août l'an mil III^e XXV,
« et fu illec detenu jusques au dimanche que l'on chante en
« sainte église *Cantate* (28 avril), sans estre délivré, et convint
« celui jour de dimanche lesser pleige desd. six escus et aussi
« me convint tant que je y fu détenu pour n'être mis en fers,

« cette villaine prinson, comme je y veaye mettre, chacun jour,
« d'autres, pour ce, donné aux gens du cappitaine par plusieurs
« foiz jusques à la somme de XXX s. » Colas de la Fousse l'avait
échappé belle ! Pour ne pas être mis aux fers, ni en vilaine prison,
il avait dû payer quelques chopines sans doute à ces soudards.
Le voilà libre, sorti des griffes anglaises ; ne croyez pas qu'il
songe à résilier ces peu agréables fonctions, que rien, après tout,
ne le force d'accepter. Nullement ! Il se remet en campagne pour
se libérer de la caution des six écus d'or ; il retourne au château
de l'Isle, y est de nouveau arrêté, et cependant il apportait à la
femme du capitaine une poule et un faisan ! Sa femme vient le
voir, le rassurer, lui dire que l'on s'occupe de sa délivrance. Enfin
le voilà libéré, mais son brave cœur ne se contente pas de sa
liberté personnelle, et il repart quêter de tous côtés pour procu-
rer la délivrance à d'autres malheureux prisonniers comme lui,
et entre autres à Laurent Mautourtier, de cette même paroisse de
Pirmil. Saluons ces nobles représentants de nos anciennes popula-
tions d'autrefois ! Simples, dévoués, intelligents, pleins de cœur,
ils osaient affronter les plus grands dangers, sans regarder der-
rière eux ; honorés de l'estime et de la confiance de leurs conci-
toyens, ils oublient leurs intérêts personnels, pour ne songer
qu'au salut public, et malgré les pénibles désagréments qui leur
arrivent, ils luttent jusqu'au résultat complet, Ah ! ceux-là n'étaient
pas des égoïstes ; ils avaient de l'honneur un sentiment qu'il nous
sera permis de regretter, quand on le compare aux idées actuelles
de poltronnerie et de morale utilitaire, que nous rencontrons
trop souvent (1).

Revenons maintenant à Lancelot de Lisle. Son nom a bien cer-
tainement une désinence française. Mais quelle était son origine ?
De quelle partie de la France venait-il ? nous n'en savons rien.
Les capitaines de routiers prenaient du service dans l'un comme
dans l'autre parti, guidés parfois par des considérations tout
autres que l'honneur et les convictions. Toutefois, nous devons
faire remarquer que même avant d'avoir reçu le château de l'Isle,

(1) Voir : *Revue hist. et archéo. du Maine*, t. XXV, p. 317. Extraits des
comptes de la fabrique de Pirmil.

il portait déjà ce nom ; il y a là rapprochement peut-être fortuit, mais assurément il ne faut pas y voir la conséquence de cause à effet. Voici ce que l'on peut recueillir de la vie de ce chef de bandes.

Le 12 juillet 1418, Henri V, roi d'Angleterre, lui donne le château et la seigneurie de Nonant, élection de Bayeux, en Normandie, moyennant la redevance à Noël d'un glaive. « Rex omnibus, etc. sciatis quod pro bono servitio quod dilectus nobis Lancelot de Lisle, armiger, nobis impendit, etc., dedimus et concessimus ei dominium de Nonant cum omnibus pertinentiis infra ducatum nostrum Normanniæ que fuerunt Johannis Legrys, armigeri, et Hutin le Baveux, militis, adhuc nobis rebellium, ut dicitur, habend. et tenend. prefato Lancelot, et heredibus suis..., etc. una cum omnibus franchisiis, etc. et aliis commodatibus quibuscumque domino predicto pertinentibus usque ad valorem sexcentarum coronarum per annum tantum per homagium ac reddendo nobis apud castrum nostrum de Cadomo unum gladium ad festum natalis Domini singulis annis in perpetuum, etc., in cujus, etc. Teste Rege, in exercitu regis prope villam de Pont de l Arche, XII^e die Julii, etc., per ipsum regem, etc. » (1). Cette investiture montre comment le monarque anglais enrichissait ses fidèles au moyen des confiscations faites sur ceux qu'il appelle ses rebelles, et que nous appellerons de loyaux français.

Le 25 février suivant, 1419, Lancelot reçoit en compagnie de capitaines anglais la capitulation de Honfleur. « Cy ensuit le traictié et appointment fait le samedy XXV^e j. de février l'an mil III^e et dix huit (v. s.) par entre messire Allain Buxhul, messire Johan Kiqueley, chevaliers, et Waulter Inkerbaron, Lancelot Lisle et Jacques de Neville, escuiers, commis en ceste partie par très hault et puissant seigneur, Monseigneur le comte de Salisbury, lieutenant du Roy, nostre souverain seigneur en Normandie, d'une part, et Messire Thomas de Carrouges, Messire Guillaume Danfernet, chevaliers, Guillaume La Lizerne, Durant de Trouville, Brevet de Breveden, Robert de

(1) Notes de BRÉQUIGNY, t. XXIII, 212. — *Bibl. nat. F. F.* 4484 : 42. — Le Compte de l'armée anglaise, par Jarry, p. 205.

« Berengerville, escuiers, Roullant, Grey, Maricourt, arbales-
« triers et Michault Lair, bourgeois de Honnefleu, commis en
« ceste partie pour messire Jehan Bethas, chevalier (1), capi-
« tayne dud. lieu de Honnefleu, etc. » (2).

Puis, successivement nous retrouvons notre même Lancelot le 31 juillet 1423 à la bataille de Cravant, le 17 août 1424, à la bataille de Verneuil, si désastreuse pour les Français (3). Le 13 août 1426 il a sous ses ordres le fameux Warwick (4). En 1427, Salisbury, le futur commandant du siège d'Orléans, reconnaissant sans doute ses talents militaires, tient à se l'attacher, et le retient près de sa personne (5). En novembre de cette même année, il assiste au siège de Montargis; en 1428, il est capitaine de Montigny (6) en Bassigny; voilà certes, depuis 10 ans, une existence militaire bien remplie! Lancelot de Lisle, tous les ans, ou peu s'en faut, se signale par quelques nouveaux exploits; partout où l'on se bat, il est là. Il ne pouvait manquer de faire partie du gros corps d'armée réuni par Salisubry entre Mantes, Paris et Chartres, pour se jeter sur Orléans, le dernier boulevard de la monarchie française. Partie vraisemblablement dans les premiers jours d'août de Paris, cette armée anglaise commence par prendre « aucunes méchantes places, que tenaient ses adversaires »

(1) Jean de Bethas, fils de Guillaume Martel, sire de Bacqueville fut adjoint à son père en 1415, pour la garde de l'Oriflamme. (Chronique de Charles VI, par le religieux de Saint-Denis.)

(2) Rôles normands et français et autres pièces tirées des archives de Londres par Bréquigny. — Dans ce même recueil, figure aussi la capitulation de Neauphle (arr. des Andelys, Dép. de l'Eure), où nous rencontrons un Jacques de Lisle, mais cette fois du côté français. Cette diversité met en évidence le peu de convictions de tous ces capitaines routiers, qui prenaient le parti le plus avantageux à leur avis. Accordons toutefois un souvenir sympathique à celui-ci qui avait eu le bon sens de rester du côté patriote — « C'est
« l'appointement fait le XIII^e jour de fevrier par entre très-hault et puissant
« prince Thomas, fils du Roy d'Angleterre et de France, duc de Clarence
« comte d'Aumarle, grand seneschal d'Angleterre, chief cappitayne de l'avant-
« garde, et constable de l'ost du très-hault et très excellent prince nostre sove-
« rain seigneur le Roy d'Angleterre et de France, d'une part, et de noble home
« Jacques de Lisle, capitayne de Neauphle et la garnison du lieu, d'autre
« part... » 13 fevrier 1418.

(3) STEVENSON. — Wars of the english in France. — Compte de l'armée anglaise au siège d'Orléans, par Jarry, p. 205.

(4) *Ibid.* — Bibl. nat. F. F., 26049 : 614.

(5) *Ibid.* — Bibl. nat. F. F., 4484 : 42.

(6) *Ibid.* — Bibl. nat. F. F., 4484 : 16, 152.

comme le raconte Monstrelet. La première qui succomba fut Nogent-le-Roy, dont Lancelot fut nommé capitaine : nous le suivons ensuite à la fin d'août au siège de Janville, à Jargeau en octobre, puis à Meung-sur-Loire et Orléans où il arrive le 12 octobre (1).

Il serait intéressant d'étudier ici la composition et l'administration de l'armée de siège. Mais indépendamment de ce que cette étude a déjà été faite d'une façon à peu près complète (2), ce serait sortir du cadre restreint que nous nous sommes imposé. Nous croyons nécessaire cependant de donner quelques explications afin de faciliter l'intelligence des pièces inédites qui vont suivre, et qui se rapportent à Lancelot de l'Isle.

De bataillons, régiments, divisions, il n'est bien entendu pas question à cette époque. Pour recruter des soldats, on s'adressait à des chefs de bandes, qui passaient un contrat valable pour trois ou quatre mois avec ceux que le roy d'Angleterre chargeait de lever une armée. Ce contrat, appelé *indenture*, était un parchemin divisé suivant une ligne horizontale en forme de dents, et sur lequel étaient inscrites les clauses et conditions : chaque partie mettait son sceau sur la portion que conservait la partie adverse. Les clauses principales portaient sur l'époque où commence le contrat, le nom et titre du capitaine qui la signe, le nombre d'hommes de toutes catégories qu'il s'engage à fournir, leur paie, les lieux où se feront les revues d'effectif appelées *montres*, les droits de chacun sur les prises de guerre; les prisonniers qu'on recevait couramment à rançon, etc. Remarquons que le mot « *gages* » s'applique à la solde des hommes de troupes, et celui de « *regards* » à celle des combattants appartenant à la noblesse. Une fois l'indenture conclue, chaque mois généralement, des commissaires nommés ad hoc, passaient la revue ou *montre*, et délivraient aux trésoriers une attestation du nombre d'hommes qu'ils avaient recensés. Ceux-ci, s'appuyant sur « les lettres de garant » (ordres de levée du régent) envoyaient aux

(1) Chronique de la Pucelle, par Cousinot, edit. Vallet de Viriville, p. 260. — Journal du siège d'Orléans publié par MM. Paul Charpentier et Charles Cuisard, p. 3.

(2) Le compte de l'armée anglaise au siège d'Orléans, par Jarry.

receveurs des « ordonnances » d'avoir à payer. Quelques jours après le capitaine touchait la somme, donnait quittance et distribuait lui-même les deniers, qui déjà s'appelaient « prêt ». Ce sont quelques-unes de ces différentes pièces que nous avons la bonne fortune de pouvoir transcrire.

La première, assez vague, date du 21 juillet 1428 (1). C'était l'époque du rassemblement de l'armée. C'est une lettre de garant, qui présuppose une endenture que nous n'avons pas. « De par
« les trésoriers et gouverneurs généraux de toutes les finances du
« Roy, notre seigneur en France et en Normandie, Pierre
« Surreau, receveur général desd. finances de Normandie, a
« accompli le contenu des lettres royaux auxquels ces présentes
« sont attachées souls l'un de nos signeyz en faisant paiement des
« deniers de notre recepte à Messire Lancelot de Lisle pour les
« gaiges de luy et des hommes d'armes et de trait de sa retenue
« de moys en moys jusqu'à quatre moys continuez, commençant
« le jour de leurs premières monstres au ou
« nombre. Pour les contes tout ainsy et par la forme et manière
« que le Roy nostre dit seigneur le veult et mande par les lettres
« dessusdites. Donné à Paris, le XXI^e jour de juillet l'an mil III^e
« XXVIII. »

Le deuxième est une quittance pour le service du 19 août au 18 septembre de la même année (2). Nous voyons que notre capitaine, endenté pour trente-cinq hommes d'armes et cent-cinq archers, en avait trente-quatre et cent-cinq archers, lui-même faisait le trente-cinquième. Les hommes d'armes étaient toujours à cheval et les archers aussi quelquefois. Retenons aussi la proportion de un à trois qui est généralement adoptée dans les armées anglaises. « Saichent tous que nous, Lancelot de Lisle, chevalier,
« cappitaine de XXXV hommes d'armes et CV archiers à cheval
« du nombre de IV^e lances et les archiers ordonnez estre mis
« sus pour joindre avec l'armée présentement amenée d'Angle-
« terre par Monseigneur le comte de Salisbury, confessons avoir
« eu et receu de Pierre Surreau, receveur général de Normandie
« la somme de 1052 livres, 14 solz, 2 deniers tournois en prest

(1) Bibl. nat. F. F., 3642, n° 765.

(2) Bibl. nat. Manuscrits Clairambault, 173.

« et paiement des gaiges et regars de nous chevalier bachelier,
« XXXIV autres hommes d'armes et 105 archiers de nostre dicte
« retenue pour le service de nous et nos dictes gens en lad.
« retenue. Du second moys commençant le 19^e j. d'aoust 1428 et
« fini le 18^e j. de septembre ensuyvant prouchain venant, dont
« nous avons faict monstre le 21^{me} j. dud. moys d'aoust par
« devant Nicolas Sibille et Guillaume Lirop, escuiers a ce com-
« mis par mond. seigneur le Comte : et paiement à nous faict
« par led. receveur général par vertu des lettres patentes du
« Roy, nostre seigneur... données à Paris le 12^e j. de juing der-
« renièrement passé, expédiées par les trésoriers de France et
« Normandie. De laquelle somme de 1052 livres, 14 solz, 2
« deniers tournois, nous nous tenons pour contens et bien
« payez : ad ce quictons le Roy, nostre d. Seigneur, led. receveur
« général et tous autres, en tesmoing de ce nous avons faict scel-
« ler ceste présente quittance de nostre scel au siège devant Gan-
« ville (Janville) le 28^e j. d'aoust, l'an 1428. »

La troisième pièce est la répétition de la précédente, mais lui fait suite immédiatement (1) : c'est la quittance de septembre au mois d'octobre. La montre avait eu lieu le 26 septembre. La quittance est datée du 16 octobre, à Jargeau, elle porte encore un superbe sceau en cire rouge, qui est identique à un autre sceau apposé au bas d'une quittance du 15 mai 1430, et signée Johanney de Lisle ; nous avons le droit d'en conclure que ces sceaux portent les armoiries de la famille de Lisle :

La quatrième pièce est encore un reçu pour décembre-janvier (2). (Les deux quittances octobre-novembre, et novembre-décembre nous manquent). Nous voyons par cette dernière quittance que la compagnie de Lancelot de Lisle avait subi des pertes ; elle n'est plus que de 21 hommes d'armes, ce qui fait 22 avec lui, et de 63 archers ; mais elle nous apprend qu'il avait l'ordre au commencement de décembre de rejoindre l'armée du siège, puisque, tout en signalant que la montre avait eu lieu à Meung, il n'oublie pas de dire qu'il est en « la frontière d'Orléanais ».

(1) Bibl. nat. : ms. ; cabinet des titres ; P. O. 1559, 35709, n° 2. — Voir pièces justificatives, n° 2.

(2) Bibl. nat. F. F. ; 26051, n° 1000. — Voir pièces justificatives, n° 3.

L'effectif ayant diminué, les gages, naturellement portés sur le compte, ne sont plus que de 635 livres 12 sols, 6 deniers.

La cinquième pièce est capitale. Le comte de Salisbury, pour des raisons que nous ne connaissons pas, ne trouva pas son armée suffisante, et passa de nouvelles « endentures » pour augmenter ses forces. Quoi de plus naturel que de s'adresser à des capitaines qu'il avait déjà sous la main. C'est ainsi que nous pouvons donner un nouveau traité fait avec Lancelot, dans lequel celui-ci, en plus de ce qu'il avait déjà sous ses ordres s'engage à fournir 43 lances et 120 archers. Cette endenture bien complète, indique toutes les réserves que faisaient les Anglais en cas de prises, y compris les meurtriers du duc de Bourgogne du pont de Montereau ; elle nous donne aussi les gages des différentes sortes de combattants, et les termes par lesquels ils s'engageaient. Comme telle, elle peut servir de type à toutes les autres.

« Ceste endenture faite entre très-haut et puissant prince,
« Monseigneur le Régent le Royaume de France duc de Bedford,
« d'une part, et Messire Lancelot de l'Isle, chevalier, d'autre part,
« tesmoyngne que led. chevalier est demoré et demoure avecques
« mond. Seigneur le Régent à la charge de quarante et trois lances
« et six vins neuf archiers, sa personne en ce comprinse, montez,
« armez et arraiez bien et suffisamment comme à leur estat appar-
« tient, pour iceux conduire et les emploier bien et deuement au
« service du Roy, nostre Sire, et de Mond. Seigneur le Régent au
« siège devant Orléans, et partout ailleurs ou il plaira à eulx ou à
« leur conseil ordonner durant ledit siège d'Orléans, et se dedans
« iceluy il a receu paiement, il sera tenu à servir sond. paiement
« commençant le jour que sesd. endentures ou paiement seront
« expirées et faillies, et sera tenu de faire monstre de moys en
« moys et toutefois que requis en sera par devant les commissaires
« a ce ordonnez de par le Roy, nostre Sire, et mond. Seigneur le
« Régent. Et aura et prendra led. chevalier gaiges pour lui et sesd.
« gens, c'est assavoir, pour sa personne, deux soulz d'estellins
« par jour, et pour chacune desd. lances douze deniers d'icelle
« monnoie d'estellins avec regars accoutumez et pour chacun
« d'iceulx archiers six deniers d'estellins par jour, et soulz tour-
« nois, monnoie de France en la valeur et en la manière accoutu-

« mée, dont paiement sera fait aud. Chevalier bien et convenable-
« ment au commencement de chacun moys selon les monstres ou
« reveues que fera, et selon icelles des finances de France ou de
« Normandie, par l'ordonnance et commandement des trésoriers
« généraulx gouverneurs d'icelles, et par la main du treshorier
« des guerres, et du receveur général d'icelluy pais de Normandie,
« à commencer du jour que sesd. endentures ou paiement seront
« expirées, comme dit est. Et sera tenu led. Chevalier avoir et
« fournir pour chacune des lances de sad. retenue trois archiers
« et ne seront receus aux monstres dessus d. quelconques gens
« d'armes ou de trait estans en garnison ou aians gaiges ou soul-
« dées du Roy, nostre Sire, ou de mond. Seigneur le Régent, en
« aultres lieux ; lequel mond. Seigneur le Régent aura aussi bien
« la tierce partie des gaignes de guerre que fera led. Chevalier
« comme la tierce partie des tierces dont les hommes d'armes et
« archiers de sa retenue lui seront respondans de leurs gaignes de
« guerre, soient-ilz prisonniers, proyes ou aultres choses prises
« et tous aultres droits accoutumez, desquelles tierces et drois
« ainsi deuz à mond. Seigneur le Régent led. Chevalier sera tenu
« de certiffier lesd. tréshoriers et receveur général de Normandie
« quand il demandera ses gaiges et en rendra compte là où il
« appartiendra, et selon ce que sera ordonné et de ce que sera
« creu par son serrement ou par le serrement de l'exécuteur ou
« exécuteurs de son testament en son nom. Et aura led. Chevalier
« tous prinsonniers se aucuns ledit temps sont par lui ou aucuns
« de sesd. gens prins, excepté Roys, Princes quels qu'ilz soient,
« ou filz de Roy, et es especial Charles qui naguaires s'appellait
« Dalphin et aultres grans cappitaynes et gens de sang royal et
« les chevataines et lieuxtenans aians povoir desd. Roys et princes
« surprins ; aussy ceulx qui tuèrent et murdrèrent feu monsieur
« de Bourgogne derrenier trespasé, et en furent conseillans et
« confortans et aydans, et aussy ceulx qui ont esté obeissans ou
« fait serrement au Roy ou à mond. Seigneur le Régent, et
« comme traictres se sont rendus à la partie des ennemys et
« adversaires. Tous lesquelx demeureront au Roy, nostre dit
« Seigneur ou à mond. Seigneur le Régent et pour iceulx fera
« raisonnable acurement à celluy ou ceulx qui les auront prins, et

« tendra et fera tenir led. chevalier sesd. gens en bonne règle et
« gouvernement tellement qu'ilz n'empêchassent la paix et tran-
« quillité des pais du Roy ne de ses subjects, ne les appatisseront,
« tailleront, exarançonneront en or, argent, vins ne aultres
« choses, ne vivres quelquonces ne les roberont, ne souffrira
« led. Chevalier estre par sesd. gens tailléz, appatissez, exac-
« cionnez, robez ou pillez, et ne fera, ne souffrira estre faits
« sur lesd. subjectz et obeissans au Roy par sesd. gens quel-
« conques arrest ne prinses de biens, vivres, foings, avoyne,
« bestiaulx, jumens pour leur nécessité, l'acheteront de bon gré
« des vendeurs à tel prix que entre eulx sera accordé, et dud. prix
« les paieront. Et aussi respondra de tout ce que sesd. gens feront
« sur et à l'encontre de ce que dit est, et aultrement ou avenant
« les baillera à Justice pour en faire ainsi qu'il appartiendra par
« raison et oultre gardera et observera et sera tenu de faire, garder
« et observer à sesd. gens de sa retenue les ordonnances royaulx
« publiées à Caen au moys de décembre l'an mil III^e XXIII,
« et celles derrenièrement faites et publiées à Rouen, et tous et
« chacun les poincts et articles dedans contenus selon leur
« forme et teneur sur peine de respondre et fournir tout ce que
« par sesd. gens sera fait contre la teneur des ordonnances, et
« aussi sera led. Chevalier tenu obéir et entendre et aider justice
« et justiciers du Roy, soit baillifs ou aultres officiers quelconques.
« En tesmoing desquelles choses à la partie de ceste endenture
« demourée devers led. Chevalier, medit Seigneur le Régent a
« fait mectre son signet en l'absence de son scel. Donné à Meung
« sur Loyre le XXIII^{me} jour de décembre l'an mil III^e XXVIII.
« Par Monsieur le Régent le Royaulme de France, duc de
« Bedford.

PARKER. »

Nous n'insisterons pas sur la manière dont étaient tenus ces engagements vis-à-vis des populations foulées par l'envahisseur. Nos brigands de l'Isle peuvent en donner la mesure; et le duc de Bedford, lui-même, ne se fait pas faute « d'appatisser » les sujets de son maître !

Aussitôt le contrat signé, Lancelot de Lisle se mit en mesure

de rejoindre définitivement l'armée de siège, avec laquelle nous allons le voir prendre part aux différentes opérations. Le journal de ce fameux siège, en effet, tenu soigneusement au jour le jour, nous signale ainsi que nous l'avons vu, une première apparition de Lancelot devant la ville dès le 12 octobre, avec les premières troupes qu'amena le comte de Salisbury. On le trouve en compagnie « de Guillaume de la Poulle, comte de Suffort, Jehan, son frère, le seigneur de Fouquemberge, le bailly d'Evreux, le seigneur de Moulins, le seigneur de Pomus, Glacidas, etc. (1) ». Lancelot est qualifié déjà de « maréchal de l'ost ». Du fait de l'indenture qui précède, il ressort qu'il avait été détaché momentanément, probablement pour opérer de nouvelles levées de troupes, puisque le 23 décembre il est à Meung et que ce même journal signale son retour le 30 du même mois devant les murs d'Orléans, avec 2500 hommes (2).

« ...Le pénultiesme jour d'icelluy mois (30 décembre) arrivèrent environ deux mil cinq cens combatans anglois à saint « Lorens des Orgerils près d'Orléans, pour là former un siège. « Desquels estoient capitaines le comte de Suffort, et Talbot, messire Jean de la Poulle, le seigneur d'Escalles, messire Lancelot de l'Isle, et plusieurs autres. Mais à leur venue furent faites « ce jour grandes escarmouches. Car le Bastard d'Orléans, le seigneur de Sainte Sévère, messire Jacques de Chabannes, et plusieurs autres Escuyers, et Citoyens d'Orléans, qui moult vaillamment se portèrent, leur allèrent au devant, et les recueillirent comme leurs ennemis. Et là furent faits plusieurs beaux « faits d'armes d'une partie et d'autres, en celles escarmouches fut « blécé au pied d'un trait des Anglois Messire Jacques de Chabannes et son cheval tué par cas pareil... »

Et plus loin : « ...Durant celuy temps avoient tant travaillé les « Anglois, qu'ils avoient fait deux boulevars sur la rivière du « Loire : l'un estant en une petite isle du costé et au droit de « Saint-Laurens, qui estoit faict de fagots, sablon et de bois, et

(1) Voir *Journal du Siège d'Orléans*, publié par P. Charpentier et Ch. Cuisard, p. 3.

(2) *Ibidem*, p. 20.

(3) Voir : *Journal du Siège d'Orléans*, par P. Ch. et Ch. Cui, p. 24.

« l'autre au champ de Saint-Privé au droit de l'autre, et sur le
« rivage de la rivière, laquelle ils passoient en celui endroit por-
« tant vivres les uns aux autres. Et pour les garder, en avoient
« fait capitaine messire Lancelot de l'Isle, mareschal d'Angle-
« terre. »

En fin du mois nous avons encore le mandat des sommes dues à Lancelot de Lisle (1). La pièce fort longue nous apprend que ce capitaine avait passé de multiples contrats ou endentures indépendamment de ceux que nous connaissons, ce qui fait qu'il devait réellement se trouver à la tête d'un gros contingent de troupes, et être un chef important de l'armée anglaise. Elle nous révèle aussi pour la première fois l'existence de son frère, Henry de Lisle, qui servait apparemment sous ses ordres, et dont le mandat de paiement se trouve incorporé dans celui de Lancelot. Cet Henry de Lisle avait avec lui 22 hommes d'armes et 63 archers.

Revenons enfin une dernière fois au journal du siège : « ...Le
« samedy ensuivant, vingt-neuviesme jour du mesmes janvier, à
« huit heures du matin, firent les Anglois grans criz en leur ost
« et bastilles, se mirent en armes à grant puissance et, par grant
« ordonnance, continuans tousjours leurs criz et faisans demons-
« trance de grant hardiment, s'en vindrent jusques à une barrière
« qui estoit en la grève devant la tour de Nostre-Dame, et jusques
« devant le boulevard de la porte Regnart; mais ils furent bien
« receuz, car les gens de guerre et beaucoup de peuple d'Orléans
« saillirent incontinent contre eulx, bien ordonnez, tellement qu'il
« y eut une très forte et grande escarmousche, tant à la main
« comme des canons, couleuvrines et traict, et y eut beaucoup de
« gens tuez, bléciez et prins prisonniers d'une part et d'autre. Et
« par expécial y mourut ung seigneur d'Angleterre, que les
« Anglois plaignoient moult; et le portèrent enterrer à Jargueau.
« Et ce jour mesmes devers le matin, aussy arrivèrent dedans
« Orléans le seigneur de Villars, le seigneur de Saintes Trailles
« et Poton, son frère, messire Ternay et autres chevaliers et
« escuiers venans de parler au roy.

(1) Bibl. nat. F. F. 4488. — Voir pièces justificatives, n° 4.

« Celluy mesme jour de samedi, vingt neufviesme d'icelluy
« meisme moys de janvier, fut donné seureté d'une part et
« d'autre à La Hire et messire Lancelot de Lisle de parler
« ensemble : ce qu'ilz firent environ l'eure de fermer les portes.
« Mais après qu'ilz eurent parlé ensemble et que l'eure de la seu-
« reté fut passée, comme chacun d'eulx s'en retournait devers ses
« gens, ceulx d'Orléans gectèrent ung canon qui frappa messire
« Lancelot, tellement qu'il luy enleva la teste; dont ceulx de l'ost
« furent très doulans, car il estoit leur mareschal et bien vaillant
« homme... (1) »

Cette mort fut évidemment douloureuse pour l'armée anglaise, mais, en revanche, les bourgeois d'Orléans furent enchantés d'être débarrassés de cet adversaire redoutable, qu'ils détestaient d'autant plus qu'ils le regardaient comme un traître.

Les corps de troupes de Lancelot passèrent sous les ordres de son frère Henri, qui paraît lui avoir succédé dans son commandement, mais non dans ses dignités ni dans ses talents. En prenant la place de Lancelot, il se substitue à lui pour les « gaiges et regars de sa dite retenue, et signe une endenture nouvelle en son nom (2) pour être payé de mois en mois, comme les autres capitaines. Ce contrat ne différerait en rien de ceux que nous avons déjà mentionnés précédemment, s'il ne contenait une clause nouvelle assez curieuse, qui montre que les Anglais, campés depuis octobre devant Orléans, avaient épuisé complètement tout le pays et commençaient à souffrir de la disette de vivres. Henri de l'Isle obtient que les tarifs de solde seront augmentés, et la raison, pour que nul n'en ignore, est spécifiée : « ...pour ayder et supporter les despens et vivres qui sont chiers audit siège, aux soldoyers estans

(1) Voir : *Journal du Siège d'Orléans*, par P. C. et Ch. C., p. 30. — *Le Siège et la délivrance d'Orléans*, par P. Mantellier, p. 31. Cet auteur nous apprend, sans donner de référence, que Lancelot de Lisle était le chef général des Bourguignons au siège d'Orléans.

(2) Bibl. nat. F. F., 4488, p. 349. — *Le compte de l'armée anglaise au siège d'Orléans*, par Jarry, p. 91. — Cet auteur donne, ainsi qu'il suit, le détail de la vie d'Henri de Lisle pendant le siège : 1429, 1^{er} février, au siège, montre et revue (Bibl. nat.; cabinet des titres, 1407, montres anglaises). — 8 mars endenture (British Museum, additionnal Charters, 11617). — 13 mars, endenture avec Bedford (British Museum, addit. Chat., 105. — 13 mars, Lettre de garant du régent (Bibl. nat. F. F. 26051, p. 171). — 25 mars, au siège, quittance (collection Jarry). — Voir pièces justificatives, n° 5.

et résidans en y celui siège, lesquels n'y pouvoient bonnement vivre pour leurs gaiges ordinaires qui sont de c. s. t. par moys... » Désormais la trésorerie anglaise alloue VI livres par archers.

Pendant la fin du siège, Henri de L'Isle ne fit pas parler de lui, et nous ne relevons sa trace nulle part dans le « *Journal du Siège* ». Sa troupe divisée en deux portions, était employée. partie à la bastille du bout du pont, celle qu'emporta si vaillamment Jeanne d'Arc, partie au corps du siège (1).

Henri de l'Isle fit ensuite campagne avec l'armée concentrée sur la Seine en juillet 1429 pour résister à l'armée royale qui revenait du sacre à Reims (2). Mais, dès ce moment, il a perdu une grosse part de son effectif, et n'a plus sous ses ordres que 7 lances et 16 archers. Nous le retrouvons encore le 10 septembre dans le corps de troupes envoyé au secours de Paris : il est porté à cette date sur les états de solde pour 9 hommes d'armes et 37 archers (3). On voit qu'Henri ne valait pas son frère, et que ses talens militaires n'étaient pas appréciés à la même valeur que ceux de Lancelot. Enfin, en février 1430, il semble avoir été chargé de garder Chartres. « Henry de l'Isle, capitaine de Longny au Perche, chargé de la garde de Chartres avecques
« 10 hommes d'armes et 30 archiers à cheval, du 1 février au 10
« du même moys qu'il part de Chartres pour aller voir sa place
« de Longny : il y reste 4 jours et revient à Chartres en amenant
« le plus grand nombre d'hommes d'armes et d'archiers qu'il put
« trouver, soit 20 hommes d'armes et 74 archiers, tous à cheval,
« lesquels restent à Chartres du 14 février au 4 mars. Rouen,
« 19 avril 1430, après Pâques (4). »

Le 28 avril 1431, nous trouvons encore une quittance au nom d'Henri : « Thomas Blount, chevalier, trésorier-général gouverneur des finances mande à Pierre Surreau de payer par le
« commandement du Roy d'Angleterre, à Henry de l'Isle, escuier
« les gaiges de 2 hommes d'armes à cheval, 4 hommes d'armes à
« pied et 18 archiers pour un moys commençant le 23 février

(1) Bibl. nat. F. F. 4488 ; Comptes de Pierre Surreau, p. 541.

(2) *Ibidem*, p. 558, v. pièces justificatives n° 6.

(3) *Ibidem*, p. 566.

(4) Bibl. nat. F. F. ; quittances, 26053, n° 1320 et 1334.

« derrenier, et pour les 2 moys ensuyvans, finissans au « 24 mai... » (1).

A partir de cette époque, c'est le silence ! Henri de L'Isle disparaît sans laisser de traces, et sans que nous puissions même supposer si ce fut la fin de sa vie, ou simplement de sa carrière. Il est bien probable, que tout en en portant le nom, il ne vint jamais dans notre petite forteresse mancelle. En eut-il même le bénéfice des revenus ? c'est ce que nous n'oserions affirmer, car en même temps que lui voici un troisième seigneur du nom de l'Isle, Johanney, qui en 1430, servait aussi dans l'armée anglaise : « Jehenney de l'Isle, escuier, cappitaine de gens d'armes et de trait, confesse avoir eu et receu de Pierre Surreau certaine somme à lui due et ordonnée par lectres du Régent du 19 avril 1430 » (2).

Ce Johanney avait été employé particulièrement auparavant à la sauvegarde de Chartres avec 10 lances et 30 archers. Sommes-nous en présence ici d'un fils ou d'un neveu de Lancelot de l'Isle ? Rien ne peut l'indiquer ; seul un beau sceau de cire rouge identique à celui qui reste appendu à la quittance du 16 octobre 1428 de Lancelot, nous est garant que nous nous trouvons bien entre les membres d'une même famille. Ce Johanney ou Jean, d'ailleurs avait des attaches certainement dans notre Maine, puisqu'en 1433, il est dit habiter Sillé-le-Guillaume, par Nicolas Moulineux, qui lui donne quittance de 10 s. t. pour un mandement de Justice, en août de cette même année (3). Or, rappelons-nous que le Château de l'Isle relevait médiatement de Sillé par Montfaucon. Nicolas Moulineux, à ce moment, était trésorier du duc de Bedford pour le Maine. Il n'y aurait donc rien d'impossible que Johanney de l'Isle ait eu l'Isle effectivement en sa possession, et y soit même venu.

Enfin pour ne rien omettre, sur cette triste époque de l'occupation anglaise, terminons en disant que le 1^{er} novembre 1445, le duc d'Yorck se reconnaît débiteur « de 110 livres, 10 sols tournois « envers un écuyer du nom de Guillemin de l'Isle, ce à cause de

(1) Bibl. nat. Pièces originales, t. 1559. Dossier 35709.

(2) *Ibidem*. Dossier 35708.

(3) Bibl. nat. ; KK, n^o 324. (Comptes de Nicolas Moulineux, receveur du Duc de Bedford). •

« certains services par lui faits, ainsi que appert par cédulle faite
« à Honfleur le 11 août 1445 » (1). Quelle parenté y a-t-il avec
Lancelot et Henri ? moins que jamais nous ne pouvons l'établir.
Puisque nous voilà revenus sur les bords de la mer, après de
nombreuses victoires ou conquêtes nationales, laissons les
Anglais s'embarquer, et les « faulx Français » dormir le sommeil
de l'oubli !

Ed. de LORIERE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

**Noms des villes et châteaux conquis par Henri V,
Roi d'Angleterre, en 1417, et des commandants qu'il
y établit.**

(Nota. — Nous ne transcrivons que les localités intéressant le Maine).

In the yere 1417, anno Domini, King Henry the Vth conquered
theis tounes in Normandy and in France, and made the noblemen
capitaynes of the same tounes and castelles.

.....
.....

at the cite of Mans,	Sir John Falstolfe.
at Saint Calais, and also at the castell of l'Ermitaige,	Richard Gethyn, esquier.
at la Faigeue,	Mathe Goge, esquier.
at Gaerlande,	John Banester, esquier.
at Malicorne,	William Glasdall, esquier.
at Lisle-souls-Brullon,	Sir Lancelot Lisle.
at Louppelande.	Henry Braunche.
at Montfour,	Sir John Old-Hall.
at la Suze,	Sir John Suffolke, esquier.
at Saint-Suzanne,	Sir John Popeham.
at la chatell de Mayenne-la- Inhez,	Capitane Sir John Montgomery.
at the towne, castell of Ferté- Bernard.	the counte of Sallisbury, by the geffte of the Kinge ther of lorde.

N° 2.

Saichent tous que nous Lancelot de Lisle, chevalier, cappitaine
de XXXV lances et CV archiers du nombre des III^e lances et les

(1) Bibl. nat. Pièces originales, t. 1559. Dossier 35709.

archiers ordonnés pour joindre à l'armée naguères amenée d'Angleterre par Mons. le comte de Salisbury pour faire conquête, confessons avoir eu et receu de Pierre Surreau, receveur général de Normandie, la somme de mil cinquante-deux livres, quatorze sols, deux deniers tournois en prest et paiement des gaiges et regars de nous, chevalier bachelier, XXXIII autres hommes d'armes et CV archiers à cheval dessusdits de notre retenue, reservie et à resservir en ladite armée, pour le tiers moys d'icelle, commençant le XIX^{me} jour de septembre derrenier passé, dont nous avons fait monstre le XXVI^{me} j. dud. moys de septembre, par devant Thomas How et Jehannequin Belley, escuiers à ce commis par mond. seigneur le comte de Salisbury, ce paiement à nous fait par led. receveur général en vertu des lettres du Roy, notre sire, données le XII^{me} j. du moys de Juing mil CCCC vingt huit.... de laquelle somme de mil LII XIII s. II d. t. nous nous tenons pour contens et bien payés... Donné à Jargueau, le XVI^{me} j. du moys d'octobre mil CCCC XXVIII. »

N^o 3.

Saichent tous que nous Lancelot de Lisle, chevalier, capitaine... (comme la pièce précédente), confessons avoir eu et receu de Pierre Surreau receveur général de Monseigneur la somme de VI^c XXXV livres XII sols, VI deniers en prest et paiement des gaiges et regars de nous et XXI autres hommes et LXIII archiers à cheval du nombre de nostre retenue pour nostre service du moys courant le XIX^{me} jour de ce présent moys de décembre en la frontière d'Orléanais et finissant le XVIII^{me} jour de janvier proche venant, dont nous avons fait recepte en ceste ville de Meung le XXIV^{me} jour du moys de décembre par devant Messires Jehan Pouplin et Philippe Hawford, commissaires à ce commis... (comme dans la pièce précédente).

N^o 4.

Compte de l'armée anglaise au siège d'Orléans.

Hic incipit tercia ligacia proësentis compoti :

Autres deniers paieez par, ledit receveur général, pour fait de

guerre, tant aux capitaines... de la paie des finances de Normandie, comme autres capitaines de gens d'armes et de trait ordonnez et retenuz par mondit seigneur le Régent, pour le fait et entretenement du siège estant devant la ville d'Orléans...

Et premièrement :

A Mons. Lancelot de Lisle, chevalier bachelier, capitaine de XL hommes d'armes, sa personne en ce comprinse, en VI^{es} archiers à cheval, du nombre des III^e lances et les archiers à cheval joings par le Roy notre seigneur à l'armée derrenièrement amenée d'Angleterre par feu Monseigneur le conte de Salisbury et du Perche, pour les employer à la conquête de la rivière de Loyre et pays d'Orléannois, sur les ennemis d'icelui seigneur, pour lequel nombre tenir et entretenir soubz le gouvernement de mondit seigneur le Conte, ledit Chevalier avoit endenté avec mondit seigneur le Régent pour IIII mois finiz, expiréz et accomplis dès le XXX^{me} jour de novembre mil CCCCXXVIII exclud, par II endentures rendues sur le compte précédent cestui, par II parties, sur le paiement à lui fait d'iceulx IIII mois, comme furent plusieurs autres capitaines de la condition dessusdite, dont cy-après sera dit. Pour lequel nombre de III^e lances et les archiers entretenir à ladite conquête et siège d'Orléans est mandé par lettres du Roy notredit Seigneur données à Chartres le XXVI^{me} jour dudict mois de novembre mil CCCCXXVIII, expédiées par mess. les trésoriers de France et de Normendie le XXVII^{me} jour ensuivant estre fait paiement des finances de France et Normendie, tant par le trésorier des guerres en France que par le led. receveur général de Normendie auxditz capitaines desdites III^e lances et les archiers, des gaiges et regars d'eulx et de leurs gens pour le V^{me} mois ensuivant la fin desdicts IIII mois selon leurs monstres ou reveues sur ce faictes ou à faire, par devant les commis a ce, jusques au nombre de III^e lances et les archiers à l'afférant, au pris et par la forme et manière que contenu est en leurs premières lettres de retenues et endentures faictes avec mondit seigneur le Régent et mondit seigneur le Conte, rendues par ledict compte précédent, comme dit est dessus, non obstant qu'il n'appert de nouvelles endentures ou autres lettres de retenues sur ce faictes.

Pour ce à luy payé par vertu desdictes lettres royaux cy rendues, au commencement de la première liace de ce présent chapitre, servant pour tous les autres capitaines de la retenue et condition dessusdicte cy après, pour les gaiges et regars de lui chevalier bachelier, XXIX autres hommes d'armes et VI^{ix} archiers à cheval de sa dicte retenue, pour leur service, tant à la bastide du bout du pont comme au siège d'Orléans et conquête dessusdicte, pour ledit cinquiesme moys commençant ledit XIX^{me} jour de novembre mil CCCXXVIII, que son service desdits III moys finy, et finant le XVIII^e jour de décembre ensuivant inclus, dont il a fait deux monstres de sesdicts gens, la première de XXII lances et LXIII archiers à ladite bastide le second jour dudit moys de décembre, par devant Thomas Drothill et Richart Fortescu, à ce commis par Messeigneurs le conte de Suffork, les seigneurs de Talbot et de Scales, chiefs et capitaines d'icelui siege, commissaires généraux en ceste partie: et l'autre tiers jour d'icelui moys par devant Mess. Thomas Beaumont et Thierry de Robesart, chevaliers, commis comme dessus, en la ville de Meun-sur-Loire, de XVIII lances et LVI archiers à cheval, cy rendues par quictance de lui faicte aud. lieu de Meun le VII^{me} jour dudit moys de décembre,

cy rendue

XII^e l. XIII s. III d. t.

A lui lequel a de nouvel endenté avec mondit seigneur le Régent, a la charge de XLIII hommes d'armes, sa personne en ce comprinse, et VI^{ix} archiers à cheval, pour servir le Roy notre seigneur, et mondit seigneur audit siège d'Orléans, et partout ailleurs où il leur plaira durant le temps d'icelui siège, aux gaiges pour sa personne II s, esterlins, pour homme d'armes à cheval XII d. esterlins par jour avec regars acoutuméz et pour chacun archier VI d. de ladite monnoie ou autre monnoie coursable en France à la valeur, le noble compté pour VI solz VIII d. d'esterlins, à paier tant par ledict trésorier des guerres comme par ledict receveur général des finances de France et Normendie pour chacun moys selon ses monstres ou revues, comme, par lettres d'indenture faictes à Meun entre mondit Seigneur le Régent et ledit chevalier, le XXIII^{me} jour dudit moys de décembre, cy rendues, appert. Pour ce, a lui payé par vertu des lettres de garant de

mondit seigneur données à Chartres ledit XXIII^{me} jour, expédiées, par Mess. les trésoriers de France et Normendie le XXIII^{me} jour dudit mois ensuivant, cy rendues, pour les gaiges et regars de lui XX autres hommes d'armes et LXIII archiers à cheval du nombre de sadicte retenue, pour leur service aud. siege et frontière d'Orléans d'un mois commencans le XIX^{me} jour dudit mois de décembre mil CCCXXVIII que leur paiement et service dudit V^{me} mois cy-dessus fini et finant le XVIII^{me} jour de janvier ensuivant inclus, desquels il a fait monstre audit lieu de Meung, le XVIII^{me} jour dudit mois de décembre, pardevant Mess. Jehan Popham et Jehan Handforde, chevaliers à ce commis par le Roy, par commission générale pour ladicte armée, cy rendue, par quittance de lui faicte ledit XIX^{me} jour de décembre mil CCCXXVIII, cy rendue

VI^eXXXV l. XII s, VI d. t.

A lui, pour semblable cause et par vertu de ses dictes lettres, pour les gaiges de lui descritz XX autres hommes d'armes et LXIII archiers à cheval de sa dite retenue, pour leur service de XII jours restans à eulx paier du mois de janvier mil CCCXXVIII, commencans le XIX^{me} jour d'icelui mois et finans le derrenier jour dud. mois de janvier ensuivant desservis comme dessus, dont il a fait autres monstres le XXVII^{me} jour de janvier dessusdit pardevant Richart Walker et Raoul Parker, à ce commis, cy rendue par quittance de lui faicte audit siege devant Orléans, le XVII^{me} jour dudit mois de janvier, cy rendues. II^e LIII l. V s. t.

A lui, par vertu desdictes lettres pour les gaiges et regars de XXII autres hommes d'armes et LXIII archiers à cheval, du nombre de sadicte retenue, de la compaignie de son frère Henry de Lisle, escuier, ordonnée à ladite bastide du bout du pont d'Orléans, pour leur service illec de XXVII jours, commencans ledit XIX^{me} jour de décembre mil CCCXXVIII, et finans le XV^e jour de janvier ensuivant inclus, jusques auquel jour ils estoient ordonnés estre paiez et autres capitaines cy après, par l'ordonnance du conseil pour les faire égaux en service et paiement, dont il a fait monstre led. XXIII^{me} jour de décembre pardevant lesdicts pre-

(1) Bibl. nat. F. F. n° 4488.

miers commissaires, cy rendue, par quittance dud. Mess. Lancelot faicte le VIII^{mo} jour de février ensuivant mil CCCXXVIII, cy rendue.
V^cLXXVI l. VII s. II d. t.

A luy, par vertu desdictes lettres, pour les gaiges et regars desdictes XXII lances et LXIII archiers a cheval pour leurs services de XV jours commençans le XVI^{me} jour et finans le derrenier jour dud. moys de janvier inclus, desservis à lad. bastide, dont il a faict monstre à la dite bastide led. XXIII^{me} jour de janvier par devant Phillebert de Molent et Parker, par quittance de lui faicte le XVII^{me} jour dud. moys du janvier mil CCCXXVIII cy rendue.

III^c XX l. III s. II d. t.

Pour le tout : XVII^c III^{xx} VI l. VIII s. X d. t.

N^o 5

2^o A Henry de Lisle, escuier, de nouvel retenu et ordonné capitaine de XLIII hommes d'armes à cheval, sa personne en ce comprinse, et VI^{xx} IX archiers armez et arraiez souffisamment selon leur estat, pour servir audit siege d'Orléans et autres sièges, sur les champs, en garnison et par tout ailleurs ou il plaira au Roy et mondit seigneur le Régent durant ledit siège d'Orléans, lesquels hommes d'armes et archiers furent et estoient de la charge et retenue de feu Messire Lancelot de Lisle, son frère dessusdit, au jour de son trépas, pour estre audit siège, du nombre des III^c lances dessusdites, aux gaiges et regars dessusditz commencans incontinent que le terme, pour lequel ledit feu Messire Lancelot fut et a esté derrenièrement payé pour les gaiges de sadite retenue, fut fini et accomply, et de là en avant estre païé de moys en moys, selon ses monstres ou reveues desdites finances de France et Normendie comme dessus, comme, par endenture faicte entre mondit seigneur le Régent et ledit escuier le XII^{re} jour de mars mil CCCXXVIII, cy rendue, appert. Pour ce, à lui païé, par vertu des lettres de garant de mondit seigneur le Régent données à Paris ledit jour, expédiées par Mess. les trésoriers de France et de Normendie le XV^{me} jour dudit moys de mars servans pour ledit temps cy rendues, pour les gaiges et regars de luy XXXIX autres hommes d'armes et VI^{xx} VI archiers à cheval de sadite retenue, pour leur service audit siège d'un moys commençant le

premier jour de fevrier mil CCCCXXVIII, que le terme du dernier paiement fait aud. mess. Lancelot fini comme dit est, dont ledit escuier a fait ses monstres audit siège le premier jour d'iceluy moys par devant Philebert de Molans, escuier, et maistre Raoul Parker, secrétaire du Roy, notre seigneur, commissaires généraulx, en ceste partie, par commission rendue au commencement de ce présent chappitre, par quictance de lui faicte audit siège le premier jour de mars ensuivant, au pris de VI l. t. pour archier par moys, selon l'ordonnance, et par vertu des lettres royaux cy rendues. XIII^e XLVII l. XIII s. IIII d. t.

A lui, pour semblable cause et par vertu des dictes lettres, pour les gaiges et regars de lui, desd. XXXIX hommes d'armes et VI^{xx} VI archiers à cheval de sa dite retenue, pour leur service du moys de mars ensuivant, dont il a fait deux monstres audit siège, l'une de XX hommes d'armes et LXII archiers à cheval ordonnez demourer et estre à la bastide du bout du pont dudit Orléans, et l'autre de XX autres lances et LXIV archiers pour ledit siège d'autre part,, les VIII^{me} et XXIII^{me} jours dudit moys de mars par devant Thomas Guérart, escuier, mareschal dudit siège et maistre Raoul Parker, secrétaire du Roy et prévost des maréchaux, commissaires généraulx, cy rendues. Paié au prix de VI l. t. pour archier par moys qui, par l'ordonnance de mondit seigneur le Régent et du conseil, pour aider à supporter les despens et vivres qui sont chiers audit siège aux soldoyers estans et résidans en y celui siège, lesquels n'y povoient bonnement vivre pour leurs gaiges ordinaires, qui sont de C.s.t. par moys, leur ont esté ordonnez estre paiés depuis ledit moys de fevrier et durant y celui siège, comme par lettres du Roy, notre dit Seigneur, données le IIII^{me} jour de mars dessusdit, cy rendues au commencement de ce présent chappitre avec plusieurs autres lettres du mandement et commission qui y servent, appert ; par quictance de lui faicte audict siège le XXV^{me} jour dudit moys de mars ensuyiant cy rendues XIII^e XLVII l. XIII s. IIII d. t. pour tout :

II^m VI^e IIII^{xx} XV l. VI s. VIII d. t.

Et du surplus de sa dite retenue et temps de son endenture, a esté payé par Andry d'Esparnon, trésorier des guerres en France à ce ordonné, dont il doit faire compte.

(Bibliot. Nat^e F. F., n^o 4488, p. 349.)

REV. HIST. ARCH. DU MAINE.

6

Armée anglaise concentrée sur la Seine en Juillet 1429.

.
Autres deniers païés par ledit receveur général à plusieurs baillis, capitaines, nobles et autres gens d'armes et de trait de Normandie mandés par le Roy, nostre dit Seigneur et Monseigneur le Régent venus en armes par devers mondit Seigneur et amener avecques eulx toutes gens d'armes et de trait qu'ils pourront assembler pour servir le Roy et mondit Seigneur en leur armée mise sus ès moys de juillet et août mil CCCC vint et neuf, à l'encontre et expulsion de leurs ennemis et adversaires qui s'efforçaient de conquérir pays et terres et seigneuries desdits pays ou pays de Brie sur la rivière de Seine et ailleurs entour Paris, occupans plusieurs places et forteresses . . .

Et pour plus diligemment résister auxdites entreprises et passages desdits ennemis, mondit Seigneur le Régent ordonna partie desdits baillis, capitaines et nobles dudit pays de Normandie, avecques eulx certain nombre de gens d'armes et de trait des premiers venus en ladite armée aler hastivement sous le commandement et conduit de Messire Raoul Bouteillier, chevalier, premier chambellan de mondit Seigneur le Régent à Laigny-sur-Marne, pour garder le passage, tenir frontière, et faire tout autre exploit de guerre à l'encontre desdits ennemis, à l'expulsion et confusion d'iceulx. . .

• Messire Jehan Falstaff, chevalier banneret.

André Ogard, 7 lances, 15 archiers.

Henri Standisch, 10 lances, 48 archiers.

Henry de L'Isle, 7 lances, 16 archiers,

Richard Venables, escuier, 7 lances, 29 archiers.

Mathieu Goth, escuier, 40 lances, 120 archiers.

Robert Herling, chevalier, bailli d'Alençon et capitaine de Fresnay, 5 hommes d'armes à cheval, et 21 archiers en dehors des gens de ses offices et capitainerie.

(Bibliot. Nat^{le} F. F., n° 4188. — Comptes de Pierre Sureau, pages 541, 558 et suiv.)

LE TOMBEAU DE LA REINE BÉRENGÈRE

A LA CATHÉDRALE DU MANS

La prochaine érection, dans la Cathédrale du Mans, d'un Monument aux prêtres du diocèse morts pour la France, vient d'entraîner le déplacement du tombeau de la Reine Bérengère, qui avait été transféré en 1861 du croisillon nord du transept dans le croisillon méridional.

Il n'est pas sans intérêt, à cette occasion, de préciser certains détails de l'histoire de ce tombeau.

Bérengère de Navarre, rappelons-le tout d'abord, avait épousé le 12 mai 1191, dans des circonstances singulièrement romantiques, Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, alors en route pour la Croisade.

Bien qu'elle fut d'une éblouissante beauté, et, s'il faut en croire les chroniqueurs contemporains, l'une des plus belles femmes de son temps, elle ne connut pas longtemps le bonheur. Abandonnée par Richard, aussi volage que brave, elle dut le laisser courir les aventures en Palestine et revenir en Europe, se réfugier successivement à Rome, à la cour d'Aragon, sur les bords de la Garonne, en Anjou, enfin, dans la petite ville de Beaufort-en-Vallée, où elle vécut obscurément jusqu'à la mort de Richard, en 1199.

Indigné des odieux procédés de Jean sans Terre à l'égard de sa belle-sœur, Philippe-Auguste prit alors sous sa protection cette jeune reine de trente ans, restée veuve sans enfants, et en 1204, lorsqu'il eut conquis le Maine, il lui concéda la seigneurie viagère de la ville du Mans.

Devenue ainsi « Dame du Mans », et toujours fort belle, Béren-gère de Navarre, reine d'Angleterre, se fixa définitivement au Mans, et jusqu'à sa mort, en 1230, y habita le Palais des Comtes du Maine, aujourd'hui l'hôtel de ville.

Si pendant ces vingt-cinq années, elle défendit ses droits avec une rare énergie contre toutes les puissances féodales, Bérengère ne cessa de se montrer compatissante aux petits et aux opprimés, généreuse, charitable et profondément juste pour tous. En dépit de démêlés, parfois bruyants, avec l'Evêque et le Chapitre, elle contribua par ses libéralités à la construction du chœur de la Cathédrale, et, vers la fin de sa vie, fonda, sur les bords de l'Huisne, cette abbaye de l'Epau dont les ruines demeurent si pittoresques et si poétiques. Dès qu'elle eut été terminée, l'église abbatiale reçut le tombeau de sa royale fondatrice (1).

Après sept cents ans, la Reine Bérengère est restée l'une des figures les plus populaires de l'histoire du Mans. Au siècle dernier encore, la reconnaissance du peuple lui attribuait volontiers tout ce qui était bien et beau, témoin cette célèbre maison du xv^e siècle, toujours connue sous le nom traditionnel de « Maison de la Reine Bérengère » : l'un des Vénérables de la Loge Maçonnique du Mans n'hésitait pas, lui-même, à se porter garant de l'humanité et de la bienfaisance de Bérengère de Navarre (2), et la population entière acclamait son souvenir lors de l'inoubliable Cavalcade du 6 mai 1865.

Cette juste popularité ne devait pas, cependant, mettre les restes de la Reine à l'abri de nombreuses vicissitudes

Au milieu du xvii^e siècle, l'emplacement de son tombeau était marqué par une épitaphe en cuivre, dont Le Corvaisier et Gaignières nous ont conservé le texte, et qui était posée « contre le « mur, devant le grand autel, à gauche, dans le chœur de l'église « de l'abbaye de l'Epau (3) ».

(1) HENRI CHARDON, *Histoire de la Reine Bérengère*, Le Mans, 1866, in-8° : dom PIOLIN, *Bérengère, reine d'Angleterre, dame du Mans*, dans la *Revue des questions historiques*, du 1^{er} juillet 1890 : V^{te} d'ELBENNE, *Cartulaire de Saint-Pierre-la-Cour*, etc.

(2) *L'Album Cénomane* (journal rédigé par J. Pesche) du 14 juin 1829.

(3) Certains passages accessoires de cette inscription comporteraient de trop longues discussions pour que nous la reproduisions de nouveau ici.

En 1672, nous apprend une autre inscription, « le mausolée
« de la sérénissime Bérengère, reine des Anglais, fondatrice du
« monastère, fut restauré, placé dans un endroit plus honorable,
« et on y renferma les ossements trouvés dans l'ancien tombeau ».

Cet endroit plus honorable était le milieu du chœur, où le tombeau se voyait déjà du temps de Gaignières.

Il y était certainement en 1738 (1); il y resta sans doute jusqu'au départ des derniers moines, en janvier 1791, et à l'attribution de l'abbaye, le mois suivant, à la municipalité du Mans.

A quelle date fut-il ensuite démoli et violé? Nous ne pouvons préciser; vraisemblablement au moment de la bataille de 1793, alors que des troupes occupèrent l'abbaye, ou pendant les mauvais jours de la Terreur.

Au lendemain de la Révolution, raconte M^{me} Strickland, dans ses *Vies des reines d'Angleterre* (2), « l'Anglais Stothard vint à l'Epau rechercher la statue de la veuve de Richard Cœur de Lion; il trouva l'église convertie en grange, et l'objet de ses recherches mutilé et caché sous un tas de blé. Cet excellent abri l'avait préservé, à l'exception du bras gauche. Sous la statue reposaient les os de la reine, silencieux témoins de la sacrilège démolition du tombeau. Après quelques recherches, une portion du bras de la statue fut retrouvé.

« Trois hommes, qui avaient pris part au travail de destruction, assurèrent que le monument avec l'effigie de la Reine était placé *in the centre of the aisle., at the east end of the church*; qu'il n'y avait pas de cercueil dedans, mais une petite boîte carrée contenant des os, des morceaux de toile, quelques étoffes brodées d'or et une ardoise sur laquelle était gravée une inscription » (l'inscription de 1672, précédemment citée.)

« Les côtés de la tombe, ajoute M^{me} Strickland, sont ornés de profonds quatre feuilles. La statue, qui était dessus, est en haut relief. Elle représente la Reine avec les cheveux flottants et cachés en partie *by the coverchie*, sur lequel est placée une élégante couronne. Un large fermoir ou broche, richement garni de pier-

(1) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, n° 941.

(2) M^{me} STRICKLAND, *Lives of the queens of England*, London, Colbrun, 1840, in-8°, t. II.

rieres, ferme sa tunique au cou, et à la ceinture brodée qui entoure la taille est attachée une petite aumônière ressemblant beaucoup aux modernes réticules, avec une chaîne et une agrafe en haut. La Reine tient dans sa main un livre qui a cela de particulier que son couvercle représente en bosse une seconde image d'elle-même, entre deux cierges brûlant dans des chandeliers. »

Cette description de M^{me} Strickland, on le voit, correspond déjà à l'état actuel du tombeau.

Mais l'église de l'Epau demeurait à jamais désaffectée, et son acquéreur définitif, M. Pierre Thoré, l'une des premières notabilités commerciales du département, membre du Conseil municipal du Mans, président du Tribunal de commerce, doublement estimé de ses contemporains pour son intelligence et sa générosité, ne pouvait manquer de comprendre qu'il ne lui appartenait plus de garder dans cette église désaffectée le tombeau de la pieuse reine Bérengère (1).

Il résolut donc de l'offrir à la cathédrale du Mans.

Le 6 mai 1821, le Conseil de Fabrique, dont faisait alors partie l'abbé Duperrier, évêque nommé de Tulle, chargeait le chanoine Roman de s'entendre avec M. Thoré au sujet du déplacement et « décidait que la statue serait placée près de l'autel de la ci-devant « paroisse du crucifix (2).

Le transfert s'effectua le 2 décembre de la même année 1821. Conformément à la délibération précédente, le tombeau fut placé dans le croisillon nord du transept, à l'endroit où s'élève aujourd'hui le monument de Monseigneur Bouvier, et, comme avant la Révolution, on joignit aux ossements rapportés de l'Epau l'inscription sur ardoise de 1672, retrouvée chez un chanoine. En même temps, on reproduisit cette inscription, en la complétant, sur une plaque de marbre noir qu'on ajouta au mausolée.

L'inscription de 1821 se lit aujourd'hui encore au-dessous de la statue : elle est ainsi rédigée :

« *Mausoleum istud serenissimæ Berengariæ, Anglorum reginæ,*

(1) Sur M. Pierre THORÉ, sa mort en 1829 et sa biographie, V. *L'Album Cénomane*, des 21 et 28 juin 1829, et aussi *Le Propagateur de la Sarthe*, 1818, et *L'Echo de la Sarthe*, du 25 sept. 1823.

(2) *Registre des délibérations du Conseil de Fabrique de la Cathédrale.*

« *hujus cœnobii fundatricis inditæ restauratum et in augustiorem*
« *locum hunc translatum fuit, in eoque recondita sunt ossa hæc*
« *quæ reperta fuerunt in antiquo tumulo, die 27 maii, anno Domini*
« *1672. Ex ecclesia Abbatiali de Pietate Dei translatum fuit et*
« *depositum in ecclesia Cathedrali, die 2 decembris 1821.* »

L'ancienne église de l'Epau ne garda plus, dès lors, qu'un moulage du tombeau et de la statue, à titre de souvenirs.

La bonne reine Bérengère, elle, resta en paix pendant quarante années, sous les voûtes du croisillon nord du transept de la Cathédrale; mais, en 1861, il lui fallut subir un quatrième déménagement.

En cette année, en effet, on érigeait dans la Cathédrale le monument de Monseigneur Bouvier, dû au sculpteur manceau Chenillon, et pour orienter convenablement la statue du vénéré prélat, on lui donnait la place de Bérengère.

Le 26 février 1861, la reine d'Angleterre, quelque peu sacrifiée à la gloire d'un évêque du Mans, était donc transportée dans le croisillon Sud du transept, à l'endroit où on devait la voir jusqu'à ces dernières semaines, c'est-à-dire pendant près de soixante ans.

M. le chanoine Albin, alors maître des cérémonies de la cathédrale, eut au moins le soin, à cette occasion, d'ajouter dans le coffret qui renferme les ossements, un long procès-verbal constatant la popularité traditionnelle de Bérengère de Navarre, et rappelant les diverses vicissitudes de son tombeau.

De ce long procès-verbal, en date du 26 février 1861, nous ne citerons qu'un passage particulièrement intéressant :

« Dans une petite caisse en bois de chêne ont été renfermés les
« ossements trouvés dans le tombeau lors de son déplacement :

« 1° Deux fémurs de femme de même conformation osseuse ;

« 2° Une portion de tibia de la jambe gauche ;

« 3° Une portion de fémur de la cuisse gauche appartenant à
« un squelette de jeune fille de quinze à seize ans, ossement qui
« se sera trouvé mêlé à ceux de la Reine, probablement lors de la
« première translation ;

« 4° L'ardoise sur laquelle est gravée l'inscription latine rap-
« portée plus haut (inscription de 1672). »

Le déménagement de 1861, il faut le reconnaître, n'avait pas été avantageux pour la Reine Bérengère. Il lui avait fait tourner la tête vers la porte, du côté opposé au chœur, et il l'avait exposée aux atteintes irréfléchies des curieux qui, pour mieux voir les cérémonies, n'hésiteront pas souvent à escalader le monument, au risque d'écorcher le charmant visage de Bérengère.

De plus, la hauteur un peu trop grande du monument ne permettait pas d'étudier et d'admirer la statue autant qu'elle le méritait.

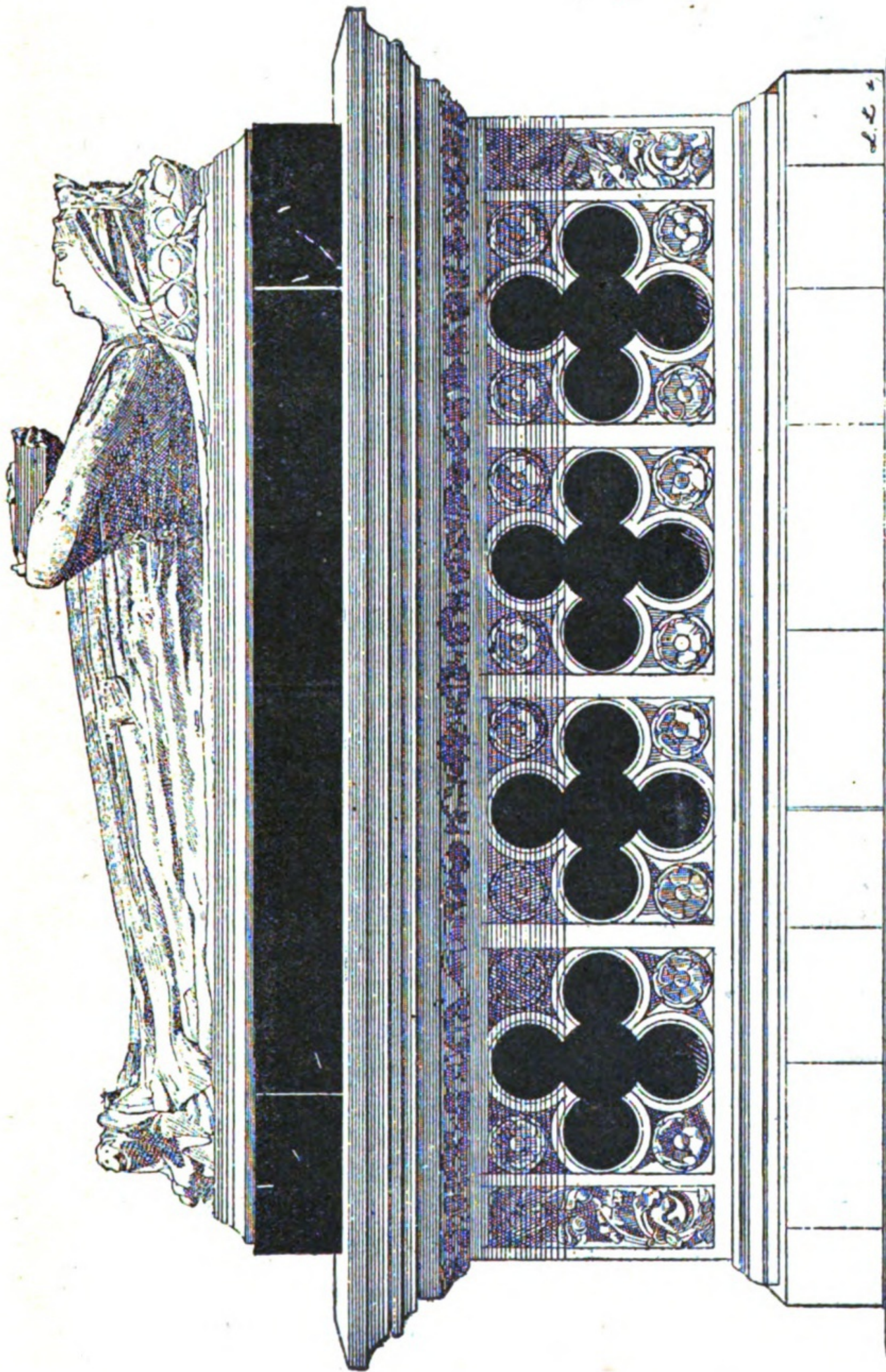
La statue tombale de la Reine Bérengère à la Cathédrale du Mans est, en effet, au dire de maîtres éminents, « une œuvre « remarquable, un excellent spécimen de la sculpture française « au milieu du XIII^e siècle ».

La Reine est admirablement drapée dans sa longue robe serrée à la taille par une riche ceinture à laquelle pend une escarcelle. La tête, recouverte d'un voile qui laisse entrevoir les cheveux et flotte sur le manteau royal, est ceinte d'une couronne et repose sur un coussin. Les pieds s'appuient sur un lion tenant entre ses pattes un petit animal. Entre les mains se voit un livre, ou mieux un tableau, sur lequel se détache, en relief, l'image d'une femme couronnée, qui est, de l'avis le plus général, l'image de la reine elle-même, debout entre deux cierges allumés. A part le bras gauche, plus ou moins bien raccordé, la statue est intacte ; la tête, entre autres, est remarquablement conservée.

La déposition provisoire du monument nous ayant permis de l'étudier plus complètement, deux détails ont attiré davantage notre attention.

Tout d'abord, l'expression souriante et la régularité de traits du visage, d'une beauté si majestueuse, si bienveillante et si calme, que l'on est instinctivement amené à y voir un essai de portrait.

Au reste, telle était déjà l'opinion de M^{me} Strickland qui voyait dans cette statue « Bérengère en costume de mariée, d'une élégante beauté ». Telle était aussi l'opinion des « antiquaires » anglais de l'époque, qui considéraient même la statue comme un portrait « soigneusement fini » ; opinion en partie conforme,



TOMBEAU DE LA REINE BÉRENGÈRE

d'ailleurs, à l'évolution générale de la sculpture française qui tend de plus en plus, à partir du milieu du XIII^e siècle, à abandonner les formes conventionnelles pour se rapprocher des formes réelles.

Le second détail, tout particulièrement caractéristique de cette statue de la Reine Bérengère, est le singulier objet qu'elle tient entre ses mains. Nous sommes maintenant porté à y voir — bien plutôt qu'un livre — une sorte de tableau ou de monument funéraire, car les rebords sont entourés d'une moulure d'encadrement, difficile à comprendre sur la couverture d'un livre. Le geste de la Reine, en outre, est bien net : c'est un geste très accentué de présentation d'un objet sur lequel on veut appeler l'attention.

Cette observation confirme, il nous semble, l'explication de Léon Palustre. Dans cette image de la reine elle-même, présentée pour ainsi dire à la postérité entre deux cierges allumés, Palustre a vu une allusion à ses vertus : il a pensé qu'on avait voulu indiquer ainsi les honneurs dont elle était digne. Pour les Cisterciens de l'Epau, la veuve de Richard Cœur de Lion était plus qu'une reine : elle était leur bienfaitrice, la grande fondatrice de leur monastère. Au moyen âge il n'en fallait pas davantage pour mériter, à leurs yeux, les honneurs célestes (1).

Mais le transfert en cours d'exécution (décembre 1920) ne nous a pas seulement procuré l'occasion de quelques nouvelles observations. Grâce à la grande obligeance de M. le vicaire général honoraire Lefèvre, il nous a valu aussi la faveur d'assister, le mercredi 24 novembre, à l'ouverture du coffret qui contient les ossements de Bérengère de Navarre !

C'est un coffret en bois de chêne, de 0^m42 de longueur, sur 0^m17 de hauteur, dont le couvercle, aux côtés abattus, porte, peinte en noir, l'inscription suivante :

OSSA BERENGARIÆ.
1230 - 1672 - 1821 - 1861

A l'intérieur, nous avons trouvé :

1^o Une bouteille scellée de cire rouge, renfermant le procès-

(1) LÉON PALUSTRE, *Monuments d'art de la ville du Mans*, dans la *Gazette des Beaux Arts*, 1886. Longueur de la statue 2^m19.

verbal du 26 février 1861, une pièce de 0 fr. 50 au millésime de 1858 et deux de 0 fr. 50 au millésime de 1854 ;

2° Les ossements décrits dans ce procès-verbal de 1861, enveloppés dans un linge noirci par le temps et l'humidité, formant une sorte de paquet de 0^m32 sur 0^m12 ;

3° L'ardoise avec l'inscription de 1672.

Avant que le coffret ne soit remplacé dans le monument, il y sera renfermé un nouveau procès-verbal avec quelques monnaies récentes, et peut-être, une disposition nouvelle permettra-t-elle d'entrevoir ce coffret.

En définitive, tout en imposant à la bonne reine Bérengère un cinquième déménagement, le nouveau transfert aura, espérons-le, l'avantage de lui assurer une place plus sûre.

Au premier abord, il paraissait séduisant, au point de vue historique, de la faire passer du transept dans le déambulatoire *de ce splendide chœur du XIII^e siècle à la construction duquel elle-même contribua de son vivant* Mais, en adossant le tombeau aux stalles des chanoines, il serait peut-être à craindre que, pendant les cérémonies d'été, il ne soit encore escaladé par la foule, et les exigences de l'éclairage ne permettraient pas encore d'orienter la statue du côté de l'autel. En tout cas, si on reporte le tombeau dans le croisillon nord, comme il semble probable, on ne fera que se conformer à la décision primitive de 1821 (1).

Assurément, par les péripéties de sa destinée, la veuve de Richard Cœur de Lion appartient plus au Maine qu'à l'Angleterre. Elle n'est point oubliée, cependant au delà de la Manche, et son tombeau, à la cathédrale du Mans, nous en valait récemment une preuve aussi curieuse qu'inattendue.

Au mois de mars 1912, un membre de la Société des Antiquaires de Londres qui préparait alors une histoire de la ville de Darlington, au Comté de Durham, M. Edward Wooler, nous signalait l'existence, dans l'église Saint-Cuthbert de Darlington, d'une statue tombale reproduisant exactement, selon lui, celle de la Reine Bérengère à la cathédrale du Mans.

(1) La question n'étant pas encore tranchée au moment où s'imprime cet article, nous ferons connaître la solution définitive dans la *Chronique* de la prochaine livraison.

Il basait son rapprochement sur la description et la gravure publiées par M^{me} Strickland, dont il nous envoyait une traduction et une photographie ; nous demandant un échange, pour mieux vérifier sa comparaison, des reproductions de la statue du Mans.

Nous nous empressâmes de les lui adresser.

Un mois plus tard, après leur réception, M. Edward Wooller confirmait expressément sa première opinion, nous communiquait à son tour une photographie de la statue de Darlington et nous assurait « *qu'elle était incontestablement la réplique de celle du Mans* ».

Au point de vue historique, M. Edward Wooller appuyait sa conviction sur ces faits que la belle église Saint-Cuthbert de Darlington avait été bâtie vers 1180 par Hugues de Puiset, évêque de Durham ; que Richard Cœur de Lion avait été un des principaux bienfaiteurs de cette église et de l'évêque de Durham, qu'il avait créé « comte de Northumberland, comté de Sadberge, justicier au royaume d'Angleterre pour tout le pays au nord du fleuve du Humber. » M. Wooller présumait, en conséquence, que les fils de cet évêque — qui avait été marié et qui était lui-même arrière petit-fils de Guillaume le Conquérant — avaient tenu à placer une effigie de la Reine Bérengère dans l'église de Darlington pour témoigner de leur gratitude envers Richard Cœur de Lion et rappeler leur parenté avec la famille royale d'Angleterre.

On peut ajouter, à l'appui de cette thèse, que des rapports très nombreux et tout particuliers existaient depuis cent ans entre le Maine et le Comté de Durham.

Un moine de l'abbaye de Saint-Calais, devenu abbé de Saint-Vincent du Mans, avait été évêque de Durham à la fin du XI^e siècle, et c'est même ce Guillaume de Saint-Calais, dont le R. P. dom Guilloreau nous reconstituait l'intéressante histoire dans la *Revue* de 1914, qui avait commencé la construction de la célèbre cathédrale de Durham, le plus bel édifice roman d'Angleterre. Il avait fait, en outre, attribuer le prieuré de Covenham à son ancienne abbaye de Saint-Calais qui le garda jusqu'en 1303, et il avait établi entre les moines manceaux et ceux de

Durham l'échange de prières connu sous le nom de fraternité (1).

Comme Guillaume de Saint-Calais, Hugues de Puiset était un grand constructeur. Non seulement il bâtit l'église Saint-Cuthbert de Darlington, elle aussi, beau spécimen de l'architecture romane, l'église de Hartlepol, l'hôpital des lépreux à Sherburn, mais il continua, à Durham, l'œuvre de Guillaume de Saint-Calais, en élevant le narthex ou « galilée » de la cathédrale, et, vers 1175, la « galerie normande » du Château. Ces importantes constructions, où se retrouve si apparente l'influence des architectes et artistes normands, impliquent évidemment des rapports fréquents entre le comté de Durham et notre région (2).

M. Edward Wooler, enfin, n'est pas le premier à voir la reine Bérengère dans la statue de Darlington. Dès 1854, dans un ouvrage intitulé *The history and antiquities of the parish of Darlington*, W. Hylton Dyer Longstaffe écrivait en parlant de cette statue : « Elle représente une femme en vêtements du XII^e siècle, « tenant un livre; une fibule apparaît au-dessous du cou et une « aumônière est suspendue à sa ceinture. Elle ressemble beaucoup « à celle de la Reine Bérengère, femme de Richard I, et est main- « tenant dressée dans l'église, près de la porte de l'Ouest (3). »

A vrai dire, la photographie qu'a bien voulu nous envoyer M. Edward Wooler ne nous paraît pas concluante. Elle montre bien une statue de femme, très semblable par la pose, le style, le costume et les draperies de la robe, à celle du Mans; mais la tête, trop mutilée, ne permet pas de comparer les traits du visage et surtout le mouvement des bras est assez différent. Au lieu de présenter le livre ou tableau des deux mains, avec le geste très particulier du Mans, la statue de Darlington le tient simplement dans la main droite et porte le bras gauche vers le haut de la poitrine. Dès lors, autant que nous pouvons le distinguer, l'objet

(1) Dom L. GUILLOREAU, *Guillaume de Saint-Calais, évêque de Durham*, dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. 74 (1913), p. 209, et 75 (1914), p. 64.

(2) John BILSON et R. DE LASTEYRIE, *Les premières croisées d'ogives en Angleterre* (et la cathédrale de Durham) dans la *Revue de l'Art chrétien*, 1901, p. 365 et 463; 1902, p. 213 et 217.

(3) Communication du R. P. dom HEURTEBISE, bénédictin de Solesmes, à quarr'Abbey (Ile de Wight).

semble ici plutôt un livre comme on en voit sur tant d'autres gisants, que le tableau si caractéristique que présente à la vénération de la postérité la statue du Mans.

D'autre part, d'après la thèse de M. Wooler, il paraîtrait plus naturel de trouver dans l'église de Darlington une reproduction de la statue tombale de Richard Cœur de Lion lui-même, conservée à l'abbaye de Fontevrault, car aucun indice n'a été relevé, jusqu'ici, de rapports personnels entre Bérengère et le comté de Durham. Le R. P. dom Guilloreau, aujourd'hui abbé du monastère bénédictin de Marseille, qui veut bien réserver à cette revue la très intéressante publication d'un « *Catalogue des actes de Bérengère, reine d'Angleterre et dame du Mans* », nous le confirmait récemment encore, en ajoutant toutefois qu'il croyait, contrairement aux historiens précédents, que *Bérengère, à une certaine date, avait résidé en Angleterre.*

Nous réservons donc notre opinion, nous bornant, en ce moment, à engager ceux de nos compatriotes qui en auraient l'occasion, à aller étudier la question sur place. Le voyage, certes, serait intéressant. Ils trouveraient à Darlington — aujourd'hui grande ville industrielle — en outre de la belle église romane de Saint-Cuthbert, la plus ancienne locomotive du monde, la locomotive qui circula entre Darlington et Stockton dès le 27 septembre 1825, quatre ans avant la construction de la voie ferrée de Manchester à Liverpool!

En attendant, nous tenons, à l'occasion du nouveau déplacement du tombeau de la Reine Bérengère, à poser ce curieux problème archéologique. Quelle qu'en soit la solution future, il prouve que Bérengère de Navarre, dame du Mans, n'est ni inconnue ni oubliée dans le comté de Durham, aux lointaines frontières de l'Angleterre et de l'Ecosse.

ROBERT TRIGER.

CHRONIQUE

Les première et troisième Sections, prévues par les nouveaux statuts, sont constituées de la manière suivante :

1^{re} Section, dite de la Revue : MM. le marquis de Beauchesne, licencié ès-lettres, *directeur* ; abbé Girard, professeur d'histoire au Grand Séminaire, *secrétaire* ; Léonce Celier, ancien élève de l'Ecole des Chartes ; abbé Denis, chanoine honoraire de Bourges ; Jean de Gastines, ancien élève de l'Ecole des Chartes ; abbé Toublet, *conseillers*.

3^e Section, dite administrative : MM. Raoul de Linière, *directeur* ; E. de Lorière ; Mautouchet ; A. Leroux ; Xavier Gasnos, *secrétaire* ; C^{te} Charles de Gastines ; D^r Delaunay ; André L'Eleu, *conseillers*.

Tous les travaux publiés dans la *Revue* devant être soumis à la première section, le Président prie les auteurs de vouloir bien, autant que possible, envoyer directement leurs manuscrits au directeur de cette section, M. le marquis de Beauchesne.

Depuis l'Assemblée générale du 27 octobre, le Bureau a admis comme membres de la Société :

M. Renard, conseiller municipal du Mans, président du Comité de l'Union des grandes Associations françaises, rue des Fontaines, 122.

M. Renou, ancien maire de Neuvy-en-Champagne, à la Vieille Abbaye de Champagne, commune de Tennie (Sarthe).

La Société a eu, par contre, le vif regret de perdre encore deux de nos meilleurs et plus érudits collègues de la Mayenne : M. Emile Moreau, président de la Commission historique de la

Mayenne, chevalier de la Légion d'honneur, qui avait si amicalement contribué au succès de nos premières excursions et qui nous avait toujours témoigné des sympathies dont nous gardons un bien fidèle souvenir ; Jules-Marie Richard, ancien archiviste du Pas-de-Calais, auteur de nombreux travaux historiques tout particulièrement appréciés.

A la suite du décès de M. Emile Moreau, notre confrère, M. Ernest Laurain, archiviste de la Mayenne, vient d'être nommé président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne.

Nous nous empressons de lui offrir nos cordiales félicitations et nous sommes assuré d'être, dans la circonstance, l'interprète de toute la Société, certaine de retrouver chez M. Laurain les mêmes sentiments de bonne confraternité que chez son regretté prédécesseur.

Le 27 novembre dernier, M. l'abbé Giraud, professeur au Petit Séminaire de La Flèche, membre de la Société historique et archéologique du Maine, a soutenu très brillamment, en Sorbonne, ces deux thèses de doctorat : *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV (1796)* ; *Levées d'hommes et acheteurs de biens nationaux dans la Sarthe en 1793*.

Après une discussion publique d'un vif intérêt, le titre de docteur ès-lettres, avec *mention très honorable*, a été décerné à M. l'abbé Giraud.

Ce beau et rare succès fait grand honneur non seulement au nouveau docteur, mais au clergé de la Sarthe tout entier, et nous nous permettons d'ajouter à notre Société, fière de compter M. l'abbé Giraud parmi ses membres. Nous avons donc hâte de lui adresser nos chaleureux compliments, et d'applaudir à la distinction si méritée que Mgr l'Evêque du Mans vient de lui décerner en le nommant chapelain épiscopal.

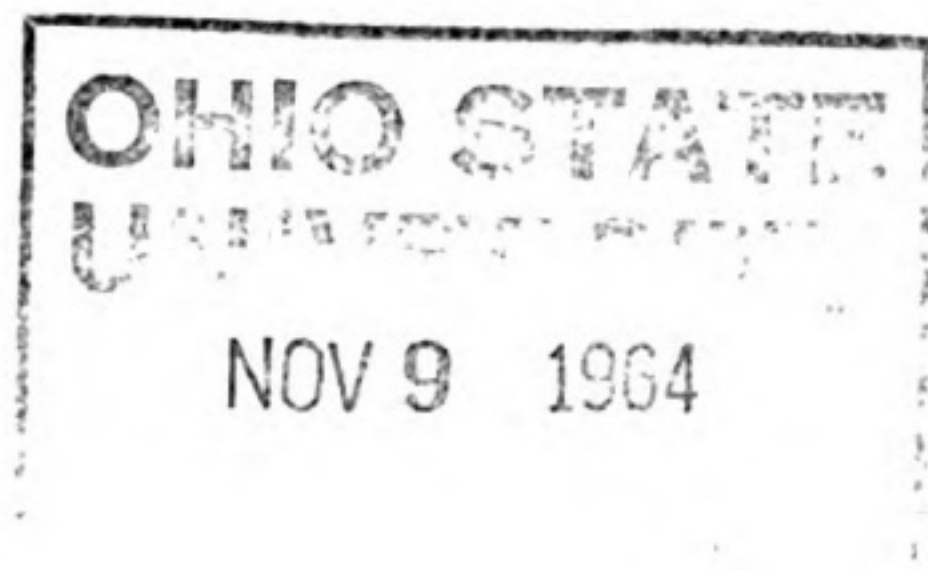
Dans l'une de nos prochaines chroniques, nous ferons ressortir, en quelques lignes, la valeur et la nouveauté de ces deux thèses pour l'histoire de la Sarthe.

Robert TRIGER.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE
TOME I^{er}. — DEUXIÈME LIVRAISON
(LXXVII^e TOME DE LA COLLECTION)



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, LE MANS

—
1921

2

SOMMAIRE

DE LA

DEUXIÈME LIVRAISON DU TOME I

	PAGES.
1° <i>A propos d'un passage de la Chronique du héraut Berry : Jean Fermen et la prise de Sainte-Suzanne en 1439</i> , par M. Léonce CELIER	97
2° <i>Les Cartels d'Antoine de Vassé</i> , par M. Jean de GASTINES	109
3° <i>La vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution</i> , par M. l'abbé Ch. GIRAULT.	120
4° <i>La paroisse de Doucelles, d'après ses comptes de fabrique</i> , par M. le Chanoine FROGER.	138
5° <i>Chronique : Composition définitive du Bureau et admission de nouveaux membres. — Première réunion périodique du 26 février ; Autour de la Suze, la marquise de Courcelles</i> , par M. L'ELEU ; l'Université de Louvain ; dégagement de l'enceinte de l'ancien Evêché au Mans. — Deuxième réunion périodique du 27 avril ; <i>Marguerite de Lorraine</i> , par M. Robert TRIGER. — Excursion du 30 mai. — La Fête nationale de Jeanne d'Arc au Mans et dans la région	161

A PROPOS

D'UN PASSAGE DE LA CHRONIQUE DU HÉRAUT BERRY

Jean Fermen et la Prise de Sainte-Suzanne en 1439.

Le Héraut Berry est, comme on sait, l'auteur présumé d'une importante chronique de Charles VII, commençant à la naissance de ce prince, en 1402, et finissant en 1455, avec des continuations qui vont, dans certains manuscrits, jusqu'en 1458 et dans certains autres jusqu'à la mort du roi. La prise de Sainte Suzanne est rapportée à l'année 1439, immédiatement après la mention de la mort du duc Albert d'Autriche et de l'entrevue qui eut lieu, à Angers, entre les ambassadeurs d'Eugène IV et Charles VII, accompagné de plusieurs princes du sang, et avant le récit du siège d'Avranches.

Je reproduis le texte du manuscrit français de la Bibliothèque Nationale, N° 2060, folio 40 recto (1).

« En ce temps fut prinse Saincte Susanne sur les Englois par

(1) Les raisons pour lesquelles ce manuscrit est préféré aux autres seront exposées dans une édition de la *Chronique* en préparation pour la *Société de l'Histoire de France*. La dernière édition du Héraut Berry est celle de Denis Godefroy : *Histoire de Charles VI* (1658), p. 411-444, et *Histoire de Charles VII* (1661), p. 369-480. Godefroy a connu le manuscrit fr. 2860, mais, sur beaucoup de points, il a choisi des leçons fort différentes, empruntées à d'autres manuscrits. Le passage cité est dans *Charles VII*, p. 405.

le seigneur de Bueil, et les (sic) bouta dedens par nuit un gentilhomme englois [*le manuscrit français 5050 de la Bibl. Nat. porte ici, en marge, cette addition, d'une main du XV^e siècle : nommé Jehan Chappemain ; ce dernier mot est biffé et récrit : Ferremen*], lequel se estoit maryé à une gentille femme du pais, et estoit a celle heure le cappitaine de la place hors et en courerye, lequel cappitaine se nommoit Mathago (1). Le dit seigneur de Bueil et ses compaignons y gangnerent moult d'avoir et de richesses, car ce estoit la plus riche place et la plus forte de tout le pais, et celle qui plus de mal faisoit es pais d'Anjou et du Mayne. »

Le fait est, comme on le voit, raconté fort brièvement. L'auteur ne nomme même pas l'anglais qui a livré la place. Godefroy, sur ce point, a induit en erreur tous les historiens qui ont cité son édition, en insérant dans son texte, sans en donner avis, l'addition marginale du manuscrit français 5050. Ce manuscrit est rempli d'interpolations et de surcharges, tantôt dans la marge, tantôt entre les lignes. L'ensemble de ces corrections donne à penser que cet exemplaire du Héraut Berry a été remanié en vue de l'insertion d'une partie de son texte dans un recueil général. Ce travail, s'il n'a pas été fait par Jean Chartier lui-même, a, tout au moins, été fait à Saint-Denis et est en relation avec la *Chronique* de Jean Chartier. Le témoignage de l'interpolateur n'ajoute donc rien à celui de Jean Chartier, dont voici le texte, d'après l'édition Vallet de Viriville (2).

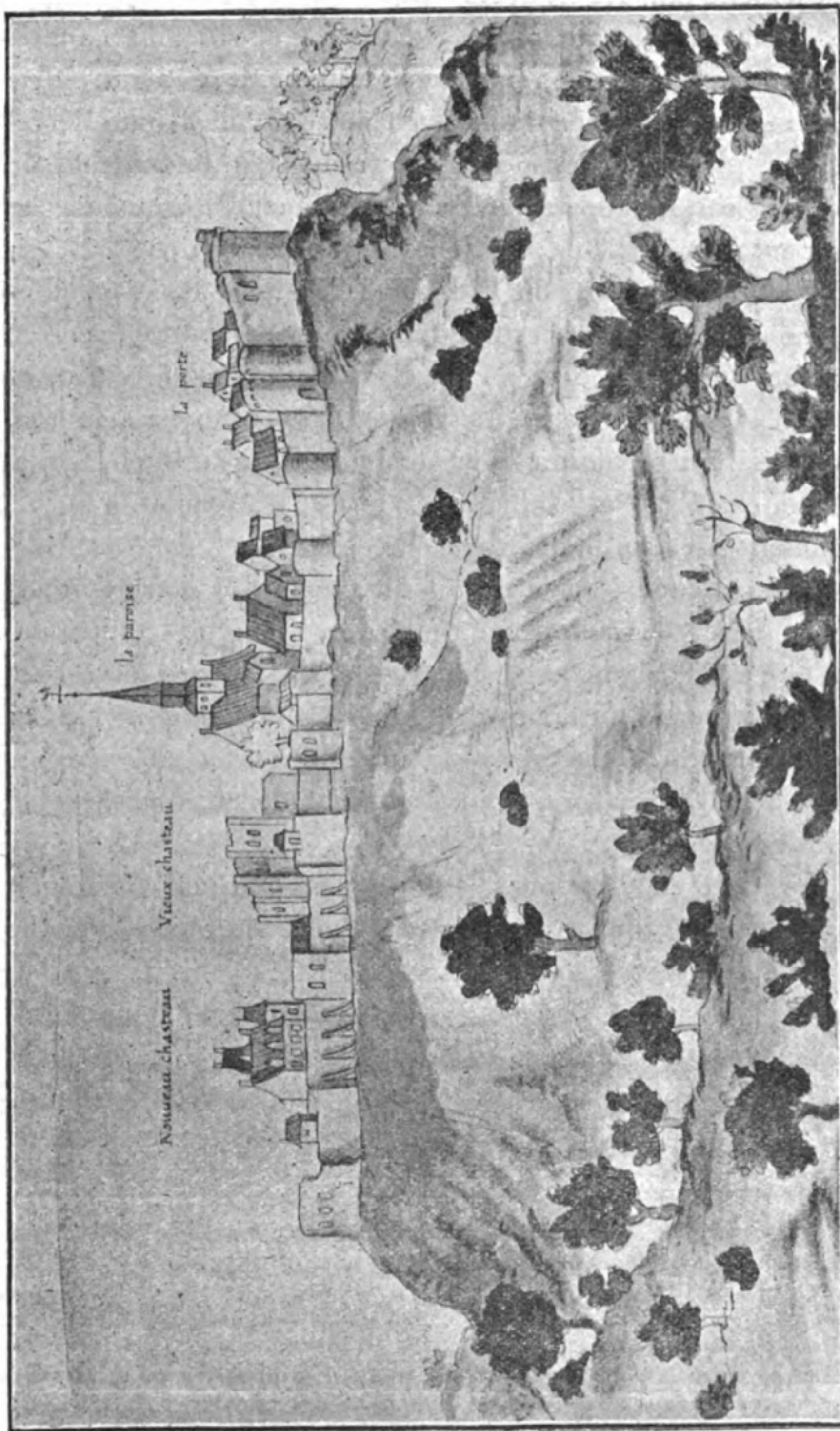
CHAPITRE CXXXVI.

« *La prinse des Chasteau et ville de Saint-Suzanne par les François* (3)

(1) Mathew Gough. — Je ne sais pas dans quel document M. l'abbé Angot (*Dict. de la Mayenne*, art. Sainte-Suzanne) a trouvé le nom du Sgr de Scalles comme capitaine de Sainte Suzanne à cette époque.

(2) *Chronique de Charles VII*, par Jean Chartier; nouvelle édition, suivie de divers fragments inédits, par Vallet de Viriville (*Bibliothèque Elzévirienne*). Paris, 1858, 3 vol. in-12, t. I, p. 252. — G. GODEFROY, *Hist. de Charles VII*, p. 102, texte assez différent.

(3) Ce chapitre termine l'année 1439. Le chap. 135 raconte le siège d'Avrauches.



VUE DE LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE
(Dessin de M. Gaignières).

« En ung mesme temps durant ledit siège d'Avrenches, furent prins d'eschielle par les françois estant au duc d'Alençon et le sire de Bueil, sur les angloiz, les chasteau et ville de Sainte-Susanne, en pais du Maine, appartenant au duc d'Alençon, par le moyen d'un angloiz estant audit chasteau, nommé Jehan Ferremen, lequel, par une certaine nuyt, aterma lesdits françois, en leur baillant certaine chanson pour ensaigne d'approucher au mur, comme ainsi fust qu'il feist le guet celle nuyt. Lequel angloiz tira amont la muraille (1) d'icelui chasteau les eschielles desdits françois. Et adonc lesdits françois y entrèrent et crièrent « Saint-Denis, ville gaignée ! » Et aucuns des angloiz furent mors et prins et aucuns autres [s'enfouyrent] (2) tous nus en chemises. Et ainssi après en demoura la garde audit sieur du Bueil, lequel les tint contre le gré et voullenté dudit duc d'Alençon, à qui ils appartenoient par droit heritage ».

Je rencontre encore la mention du même fait d'armes dans deux chroniques de moindre importance, anonymes toutes les deux. L'une est d'origine anglo-normande, s'étend de 1346 à 1439 et est renfermée dans un manuscrit du *British Museum* (n° 11542), qui provient de la collection Joursanvault. Elle a été analysée par Vallet de Viriville (3), qui en a publié le dernier paragraphe, contenant ces lignes (4) :

« Et après ces choses faictes, Monseigneur de Bueil, lieutenant du duc d'Alençon, qui avoit emparé la ville de Saint-Jamé de Brevon, la desampara et fist bouter le feu dedens et se retrait, lui et ses gens, à la ville et au chasteau de Saint-Suzenne, que, pendant le temps qu'il avoit esté audit lieu de Saint-Jamé, il avoit guingnyé par le moyen d'aucun angles qui lui vindrent (*corr*: vendirent) (5) et mistrent ses gens dedens. »

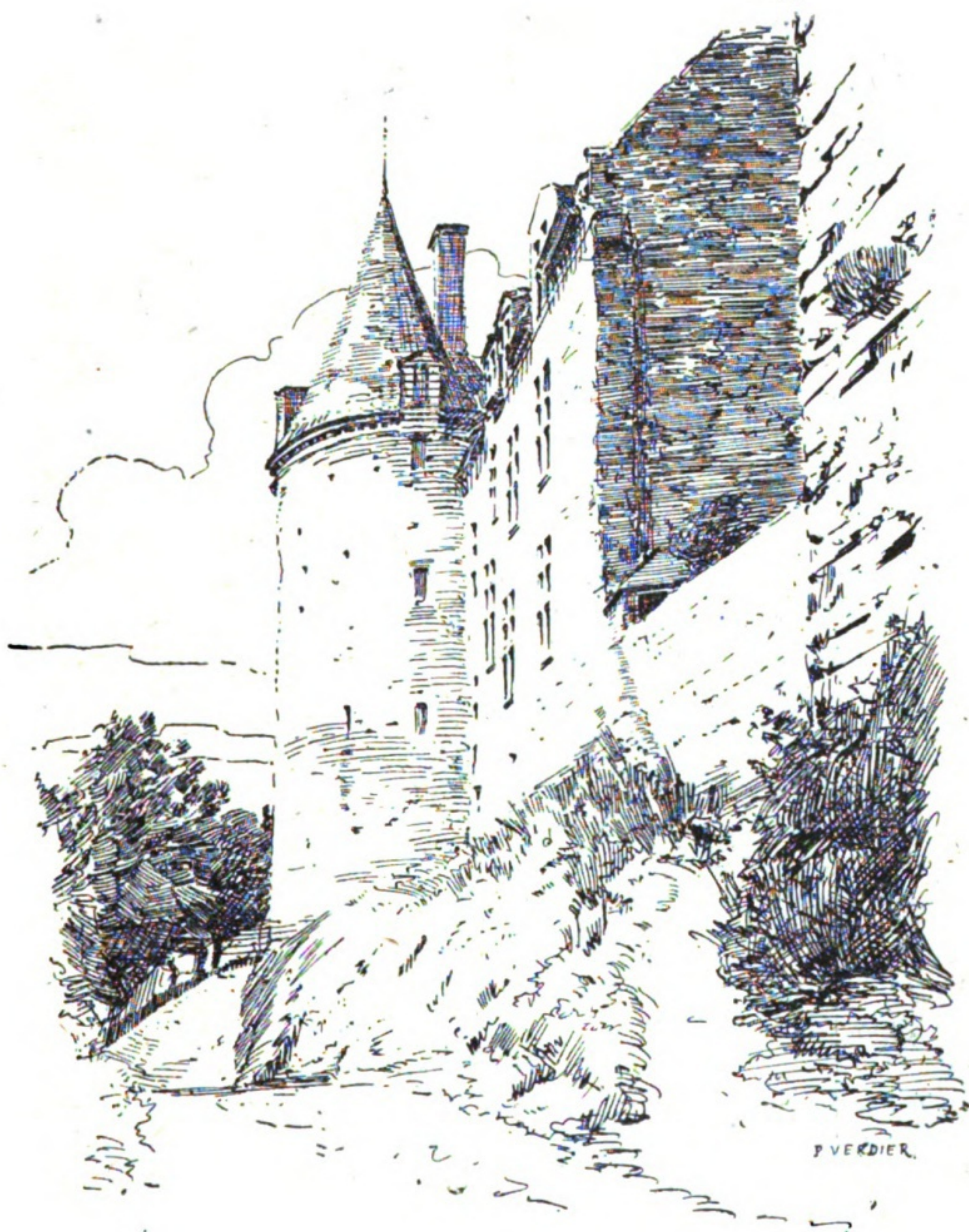
(1) *Amont la muraille*, expression locale qui donnerait à penser que le chroniqueur s'inspire d'un document manceau ou normand.

(2) Ce mot, qui n'est pas dans le texte de Vallet, paraît nécessaire au sens. Godefroy *loc. cit.* imprime « d'autres se sauvèrent par dessus les murailles tous nuds en leurs chemises. »

(3) *Notices et extraits de Chartes et de Manuscrits appartenant au British Museum de Londres*, dans : *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. VIII (1846), p. 110.

(4) *Loc. cit.*, p. 112.

(5) La correction n'est pas de Vallet.



SAINTE-SUZANNE, TOUR DU CHATEAU

(Dessin de M. Paul Verdier, d'après une photographie de M. Giraud).

L'autre chroniqueur est un bourguignon; son œuvre, qui s'étend de 1400 à 1467, a été publiée par Godefroy (1); il rapporte le fait sans aucun détail :

« Durant ledit siège devant Avranches, le seigneur de Bueil print par escalade la ville et chasteau de Sainte-Suzanne, au pays du Mayne, sur les Anglois. »

Une *Chronique des ducs d'Alençon*, citée par M. Favré (2), dit aussi un mot de la prise de Sainte-Suzanne, qu'elle rapporte à l'année 1438.

Je n'ai pas trouvé d'autre mention de cet événement dans les chroniques du temps de Charles VII (3). Il est assez curieux, en particulier, que la prise de Sainte-Suzanne ne soit pas racontée dans le *Jouvencel*, ce curieux roman historique où, sous des noms de fantaisie, le sire de Bueil, — ses familiers tenant la plume, — a consigné l'essentiel de ses souvenirs militaires. L'interprétation de *Jouvencel* n'est pas toujours aisée; cependant, les derniers éditeurs, MM. Favre et Lecestre (4), qui ont étudié l'ouvrage de très près, n'auraient sans doute pas laissé passer même une allusion sans la relever. Peut-être cet épisode n'a-t-il pas paru à Jean de Bueil assez glorieux pour être rapporté; peut-être s'est-il rappelé avec trop d'amertume sa dispute avec le duc d'Alençon, dispute au sujet de laquelle il ne fut pas soutenu par Charles VII.

Les divers textes cités plus haut s'accordent entre eux et la critique n'a pas de grands efforts à faire pour les interpréter ou pour les concilier. Aucun ne nous fait connaître la date précise de l'événement, ni les effectifs engagés de part et d'autre, mais il suffit de rapprocher les dires des chroniqueurs pour avoir les traits essentiels :

1° Sainte Suzanne, place importante pour les Anglais, tant à cause de sa situation avantageuse que de la puissance de ses murs, a été prise d'escalade et d'emblée, la surprise étant favorisée par

(1) *Histoire de Charles VI*, p. 401-410. *Histoire de Charles VII*, p. 327-363. Le passage cité est dans *Charles VII*, p. 343.

(2) *Introduction à l'édition du Jouvencel* de J. de Bueil, pour la *Société de l'Histoire de France*, Paris 1887, in-8°, p. 84.

(3) Un texte cité par Monstrelet, éd. Douet d'Arcq, t. VI, p. 41 y fait indirectement allusion, comme on verra plus loin.

(4) *Société de l'Histoire de France*, 1887, 2 vol.

la connivence d'un homme de la garnison, qu'une source appelle Jean Ferremen, lequel s'était entendu avec le duc d'Alençon.

2° Le duc d'Alençon envoya des gens à l'entreprise. Celle-ci fut conduite par le seigneur de Bueil, et ce dernier occupa la place au nom du roi de France.

3° Le même seigneur de Bueil refusa ensuite de laisser Sainte-Suzanne au duc d'Alençon, qui revendiquait ville et château comme une partie de son apanage. On peut rappeler à ce propos que l'occupation de Sainte-Suzanne fut un des griefs que Jean d'Alençon invoqua en 1440 pour justifier sa participation à la Praguerie (1). Le roi lui répondit « qu'il n'avait pas baillé Sainte-Suzanne au seigneur de Bueil » et que le duc n'avait qu'à appeler en justice celui-ci, qui avait « bien de quoi répondre », s'il tenait la place à tort (2).

Tous ces faits sont confirmés et complétés par un document d'Archives, qui fournit, sur l'affaire et sur ses principaux acteurs, des renseignements intéressants. C'est l'interrogatoire, fait à Paris, en 1456, au cours du procès politique intenté par Charles VII au duc d'Alençon, des principaux familiers et complices de ce prince. L'original signé est à la Bibliothèque Nationale, où il porte, dans le fonds français, la cote 18441. Il existe plusieurs copies, insérées, pour la plupart, dans des recueils faits au xvii^e siècle sur les procès politiques et les crimes de lèse-majesté, recueils dont, pour le procès d'Alençon, cet interrogatoire constitue l'élément principal (3). Le manuscrit français 18441 a été connu de M. le marquis de Beaucourt, qui en a cité quelques passages dans son *Histoire de Charles VII* (4). Parmi les complices interrogés, M. de Beaucourt mentionnait un certain Jean Ferremen, anglais attaché à la

(1) Voir à ce sujet l'éd. de Mattieu d'Escouchy par M. de Beaucourt (*Société de l'Hist. de France*), t. III. Pièces justificatives, p. 80-81.

(2) Document cité par Monstrelet, éd. Douet-d'Arcq (*Société de l'Hist. de France*), t. VI, p. 41-42.

(3) Bibl. Nat. français, 7599, 18439, 23376, 23839; Archives Nationales, U 822. Un résumé de l'affaire, d'après un recueil du genre de ceux-là, a été fait par P. Dupuy et publié dans son ouvrage : *Traitez concernant l'Histoire de France, scavoir la condamnation des Templiers... l'Histoire du Schisme.. et quelques Procès criminels... composez par M. DUPUY...* Paris, 1654, in-4°, p. 413 seq.

(4) DE BEAUCOURT. — *Histoire de Charles VII*, Paris, 1881-1891, 6 vol. in-8°.

personne du duc d'Alençon comme valet de chambre (1) et citait, sur ce personnage, l'appréciation d'un autre serviteur du duc, où l'affaire de Sainte-Suzanne était rappelée. Cette indication m'a amené à examiner le texte même des interrogatoires, et j'y ai recueilli les renseignements suivants :

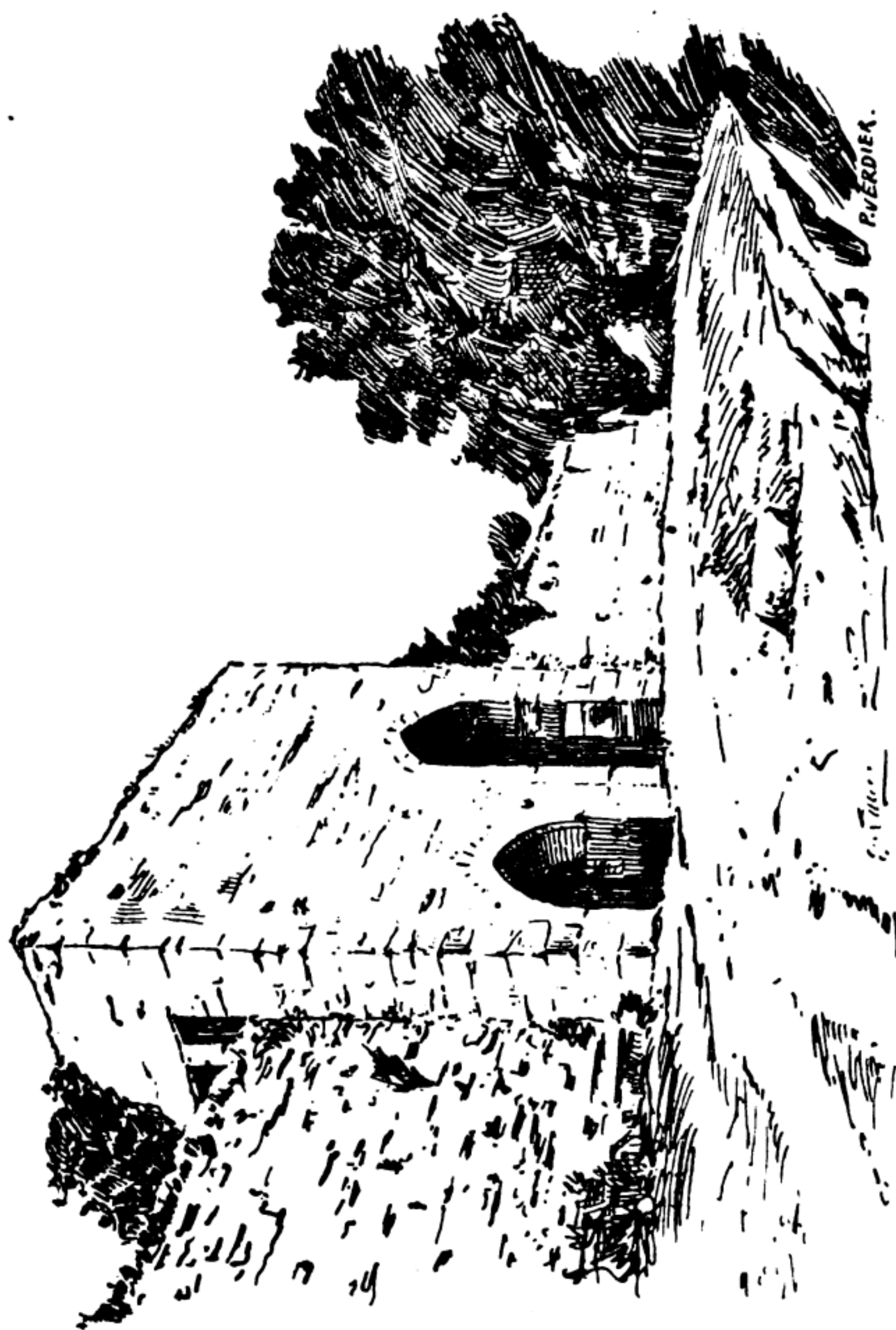
(Folio xxix ro) « Du Vendredi xx^e jour du moist d'aoust mil quatre cens cinquante six, en la Bastille saint Anthoine... Fut atteint de la prison Jehan Fermen, valet de chambre de Monseigneur d'Alençon, natif du pays d'Angleterre et de présent tenant le party du Roy nostre seigneur, aagé de quarante ans, ou environ, si comme il dit, chargé d'avoir esté des complices du dit seigneur d'Alençon, lequel, après serment pour ce par luy faict solennellement aux saints evangiles de Dieu, a dit et confessé que dix sept ans a ou environ, comme il luy semble, il eut premièrement cognoissance du dit seigneur d'Alençon, pour ce qu'il fust prisonnier à Chasteau Gonthier, et, pour lors qu'il fust prisonnier, ilestoit homme d'armes de la garnison de Sainte-Suzanne (2), sous Mathego, lors cappitaine pour lesdiz anglais de la dicte place, et, luy estant prisonnier, pour ce que il fust mis a grand rançon par Lyenart Hay, lors homme d'armes soubz le dit seigneur d'Alençon, en la garnison de Chasteau-Gontier, il, qui parle, requit audit Liénart qu'il le menast parler audit seigneur d'Alençon, ce qu'il feit et le mena a Pouensé (3), où estoit lors ledict seigneur d'Alençon, qui demanda a luy, qui parle, qu'il vouloit, et luy dit que s'il luy vouloit tenir bons termes et luy donner la vie, qu'il luy bailleroit la place de Sainte-Suzanne.

A quoy le dict seigneur entendit volontiers et luy dit que s'il pouoit le faire et luy bailler la dicte place, il lui donneroit cent livres de rentes. Et certain temps après, il, qui parle, trouva manière de rendre la dicte place audit seigneur, et, un an ou environ après ce que dit est, le dict seigneur le retint a son varlet

(1) DE BEAUCOURT, t. VI, p. 40. M. de Beaucourt, nomme aussi J. Fermen dans les notes de son édition de Mathieu d'Escouchy, t. II, p. 323 et t. III, p. 81.

(2) On a l'effectif de cette garnison, en 1435, sur John Popham. V. Stevenson. *Letters and papers illustrative of the wars of the English in France* (Coll. du Maître des Rôles), t. II, p. 439 et 552.

(3) POUANCÉ (Maine-et-Loire, ch.-lieu de cant. de l'arr. de Segré) est à environ neuf lieues de Château-Gontier.



SAINTE-SUZANNE, LA PORTE DE FER

(Dessin de M. Paul Verdier, d'après une photographie de M. Giraud).

de chambre et luy donna les dictes cent livres de rente ainsy qu'il luy avoit promis, et depuis, il a tous jours demeuré avec luy jusques a ce qu'il a esté prins prisonnier pour les cas dessus dicts. »

On voit, par ce dernier paragraphe, qu'il s'est écoulé un an entre la prise de Sainte-Suzanne et l'entrée de Jean Fermen au service du duc d'Alençon. Il est probable que l'homme d'armes anglais fut conservé dans la garnison française de la place qu'il avait aidé à prendre. Nous verrons plus loin qu'il y résida et l'écuyer Jean Meurdrac l'accusera d'avoir, étant « de la solde du seigneur de Bueil et à ses gaiges » (1) voulu livrer Sainte-Suzanne au duc d'Alençon. Il se considérait, sans doute, comme appartenant déjà à ce prince, et Jean d'Alençon pensait de même, si c'est bien Jean Fermen qu'il faut voir dans le « sien prisonnier anglois » qu'il réclamait en 1440, au moment de la Praguerie (2).

Nous n'avons rien à dire de la vie de Jean Fermen, depuis cette époque jusqu'au moment où il se mêla aux conspirations de son maître. Son arrestation eut lieu à Paris, en même temps que celle du duc et de plusieurs autres serviteurs (3). Il faut avouer que les débats du procès ne montrent pas le personnage sous un jour favorable. Au cours de son interrogatoire, il charge le duc sans aucune retenue, tout en avouant, avec un certain cynisme, qu'il lui doit tout (4). Lâcheté inutile, car l'ensemble des documents et des témoignages démontre que, si Jean d'Alençon est entré en rapports avec le roi d'Angleterre, c'est probablement à l'instigation et certainement avec le concours actif de son valet de chambre anglais, dont le rôle, dans la conspiration, a été de premier plan.

D'autre part, la réputation de Jean Fermen est détestable, et sa moralité plus que suspecte. Au moment où le prévôt de Paris vient de le faire arrêter, un assistant demande pourquoi on le

(1) Fr. 18441, fol. XCI et XCIX.

(2) Mathieu d'Escouchy, éd. DE BEAUCOURT, t. III, p. 80-81.

(3) DE BEAUCOURT. — *Hist. de Charles VII*, t. VI, p. 60. Ms. f. 18441. fol. XXIV (interrogatoire de Pierre Fortin), et LXXVII (interrogatoire de Jean Leconte).

(4) Ms/ 18441, p. XXXI : « voyant qu'il est estranger et n'avoit rien, fors dudit seigneur... ».

prend, et Robert d'Estouteville, qui ne veut pas lancer prématurément dans le public la grosse nouvelle d'un procès politique, répond : « parce qu'il est un mauvais ribaud » (1).

Ailleurs, Jean Meurdrac, écuyer du duc, interrogé sur la familiarité de celui-ci avec Fermen, répond que « luy et autres gens du dit seigneur en estoient tres mal contens et ne sçavoient d'où luy pouvoit venir si grand accointance qu'il avoit audit seigneur d'Alençon, si non par le fait de ribaudye, dont ils parloient souvent ensemble » (2). Le même écuyer, invité à s'en rapporter au témoignage de Fermen sur un point de sa déposition, refuse en disant « que non, parce que c'est un mauvais homme et de mauvaise conscience et a esté trouvé traistre quatre fois, l'une au roy d'Angleterre, son souverain seigneur, quand il rendit Sainte Suzanne audit seigneur d'Alençon, l'autre qu'il cuida trahir le Seigneur de Bueil, pour lors cappitaine de Sainte-Suzanne, duquel il estoit de sa solde et a ses gaiges, et voulut bailler la dicte place audit seigneur d'Alençon pour en faire à sa volonté, l'autre parce qu'il a vendue sa fille audit seigneur d'Alençon, et la quatriesme cy est qu'il a voulu trahyr le Roy nostre seigneur, auquel il a faict le serment » (3). Les mêmes griefs sont invoqués, pour récuser le témoignage de Fermen, par un certain Colinet de Thou, comme lui valet de chambre du duc, et il faut évidemment faire la part du ressentiment que tous ces gens d'Alençon pouvaient éprouver, après que l'affaire avait mal tourné, contre l'anglais qui en avoit été l'un des principaux agents, mais, malgré tout, leurs accusations concordantes ne peuvent pas être sans quelque fondement. Voici donc ce que dit Colinet de Thou : que Fermen « n'est pas croiable, pour ce que, luy estant anglois, il trahist son souverain seigneur le roy d'Angleterre, combien qu'en ce fesant il feist service au Roy, secondement, depuis qu'il eust fait serment d'estre françois, et luy demeurant à Sainte Suzanne avec Monseigneur de Bueil, il voulut bailler la dicte place à Monseigneur d'Alençon, et tierscement aussy pour ce qu'il a baillé sa

(1) Fr. 18441 fol. LXXVII, déposition de Jean Leconte.

(2) *Id.* fol. XCI, déposition de Jean Meurdrac, dit Bobes.

(3) *Id.*, *ibid.*

filles et livrée audit seigneur d'Alençon pour en faire sa volonté (1). Un peu de temps auparavant, Colinet de Thou attribuait aussi à des motifs intimes la familiarité de Fermen avec le duc : « et pensoit luy qui parle que ledit seigneur lui parlast du mariage d'une des filles du dit Jehan Fermen, laquelle ledit Fermen avoit baillée audit seigneur d'Alençon pour en faire son plaisir » (2).

On notera que, nulle part, dans les documents contemporains, la femme de Jean Fermen, cette gentille femme du pays du Maine, dont parle le hérault Berry, n'est nommée et qu'aucun ne la fait intervenir dans l'affaire de Sainte Suzanne. Un chercheur plus heureux que moi parviendra peut-être à retrouver le nom de celle qui fut la compagne du peu estimable valet de chambre de Jean d'Alençon, mais, selon les vraisemblances, le rôle historique de cette dame demeurera fort petit, car, ainsi qu'on vient de l'entendre de la bouche même de Jean Fermen, si cet anglais a trahi son roi et livré la place qu'il devait défendre, ce n'est pas, comme on a pu l'espérer (3), parce que sa femme, bonne française, a su le gagner à la cause de son pays ; il a voulu, avant tout, recouvrer sa liberté sans payer de rançon et gagner, avec les bonnes grâces d'un grand seigneur, des faveurs et de l'argent. Ses motifs ont été, en somme, la cupidité et l'ambition.

(1) *Id.*, fol. XCIX, déposition de Colinet de Thou.

(2) *Id.*, fol. XCVIII.

(3) *Rev. Hist. du Maine*, t. LXI, p. 45.

Léonce CELIER.

LES
CARTELS D'ANTOINE DE VASSÉ
(1540).

Antoine Groignet, seigneur de Vassé, Courtalierru et autres lieux, baron de la Roche-Mabille en Normandie, était le fils aîné de Jean de Vassé, V^e du nom, et de Jacqueline Hatry d'Aligné, mariés en 1492 (1).

Sa famille, sans être illustre, était ancienne et bien alliée : les Vassé étaient connus au Maine dès le XIII^e siècle et sa grand-mère maternelle était née Avaugour.

Comme tous les gentilshommes de son temps, Vassé s'exerça de bonne heure au métier des armes. En 1523, il comparait à Evreux en qualité d'homme d'armes de la compagnie du duc d'Alençon. Deux ans plus tard, nous le trouvons à Pavie avec La Roche du Maine (2), lieutenant de celui-ci, parmi les prisonniers

(1) Bibl. Nat., *Cabinet des Titres, Pièces originales*, vol. 2934, dossier Vassé; *Dossiers bleus*, vol. 658, dossier Vassé; *Carrés d'Hozier*, vol. 624, dossier Vassé; *Cabinet d'Hozier*, vol. 328, et *Nouveau d'Hozier*, vol. 325, dossier Vassé; *Mss. fr.* 20231; Brantôme. — *Œuvres*, éd. Lalanne, t. IV, pp. 94 et 11; Montluc. — *Commentaires*, éd. de la Société de l'Histoire de France (1873), t. I, pp. 332-3, 353, 358, 377, etc.

(2) Charles Tiercelin, sgr de la Roche du Maine. cf. Fleury Vindry. *Dictionnaire de l'état-major français au XVI^e siècle*, p. 463-4.

L'année suivante (28 juillet 1529), il épousait Marguerite Hatry d'Aligné, sa cousine, fille de feu Eustache Hatry et de Marguerite de Brée. (*Dossiers bleus*, vol. 658, dossier Vassé, fol. 11.)

de cette malheureuse journée. En 1534, il remplaça Montejehan comme lieutenant à la compagnie de Chateaubriant ; enfin nous le trouvons en 1535 à la compagnie même de Montejehan, avec laquelle il franchit les Alpes en 1536.

La situation n'était guère brillante en Piémont en 1536-1537. Turin avait failli être enlevé par César de Naples ; les lansquenets, dont la solde était très irrégulièrement payée, ne cachaient point leur mécontentement et leur mauvaise volonté : on pouvait tout craindre. Il avait suffi au marquis du Guast de paraître devant la ville de Quiers pour l'enlever en quatre jours au mois d'août 1537 ; si le fameux Pas de Suze était occupé par l'ennemi, c'était couper la route aux secours venant de France. La situation devint si grave que Lange y vint l'exposer lui-même au Roi.

Le rôle de Vassé au cours de cette campagne fut des plus honorables, et c'est lui qui fut chargé à Brignoles, quand les troupes se débandaient, de tenir à l'arrière-garde avec quelques hommes d'armes. Toujours prêt à un coup de main, fougueux, toujours le premier au danger, Antoine de Vassé était aussi bizarre, aussi « hault à la main », — pour emprunter la belle expression de Brantôme, — et aussi colère que Montluc.

Des liens très étroits l'unissaient au maréchal de Montejehan (1), son suzerain et son capitaine, lieutenant-général pour le Roi en Piémont. Ils avaient combattu côte à côte, couru les mêmes dangers, et connu ensemble les misères de la captivité après Pavie et après Brignoles.

(1) René, seigneur de Montejehan en Anjou, de Sillé au Maine (il était donc le suzerain de Vassé) et de Beaupreau, chevalier de l'Ordre du Roi, gentilhomme de la Chambre, était le second fils de Louis de Montejehan et de Jeanne du Chastel, vicomtesse de La Bellière. Il fut fait prisonnier au Milanais en 1523 et à la bataille de Pavie en 1525, où il fut dangereusement blessé. Il commandait en 1536 un parti que les Impériaux mirent en déroute auprès de Brignoles en Provence, où il fut pris encore une fois.

Nommé gouverneur du Piémont en déc. 1537, puis maréchal de France en fév. 1538, il mourut à la fin de l'année suivante.

Il avait épousé Philippe de Montespèdon, dame de Beaupréau qui se remaria ensuite à Charles de Bourbon, prince de la Roche-sur-Yon, et mourut le 31 oct. 1577.

(Brantôme, t. IV, *Capitaines français*, éd. Lalanne, t. I, p. 248 ; t. III, p. 206-212 ; t. V, p. 314 ; t. VII, p. 280. — Martin du Bellay. — *Mémoires, passim* ; P. Anselme, t. VII, p. 174. — *Actes de François I^{er}*, t. I, p. 397, n° 2117, etc).

Le maréchal avait des défauts : pour la présomption et la sotte gloire; il n'avait d'égal que Lautrec lui-même. Son humeur hautaine, des airs de grand seigneur, la charge importante qui lui était confiée ne pouvaient manquer de lui attirer des ennemis.

Montejehan eut-il un moment de faiblesse aux affaires de Quiers et du Pas de Suze, quand tout semblait crouler autour de lui? — Nous l'ignorons, et Brantôme, qui ne l'épargne guère (1), ne songe point à l'accuser, mais le comte Guillaume de Furstenberg, qui commandait un corps de lansquenets en Piémont, ne cacha pas son mépris pour le Gouverneur, et le proclama, un beau jour de 1539, en termes piquants.

Le « comte Guillaume », — comme on disait alors, — est une curieuse figure. Guillaume, fils de Wolfangg, comte de Furstenberg, landgrave de Baur, appartenait à une illustre maison de Souabe, féconde en grands hommes et alliée à toutes les familles princières de l'Europe (2). Il fut envoyé en France à plusieurs reprises, comme ambassadeur de l'électeur de Hesse et du duc de Wurtemberg (3), et servit François I^{er} pendant sept ou huit ans avec ses beaux lansquenets qu'admirait Brantôme. Il devint seigneur de Pacy, d'Ezy, Nonancourt, Pont-de Vesle et Bagé, et capitaine-général des Suisses (4), puis repassa au service du Saint-Empire.

Vraie ou fausse, l'accusation lancée par Furstenberg était infamante au premier chef. Montejehan étant mort peu de temps après (5) sans avoir eu le temps de relever le gant, Vassé se fit son champion et résolut de venger sa mémoire. Dès son retour en France, il alla demander au Roi l'autorisation de provoquer en

(1) Il prétend qu'il avait si bien « dressé » sa femme à la gloire, qu'après sa mort seul un prince était digne de sa main. Et, de fait, elle épousa en secondes nocces le prince de la Roche-sur-Yon et s'attira mille avanies à la Cour par sa morgue et sa hauteur. (Brantôme, III, 207.)

(2) *P. O.* 1259, dossier *Furstenberg*; *Dossiers bleus*, 296; Moréri, V, 413; La Chesnaye-Desbois (éd. de 1773), t. VI, p. 741. — Brantôme. — *Capitaines étrangers*, t. VI, p. 470-472.

(3) déc. (?) 1533, mars (?), 1534 (Bibl. nat. f. fr. 3000, fol. 52), (août 1539) (Ribier. — *Lettres et mémoires d'Estatut des roys et... ministres* (1537-1559). Paris, 1666, in-fol.)

(4) Bibl. nat. mss. fr., 2931, 2971, 3062 et 20.231.

(5) En novembre 1539.

champ clos le célèbre colonel de lansquenets, et lui envoya par le héraut d'armes Orléans un cartel ainsi conçu (1) :

« Comte Guillaume de Furstenberg, j'ay sceu par gentils-hommes gens de bien que tu as chargé M. le mareschal de Montejehan s'en estre fuy au Pas de Suze et à Quiers quand M. le Connestable y fust. Or, pour l'obligation que j'ay à luy, aussy que la mort l'a gardé de te respondre, ainsi qu'il desiroit, je te dis : « Sy veuoe maintenir les propos cy-dessus escrips, tant de fois que l'as dit ou diras, autant de fois tu as menti ou mentiras. En m'envoyant camp seur et non suspect, te porteray armes par lesquelles te feray recognoistre la vérité. »

Porteur de ce défi, Orléans se rendit à Strasbourg, puis à Nancy, où il arriva le dernier jour de mars 1540, après Pâques. Et, — apprenant que le duc de Lorraine allait faire son entrée en la ville, — « afin de mieux et plus honnestement exploicter le faict de la charge » pour laquelle il était envoyé, il lui fit demander audience et lui exposa l'objet de sa mission, en le priant de l'autoriser à s'en acquitter jusqu'au bout : ce que le duc accorda volontiers.

Sur les deux heures de l'après-midi, il se présenta donc au logis du bailli de Metz, — où demeurait le Comte, — en compagnie de MM. de Beaufort et de Fontenay, gentilshommes de la maison du duc de Lorraine, et de nombreux gentilshommes venus là pour l'amour des armes et de la noblesse.

A peine eut-il fait entendre sa venue aux gens de Furstenberg, que celui-ci le fit monter « en une haulte salle, puis en une petite salle ou chambre » où se trouvait le fameux colonel. Le comte Guillaume s'avançant au-devant de lui, Orléans lui fit la révérence, la cotte d'armes pliée sur le bras gauche et le cartel à la main, et lui adressa ces mots :

« Monsieur le Comte, Monsieur de Vassé, gentilhomme de nom et d'armes des subjects du Roy mon souverain seigneur, par congé et licence d'iceluy seigneur Roy..., vous envoie par moy exprès cest escript qui est ung cartel signé de sa main et scellé

(1) Sur ce différend, cf. le ms. 1817 de la Bibliothèque de Carpentras (P. XLIX) *Duels et combats a outrance*, ff. 102 à 110, et le ms. 5427 de la Bibliothèque de l'Arsenal.

du scel de ses armes, que vous présente et baille, ainsy que j'ay charge. Vous le verrez, car ledit sieur de Vassé en désire fort la responce, et vous advise qu'il ne fauldra à vous y satisfaire en gentilhomme et homme de bien ».

Pour toute réponse, le comte de Furstenberg prit des mains du héraut le cartel et, sans même y jeter les yeux, pria le porteur de se retirer en l'autre salle jusqu'à ce que, avec deux de ses parents et amis, il en eût pris connaissance. Quelques minutes après, il fit rappeler Orléans et lui dit « qu'il ne pouvoit nier ce qui avoit esté escript et qu'il estoit homme de bien. » Puis il demanda : « Ce Vassé-là se prend-t-il à moy ? » — A quoi Orléans répondit « que icelluy sieur de Vassé estoit gentilhomme de nom et d'armes duement quallifié et hautement apparenté, lequel dès longtemps avoit eu charge honorable tant de gens de cheval que de pied, et estoit dernièrement en Italie lieutenant-général du Roy...; et que, à ces causes, il estoit en quallité suffisante de pouvoir combattre de sa personne à aultre, — tant grand et hault seigneur qu'il peut estre, — hormis la personne des souverains seigneurs. »

Le comte Guillaume se contenta de répliquer qu'il retournerait en son pays (1) pour consulter ses parents et amis, et que, « selon ce qu'il trouveroit estre bon », il enverrait sa réponse. Orléans retourna alors en son logis, et le lendemain, premier jour d'avril, il partait de Nancy pour la Cour afin de rendre compte de sa mission au Connétable (2).

Trois semaines plus tard, Furstenberg envoyait à Vassé la réponse suivante :

« Vassé, nous avons receu les lettres que tu appelles cartel, par lesquelles tu nous a démenty que à tort avons reprins feu Montejan s'en estre fuy, nous tendant de t'assigner camp. Or tu sçais que, cependant que nous avons esté au service de la couronne de France, nous avons icelle servie comme il appartient à un comte vertueux et véritable, le contraire de quoy ne peult estre dict de

(1) L'Alsace.

(2) Anne de Montmorency, duc, pair, grand-maitre, maréchal et connétable de France (1493-1567). C'est de lui que dépendaient les querelles sur le point d'honneur.

nous sans mensonge. Puis doncques que tu entreprends de nous reprocher menterie pour avoir dict la vérité, nous disons ouvertement que tu contreviens à la vérité et que tu as menty meschamment et deshonnestement, et mentiras tous les foyz que le diras. Toutesfois, nous sommes esmerveillés de ceux qui te induisent à ce faire, si pour toy-mesme, — comme nous sçavons, — tu nous veux provocquer, car tu sçais que tu es de moindre race et ligné que nous et, sans cela, en rien nostre pareil ; et à cause de quoy tu te feusse bien déporté selon raison de tes lettres frivoles en te demonstrant selon ton estat et comme il appartient envers celluy qui est plus hault que toy.

« Mais, affin que tu sçaches nostre intention et vouloir, par ces présentes nous t'advisons que, en cas que quelqu'un de semblable race et estat que nous sommes nous présentera le combat pour le différend que dessus, tels que par adventure te persuadent et induisent de ce faire, nous assignant lieu et place non suspects, nous luy porterons armes pareilles et ferons comme un vray et vertueux comte. Ou, sy lors tu as envye de combattre, te présentant avecq luy, nous trouverons quelqu'un de noz serviteurs pareil à toy qui pareillement te portera les armes audit lieu ; dont t'avons voulu advertir comme celui qui en as menty, mensonger et contredisaît à la vérité.

« En tesmoing de ce, nous avons signé ces présentes de noz mains et fait apendre le sceau de nos armes, qui furent faictes à Altenbert, le dimanche après la Saint Georges, l'an 1540.

« Signé : Guillaume de Furstemberg ».

La riposte était cinglante. A peine Vassé l'eut-il reçue, — vers le milieu de mai 1540, — qu'il courut trouver le Roi à Limours et lui demander la permission d'envoyer à son adversaire, par le héraut Angoulême, un second cartel ainsi conçu :

« Comte Guillaume de Furstemberg, j'ay veu une lettre que m'as envoyée pour responce au cartel que j'ay escript et fait présenter, et, pour respondre à ce que tu dis que es esmerveillé de ceux qui me induisent et provoquent à ce que je fais, je m'esmerveille sy c'est par oubliance ou faulte de cœur qu'il ne te souvient d'une lettre que as escripte au Roy... dont la teneur s'enssuyt de mot à mot : « En oultre, Sire très illustre, je désire que Vous enten-

diez que les lettres escriptes au nom de Montejean m'ont esté présentées peu après mon partement, qui estoient fort âpres et injurieuses, dont mes lettres que par cy-devant et après je luy avois envoyé estoient de semblable estoffe comme icelluy Montejean méritoit. Et, pour ladite affaire, je luy envoyai un homme exprès pour sçavoir de luy en quel lieu nous nous pourrions accorder de nos différends, lequel mon homme trouva que ledit Montejean estoit décédé, combien que je soupçonne grandement que audit jour, avant que lesdites lettres feussent données, ledit Montejean feust déjà mort....., mais sy tost que je feus adverty du deceds dudit deffunct, je me deportay entièrement de pourcéder à l'encontre de luy, tant me semblait-il estre chose inhumaine de s'adresser contre un corps mort. Toutesfois, s'il y avait quelqu'un de ses parens en vostre royaume auquel pleust respondre pour l'affaire desdits deffunct, — quel qu'il peust estre, fust de son parentage ou quelque autre, — qu'il me vienne assaillir au Saint-Empire en forme de justice ou qu'il me présente le combat, ou qu'il entreprenne contre moy en quelque'autre sorte : je luy respondray, pour revancher et garder mon honneur, jusques à l'extrémité; et quant ce seroit ledit Wolgesperast qui se voulust entremesler dudit affaire, j'espère qu'il ne gagneroit point le prix. »

« Et quant est que dis que ne suis d'aussy grande race que toy et en riens ton pareil, tu as menty : je suis gentilhomme de nom et d'armes aussi antiens que toy, et apartiens à d'aussy grands seigneurs en France que tu es en Allemagne, ayant eu aussy grands et honorables charges, — sy plus n'ont esté, — que tu eus jamais. Après la mort de feu M. le mareschal de Montejean, le Roy, mon souverain seigneur, m'a fait cest honneur et tant estimé que ay esté son lieutenant-général en Piedmont jusques à la venue de M. le mareschal d'Annebault, là où ay commandé à grand nombre de cappitaines qui rien moins ne sont estimez que toy.

« A ceste cause, sy tu es tel que tu dis, ne te excuses me bailler camp seur et non suspect. Et venons à l'effet sans plus de dillation, te assurant, sy y fais faulte, te feras estimer par tout le monde tel que tu seras; et je te porteray armes par lesquelles

j'espère te faire cognoistre que tu as raison me offrir plustost que un des tiens me combattre que toy, espérant en Dieu, sy es assez hardy me vouloir combattre, te faire souffrir punition selon tes démérites.

« Et nous, Groignet de Vassé, chevalier, seigneur dudit lieu, gentilhomme de la chambre du Roy, gouverneur de Pignerol, baron de La Roche-Mabille et d'Alligny, certiffions avoir signé ce présent cartel de nostre propre main, scellé du scel de noz armes, ce 20^e jour de may, l'an 1540. »

Angoulême partit de Limours le 21 mai, se rendit à Strasbourg où se trouvait le « comte Guillaume » et se présenta aussitôt, sur les cinq heures, « en sa maison et domicile, assise derrière la grand église », accompagné de deux gentilshommes lorrains (1).

Après avoir frappé à la porte à plusieurs reprises, il se trouva en présence du maître d'hôtel, « qu'il pria de le faire parler à son maistre ». Celui-ci répondit que le « Comte estoit malade et reposoit ». Angoulême « se déporta » alors de son exploit, mais il revint sur les sept heures, toujours en compagnie de ses deux gentilshommes.

Cette fois, un des serviteurs du Comte vint lui ouvrir, mais comme il était allemand, notre héraut ne put arriver à lui faire entendre l'objet de sa visite. Il n'en monta pas moins, et, dans une des pièces du haut, trouva ledit comte Guillaume « soy pourmenant. »

Après lui avoir « fait la révérence, pour l'honneur de noblesse », la tête nue et la « cotte d'armes despliée sur le bras gauche » : « Monsieur le comte, — lui dit-il, — suivant le commandement du Roy Très-Chrestien, mon souverain seigneur et maistre, voulant garder droictz de noblesse, je, Angoulesme, hérault d'armes de France, de la part de M. de Vassé, gentilhomme de nom et d'armes des subjects du Roy, mondit souverain seigneur, suis envoyé pour vous rapporter et présenter ce cartel qui est la responce d'une lettre que luy avez escripte et envoyée dernièrement. Portant, Monsieur le Comte, je vous le présente. Vous le recevrez, s'il vous plaist, et regarderez le contenu en icelluy, pour

(1) Jehan Chareton et Louis Barguer.

audit sieur de Vassé faire responce telle qu'il vous plaira, et me donnerez certification pour ceste descharge de ma présentation. »

Guillaume de Furstenberg prit le cartel et, après l'avoir examiné, rappela Angoulême et lui transmit de vive voix sa réponse. « Hérault, — lui dit-il, — j'ay leu et regardé bien au long le contenu au cartel que m'avez envoyé de ce petit Vassé, mais il ne me donne point responce à ce que je luy ay escript et mandé qu'il n'estoit point mon pareil ne de mon estoffe, et qu'il en trouvast un qui feust appareillé à moy, que je combattrois. Et quant à la lettre du Roy qu'il insère en sondit cartel, elle est toute contraire de celle que j'ay escripte audit seigneur, comme je feray apparoistre, quand besoing sera, par le double que j'en ay par devers moy. Je ne sçay quelle responce luy faire, et ne vous diray aultre chose, hérault mon amy, synon que je regarderoy avecques mes parens et amys du Saint-Empire ce que j'auray à faire. »

Angoulême fit observer respectueusement au Comte qu'il n'était pas juge dans cette affaire, mais seulement chargé de lui présenter ledit cartel, « que ledit sieur de Vassé estoit gentil homme de nom et d'armes, issu de grande noblesse », et lui demanda décharge de sa mission; mais Furstenberg lui riposta avec dédain « qu'il n'en feroit rien et qu'il estoit homme de bien. »

Le héraut demandant alors de prendre les noms de deux serviteurs pour servir de témoins avec les deux gentilhommes de Lorraine, s'attira la fière réponse « qu'il n'en falloît point, ...et que Dieu et ung chascun » savait bien le service qu'il avait fait pour la défense du royaume. Il consentit enfin à la demande d'Angoulême (1) et accepta le cartel.

Six semaines plus tard, — le 1^{er} juillet 1540, — Vassé recevait la réponse suivante :

« Guillaume, comte de Furstemberg, rangraff en Bor (2). Vassé ils sont derechef parvenues lettres à nous... Sur ce te mandons pour responce que avons le cœur si vertueux et volonté si bonne que encor, suivant nos prédictees lettres et présentations,

(1) Les deux serviteurs étaient Jacques, son maltre d'hôtel, et Gaspard, son valet de chambre et apothicaire, qui refusèrent d'indiquer leurs noms.

(2) Dans la Forêt Noire.

que quelqu'un nous pourchasse ou provoque, vouldist de quelque estat qu'il fust nostre pareil, il sera, Dieu aydant, receu de nostre personne pour y respondre comme il appartient et selon le contenu de nosd. lettres, lesquelles tu n'ensuis point, mais feins les non entendre et en tes lettres comprens sinistrement.

« Et, quand à toy, la vérité de cœur et magnanimité du comte Guillaume sont par trop cogneues et manifestes partout que Vassé, avecques toutes ses seigneuries desquelles il s'escript : par quoy est bien vray le commun dire que celuy, — comme tu es, — qui une fois oublie à dire vérité ne se soucyé jamais après de mentir ny de commettre autres plus grands vices, comme ung chascun, par ton dire et escripture, facilement peult cognoistre et entendre qui est quel tu es ou puisses estre.

« En oultre, que tu escripts avoir en aultant de charges honorables que nous : en ce ne faisons nul doubte qu'il ne soit nottoire à ung chascun quelle charge l'un et l'autre ait eues, et de ce nous nous refférons au Roy.

« Nous te voulons en oultre aussi advertir que, pour l'advenir, n'ayes à envoyer plus hérault par deça et, ne eust esté pour l'honneur du Roy, il feust esté mal receu, car il n'est permis ny loisible aux héraults des seigneurs estrangiers rien exploiter au Saint-Empire, et aussi peu raisonnable à nous, qui sommes membres d'icelluy, l'endurer.

« Et conclusivement voulois que tu sçaches que nous nous voulons arrester et demeurer sans aucune variation à nos prédites lettres et présentation que avons escriptes audit Seigneur parcy-devant et despuys à toy-mesmes, et toutes et quantes foyes que toy ou aultres ensuivrez icelle, lors nous respondrons comme il appartiendra.

« En tesmoingnage de ce, avons signé ces présentes de notres main et fait apposer le sceau de noz armes, qui furent faictes à Altemberg, le premier jour de juillet 1540.

« Ainsi signé : Guillaume, comte de Furstemberg. »

Nous ignorons malheureusement le dénouement de cette curieuse affaire, mais il est peu probable que le combat ait été livré en réalité. Ce n'était pas, du reste, la dernière affaire d'honneur d'Antoine de Vassé : le fougueux capitaine devait encore

avoir en Piémont une querelle fameuse avec Montmas (1), mais le maréchal de Brissac leur refusa le combat et Henri II finit par les réconcilier. L'ère des grands duels en champs clos, autorisés par le Roi comme une épreuve du courage et un stimulant pour la jeune noblesse, n'allait pas tarder à disparaître après l'affaire de Jarnac (2).

Jean de GASTINES.

(1) L'ayant rencontré sur le pont de Pau avec le maréchal de Brissac, il entra dans une telle colère « qu'il le cuyda porter dans l'eau ».

(2) Le duel en champ clos entre La Chasteigneraye et Jarnac eut lieu à Saint-Germain, par devant Henri II, le 10 juillet 1547.

Le Roi refusa plus tard d'autoriser le combat entre Vassé et Montmas car il s'était bien promis de ne plus consentir désormais à pareille épreuve.

« Autour de Ch. Fr. d'Herbelin, curé de Melleray (Mayenne). »

LA VIE D'HÉROÏSME ET D'AVENTURE

Pendant la Révolution (1).

Le 31 décembre 1793, sur le soir, Maître Jacques Goutard, curé de Souvigné-sur-Même (2), faisait près d'un bon feu le triste bilan de l'année, quand des coups agités l'appelèrent à la porte. Hospitalier de tradition, comme tout curé de campagne, il ouvrit sans délai... Le voyageur attardé, qui déclina ses noms : Charles-François d'Herbelin, était un grand gaillard d'une trentaine d'années, dont l'extérieur accusait une parfaite santé et de l'humeur joviale. Sous un mauvais chapeau à larges bords, une chevelure presque rouge encadrait largement son visage ovale qu'éclairaient de petits yeux ronds et malins, et l'on remarquait moins une verrue sur sa joue gauche, qu'un air de décision dans sa physionomie. Il était grossièrement vêtu d'une redingote bleue, passablement fripée, et chaussait des souliers ferrés ; à la main il tenait encore le passeport qu'il venait de faire viser à la mairie de Souvigné (3).

M. Goutard ne l'accueillit pas tout à fait en inconnu, car il l'avait eu voilà quatorze ans comme élève de philosophie au collège de Mayenne dont il était alors principal, et, si nous devons l'en croire, l'ancien disciple s'était recommandé du passé pour recevoir aussitôt gîte et couvert, même en ces temps de terreur.

Il faisait froid... on fit chauffer une « potée de vin du meilleur crû » (4), et les confidences commencèrent. Qu'était-on devenu

(1) Archives du Greffe du Palais de Justice au Mans, dossiers 132, 143, 144.

(2) Souvigné-sur-Même, près La Ferté-Bernard. — Voir : Robert Charles : *Etude historique et archéologique sur l'église et la paroisse de Souvigné*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, tome I, 1876.

(3) Les autorités communales de Souvigné étaient alors : Taillebois procureur, Taillebois secrétaire, Trassard et Mauté officiers.

(4) Selon Pesche, l'étymologie de « Souvigné » indiquerait un pays vignoble. La citation tirée de l'enquête judiciaire ne manque donc point de saveur.

l'un et l'autre depuis quatorze ans?... M. d'Herbelin assura qu' « il arrivait directement de Normandie, où il enseignait la philosophie du côté de Caen ou de Bayeux, à deux jeunes gens depuis lors soldats », il se trouvait maintenant sans état, en quête d'un moyen de vivre. M^e Goutard expliqua qu' « il avait accepté de bonne foi la constitution civile du clergé et le 27 janvier 1791 prêté le serment par patriotisme », ce qui lui avait valu la sympathie des autorités civiles et le calme de son peuple (1).

Telle est, du moins, la version officielle ; mais avec plus de vraisemblance, nous pouvons croire que ces réticences habiles cachaient de plus fidèles relations. En effet, Charles-François d'Herbelin (2), seigneur de la Revellière, était prêtre et avait été assez longtemps vicaire à Tuffé, pour avoir eu l'occasion de visiter son ancien maître. Devenu en février 1789 curé de Melleray, dans la Mayenne, il avait prêté, lui aussi, le 6 mars 1791, un serment assez équivoque à la Constitution civile. Sa population simple et tranquille lui sut gré de « son obéissance aux lois », et quand, sous prétexte de restriction, elle le vit écroué à la prison d'Alençon en septembre 1792, unanimement elle le réclama le 22

(1) Sur M. Jacques Goutard, v. : Robert Charles, *op. cit.* — Semaine du Fidèle, tome I, p. 810, XIV, p. 328. — Angot : Dictionnaire de la Mayenne, II, p. 831. — D'après les Insinuations ecclésiastiques, J. Goutard, principal de Mayenne, fut pourvu le 26 août 1782 de la cure de Préval, dont il prit possession le 7 septembre, et qu'il quitta deux ans après, lorsque Jean Ahier, devenu aveugle, lui eût résigné le 16 mai 1784, sa cure de S.-Martin-de-Souigné, dont il était le pasteur depuis trente-quatre ans. M. Goutard fut installé le 3 octobre 1784. (Arch. de la S. G. 406, f^o 350. — 407, f^o 265, 304, 331). — Son plus illustre paroissien, Julien Pesche, en a laissé un éloge, — peut-être trop complaisant, — dans son Dictionnaire de la Sarthe (I, p. 232). — Brillant élève de l'Oratoire du Mans, esprit cultivé et cœur généreux, J. Goutard était un « excellent prêtre », qui, comme tant d'autres, versa par illusion dans les idées révolutionnaires et par rancune resta jusqu'à la fin « schismatique ardent et prédicant. » (D^r Rebut : Lauréats du Collège-Séminaire de l'Oratoire du Mans, dans le Bull. d'agriculture de la Sarthe, tome XXXIX. — Notes de l'Evêché.)

(2) Charles-François d'Herbelin, né à Saint-Calais-du-Désert (Mayenne), le 19 mai 1763, était le deuxième fils de Charles-Jacques d'Herbelin, seigneur de la Revellière (à Saint-Calais), et de Marie-Gabrielle de Carrey de Bellemare, dame de la Forêt en Assé-le-Riboul (Sarthe). Ordonné au Mans sous-diacre, le 23 décembre 1786 et prêtre le 22 septembre 1787, il dut à sa mère d'être chapelain de Notre-Dame de l'Ormeau en Assé-le-Riboul, en même temps que vicaire à Tuffé (1787-1788), jusqu'à sa prise de possession (4 février 1789) de la cure de Melleray en Mayenne, que Jean Leriche lui abandonnait par acte du 22 janvier précédent, en échange du bénéfice de l'Ormeau. (G. 408, f^o 286, 421, — 409 f^o 100 et 113). — (Angot : Dict. de la Mayenne, II, p. 467, III, p. 10, 404, 515).

et obtint sa libération, payée d'un second serment, celui de liberté-égalité. Le 28, il rentra à Melleray y continua son ministère de charité, mais la loi du 17 septembre 1793 sur les suspects vint lui reprocher ses titres authentiques de noblesse et, malgré la sympathie ouverte de ses paroissiens, il dut se cacher ou plutôt fuir. Il obtint de sa municipalité le 10 décembre, un passeport complaisant, et sous le faux prétexte de « vouloir aller dans les départements de la Sarthe et d'Eure-et-Loir pour ses affaires », en réalité il se sauva devant la persécution. Nul doute qu'il ait de suite songé au pays de Tuffé, dont il connaissait bien les lieux et les gens. Il prit donc la route normale de Domfront-en-Passais à La Ferté-Bernard, par Couptrain, Pré-en-Pail, Alençon et Mamers, et arriva le 31 décembre, comme nous l'avons vu, au presbytère ami de Souvigné, simple étape de l'exil qui commençait !

••

Même à un proscrit, l'hospitalité la plus cordiale n'est pour vivre qu'un moyen provisoire. Aussi d'Herbelin, après trois jours d'intimité paisible, quitte Souvigné, en quête d'un travail personnel. Il se rend à La Ferté-Bernard où l'attire un ami de collège, Jacques Taillebois, neveu de M^e Goutard.

Sans incident, le 4 janvier 1794, il présente son passeport aux autorités fertoises, et, l'âme tranquille, cherche un emploi dans la tannerie Georget, « près la porte St-Antoine ». Mais, lui dit-on, l'hiver n'est pas favorable au métier, et, vu la rareté du pain, on se passera encore d'ouvrier. « Qu'à cela ne tienne, décide Taillebois, en attendant les beaux jours, je te ferai entrer au District. »

Taillebois devait en effet au bon renom de son oncle, la faveur d'avoir été admis dans les bureaux de l'Administration, sans avoir même présenté l'inévitable certificat de civisme. Son patron, Odillard, lui manifestait assez de confiance pour le charger de choisir « quelqu'un d'intelligent comme commis dans son bureau ». Le 4 janvier, Taillebois arriva donc radieux au District : « il y a ici, dit-il, un jeune homme que je crois instruit et que j'ai connu il y a environ 14 ans ». — Odillard et ses collègues

examinèrent le passeport de Fr. d'Herbelin, qui leur parut tout à fait en règle, et sur-le-champ acceptèrent le nouveau venu. — D'Herbelin, proscrit par la loi, entra sans façon, mais par surprise, dans les services du Gouvernement.

Il songea dès lors à trouver une pension. Or nulle maison n'était plus sympathique aux catholiques que celle des Georget. D'Herbelin y arrêta le soir même une chambre dont il prit possession « en y laissant de suite sa redingote bleue et ses mauvais souliers ferrés ».

Le lendemain 5 janvier, il commençait le métier de commis. A côté de son camarade, la vie lui paraissait plus sûre, et d'ailleurs, pour comble de prévenances, Taillebois quittait sa pension habituelle et s'installait lui aussi chez Georget.

En vérité le premier mois fut trop beau...., l'épreuve devait venir. — Elle vint, ce semble, de l'amitié. Des habitants de Tuffé reconnurent leur ancien vicaire, assis dans les bureaux de l'Administration, et jugèrent utile, pour son malheur d'« insister sur ses opinions de vrai patriote ». L'anonymat fut ainsi dévoilé, le « commis » ne put nier l'évidence, et les plus humiliés de l'aventure furent les membres trop crédules du District. Aussi dès le jour même, 1^{er} février, « considérant que ce citoyen était depuis quelque temps à travailler dans les bureaux du District sans avoir satisfait à la loi qui ordonne que tout étranger à une commune qui voudra y séjourner sera obligé dans les 24 heures d'y faire sa déclaration; de plus il a été découvert que ce citoyen est prêtre et ex-noble, il n'a pu exhiber un certificat de civisme ni attestation de prestation des serments », le Comité de surveillance le fait arrêter. D'Herbelin a beau dire qu'il a prêté tous les serments légaux dont il fera venir la copie, on lui répond sans pitié que « cela ne suspend pas la mesure de sûreté que le comité a cru devoir prendre à son égard ».

..

La ville de La Ferté-Bernard n'avait pas encore de maison d'arrêt définitive. Le Comité de surveillance ne cessait d'en exiger une; la municipalité faisait faire le devis et dormir les travaux. On en était donc réduit à utiliser « provisoirement »

les bâtiments du château, communs à plusieurs locataires (1).

Le samedi 1^{er} février, vers 4 heures, Charles-François d'Herbelin fut « écroué » à la maison d'arrêt où se trouvaient déjà plusieurs détenus, et, jugé tout à coup dangereux, fut condamné à être « isolé ». Gabriel Moulinneuf, président du Comité, s'avisa de le faire enfermer dans une tour indépendante de la maison commune et séparée d'elle par une cour. Là du moins, le prisonnier ne pourrait communiquer avec personne. Sans doute, objecta le prudent concierge Jean-Jacques Leroy, mais cet isolement rend aussi la surveillance très difficile, et par surcroît de malheur la porte de la tour est facile à forcer. Ce fut aussi l'avis des témoins, mais le Président entendait maintenir sa décision.

D'Herbelin gravit donc à la nuit l'escalier de la tour et arriva dans la chambre du second étage qui servait jadis de chartrier. Le confort devait être commun à tous les logements de ce genre, mais la charité de la famille Georget avait déjà prévenu les désirs du prisonnier qui vit bientôt arriver dans sa cellule « un lit de plume, deux draps, une table et un fagot de bois ». De suite il s'installa et écrivit au greffier de la municipalité d'Alençon la lettre suivante :

« Citoyen, j'ai été arrêté icy muni d'un passe-port en règle et cependant je n'étais pas portans du certificat de prestation des serments. Comme j'ai prêté le serment de liberté égalité à votre municipalité et que tu as sur tes registres inscrit le certificat de ma municipalité comme j'avais prêté le serment premier demandé, je m'adresse à toi vu qu'il y a moins loin qu'à ma municipalité et tu expédieras plus en forme. Tu trouveras les pièces sur tes registres au mois de septembre 92. Envoie moi par les porteurs : 1^o l'extrait trop long de ma municipalité qui atteste que j'avais prêté le premier serment ou le procès-verbal de la municipalité d'Alençon qui fut fait alors ; 2^o le certificat de ma prestation du serment de liberté égalité du même temps. Tu obligeras un bon citoyen et tu seras payé de ta peine par le porteur.

Salut et fraternité. •

Ch. Herbelin,
pour lors curé de Melleray, district de Lassay.

(1) CHARLES (Léopold). — Histoire de La Ferté-Bernard, 1877.

C'est le 27 ou 28 septembre 92 que les actes sont portés sur les registres de la municipalité d'Alençon » (1).

Que fut cette première nuit d'internement?... Le prêtre avait certes le tempérament trop robuste pour s'apitoyer sur son sort et trop optimiste pour croire la partie perdue. Il attendrait d'Alençon une réponse favorable, qui lui rendrait la liberté... Mais un splendide clair de lune vint troubler sa résignation, Instinctivement il alla à l'étroite fenêtre grillagée de la cellule, et contempla le château endormi... Il voyait au fond de la cour, en bordure de la rue, la prison commune avec son grand portail donnant sur la place des Halles ; au pied de la tour, à six ou sept mètres de sa fenêtre, le mur de ronde longeant la rivière au-delà de laquelle il devinait le libre espace. Du mur un escalier descendait dans la cour, près de la porte de service du « moulin à foulon ». La situation était bonne, la nuit propice... il décida de s'évader et élaborait ses plans !

Le lendemain dimanche, le geolier ne lui donna guère de répit, car « dix fois » à l'improviste il vint faire sa ronde et s'assurer des intentions paisibles du prisonnier. A 7 heures du soir, il lui apporta la soupe et après quelques paroles de sympathie s'en alla très rassuré, laissant ouverte selon l'usage la porte de la cellule et se contentant de cadenasser solidement la porte de la tour, au bas de l'escalier. Bientôt tout bruit s'apaisa, les lumières s'éteignirent..., et la pleine lune revint sourire à l'audacieux captif... L'heure décisive était arrivée. D'une poigne vigoureuse, d'Herbelin « degonde » la porte de sa chambre, la met debout sur la table le long de la muraille, l'utilise comme échelle et ouvre la trappe qui à quatre mètres au-dessus de lui donnait accès au grenier de la tour. La vieille charpente était percée tout autour, sous les chanlattes, de « chatonnières » larges d'un pied sur 19 pouces de longueur ». Il a vite fait d'adapter en travers d'une ouverture une trique prise sans doute dans le *fagot* des Georget, « d'y nouer un mouchoir de col blanc auquel tenaient deux serviettes bout à bout, un grand drap, une couverture ordinaire, un autre grand drap », et, par cette corde improvisée « de

(1) Les pièces furent expédiées d'Alençon le 3 février.

9 aunes et demie », de descendre sur le mur de ronde et de là, par l'escalier propice, dans la cour. D'un bond il est à la petite porte, il la tâte, elle est ouverte ! Il est sauvé ; il n'a plus qu'à franchir un pont de pierre jeté sur les douves, et, après avoir laissé là ses sabots qui le gênent, à courir le plus vite possible devant lui, humant à pleins poumons, dans cette demi clarté qui l'a si bien servi, l'air enivrant de la liberté reconquise !

• •

Un homme ahuri fut le zélé concierge, quand le lundi matin sur les 7 heures il vit les draps qui pendaient à une « chatonnière » de la tour. Du coup il devine l'évasion et sans même prendre soin de s'en assurer, court à la gendarmerie. Le brigadier Lance flanqué de plusieurs membres du Comité de surveillance vient aussitôt à la maison d'arrêt, se fait ouvrir la porte basse de la tour et va s'assurer que la cellule est bien vide. Sur les huit heures, le juge de paix Barré commence son enquête. Il s'étonne surtout que la porte sur la rivière soit restée fort à propos ouverte. Leroy qui assiste plutôt en suspect qu'en geôlier se défend maintes fois de négligence : il a soigneusement fermé les portes dont il a la charge ; celle du foulon est confiée à l'homme du moulin qui aura négligé ce soir là de la fermer.

Cependant le bruit de l'évasion s'était répandu en ville, et toute la matinée ce fut un va et vient de curieux dans la cour de la prison. Les plus turbulents étaient les membres du Comité : à chaque nouvel arrivant il fallait recommencer l'enquête, comme s'il était possible d'avoir le moindre doute sur l'évasion. Il y eut par exemple une violente altercation entre le concierge et Jacques Poirier qui avait conseillé de laisser ouverte la porte du deuxième étage. Poirier assura que telle avait été l'habitude pendant la détention des nommés Cornu, Deshaies, Nezan de Sceaux, Charbonnier, tous suspects fameux du pays.

Le Comité de surveillance ne pouvait avoir tort, pas même le Président qui avait voulu l'isolement. Les amis de l'évadé protestèrent de leur innocence ; aucun d'eux n'avait eu la moindre idée

qu'il pouvait être prêtre et noble. A coup sûr le vrai coupable était Jean-Jacques Leroy, cordonnier et concierge de la maison d'arrêt. Il fut arrêté, et de prison en prison, de La Ferté au Mans, il eut le temps, jusqu'au 4 avril, de méditer le premier article du décret du 13 brumaire II, qui, en cas d'évasion, déclare le gardien le plus coupable et souvent le seul puni ! Toutefois par un beau geste d'indulgence, le Tribunal du Mans l'acquitta le 4 avril et « le renvoya à ses fonctions ». On ne dit pas qu'il les reprit...

2° La Lettre fatale.

Ne croyez pas que l'affaire en restât là. Il ne suffit pas au Comité de rejeter violemment sur l'Administration municipale toute la responsabilité des événements ; après l'acquittement de Leroy, il lui fallut d'autres victimes. Une imprudence lui en fournit.

L'arrestation de Ch.-François d'Herbelin avait attiré l'attention toujours méfiante des autorités sur la famille Georget, coupable d'avoir porté au prisonnier, même avec une permission régulière, les divers objets devenus utiles à son évasion.

Justement ce mardi 8 avril 1794, Anne Liberge, femme Georget, voit arriver chez elle à l'improviste les membres du Comité : prestement elle cache un objet dans la poche de son tablier. Par malheur le geste a été surpris : incontinent, on la fouille et l'on saisit une lettre à son adresse, datée de Bellême, 6 avril 1794, et signée : Chesnel. En réalité cette lettre était destinée à « Marie Collière, capitaine de l'artillerie légère dans la légion du Nord, en garnison à Poitiers, département de la Vienne ». La femme Georget, devait la réexpédier à Poitiers en transcrivant sur une autre enveloppe l'adresse écrite, dans la lettre, « sur un petit bout de papier ». Le paysan qui la lui avait apportée reviendrait chercher la réponse. Ce genre de transmission indirecte était couramment employé pour détourner les soupçons de la police.

Dans cette lettre de trois pages, Chesnel disait à Collière : « Je reçois à l'instant une lettre de ta mère en date du 9 germinal.

Comme elle me prescrit de te la porter moi-même et que cependant il y a des choses très urgentes qu'elle te demande, je vais t'en faire part sur-le-champ, me réservant de remettre la lettre en t'embrassant. Je comptais partir de suite, mais j'ai cru plus prudent d'attendre une réponse de ta part. » Il expliquait que Collière était rayé du tableau des proscrits, le sequestre de ses biens enfin levé, sa mère réclamait une procuration pour gérer ses biens. Il transcrivait un passage où la femme Collière disait à son fils en parlant de Chesnel : « Ta mère te prie de rendre tous les services que tu pourras au dit citoyen, qu'il est bon républicain, qu'ayant le plus grand désir de servir la patrie sous les drapeaux de la République, s'il est possible de le faire entrer dans ton corps, il a toute envie d'y servir, qu'elle pense que tu en seras fort content. » Et Chesnel d'ajouter : « Ta mère, citoyen, me rend bien justice en t'assurant de mon républicanisme et du désir que j'ai de servir dans ton corps. Je crois que toi-même connais assez mon cœur et mes sentiments vraiment patriotes, les faits le prouvent et j'en donnerai au besoin encore mille et une preuves. J'ai perdu, tu sais, mon état, il tenait à l'ancien régime ; le royalisme et l'aristocratie, je les ai dédaignés, car vivre libre ou mourir. Ne pourrais-tu pas me faciliter la route d'ici au corps que je demande à rejoindre, en m'envoyant un passeport ou autre route républicaine de ton régiment..., en un mot indique moi les moyens les plus faciles pour te rejoindre à Poitiers. J'attends ta réponse pour partir. Je t'envoie à tout effet mon signalement : François Chesnel, âgé de 31 ans, taille de cinq pieds trois pouces, cheveux et sourcils blonds, yeux ronds, nez ordinaire, menton semblable, front large, visage blanc et marqué d'un sein à la joue gauche ». « Adresse ta réponse au citoyen Liberge, le jeune, marchand épicier à Bellême (Orne), sous enveloppe, pour remettre au citoyen Georget, tanneur à La Ferté-Bernard. »

Aux pressantes questions du Comité, Anne Liberge qui n'a pas perdu son sang-froid fait de vagues réponses « sans utilité pour découvrir ledit Chesnel » ; mais, par maladresse ou par calcul, son mari et sa domestique « jurent qu'ils n'ont jamais entendu parler de cet homme ». Anne Liberge suspecte d'entretenir à elle seule des relations compromettantes est donc emmenée à la maison

d'arrêt, tandis que le Comité commence, à Bellême et ailleurs force démarches pour trouver Chesnel ou plutôt celui qui semble se cacher sous ce faux nom.

• •

Pendant l'enquête, entrons, si vous le voulez bien, dans la prison, faire plus ample connaissance avec cette femme de 38 ans qui, au plus fort de la Terreur, assume un rôle héroïque. Anne Liberge, originaire de Bellême, devint par son mariage avec Jean Georget, tanneur à La Ferté-Bernard, la cousine de Michel Rousseau, vicaire à Montbizot. Ce fut pour elle l'occasion d'échanger avec lui une correspondance, dont quelques lettres seront versées à son procès et nous valent aujourd'hui des renseignements biographiques encore inconnus.

Michel Rousseau (1), vicaire depuis cinq ans à Montbizot, avait bien prêté le 13 janvier 1791 le fameux serment à la Constitution civile du clergé, « sans restriction aucune », mais il y avait joint des « explications » qui, de fait, au point de vue légal le rendaient nul. Le décret du 17 avril l'obligeait donc, comme « maître d'école », à produire enfin un serment valable (2). Faute

(1) Michel Rousseau, né à Saint-Aubin-Fosse-Louvain (Mayenne), de Michel Rousseau et de Marguerite Georget, étudia avec succès au Collège Sainte-Barbe à Paris, ce qui lui valut le 4 août 1778 le diplôme de Maître ès-arts. Le 31 mai 1777 il avait reçu la tonsure dans l'église Saint-Etienne du Mont, des mains de Mgr Jean de la Croix de Castries, évêque de Vabre, délégué par l'Archevêque de Paris (G. 406, f° 143), mais c'est au Mans qu'il fut ordonné aux ordres mineurs (22 sept. 1781), au sous-diaconat (21 sept. 1782) et à la prêtrise (20 sept. 1783). Le 15 septembre 1781, son oncle Jean Georget lui avait résigné sa chapellenie de Sainte-Catherine-de-la-Maladrièrerie à La Chartre, il en prit possession le 25 septembre et y assigna son titre clerical (G. 406, f° 148, 159, 352. — 407, f° 131. — 408, f° 392). D'abord vicaire à Saint-Georges-Buttavent (1784), à Parigné-l'Evêque (1785), puis à Montbizot (1786). — Les « Notes de l'Evêché » le disent « très bon sujet, bon prêtre, très pieux, mais un peu bizarre, intact. Mauvaise santé, impropre au gouvernement d'une grande paroisse ».

(2) Voici les lois révolutionnaires qui intéressent notre sujet : 1) 27 nov.-26 déc. 1790, loi exigeant des ecclésiastiques fonctionnaires tels que curés et vicaires, le serment de fidélité à la Constitution civile qui avait été votée le 12 juillet précédent ; 2) 4-9 janv. 1791 : défense d'ajouter au serment « préambules, explications ou restrictions » ; 3) 27-30 janv. : à l'expiration du délai prescrit, il sera procédé au remplacement des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui n'auront pas prêté le serment ; 4) 15-17 avril : les ecclésiastiques chargés de l'instruction publique, les chapelains des hôpitaux sont sujets au serment ; 5) 26 août 1792, les ecclésiastiques fonctionnaires qui

de s'y conformer, Rousseau se vit en juillet retirer poste et traitement et, contraint de quitter Montbizot, il partait deux jours après pour Paris, malgré l'effervescence produite dans la capitale par la fuite du roi. C'est qu'il comptait retrouver près de son oncle Jean Georget, ancien professeur de philosophie au Collège du Cardinal Lemoine (1), la protection fidèle et le foyer tranquille des jours heureux quand il poursuivait avec succès ses études théologiques. Mais son séjour au faubourg Saint-Jacques fut abrégé par la mort de cet oncle, qui laissait à ses deux neveux, Rousseau et Jean Georget de La Ferté-Bernard, un héritage trop facile à liquider. Au printemps 1792, Rousseau dut rentrer au pays natal, passant d'abord trois mois à Lépinau dans l'Orne, puis à Mayenne un peu plus de huit mois.

Le 6 mai 1793, nous le retrouvons, malgré l'heure tardive, au Mans, à la séance du directoire de district. Il vient demander quelle peine doivent subir les ecclésiastiques fonctionnaires insermentés qui ne se sont pas soumis à la loi de déportation. On lui répond que la loi du 18 mars dernier les condamne à mort. Rousseau se sent perdu et pour sauver sa vie essaie une argumentation par trop naïve : en vérité, il ne connaît cette loi que depuis quelques jours et un certificat de médecin justifie que le mauvais état de sa santé l'avait empêché de se conformer plus tôt au décret du 26 août 1792. Il sollicite donc l'indulgence des Administrateurs et comme preuve de sa bonne foi, s'offre d'aller en prison et de faire tout ce qu'on exigera de lui, en réclamant toutefois la faveur d'entrer comme infirme aux Ursulines (2).

n'ont pas prêté ou ont rétracté le serment sont tenus de sortir sous les huit jours de leur département, et sous les quinze jours de France, sous peine d'être déportés en Guyanne; 6) 18 mars 1793, tout citoyen est obligé de dénoncer et de faire arrêter les prêtres dans le cas de déportation qui seraient encore sur le territoire; les prêtres ainsi pris seront jugés par un jury militaire et punis de mort dans les vingt-quatre heures.

(1) Jean Georget, originaire de Saint-Aubin-Fosse-Louvain, principal du Collège du Mans, à Paris (1749-1762), voir G. Peries « L'ancien collège du Mans à Paris », dans la Revue hist. et archéol. du Maine, t. XXX et XXXI.

(2) Arch. de la Sarthe, L. 527, f° 81. — Le « Courrier patriote » du 7 mai dramatisait ainsi l'incident : « Un inconnu se présente au district, demande quelle peine la loi prononce contre les prêtres qui s'étaient soustraits à la déportation qu'ils avaient méritée. « La mort ! » lui répond-on. — « Eh bien ! guillotinez-moi, reprend le coupable, je suis prêtre et je n'ai pas satisfait à la Loi... » — Dôm Piolin (« L'église du Mans durant la Révolution » II, p. 275)

Trop prudents pour se compromettre par une décision hâtive, surtout devant un aveu si étrange, les Administrateurs en référent immédiatement au Comité de surveillance, qui, sans pitié, envoie « l'inconnu » coucher dans les infects cachots de la Maison de Justice (1), près de son confrère Pierre-Jacques Bodereau, vicaire au Pré, écroué le 24 avril. Coïncidence regrettable, car le cas de Bodereau allait être l'occasion de constituer le 7 mai le jury militaire prévu par la loi du 18 mars, et dès le lendemain, le tribunal appelait à sa barre les deux prêtres inculpés (2).

De suite il ajournait l'affaire Rousseau, mais condamnait à mort le vicaire du Pré, qui tombait inévitablement sous les coups de l'article 2, comme insermenté pris en France. Le malheureux prêtre fut exécuté le 9 mai, vers 3 heures du soir, sur la place des Halles, en face de l'hôtel du Croissant (3).

La pression officielle ne fut pas étrangère à cette application rigoureuse de la nouvelle loi, car l'Administration départementale inclinait plutôt à la modération. En effet, inquiet de l'article 2 surtout, elle avait le 24 avril envoyé Viget, l'un des siens, demander au Ministre de la guerre « si on devait s'attacher strictement à la loi du 18 mars ». Quelques jours après, « les

ajoute encore à ce récit une note d'héroïsme qui ne cadre guère avec le tempérament et les actes de Rousseau, tels qu'ils nous sont connus plus exactement par les pièces de son dossier. Sa demande formelle d'entrer aux Ursulines détruit à elle seule l'affirmation que son zèle l'aurait porté à se renfermer dans les prisons pour secourir les prisonniers, tel Bodereau. Il semble bien, que Rousseau ait voulu surtout éviter la mort ; à coup sûr, il n'a point l'esprit d'aventure d'un Charles d'Herbelin, mais il a sur lui la supériorité d'une âme délicate.

(1) La « Maison de Justice », réédifiée en partie en 1760, est aujourd'hui l'Hôtel de Ville. Les prisons, restaurées en 1774, occupaient une partie de la place actuelle du Hallay. (Voir : Deschamps-la-Rivière : Les prisons du Mans sous l'ancien régime, dans le Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe, t. XLI).

(2) L. 379. La Commission militaire se composait du président Chauvel et de quatre membres. « N'ayant pas d'écrivain de place » elle prit pour secrétaire Barré greffier de la Municipalité du Mans.

(3) L. 379, dossier Bodereau, il est dit que l'exécution eut lieu « face à l'hôtel du Croissant ». Cette modeste auberge, ou « pendait pour enseigne *le Roi d'Espagne et le Croissant* », était située entre la rue actuelle de la Perle, dite alors de Saint-Denis, et la rue du Porc-Epic (la rue Dumas n'existait pas), à peu près sur l'emplacement actuel du café du Grand Balcon. Elle portait le n° de ville 2130 et appartenait à une famille Hervé. (voir Arch. de la S. 0/213, plan de la place des Halles en 1824, — A.9, f° 88 cens dus au Roi par l'auberge du Croissant, — Rôle des maisons du Mans, 1776, dans la collection Esnault).

Membres de la Convention en mission dans le département avaient donné les éclaircissements utiles », qu'on peut deviner par la condamnation de Bodereau.

L'Administration allait se trouver à nouveau dans l'embarras, et tous les Comités avec elle. Le cas de Rousseau n'était point banal et les législateurs trop pressés n'avaient pas prévu une casuistique aussi compliquée. Le décret visait les prêtres « arrêtés » : or Rousseau n'avait pas été pris, il s'était livré lui-même, — première difficulté. Le décret s'appliquait seulement aux insermentés : Rousseau n'était soumis qu'à un seul serment, celui de fidélité à la Constitution civile ; or comme vicaire il l'avait fait, comme instituteur il n'avait jamais été requis de le renouveler. Fallait-il donc le considérer comme sermenté ou non ? — deuxième difficulté. Le Comité de surveillance à qui la Commission militaire avait renvoyé le dossier, déclara le 20 mai son incompetence à décider (1), et le directoire du district après mûr examen, en séance du 23, plaidait les circonstances atténuantes, tout en décidant d'en référer au ministre de la justice (2). Aussi quand l'affaire vint en dernier ressort à l'Administration départementale, le 12 juin, elle eut été résolue dans un sens favorable au prévenu, si tous les membres avaient eu le courage de leur opinion, mais « plusieurs n'osèrent dire leur avis », et, pour en finir, le président écrivit à Paris (3). Ce fut la perte du pauvre abbé qui dut rester à la maison de justice.

Michel Rousseau avait trop de piété pour ne pas se résigner à cette détention injuste, malgré la fragilité d'une santé déjà compromise. Mais il n'était pas riche et, pour subvenir à ses besoins, se mit à faire des filets de pêcheurs, des sabots et des ouvrages d'agrément ; son adresse excellait surtout « à travailler des noyaux d'abricot pour en tirer de jolis affiquets servant à tenir l'aiguille à faire des bas ». « Ces joujoux — écrivait-il à sa cousine — c'est une marchandise dont on trouve aisément la défaite et dont on ne laisse pas de faire bon argent » ; c'était vrai au Mans et surtout du côté de Bellême, où des amis les achetaient comme

(1) L. 604 f° 32.

(2) L. 534 f° 29.

(3) L. 155 n° 2083.

souvenirs. « Hier, 2 octobre, dit une lettre, j'ai reçu les sabots. C'est un ouvrage fini, il est digne de l'ouvrier. Quand tu lui écriras, tu voudras bien lui dire que les commères le remercient et conserveront son ouvrage comme un précieux trésor. ».

Anne Liberge s'efforçait d'adoucir la captivité de son parent par ses visites, ses cadeaux, ses prévenances, et, trop souvent retenue à la maison par ses sept enfants, elle avait recours aux industries d'anciennes sœurs hospitalières de La Ferté-Bernard réfugiées à Bellême. L'une d'elle, par exemple, Marie Bellouin se charge le 19 septembre 1793 de porter une lettre à l'abbé, mais le moment n'est pas favorable, car depuis l'insurrection de Brûlon la discipline des prisons est resserrée. Elle doit se contenter de remettre le billet consolateur au concierge (1), qui lui rapporte cette réponse, dont on peut admirer dans l'autographe l'écriture fine, moulée, pleine de distinction : « Je me hâte de répondre à votre lettre du 13 courant, ma chère maman, je viens de la recevoir à l'instant par la voie de M. Bellouin à qui je n'ay pu parler, car depuis quelques jours on ne parle à personne. Je ne suis pourtant pas plus méchant qu'à l'ordinaire... »

Il n'était que timide ! Pourtant en automne, un vent de liberté, secouant les molleses, vint à souffler des régions de Sablé et Brûlon et à ouvrir mystérieusement les portes des prisons (2). Mais Rousseau resta paisiblement à la Maison de Justice et n'en sortit que le 10 décembre, les mains liées comme un criminel, quand les Républicains vers 5 heures du soir vidèrent à la hâte les prisons et emmenèrent pêle-mêle les détenus par la route de Savigné-l'Évêque..., tandis que les premiers cavaliers vendéens avec d'Autichamp débouchaient par la rue Saint-Dominique. Quelques minutes de retard, c'eût été la liberté ! (3).

(1) Guillaume-Jacques GUILBERT, installé le 10 octobre 1781. (Arch. de la S. B., 1036; Deschamps-la-Rivière : Les prisons du Mans sous l'Ancien Régime.) Ce même jour 19 septembre 1793, le Conseil général le casse et le remplace par Rochette. (L. 534, f° 87).

(2) Dans la séance du 18 frimaire II (8 décembre 1793) le Conseil général de la Sarthe déléguait ses membres Legoué et Labbé « pour examiner les différentes maisons d'arrêt du Mans et chercher les moyens les plus propres à prévenir les évasions qui ont eu lieu... » (L. 30, p. 773).

(3) L. 285. Jugement rendu contre Jeanne-Françoise Caillon, veuve de J.-B. Pierre-Louis de Renusson de la Borde, demeurant au Mans rue de la Comédie, accusée d'avoir pactisé avec les Vendéens lors de leur entrée au Mans,

Qu'advint il des prisonniers ? Leurs gardes furent-ils plus courageux que ces « jeunes gens de la campagne, tout interdits » qui se sauvaient « à qui mieux mieux », abandonnant aux Vendéens les femmes enfermées aux Ursulines ? Quoi qu'il en soit, après la tourmente, Garnier de Saintes ordonnait aux « ci-devant détenus de réintégrer dans les vingt-quatre heures leurs prisons respectives (1). »

Docilement Michel Rousseau revint à son cachot qui somme toute, pour lui, valait mieux à cette heure que la vie d'aventure (2). La surveillance n'y était pas terrible, avec ce brave concierge de Rochette qui acceptait les prisonniers à sa table, et les murs n'étaient pas si solides qu'on ne pût facilement les percer. Ce fut même le gros souci du nouveau concierge, Ambroise Turpin, depuis qu'il surprit un soir cinq de ses clients occupés sans façon à démolir un mur : « le coup est manqué, dirent-ils en riant, eh bien ! nous recommencerons ! » D'ailleurs il aurait eu tort de trop vanter sa vigilance, car il ne fermait pas toujours les portes et confiait négligemment ses clefs au premier venu. Aussi las de son sort, Lunel en profite le vendredi 15 février 1794 à la tombée de la nuit : brusquement il arracha des mains d'un guichetier d'occasion le trousseau de clefs qu'il connaissait bien pour l'avoir plus d'une fois aperçu « derrière un miroir » dans la chambre du concierge, passe de la grande cour où il était dans la petite en fermant à clef derrière lui toutes les portes, pénètre dans la salle d'audience éclairée comme pour lui, descend l'escalier du Palais sur les marches duquel il laisse poliment le trousseau, et, l'âme tout à fait tranquille, sort par la place Saint-Pierre. Pendant onze jours il se donne le plaisir de parcourir la ville jusqu'à ce qu'il soit repris dans la rue Dorée et réintégré dans son cachot où

10 décembre 1793. — Elle indiqua aux Vendéens « le chemin que les patriotes avaient pris, en leur disant : Allez vite, ils emmènent de braves gens qui ont donné leurs biens aux pauvres, en parlant de prêtres réfractaires et de suspects, des respectables de 70 ans liés avec des cordes comme des criminels. » — Voir L. 286, l'occupation du Palais de Justice par les Vendéens et le pillage des Archives. — Chardon : Les Vendéens dans la Sarthe, I, p. 349.

(1) L. 30. — Lettre du 27 frim. II (17 déc. 93) datée d'Alençon.

(2) Les registres d'écrou de la Maison de Justice mentionnent M. Rousseau « sorti le 10 frimaire (10 déc. 1793) et rentré *volontairement* le 28 frimaire (18 décembre).

il retrouve l'attendant patiemment, ses compagnons de captivité, Rousseau, Lecomte et d'autres (1).

Après un an de captivité, M. Rousseau est enfin traduit devant le Tribunal Criminel du Mans le 21 avril 1794; il retrace brièvement sa vie, met en évidence sa prestation de serment « inscrit sur les registres du Bizot où il est facile d'en prendre copie » et affirme que « non-seulement il n'a point rétracté, mais n'y a même pas songé. » C'est peine perdue; il est bien obligé d'avouer qu'il a joint à son serment des explications qui le rendent nul, et le jury, ayant en main une copie authentique de ce serment, envoyée par la Municipalité de Montbizot, doit juger sur cette pièce. Il n'y a aucun doute : Rousseau est « jnsermenté ».

Mais alors est-ce la mort?.. Le Tribunal écarte la loi du 18 mars 1793 parce que le prévenu s'est livré lui-même, et les décrets des 29-30 vendémiaire an II (20-21 octobre 1793) auxquels il n'a pu se soumettre puisqu'il était en prison; il ne retient donc que la loi du 26 août 1792 et en conséquence le condamne à être déporté à la Guyanne.

Rousseau quitte la Maison de justice du Mans le 17 mai 1794 pour être conduit de brigade en brigade, par la gendarmerie nationale, vers le port de Rochefort.

*
* *

Le Comité de surveillance de la Ferté-Bernard n'avait pas perdu son temps : en quelques heures il avait réuni et expédié un dossier de 27 pièces à Garnier de Saintes, 'qui d'instinct flairant un complot contre la République ordonnait le 12 avril 1794 de transférer le jour même au Mans la femme Georget, « pour y être jugée révolutionnairement ». La croyait-il donc si coupable ? non, sans doute, car aux prétentions de l'accusateur public, Varossum, qui le 22 voulait traduire immédiatement l'inculpée au tribunal révolutionnaire de Paris (2), le Représentant opposait que « son

(1) Archives du Palais de Justice : « procès d'Ambroise Turpin, concierge de la Maison de Justice », nommé le 27 pluviôse II, à la mort de Rochette.

(2) D'après le décret de la Convention, en date du 27 germinal (16 avril 1794) « les prévenus de conspiration seront traduits de tous les points de la République au Tribunal révolutionnaire à Paris », la femme Georget « inculpée de

délit ne paraissait pas avoir les caractères de ces conspirations dont parle la loi » ; le tribunal du Mans déjà nanti de l'affaire achèverait le procès (1).

A vrai dire, Anne Liberge servirait d'otage et de victime : sur elle, pauvre femme du peuple, on allait se venger d'une piteuse aventure et par elle essayer de découvrir la retraite de l'audacieux fugitif, puisqu'il ne faisait plus de doute pour personne que « ce Chesnel était le même personnage que d'Herbelin qui a demeuré un mois chez ladite Liberge et que la preuve de ce fait résulte du signalement même donné par Chesnel qui est fidèlement celui de d'Herbelin... »

L'interrogatoire du 24 avril ne met que trop en relief l'unique préoccupation du Tribunal, mais aux astucieuses questions, l'inculpée ne cesse d'opposer sa bonne foi peut-être surprise et sa franchise pleine de fierté.

Que lui reproche-t-on ? D'avoir au début pris comme pensionnaire un prêtre et ex-noble, ce qu'elle n'a pas dû faire sans de vives recommandations, à un moment critique de restriction ? Mais chaque jour, répond-elle, nous prenions des étrangers soit comme pensionnaires, soit comme apprentis, pourquoi donc aurions-nous refusé d'Herbelin dont le passeport venait d'être visé par le Comité de surveillance de La Ferté ? La disette n'était pas un obstacle si sérieux, « le pain étant moins rare à La Ferté qu'en plusieurs endroits ».

Soit ! Mais peut-elle nier qu'elle ait favorisé l'évasion ? Oui, elle le nie énergiquement : est-ce sa faute si le prisonnier a tiré bon parti des objets que sa compassion naturelle lui avait procurés sur l'avis favorable du Comité ?

Et qu'on ne vienne pas suspecter son honneur ni sa loyauté, parce qu'elle a reçu la lettre de Chesnel ! Elle a fait ce qui était

s'être prêtée de la manière la plus criminelle à des mesures de trahison contre son pays, devait être jugée à Paris. » (Lettre de Varossum à Garnier de Saintes.

(1) Par lettre du 12 germinal II (1^{er} avril 1794), Garnier de Saintes avait autorisé le Tribunal Criminel du Mans « à juger révolutionnairement tous les délits relatifs à la sûreté générale de l'Etat et tous autres qui seraient hors de la classe des délits particuliers, à l'exception seulement des délits qui tiennent directement ou indirectement à la conjuration découverte dans la commune du Mans relative à l'avilissement et à la dissolution de la Convention... » (L. 287).

courant : un inconnu des environs de Bellême lui apporte une lettre à envoyer à Poitiers, elle ne voit là qu'un service de plus à rendre, et sans plus de réflexion elle transcrit de sa plus belle écriture l'adresse de Collière, en y joignant celle de son mari pour la réponse. Comme elle a l'habitude de recevoir et de faire la correspondance de la maison, de quoi son mari cette fois pourrait-il s'offenser ?

« Cependant n'a-t-elle pas l'habitude d'entretenir des correspondances avec des personnes suspectes ? » Mille fois non, « sa maison n'est pas un refuge de suspects. Ayant sept enfants et une maison, elle a assez de quoi s'occuper sans s'entretenir de choses étrangères. » En vain, l'on dépose sur le bureau sa correspondance avec l'abbé Rousseau, jugé et condamné trois jours auparavant ; elle n'a point à rougir d'être sa parente et de lui avoir fait du bien.

La calme énergie d'Anne Liberge réfutant chaque accusation, ne fait pas l'affaire du Tribunal qui, à cause de Charles d'Herbelin, a décidé de sévir. Impuissant tout de même à la convaincre d'« avoir favorisé l'évasion, d'avoir recélé ensuite et d'avoir concerté des manœuvres perfides de trahison contre la République », il retient ses « liaisons et correspondances avec les ennemis dont elle est du nombre » et, surtout « pour avoir aidé Herbelin sous le faux nom de Chesnel à obtenir un passeport », il la condamne « à être détenue jusqu'à la paix, à avoir ses propriétés séquestrées et ensuite bannie à perpétuité. »

Injuste sentence, mais plus encore maladroite conclusion d'un incident héroï-comique ! D'une brave femme on va faire une révoltée et une passionnée qui, pas plus que d'Herbelin, n'acceptera la République et ses prisons.

(A suivre).

Ch. GIRAULT.

LA PAROISSE DE DOUCELLES

D'APRÈS SES COMPTES DE FABRIQUE (1)

I.

Par une bonne fortune rare autant qu'heureuse, les comptes de la fabrique paroissiale de Saint-Martin de Doucelles (2) antérieurs à la Révolution se sont conservés jusqu'à nos jours, sans lacunes par trop considérables (3). Les plus anciens remontent à l'année 1444 ; les plus récents s'arrêtent à 1786. Divisés en deux parts, d'inégale importance, ils se trouvent actuellement en deux collections particulières où nous les avons consultés à loisir. Cela nous a permis d'étudier une fois de plus et dans le détail comment fonctionnait, sous l'ancien régime, ce rouage administratif, la fabrique ; quel en était l'agent ; qui le choisissait ; quels en étaient les pouvoirs ; de quelles ressources il disposait ; comment, au cours des temps, ces ressources et ces pouvoirs se sont modifiés. De tout cela nous offrirons la preuve dans la présente étude.

Créée à telle époque reculée que l'on ne saurait préciser, la paroisse de Doucelles, placée sous le patronage de saint Martin, avait vu, comme à peu près partout, l'église où se groupaient les fidèles, et les revenus ou redevances dont celle-ci avait été dotée,

(1) Notre regretté collègue M. le chanoine Froger, décédé au Mans le 7 mars 1918, a laissé un certain nombre d'études inédites dont voici la plus importante. Sa notice biographique a été publiée par M. le chanoine Desvignes dans la *Semaine du Fidèle* du 13 avril 1918. [N. D. L. R.]

(2) Doucelles, commune et paroisse du canton et du doyenné de Beaumont-sur-Sarthe.

(3) La plus importante de ces lacunes porte sur les comptes qui ont dû être rendus, de 1556 à 1589, par divers fabriciens et dont nous n'avons pas retrouvé trace.

passer, au cours du ix^e ou du x^e siècle, aux mains de séculiers qui les percevaient, les léguaient, en trafiquaient, comme ils eussent fait de toute autre propriété. Un moment vint où les détenteurs de ces biens éprouvèrent des scrupules de les posséder, et, entre les années 1047 et 1065, Hervé de Doucelles à qui ils appartenaient en partie, désireux qu'il était d'obtenir par là le pardon des fautes par lui commises, céda au monastère bénédictin de Saint-Vincent du Mans la part qu'il en possédait (1). Vers 1080, Foulques de Montfaucon fit, de son côté, abandon au même monastère des droits qu'il avait perçus jusque-là sur l'autel de la même église. Après qu'il fut mort, sa veuve, Maximille, et ses enfants, pour que les moines célébrent, chaque année, le service anniversaire de leur père, confirmèrent la donation que ce dernier avait faite de son vivant, déclarant se dessaisir eux-mêmes de tout ce qu'ils auraient pu réclamer (2).

On ne saurait, non plus que pour les autres paroisses du diocèse, déterminer à quelle date précise cette église dont la propriété avait été transférée à l'abbaye Saint-Vincent du Mans fut abandonnée par celle-ci aux paroissiens de Doucelles. C'est une question qui n'a pas été encore résolue de savoir l'époque exacte où se constituèrent les fabriques ou administrations paroissiales. Il semble bien que dès le xiii^e siècle il y eut, ici ou là, plus tôt dans les villes, plus tardivement dans les campagnes (3), mais sans que cela se généralisât, un organe administratif, permettant aux habitants des paroisses de gérer eux-mêmes les intérêts de l'église où ils remplissaient leurs devoirs religieux. J'ai eu déjà l'occasion de l'observer (4), un tel état de choses devait être encore exceptionnel, quand, au début du xiv^e siècle, la royauté, exigeant de tous

(1) Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, publié par MM. Rob. Charles et S. Menjot d'Elbenne, in-4°, chartes 535 et 536.

(2) *Id.* charte n° 538.

(3) Il est fait mention de la fabrique de l'église de Ségrie (paroisse du doyenné de Beaumont) dans une charte de l'an 1228, publiée dans le *Liber albus capituli*, in-4°, p. 136, n° CCXXXI. On sait aussi qu'il y avait un tel établissement à Saint-Léonard-des-Bois, doyenné de Fresnay, en 1268. Cf. *Province du Maine*, t. XI, p. 312. Voir aussi pour La Flèche, t. X, p. 346.

(4) Cf. L. FROGER, *De l'organisation et de l'administration des fabriques, avant 1789, au diocèse du Mans*, *Revue des Questions historiques*, n° d'avril 1898, et tirage à part.

les établissements ecclésiastiques une contribution spéciale, celle qu'ils acquittaient chaque fois que des biens-fonds leur étaient attribués, ne la réclamait point des fabriques de paroisse. C'est en 1367 seulement que celles-ci, rentrant dans le droit commun, durent solder le droit de mainmorte. Il me paraît évident que le pouvoir séculier, en l'espèce la royauté, l'aurait exigé plus vite et plus tôt s'il eût rencontré partout la fabrique paroissiale.

On ne peut donc indiquer le moment où celle-ci se forma à Doucelles (1). Lorsque nous trouvons en fonction celui qui en était le mandataire, c'est-à-dire le procureur ou fabricant, vers le milieu du xv^e siècle, cet agent est déjà élu et nommé par les notables, par « la majeure et plus saine partie de la paroisse ». Il a en main le maniement des ressources dont cet établissement a été pourvu ou que certaines coutumes de la localité lui assurent. Avant d'indiquer quel usage il en faisait, il nous a semblé nécessaire de rechercher en quoi consistaient ces ressources; comment, au cours des âges, elles se sont modifiées et transformées, et enfin quelle en a été l'importance.

On les peut grouper sous ces deux rubriques, et c'est ainsi que nous les trouvons tout d'abord classées : Recettes ordinaires et Recettes extraordinaires. Les premières, et ce sont, en somme, les moins considérables, comprenaient le revenu des biens-fonds dont la fabrique avait été avantagée et les rentes qui lui étaient servies par les détenteurs d'immeubles sur lesquels ces rentes étaient assises. C'est par exception que l'origine de ces rentes et de ces revenus nous est connue (2). Cependant, dans le plus ancien compte qui nous soit parvenu, celui de 1444, nous relevons la mention suivante : « Item, oultre fait mention led. procureur que led. feu Maurice (de Lespinay) lessa à lad. fabrice héritalement une pièce de terre contenant cinq boesselées semence ou

(1) Ce que nous connaissons de l'histoire de la paroisse avant le xv^e siècle se réduit à ceci. En 1219, elle avait pour curé Robert de Nozé; en 1290, James ou Jacques de Croeio, auquel, en l'année précitée, Robert Malerbe et son épouse, de Doucelles, vendent une rente annuelle de trois deniers mançais; en 1306, messire James; en 1400, Geoffroy Sougé; en 1456, Thomas Caillard.

(2) Un inventaire des Titres de la fabrique, dressé en 1786, mentionne la donation de quinze journaux de terre, sis sur le lieu de Souffalos, faite le 26 août 1420, à l'effet d'aider aux réparations de l'église de Doucelles, donation faite par le testament de Jean Chauvel.

environ, située en la paroisse da Cherancé, ou fié Jamet Chauvel coustéant les terres du curé de Vivoing. »

Un inventaire des titres de la fabrique, dressé au xvii^e siècle, signale, d'après une reconnaissance en date du 27 janvier 1459 (n.s.), un autre legs portant donation à la même fabrique de cinq journaux de terre à prendre sur la métairie de la Bretesche, en Cherancé.

Telle qu'elle existait au milieu du xv^e siècle, nous retrouvons cette dotation au xvi^e et au xvii^e siècle. Serait-ce donc que la foi des fidèles n'était plus assez vive pour les amener à l'accroître et à l'augmenter? Nous pensons plutôt que leur aisance, par suite des désastres de la guerre de Cent Ans, s'était très amoindrie, mais ils ne cessèrent pas pour cela, quoique dans des proportions plus restreintes et par des moyens différents, de subvenir aux besoins de leur église. Leurs oblations, soit en nature, soit en espèces monnoyées, constituaient ce que le fabricien nommait les recettes extraordinaires.

Doucelles est une paroisse rurale, ne le perdons pas de vue. Voilà pourquoi, en 1463, le fabricien fait état « d'ung aigneau donné à lad. fabrice que led. procureur a vendu au plus offrant, et en a receu la somme de cinq solz six deniers ». En 1471, Thiennot Landron offre seize boisseaux de froment et Jehan Tuffet seize boisseaux d'orge qui, vendus à ban d'église, sont achetés pour une somme de soixante-dix sols. En 1482, « pour un aigneau vendu par led. procureur, qui avoit esté offert et donné au profit de la fabrice par Guillaume Chrestien », celle-ci touche la somme de deux sols quatre deniers. Elle reçoit des brebis qu'elle place chez des métayers de la localité, lesquels partagent par moitié les profits que procurent ces bêtes, qu'elles soient mises en vente, ou qu'on tire simplement parti de leur toison.

En 1465, le fabricien déclare avoir « receu de Guillaume Michel pour ung pourceau que Perrot, de la Tousche, avoit donné à l'église, lequel il avoit acheté, la somme de cinq solz ».

Ce sont là des largesses individuelles et qui n'avaient rien de régulier. Ce n'est pas le cas des offrandes qui se renouvelaient, chaque année, lors de l'anniversaire des deux fêtes de saint Blaise et de saint Célerin, ou Cénéric, célébrées, la première le 3 février,

la seconde le 7 mai. C'est en 1482 que nous voyons mentionner pour la première fois ces recettes, et sous cette forme : « Pour les reliques du jour Saint Cenerin, trois sols quatre deniers. » En 1515, le procureur est plus explicite : « Des reliques, fut receu le jour saint Blaise mil cinq cent quinze, argent, laine et œufs, vendus six sols tournois, et le lart, vendu onze sols six deniers »... « Des reliques le jour saint Celerin, la première qui fut mil cinq cent quinze, receipt le procureur, en argent et œufs vendus et laine, en tout la somme de cinq sols. » Cet usage se maintint durant tout le xvi^e siècle, mais en s'affaiblissant peu à peu. On le retrouve encore au début du xvii^e siècle. En 1606, le fabricien se « charge de la somme de deux sols pour les offrandes du jour et feste saint Celerin ». C'est la dernière fois qu'il le mentionne. La même année il accuse : « pour la viande et laine donnés et présentés à la dicte église, durant les dictes deux années (1605 et 1606) aux jours saint Blaise, cinquante ung sols ». En 1613, « la laine, dit-il, qui fut donnée le jour de saint Blaise fut vendue neuf sols à Gervais Vaugarin, et le lard fut vendu quinze sols à Jean Desilles ». Les comptes des années 1653-1657 ne font plus état de ces oblations que nous voyons encore enregistrées en 1641. C'est donc vers le milieu du xvii^e siècle que cette coutume disparut.

Il y en eut une autre, de même nature, qui se prolongea moins longtemps. Durant une courte période, de 1484 à 1517, les habitants de Doucelles s'offrirent d'eux-mêmes à prélever sur l'ensemble de leurs récoltes, au moment où ils les engrangeaient, un nombre, non déterminé et facultatif pour chacun, de gerbes que le fabricien faisait battre et dont le produit servait à couvrir les frais du cierge pascal.

Il y avait dans l'église une « bouecte » ou tronc où les fidèles, selon qu'ils en avaient les moyens ou qu'ils s'y sentaient plus ou moins inclinés, déposaient des offrandes en argent. Pour ces trois années, de Pâques 1464 à Pâques 1467, on y recueillit huit sols six deniers. A mesure que les espèces monnoyées se faisaient moins rares, elles devenaient plus abondantes dans la « bouecte ». Aussi prennent-elles une certaine importance au xvii^e siècle.

Sans avoir rien de fixe quant à la quotité, ces divers revenus

pouvaient être d'avance escomptés par le procureur. Ce que l'on peut, au contraire, tenir pour exceptionnel, ce sont les quêtes que, au xv^e siècle, ce même agent, autorisé qu'il y était par l'évêque, faisait lui-même ou faisait faire dans sa paroisse ou dans les paroisses voisines, en vue des réparations urgentes dont l'église avait besoin. En 1466, il déclare avoir reçu « de Julien Leprestre qui avoit fait la queste du pardon que monsieur l'evesque du Mans avoit donné à la réparation de l'église, xvii s. »... « Item, dudit Julien, sur la queste dudit pardon, le procureur a receu xv bouesseaux de froment. » Lui-même, cette même année, avait « receu de vendicion de chambre qu'il avoit eu sur la queste du pardon... la somme de iiii sols ii deniers... Il fist la queste en la paroisse de Cherancé et en receut le nombre de quatre bouesseaux de froment ». De même encore à Vivoin. « Il poie à ung religieux cordelier qui aloit prescher en plusieurs lieux, pour recommander le fait et la décadence de lad. église de Doucelles, ès lieux où il prescheroit, ii sols ii deniers. »

Quelle que fût la générosité des fidèles ainsi sollicités, jamais leurs aumônes, lorsque quelque dépense extraordinaire s'imposait à la fabrique, n'auraient su en couvrir les frais. Il fallait alors avoir recours à d'autres procédés. Sur la requête du fabricien, l'autorité religieuse, c'est-à-dire l'évêque, par lui-même ou par ses délégués, l'autorisait à lever sur l'ensemble des paroissiens une véritable contribution, « ung taux », répartie sur chaque famille, au prorata de sa fortune présumée.

C'est au xv^e siècle seulement que nous constatons la levée du « taux ». Pour en apprécier l'importance, il suffira d'observer que, de sept livres seize sols, montant des recettes en 1465, celles-ci s'élevèrent à vingt-huit livres six sols en 1466, année où un premier taux fut établi. Encore n'avait-il pas été payé tout entier, et le fabricien signale aux habitants, quand il leur rend ses comptes, ce qui lui en est encore dû.

On en leva un second, en 1468, sur lequel il restait encore diverses sommes à payer en 1469. Des mesures de rigueur furent prises, qui contraignirent les récalcitrants à acquitter leur dette. Il fallut en venir à de pareilles extrémités quand, en 1471, un troisième taux ayant été établi, le fabricien voulut le

percevoir dans son intégralité (1). Les difficultés que l'on y rencontra furent peut-être la cause pour laquelle, à partir de cette époque, on ne renouvela plus semblable tentative.

C'est encore parmi les « parties casuelles », pour parler comme le procureur, qu'il faut ranger le droit fixe que soldaient les parents des personnes décédées, inhumées dans l'église, droit qui, d'abord fixé à dix sols (2), fut élevé ensuite à vingt-cinq.

Partie casuelle encore que le prix produit par la vente des fruits ou des arbres morts du cimetière, et de celle des objets tombés hors d'usage ou devenus inutiles.

Partie casuelle toujours, certains legs provenant de dispositions prises de leur vivant par des fidèles venant à décéder, qu'ils fussent, ou non, de la paroisse ; et encore le droit que l'on acquittait quand on voulait faire recommander quelque défunt de sa famille au prône de la messe paroissiale.

Au XVII^e siècle spécialement, certains habitants plus zélés venaient en aide discrètement à la fabrique. Ainsi, en 1617, observe le procureur, « quelques gens de bien ont donné soixante sols pour fondre la cloche ». Et, la même année, « une personne dévote a donné 12 s. ». Il lui arrivait même, mais ceci était tout à fait exceptionnel, d'enregistrer un legs important destiné à l'achat d'un objet déterminé. Ainsi, en 1608, il déclare avoir encaissé « la somme de quatre-vingt-quinze livres tournois, de Christoffe Geslain, de Beaumont, pour une lottye de terre à luy vendue à la bannie, à yssue de grand messe, comme au plus offrant et dernier enchérisseur, quelle lottye fut donnée par deffunct de bonne mémoire maître François Billard, vivant pbre et curé dudict Doucelles, à la charge des deniers provenant d'ycelle les

(1) « Item led. procureur a poié pour une amonicion impetrée du doyen sur plusieurs qui devoient leur impoust du taux l'église, pour ce, XX d. ; et par icelle amonicion, il a fait ammonester les personnes convenues en icelles qui estoient reffusant de poier, pour les faire audiencer, il a poié II d., X deniers à son conseil, et en sa despence, VIII d., qui sont en somme toute, XX d. »

(2) « De Marquet, héritier de feu Jehan Regniez qui fut ensépulturé en l'église de Doucelles a esté receu par led. procureur pour le droit de la fabrice de lad. sépulture, X s. ; et oultre iceulx X s., doit led. Marquet acheter ung cent de carreau à pavez et le faire employer au pavement de l'église et faire paver la fousse feu son père, le tout à ses despens et par appointment fait o luy, et pour ce, X s. » Comptes de Jehan Coulée, 1482-84.

employer à acheter des ornemens pour servir à ladite église dudict Doucelles (1) ».

Au XVIII^e siècle, une redevance nouvelle s'ajouta à celles que nous avons mentionnées précédemment, le droit qu'acquittaient annuellement ceux des paroissiens qui, à leurs frais, avaient établi dans l'église un banc sur lequel ils pouvaient s'asseoir pendant les offices (2). Celà, tout d'abord, fut de petit rapport, car la majorité des fidèles continuait de se tenir debout ou à genoux sur un pavage soigneusement entretenu et sur lequel, à deux grandes fêtes de l'année, une épaisse jonchée de paille était jetée, que devait gratuitement fournir la grange dimeresse de la cure de Doucelles (3).

Si du XV^e au XVIII^e siècle la provenance de ces diverses ressources ne fut pas toujours la même, à plus forte raison leur valeur, plutôt absolue que relative, a notablement varié. En 1464, les recettes totales ne dépassaient pas sept livres quatre sols dix deniers, plus quatre livres de cire. De 1479 à 1482, le procureur encaissa vingt-neuf livres un sol onze deniers, ce qui suppose un revenu annuel de neuf livres treize sols. De 1517 à 1522, il reçoit soixante-seize livres deux sols neuf deniers, soit une moyenne d'environ quinze livres par an. En 1552-53, il perçoit seulement treize livres douze sols. De 1589 à 1598, la recette totale s'élève à cent quatre-vingt-huit livres trois sols trois deniers, ce qui donne une moyenne d'environ vingt livres par an. Elle monte à vingt-six livres en 1606 ; à trente-trois livres pour la période qui s'étend de 1613 à 1630 ; à quarante-neuf livres, par an, de 1653 à 1657. Les revenus redescendent à trente-neuf livres durant les années 1675 à 1677 ; ils remontent à quarante-sept livres de 1692 à 1696. Ils atteignent soixante-treize livres par an,

(1) Comptes de N. Voysins, procureur.

(2) C'est en 1733 que nous rencontrons pour la première fois mention de cette redevance, qui est acquittée alors par dix personnes, à raison de quinze ou de dix sols par an. Comptes de Jacque Charles. Les bancs furent loués pour la première fois aux enchères le 14 juillet 1775, à la requête du fabricien François Coistron.

(3) « Les paroissiens de Doucelles ont droict d'avoir et prendre en la grange dimeresse dud. lieu de la paille, à mettre en lad. église aux jours et festes de Toussaincts et de Noël, ce qui a esté faict en l'an de ce présent compte. » Comptes de Michel Robineau, 1556-58.

pour une période de sept ans, de 1733 à 1741. Pour les trois années 1769, 70, 71, ils s'élèvent à quatre cent dix-neuf livres quinze sols, soit, par an, cent trente-neuf livres.

De 1779 à 1780, le fabricien se reconnaît comptable vis-à-vis de ses commettants, pour ces deux années, de la somme de quatre cent douze livres quatorze sols, de laquelle il faut déduire quatre-vingt-huit livres huit sols, excédent du compte précédent. Cela ramène le revenu annuel à cent soixante-deux livres.

D'où venait cette progression ? On en doit reconnaître tout d'abord la cause dans l'élévation du taux du fermage des terres appartenant à la fabrique et qui ne cessa d'augmenter jusqu'à la fin de l'ancien régime (1). Puis, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le nombre des bancs fondés dans l'église étant devenu plus considérable, la redevance qu'en soldaient ceux qui les occupaient finit par procurer un revenu assez notable.

On se tromperait si, en face de ces chiffres, on supposait que la fabrique était, au XVIII^e siècle, plus riche qu'elle ne l'était au XV^e et au XVI^e siècle. Dans la réalité, par suite du haut pouvoir de l'argent à ces dernières époques, par suite aussi du bas prix de la main-d'œuvre, les quinze livres dont le procureur disposait de 1517 à 1522 ne le laissaient pas plus embarrassé pour pourvoir aux besoins ordinaires de la fabrique que ne l'était son successeur, qui, de 1733 à 1741, perçut, chaque année, soixante-treize livres. Il n'est pas nécessaire d'en fournir ici la preuve, et l'emploi qu'ils firent, l'un et l'autre, des fonds qui leur étaient confiés et dans le détail desquels nous aurons à entrer, nous prouvera que, sauf dépenses imprévues, le budget du fabricien était généralement en équilibre, que les recettes fussent, suivant les temps, plus ou moins considérables.

Ce fabricien, choisi et élu, en droit, par l'universalité des paroissiens, l'était, en fait, par une minorité peu importante, par les notables de la localité, par ceux que l'on nommait récemment

(1) Nous avons pu nous en rendre un compte exact pour la paroisse toute voisine de Congé-sur-Orne, où nous voyons une terre, celle de la Tirouillère, louée, en 1470, trente-six sols, rapporter, en 1493, six livres ; en 1569, trente livres ; en 1773, soixante-cinq livres. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XXXIX, p. 285-286.

encore les plus imposés. Ils nommaient habituellement l'un d'entre eux, cultivant une terre, comme la plupart le faisaient, ou exceptionnellement soit un maître ouvrier, serrurier ou charpentier, soit même, comme cela arriva dans la première moitié du xvii^e siècle, le curé de la paroisse, et, après lui, un prêtre habitué de la même localité, ce dont ils n'eurent pas à se repentir. Le mandat qu'ils conféraient à leur élu lui était confié pour un laps de temps plus ou moins considérable, parfois un an, le plus souvent, de trois à neuf années. Comme ils se connaissaient tous intimement, ils ne prenaient pas la peine, confiants qu'ils étaient dans la loyauté de celui qu'ils avaient choisi, de lui faire signifier sa nomination par un acte notarié, comme cela avait lieu ordinairement, et c'est durant la seconde moitié du xvii^e siècle que cette mesure fut prise à Doucelles.

Les pouvoirs dont le fabricien était investi, beaucoup plus étendus au xv^e et au xvi^e siècle, se restreignirent, dès le début du xvii^e, aux intérêts strictement religieux de la paroisse. Jusque-là, à moins qu'il ne s'agît de la levée des impôts, ce dont étaient chargés les collecteurs, c'était au procureur de fabrique de pourvoir à tous les besoins de la localité. C'est par lui que le pouvoir civil prenait contact avec les habitants, tandis que, à partir du xvii^e siècle, quand l'institution des procureurs syndics se généralisa, ce fut par ces derniers que la royauté communiqua avec les contribuables. On ne connaissait d'abord que la paroisse ; il y eut ensuite paroisse et communauté d'habitants, la première, administrée par le fabricien ; la seconde, par le syndic.

Il incombait au fabricien, dans la mesure où les fonds dont il disposait l'en rendaient capable, de venir en aide à toutes les misères matérielles (1). On ne voit pas cependant qu'à Doucelles il en ait assisté d'autres que celles du lépreux ou du ladre. Il y avait eu jadis, en cette localité, comme en maintes autres, un abri où ce misérable, isolé du reste de la population, achevait péniblement ses jours. Mais comme, avec le temps, ce refuge

(1) Cf. sur cette question les deux études suivantes : L. FROGER, *La paroisse de Congé-sur-Orne* dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XXXIX, p. 288, et *La paroisse de Fyé en 1586*, même *Revue*, t. LI, p. 221-222.

était resté inoccupé faute de malades, on s'était résolu à l'aliéner. Or, à ce moment-là même, en 1464, un cas isolé se produisait, et celui qui était atteint, fort de ses droits, « le fils au Roier », assignait devant l'autorité ecclésiastique, compétente à ce point de vue, le fabricien auquel il demandait le vivre et le couvert. Le malade alla au Mans et, après épreuve, fut reconnu contaminé. On eût dû, à ce moment, lui fournir, avec une pension, un gîte, les vêtements et les objets qui, désignant le misérable aux passants, les en tenait, du même coup, écartés. C'est ainsi que l'on avait agi, dans une pareille circonstance, à Juillé (1), paroisse voisine de Doucelles. Dans cette dernière localité, on trouva plus expédient de transiger avec le lépreux, et, sans crainte de la contagion, un habitant du lieu, Ambroise Trouvé, s'engagea à le garder chez lui et à l'y soigner. On devait, en retour, lui allouer, chaque année, une somme de vingt sous et une charge de froment, soit huit boisseaux.

Cela ne laissait pas de grever lourdement le budget d'une fabrique dont les revenus ordinaires, on l'a vu plus haut, n'atteignaient pas huit livres par an. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner si l'on mit un certain retard à solder la pension du lépreux. Son hôte réclama et eut raison contre le fabricien. La leçon profita peu à ce dernier, qui, mandé à deux reprises devant l'officialité diocésaine, une première fois à Marolles-les-Braults, une seconde au Mans (2), y fut condamné, en 1465, à payer au lépreux la somme qui lui avait été promise et qui en 1468 s'élevait à trente sols.

Ces délais et ces lenteurs lassèrent probablement l'habitant de Doucelles qui hébergeait le ladre. Aussi, ce dernier, en 1471, fit-il sommation à la fabrique d'avoir à lui fournir, outre sa pension qui était alors de trente sols, un logis où il pût se tenir. Il y acheva sa triste existence, probablement en 1472 ; du moins, à

(1) Cf. L. FRÖGER, *De la condition des lépreux dans le Maine au xv^e et au xvi^e siècle*, dans la *Revue historique*, octobre 1899, et tirage à part, p. 18.

(2) « Item, il met pour deux journées qu'il a esté, tant d'aller que revenir, au Mans au moys de décembre (1465) quant le ladre le fist citer pour lad. paroisse, pour chacune journée, XX d. qui valent en somme totale III s. III d. ; item, pour une autre journée qu'il fut au Mans, à la court de l'official pour lesd. paroissiens contre led. ladre oud. moys de décembre, il y met XX d. II. »

partir de cette année, il n'est plus fait mention du misérable dans les comptes du procureur.

C'est à celui-ci qu'il revenait, et cette charge, pour être accidentelle, n'en était pas moins des plus fâcheuses, de choisir le franc archer et de le conduire aux montres ou revues où les officiers royaux, en l'espèce les élus, contrôlaient le choix des sujets et les formaient aux exercices militaires, s'ils les y trouvaient aptes. Il les accompagne ainsi à Beaumont-le-Vicomte, au Mans, à Sillé-le-Guillaume, à René, en 1465.

Chaque fois que l'autorité royale le trouvait bon, elle pouvait s'assurer des legs en biens-fonds dont la fabrique avait été avantagée, depuis la dernière vérification qui en avait été faite. Le procureur en devait rendre compte. Un sergent le cita à cet effet, en 1465 et en 1466, puis de nouveau en 1479.

Tous les ans, il allait aux sièges des seigneuries locales solder la redevance minime que devait la fabrique pour le cens des terres que cet établissement possédait (1).

C'est lui encore qui, pour l'impôt de la gabelle, s'abouchait avec les officiers du grenier à sel d'Alençon, d'où cette denrée était apportée aux habitants de Doucelles, afin, par composition amiable, d'obtenir que la quotité en fût diminuée, ce qui allégeait d'autant les charges de ses commettants.

C'est à lui que s'adressaient les élus de la ville du Mans pour en obtenir, en 1554, des renseignements précis sur le nombre et la valeur des fiefs situés sur la paroisse.

En 1552, il avait été mandé dans la même ville pour déclarer de quels objets, mobiliers ou immobiliers, la fabrique était propriétaire, en vue du prélèvement d'une taxe spéciale dite « des clochers », et qui était exigée par le roi de France pour subvenir aux frais de la guerre dans laquelle il était engagé. Cet impôt s'éleva pour Doucelles à la somme de trente livres, c'est-à-dire une fois et demi le montant total des revenus, qui, à cette époque, ne dépassaient pas vingt livres.

Il dut, cinq ans plus tard, sur l'ordre que lui en donnèrent les

(1) Ces seigneuries étaient spécialement celles de Grandchamp et de Courteilles-de-Maule (aujourd'hui Sérillac).

paroissiens, en 1557 par conséquent, acquitter en plus, sur ces mêmes revenus, un autre impôt établi « pour la réparation des chemins », et qui aurait dû être soldé au moyen d'un taux réparti sur tous les contribuables au prorata de leur fortune présumée.

Si les comptes des années 1562-1589 nous avaient été conservés, nous y aurions sûrement retrouvé la trace des agissements du fabricien, quand, pour alléger le fardeau que faisaient porter sur ses commettants les incursions des bandes protestantes ou catholiques qui infestaient alors les campagnes, il s'appliquait, par des présents adroitement envoyés, à les écarter de sa paroisse. Il ne nous reste d'autre preuve de cette action que l'allocation accordée par le procureur à « Michel Fourmond, procureur du général » des habitants de Doucelles, lequel s'était rendu à Bonnétable pour obtenir que le prince de Conti retirât les troupes que celui-ci avait envoyées en leur localité.

On voit, en cette circonstance, apparaître, pour la première fois, l'agent qui, se substituant, pour les affaires séculières de la paroisse, au fabricien lequel les avait gérées jusque-là, le laissera désormais chargé uniquement des intérêts religieux de cette même paroisse et de l'entretien, tant de l'édifice religieux où les fidèles s'acquittaient de leurs devoirs de chrétiens, que du cimetière qui entourait l'église et où ils allaient dormir leur dernier sommeil. C'est en somme, d'ailleurs, à quoi avait toujours été consacrée la meilleure et plus notable partie des revenus de la fabrique.

II

En ces matières, comme en toutes les autres, le procureur n'avait pas ses coudées franches. Simple mandataire des habitants qui vérifiaient minutieusement ses comptes, jamais il ne se serait laissé aller à entreprendre quelque projet, qu'ils ne l'y eussent autorisé. Eux et lui, d'ailleurs, étaient gardés et surveillés par un dignitaire ecclésiastique et fréquemment par deux, le doyen de Beaumont (1) et l'archidiacre du grand archidiaconé du

(1) Ce doyen n'était pas le plus souvent le curé de Beaumont, la dignité étant conférée par l'évêque à tel curé du doyenné qui lui convenait.

Mans (1), lesquels passaient à Doucelles, le premier, tous les ans, le second, presque aussi fréquemment, s'y assurant dans quel état était l'église; si elle était pourvue du mobilier liturgique; si le cimetière était soigneusement entretenu. Ils percevaient, chaque fois, une rétribution que leur servait la fabrique, et qui, après avoir été de cinq sols au xv^e et au xvi^e siècle, monta ensuite à dix sols. On rétribuait également le clerc qui les accompagnait, et l'on nourrissait leurs montures (2), car il n'y avait pas alors d'autre moyen de communication. Ils laissaient entre les mains du fabricant une attestation de leur passage, et, chaque fois qu'ils le jugeaient nécessaire, ils lui indiquaient, par ce que l'on appelait alors « l'injonction », les travaux ou les acquisitions dont l'urgence leur était démontrée. Quelques-unes de ces feuilles légères se sont conservées, qui remontent à la moitié du xvi^e siècle. Nous reproduirons plus loin le texte original de l'une de ces « injonctions », afin de montrer en quels termes l'autorité religieuse communiquait avec les paroissiens.

Nous serions très surpris si ce n'était à la suite de l'une de ces prescriptions que le procureur fit exécuter, en 1444, ce qu'il relate ainsi dans ses comptes. En raison de la rareté de tels documents pour cette époque reculée, nous trouvons bon de les reproduire presque intégralement : « Et premièrement, en l'an IIII c. XLIIII, pour la façon d'une chapelle sur les fons, aux charpentiers qui ont fait ladite chapelle, xxx s. ; item, en vin de marché, II s. ; item, en achat de clou à faire ladite chapelle, xviii s. IIII d. ; item, en charroiz pour amener le bois et aultre chouse à faire ladite chapelle ; item, en despens de dix-huit hommes qui ont fait ladite chapelle, xiiii s. vi d. » Il y a tout lieu de croire que cette chapelle était en simple colombage, car on ne dit pas que les maçons y aient été employés. La même année, on édifia ce que nous supposons avoir été un retable, dont la dépense est

(1) « Item, quand l'arcediacre vint visiter, V^e. » Comptes de 1444.

(2) « Item, pour la visitacion de l'archediace ou son commis à visiter lad. église de Dousselles, qui y fut comme trois semaines après Pasques, il lui poya tant pour l'injonction que pour le clerc qui la escrivit dud. archediace, VII^e. » Comptes de 1463. « Item, ou clerc dud. archediace, pour l'escripture de l'injonction, VI^d. Item en avoine pour leurs chevaulx, iceluy jour, VII^d obole. » Comptes de 1464.

ainsi mentionnée : « Pour la façon d'une chapelle sur le grant aultel de saint Maurille, L s... ; item, en despens de vingt-sept hommes qui ont faict ladite chapelle, xxii s. vi d. ; item, pour aller quérir du sablon et du bois par deux foiz... pour charroy, despens et tout ce, xx d. » On avait dû réparer le tabernacle de l'église, l'huis de la tour qui menait au clocher, refaire la clef de la porte principale de l'église et de l'une des fenêtres, acheter à Alençon la « bouecte », ou tronc dans lequel les fidèles versaient leurs aumônes. En 1445, les cordes des cloches furent remplacées, la lampe du sanctuaire et la corde qui la tenait, renouvelées. On se pourvut de deux chandeliers.

Tous ces détails nous reportent à des temps troublés. C'était le moment, en effet, où les Anglais venaient d'évacuer Beaumont, laissant respirer les localités voisines. On allait simplement au plus pressé. Dix-neuf ans plus tard, en 1463 par conséquent, on renouvelait le lutrin ; on achetait le meuble, « la huche », comme on disait alors, où, la sacristie n'existant pas encore, on renfermait les vêtements liturgiques servant au culte.

Jusque-là, malgré la modicité des revenus dont il avait le maniement, le procureur avait, en les ménageant soigneusement, réussi à maintenir de nouveau les dépenses et les recettes, quand, en 1465, une catastrophe inopinée survint, qui, en jetant les paroissiens de Doucelles dans l'émoi, leur imposa, du même coup, d'onéreux sacrifices. Le mur clôturant le chœur de leur église et sur lequel l'autel s'appuyait s'écroula subitement, compromettant dans sa chute la charpente entière. Il fallut se hâter de l'ébrançonner. Puis, se mettant résolument à l'œuvre, on marcha à la réfection de la partie de l'édifice qui s'était abattue à un maître-maçon de Vivoin, Jehan Lemoulmier, qui, pour une somme de vingt livres dix sous tournois, s'engagea à relever le mur écroulé et à y ménager une fenêtre éclairant le chœur, et dont il devait fournir lui-même les matériaux. On les lui amenait à pied d'œuvre, et nous connaissons encore, grâce à l'inscription que le fabricant en a faite dans ses comptes, les noms des habitants qui exécutèrent bénévolement ces charrois. Ils se contentèrent, pour tout salaire, du pain qui fut boulangé pour eux.

Le maître de l'œuvre, qui n'avait pas les mêmes raisons pour

y aller de son travail et de ses journées, lassé des retards que l'on mettait à l'en rétribuer, actionna en justice les habitants, auxquels il demanda s'ils étaient toujours dans l'intention de tenir l'engagement qu'ils avaient pris, et si lui, ouvrier, devait parfaire son travail. Tout finit par s'arranger. De leur côté, les charpentiers avaient relevé certains chevrons de la charpente. Le prix qui leur en fut payé, soit trente-deux sols, témoigne de l'importance de cette réfection. On ne put régler tous ces comptes que grâce à la levée d'un premier « taux ».

C'est sur le produit de cette imposition que furent également prélevés les salaires des ouvriers qui édifièrent l'autel tombé en même temps que le mur du pignon; la rétribution servie aux menuisiers qui façonnèrent du bois d'un poirier offert à la fabrique les chandeliers qui meublèrent cet autel; enfin, toute la dépense occasionnée par la fonte d'une cloche. Les minutieux détails dans lesquels le fabricant est entré à cette occasion nous ont paru valoir la peine d'être presque intégralement reproduits. On y verra ce qu'était alors, c'est-à-dire en 1466, la main-d'œuvre pour un tel travail.

Le procureur était allé le marchander au Mans, au mois de novembre 1465. Il ne nous a malheureusement pas fait connaître le nom du « saintier », du fondeur, auquel il s'adressa. Au jour convenu avec l'ouvrier, il alla le chercher à son domicile, d'où, tous deux apportant avec eux une certaine quantité de métal en vue de remplacer celui qui se perdrait dans la fonte, il dut payer un droit dit de « coutume ». Ils s'arrêtèrent à mi-chemin, la charge qu'ils avaient avec eux ne leur ayant pas permis de franchir en une seule traite la distance qui séparait Le Mans de Doucelles. Le fabricant paya chez l'hôtelier sa propre dépense et celle de son compagnon. Puis, le lendemain, reprenant sa route, il amenait à bon port l'artisan avec lui. Et tandis que des ouvriers du voisinage, Jehan Doret de Beaumont-le-Vicomte, Guillaume Convent de Vivoin, forgeaient ou rechargeaient le « batail » des cloches, le « saintier », servi par son « varlet », ayant sous la main les matières premières dont il avait besoin pour façonner son moule (1), et que le fabricant lui avait ache-

(1) « Item, pour troys livres de suyf quise par ledit procureur aux saintiers pour mettre es moules qu'ils faisoient à faire les cloches, II s. III d.; item, et

tées, et les instruments et le charbon qui lui étaient nécessaires pour conduire le métal en fusion (1), menait à bonne fin l'opération de la fonte. Du clocher qui avait retrouvé ses voix s'échappaient bientôt, à la grande joie de la population, les sons argentins des cloches que l'on s'était hâté d'y remonter. Ceux-là qui s'y étaient employés avaient bien mérité la réfection que le procureur leur servit dans une taverne du bourg. La modicité des ressources dont il disposait le força à retourner à plusieurs reprises au Mans, où une quittance définitive lui fut enfin délivrée par le fondeur, tant pour le métal que celui-ci avait fourni, et dont on eut soin de déduire ce qui n'avait pas été employé, que pour le travail de cet artisan. Son « varlet » ne fut pas oublié, auquel, « pour son droit », on délivra la modeste somme de dix deniers.

Le produit du premier « taux » s'était entièrement écoulé dans ces diverses entreprises. On en leva un second pour établir des verrières dans les fenêtres du chœur de l'église. Ce fut en l'an 1468 que le verrier d'Alençon, dont le nom n'est malheureusement pas noté et à qui cette œuvre avait été commandée, la vint poser à Doucelles. Elle lui valut, outre son vin de marché, la somme de neuf livres cinq sols.

Bien que restaurée dans ses parties essentielles, l'église de Doucelles n'en demeurait pas moins toujours froide et nue. Par un nouvel effort, les habitants complétèrent ce qu'ils avaient si bien commencé. S'imposant pour la troisième fois, ils firent appel aux talents d'un peintre et le chargèrent de décorer l'édifice sacré. Comment cet artiste, modeste selon toute apparence, comprit-il la demande des paroissiens? Nulle indication dans les comptes où, seule, la rémunération qu'il reçut est mentionnée, ne nous permet de hasarder même une conjecture. Reproduisit-il sur les

pour quatre livres de bourse, quise par ledit procureur auxdits saintiers, pour mettre esdits moulles, XXII d. ; item, pour une livre de chandelle, quise pour lesdits saintiers, de quoy il poia IX d. »

(1) « Item, il poia à Jehan Doret, pour son salaire de luy et de ses soufflez quant il fut à la fonte du métal de la faczon desdites cloches II bouesseaux de froment... item, il a poié à Jehan Le Bouc, de Cherancé, pour son salaire de luy et de ses soufflez quant il fut à ladite fonte desdites cloches et pour deux sacs de charbon et pour le vin de marché, XIII s. VII d. »

murailles, de son pinceau naïf, quelques-unes de ces scènes de martyre dont certaines de nos églises rurales conservent encore la trace (1); y peignit-il les saints vénérés à Doucelles, saint Blaise avec son râteau pour insigne; ou saint Célerin; ou encore le patron de la paroisse, saint Martin; se contenta-t-il de dessins purement géométriques? On serait tenté de rechercher sous les couches de badigeon qui ont été, si souvent depuis, appliquées sur ces murs, quelques vestiges de cette ornementation du xv^e siècle.

Est-ce l'effet d'une simple illusion, mais je ne puis m'empêcher d'admirer la persévérance tenace de ce petit groupe de laboureurs ou de petits ouvriers qui, à peine vingt années écoulées depuis la disparition de l'ennemi, y étant simplement autorisés par leurs supérieurs ecclésiastiques, ne s'arrêtent pas dans leur entreprise qu'ils ne l'aient menée à bonne fin. Rien ne donne à croire qu'ils y aient été actionnés ou poussés par leurs curés.

Au moment où ils se mettent à l'œuvre, leur pasteur venait de mourir, et le fabricien avait dû se mettre en quête d'un « chapelain » ou vicaire, afin d'assurer le service dominical à la paroisse. Ses successeurs, dont les noms nous sont inconnus, chaque fois que les procureurs successifs, Jehan de Launay en 1467, Henri Barbedoite en 1469, Jehan Legendre en 1472, Mathurin Lau-mailler en 1473, rendent leurs comptes à leurs commettants, sont absents des assemblées où les paroissiens donnent quittance à leur représentant. Ceux-ci n'en sont ni émus ni troublés. D'eux-mêmes, par l'intermédiaire de leur agent, ils réunissent des fonds, se cotisent; ils s'abouchent avec les ouvriers des divers corps de métier, leur indiquent ce qu'ils en attendent, discutent le prix du travail, en surveillent l'exécution et le rétribuent directement. Ils en agissent ainsi en un temps où ils sont obligés de subvenir aux besoins d'un lépreux; à l'entretien d'un franc-archer. Ces traditions d'ordre et d'énergie ne se perdront pas de sitôt, et,

(1) Cf. sur ces peintures murales un article publié par M. Lucien Lecureux, professeur d'histoire au lycée du Mans, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXXIII, p. 210-214, et du même auteur : *Les peintures murales du logis abbatial de Clermont*, dans le *Bulletin hist. et arch. de la Mayenne*, t. XXXI, p. 299-341.

pendant tout le xvi^e siècle, nous allons le voir, les fabriciens, dont la tâche est devenue d'ailleurs plus aisée, ne seront ni moins actifs ni moins prudents que leurs prédécesseurs. Ils seront alors, il est vrai, et ils le furent dès la fin du xv^e siècle, assurés du concours de leurs pasteurs. Car, par une bonne fortune que ne partageaient pas toutes les paroisses du diocèse du Mans où il y avait tant de curés commendataires (1), les habitants de Doucelles ne semblent pas en avoir connu de tels. « Le huitiesme jour d'avril l'an mil IIII^e IIII^{xx} et deux, après Pâques,... Jacques Macé, curé dudit lieu de Doucelles », approuve avec messire Jehan Gaignart, aussi prêtre, et d'autres assistants, les comptes de Jehan Legendre. Ceux que Pierre Bigot présente des années 1515 à 1517 sont ratifiés en présence d'un nouveau pasteur, Guillaume Leroux.

Quand, le 9 juin 1529, Gervais Vaugany soumet les siens, et ce pour un laps de huit ans, le curé, François Billard, les entend et les ratifie. Son successeur, Mathurin Rosnée, en agit de même pour ceux d'un nouveau fabricien, Paulin Fouchard, en 1535. C'est au presbytère même que le même curé, le 8 juillet 1548, en compagnie de ses plus influents paroissiens et de « Jehan de Brye, sgr de la Mothe, capitaine du Mans », approuve ceux que leur soumet Michel Robineau. Enfin, le 29 octobre de l'an 1600, c'est devant « Martin Billard, curé de Doucelles », que Pierre Fouqué expose son bilan. L'examen que nous avons à faire de tous ces comptes nous montrera quels furent les agissements de ces divers procureurs.

Non moins zélés que ceux dont nous avons exposé la gestion, trouvant une église récemment restaurée, les premiers en date n'eurent pas occasion d'y entreprendre d'importants travaux. En 1472, le fabricien fit « faire l'uys du guichet de l'église... de deux carreaux que Jehan Routier avoit baillez ». Le menuisier ne toucha que deux sols pour son salaire. On en paya huit à un « saintier » pour une clochette pour la fonte de laquelle il fournit une livre de métal, au prix de quatre sols la livre.

(1) Cf. dans la *Revue de la Renaissance*, t. III, les articles que nous avons publiés sous ce titre : *Les hommes de lettres au XVI^e siècle dans le diocèse du Mans*.

En 1479, on dressa devant l'église une place dont la terre fut amenée par le procureur avec l'aide de deux hommes. La même année il fit clore le cimetière, et Julien Lemarchand exécuta ce travail pour lequel on dépensa cinquante-deux sols, non compris la location du logement des ouvriers qui s'étaient transportés à cette occasion à Doucelles. En 1480, on acheta « ung ordinaire » qui coûta trente-cinq sols et un office de la Visitation Notre-Dame du prix de vingt-sept sols six deniers. L'écrivain qui l'avait transcrit habitait la paroisse voisine de Lucé, où il dut achever sa rédaction qu'il avait laissée incomplète. La même année, en vue de la réfection du pavage du « cancel » ou chœur de l'église, le procureur achetait à Maresché, de Macé Mousse, deux milliers de pavé, revenant à vingt sols le millier pris sur place. Le maçon qui les employa en 1482 reçut une somme de seize sols. En 1483, on se rendit acquéreur d'une bannière, et l'on fit réparer l'encensoir et la croix servant aux processions.

En 1484, on acheva de paver l'église, et l'ouvrier perçut quinze sols pour son salaire (1). Cette même année, deux étoles, achetées au Mans, avaient coûté vingt sols (2).

En 1486, « pour une chasuble neuve, une estolle et ung fanon, et pour avoir doublé et abillé la chasuble qui sert aux dimanches », le procureur déboursa une somme de cinquante sols. Le jour où il alla au Mans pour les marchander, il dépensa quatre sols onze deniers, et trois sols six deniers le jour où il alla les y quérir (3).

En ce même temps, il servait un salaire de trois sols par journée au couvreur, Pierre Bredent, qui plaçait sur la toiture de l'église deux milliers de tuiles (4). Il achevait de payer à Julien

(1) « A Jehan Boutelault, masson, pour pavez l'église, a poyé ledit procureur audit Boutelault, XV s. » Comptes de Geoffroy Legras.

(2) « Pour deux estolles achatées au Mans, pour servir à l'église, a poyé ledit procureur XX s. » Mêmes comptes.

(3) « Item, pour ung voyage faict au Mans par ledit procureur porter les chasubles de l'église pour abiller, tant en vin de marché, journée et despens dudit procureur, IIII s. XI d.; item, pour ung aultre voyage faict au Mans, par ledit procureur pour aller quérir lesdites chasubles et poyer l'ouvrier... III s. VI d. » Mêmes comptes.

(4) « Item, à Pierre Bredent, couvreur, pour employer deux milliers de tuiles sur l'église de Doucelles et fornir de late, pour paye et despens, troys sols par journée. » Comptes de Geoffroy Legras.

Chanteau, « lequel avoit faict les portes de l'église au temps que Jehan Amyot estoit procureur », ce qu'on redevait encore à cet ouvrier pour son travail.

En 1516, l'évêque du Mans, c'était alors le cardinal Philippe de Luxembourg, vint lui-même à Doucelles et il en visita l'église. Il en jugea le linge trop négligé, et, sur son commandement comme sur celui de l'archidiacre, le fabricien la pourvut d'une aube et de surplis qui coûtèrent quarante sols six deniers. •

Les années suivantes, un nouveau procureur, Ambroise Labbé, pour se conformer à « l'injonction » qu'il avait reçue de l'archidiacre, s'entendit avec un ouvrier de la région, Guillaume Guyas, qui, pour une somme de douze livres cinq sols, refit le lambris de l'église. sur le toit de laquelle le même couvreur, Pierre Bredent, dont il a été déjà fait mention, plaçait les tuiles achetées à Maresché.

L'une des cloches dont nous avons signalé plus haut la fonte s'étant rompue, le procureur, entre les années 1521-1529, en marchanda une autre à un fondeur qui la fournit pour une somme de trente-huit livres. On paya douze sols à ceux qui la montèrent, et à l'ouvrier qui en avait forgé et rechargé le « battas » trente sols. Ce travail avait été probablement exécuté par le maréchal Hélye Voysins, auquel on versa la somme de vingt-quatre sols pour une barre de fer fournie au vitrier qui restaura alors les verrières de l'église.

Quelques documents de cette époque sont arrivés jusqu'à nous, frêles feuilles de papier, écornées parfois et tachées par l'humidité, et qui, pourtant, nous révèlent ce qu'étaient ces visites de dignitaires ecclésiastiques ; comment ils se faisaient annoncer et à quelle fin ils procédaient dans leurs inspections. Ils n'avaient pas les yeux ouverts sur l'église seulement, et, qu'ils interrogeassent le pasteur ou les fidèles, quand le besoin s'en faisait sentir, ils indiquaient tout aussi bien les réformes à établir dans les mœurs ou les coutumes que les améliorations à apporter dans l'état matériel de l'église elle-même.

Ils s'annonçaient eux-mêmes, d'avance, au curé de la paroisse, l'avertissant du jour et de l'heure de leur arrivée, et le chargeant de transmettre au prône de la messe paroissiale à tous ses admi-

nistrés l'information que lui-même avait reçue. Nul donc, et ils y comptaient, ne pouvait prétexter d'ignorance. A la date fixée, que ce fût le doyen ou l'archidiacre qui exerçât, après que l'un ou l'autre de ces inspecteurs avait récité les prières d'usage (1) il examinait en détail, non pas seulement chaque partie de l'édifice sacré ou du cimetière, mais tous les objets servant à l'exercice du culte. Puis, s'étant enquis s'il n'y en avait point, parmi les paroissiens, dont la conduite laissât à désirer, ils prévenaient les délinquants d'avoir à se corriger. Ce fut ce qui advint à Doucelles à tel habitant qui eut à subir une remontrance dont le texte nous a été conservé. Un autre jour, le 26 mai 1547, la semonce s'adresse au sacristain et aux gens d'église. Il leur est ordonné « soy trouver et assister aux divins services, deument revestuz de sourplictz, tant en l'église que processions ordinaires et extraordinaires, et au secrétain dudit lieu faire bien et deument son estat et office de secrétain tant à la sonnerie de ladite église que ailleurs, le tout sous peine de privation de son office et d'amende arbitraire (2) ».

Bien que, par leur nature même, ces pièces doivent contenir plus de critiques que de louanges, puisque le visiteur ecclésiastique a pour but de s'assurer de ce qui laisse à désirer dans la paroisse qu'il inspecte, néanmoins, on se tromperait si l'on supposait qu'il a toujours eu à se plaindre de l'état dans lequel il trouvait celle de Doucelles. En 1552, reprenant le langage des clercs, le latin, et usant d'expressions bibliques, il se réjouit d'avoir trouvé l'église parée comme une jeune épouse ; il en félicite les paroissiens, et, tout en leur prescrivant de changer de place le « ballet » situé devant l'une des portes de l'édifice sacré, il leur recommande de prier pour ceux qui l'ont ainsi ornée et décorée. C'était l'heure aussi bien où les habitants, désireux de rehausser l'éclat des cérémonies religieuses, se procuraient un dais sous lequel, au jour de la Fête-Dieu, le prêtre présidant la procession portait l'humble hostie où la foi profonde de ces fidèles savait reconnaître la présence de Jésus-Christ. En 1553, le visiteur insistait encore sur cette recommandation qu'il avait

(1) Cf. L. FROGER, *Visites et inspections du grand doyen du Mans*, in-8°, Le Mans.

(2) Titre papier.

faite l'année précédente, et à laquelle on ne s'était pas conformé, de changer de place l'entrée principale de l'église, afin que ceux qui la fréquentaient portassent les yeux, dès leur entrée dans l'édifice, sur le tabernacle où résidait Notre-Seigneur.

La très regrettable lacune que nous avons signalée plus haut dans les comptes du procureur nous laisse dans l'ignorance absolue de ce qui se passa à Doucelles durant les guerres de religion, de 1562 à 1589. Il est vraisemblable que cette paroisse, si l'on en juge par ce qui arriva à Congé-sur-Orne (1), localité toute voisine, fut victime, comme tant d'autres, des incursions des bandes qui, sous couleur de catholicisme ou de protestantisme, pillaient alors toutes les campagnes. On ne sera pas téméraire en leur attribuant la destruction des verrières que le fabricien fit restaurer entre les années 1589-1598. C'est dans ce même laps de temps qu'il fit acquisition d'une bannière, qu'il restaura la clôture du cimetière, qu'il améliora l'état du « ballet » de l'église.

L. FROGER.

(A suivre).

(1) Cf. L. FROGER, *Revue historique et arch. du Maine*, t. XXXIX, p. 277-321 et spécialement les pages 294-97. Congé-sur-Orne, commune et paroisse du canton et du doyenné de Marolles-les-Braults.

CHRONIQUE

Après trente-cinq ans de dévoués services dont la Société lui garde une bien sincère gratitude, M. Albert Mautouchet ayant demandé à être relevé de sa charge de trésorier, M. A. Leroux a bien voulu accepter de le remplacer.

Les fonctions des membres du Bureau sont, dès lors, réparties de la manière suivante :

Président, M. Robert Triger.

Vice-présidents : MM. le marquis de Beauchesne, directeur de la 1^{re} section; Raoul de Linière, directeur de la 3^e section.

Secrétaire général, M. Edouard de Loria.

Secrétaire de la 1^{re} Section, M. l'abbé Girard.

Secrétaire de la 3^e Section, M. X. Gasnos.

Trésorier, M. Albert Leroux.

Il sera procédé ultérieurement à la nomination d'un nouveau *bibliothécaire-archiviste*.

Depuis la publication du dernier bulletin, ont été admis comme membres de la Société :

M. le Colonel Pageot, Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, commandant les subdivisions de la Sarthe et d'Eure-et-Loir, au Mans, et au Château de Cherbon, à Coulongé (Sarthe).

M. Vétillard, procureur de la République, rue de Prémartine, 31.

M. Edeline, vice-président du Tribunal, rue Emile-Barrier, 17.

M. Beillard (Albert), conseiller municipal, rue de la Motte, 13.

M. Beillard (Frédéric), rue de Quatre-Roues, 21, au Mans.

M. Bidon (Léopold), rue de Courthardy, 20, au Mans.

M. Bodin (Edouard), chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre, avenue Léon-Bollée, 54, au Mans.

M. Braconnot (l'abbé), vicaire à la cathédrale du Mans.

M. Guilloreau (René), conseiller municipal, avenue Léon-Bollée, 247, au Mans.

M. Jeandel (le Docteur), rue Chappe, 9, au Mans.

M. Laigneau, directeur de la Société générale, au Mans.
M. Leroux (Gaston), rue Dumas, 1, au Mans.
M. Letourneux (Emmanuel), rue de la Paix, 21, au Mans.
M. Mascarel (le Docteur), rue Chanzy, 24, et à Brûlon (Sarthe),
M. Morançais (Henri), rue Sainte-Croix, 28, au Mans.
M. Recoing (Gabriel), Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre, Château de la Houltière, par La Milesse (Sarthe).
M. Renard (Pierre), rue du Père-Mersenne, 4, au Mans.
M. Rialland, directeur du Comptoir d'escompte de la Sarthe.
M. de Saint-Pierre (Armand), rue de Flore, 84, au Mans.

M^{me} de Vauguion, avenue Léon-Bollée, 52, au Mans.
M^{me} Vêrel, avenue Léon-Bollée, 21.
M^{me} de la Tribonnière, rue Albert-Maignan, 36, au Mans.
M^{lle} de Beaumont, rue de Flore, 20.
M^{lle} Dagues de la Hellerie, rue Jeanne-d'Arc, 11, au Mans.
M^{lle} Seyert (Germaine), rue Pierre-Belon, 3, au Mans.
M^{lle} Latouche (Marguerite), rue des Arènes, 4, au Mans.

La première réunion périodique, prévue par les nouveaux statuts, a eu lieu le 26 février, à la Maison de la Reine Bérengère.

La nombreuse assistance a vivement goûté la causerie de M. L'Eleu : « *Autour de la Suze, la marquise de Courcelles* ».

Présentée avec beaucoup de charme, de délicatesse et de verve, cette communication a fait revivre, dans un style coloré, la personnalité si curieuse de Sidonia de Lenoncourt, dont un livre récent de M. André Beaunier vient de faire connaître les piquantes et tragiques aventures.

Nous nous empressons de donner au moins une trop courte analyse de la charmante conférence de M. L'Eleu qui a valu à notre première réunion un complet succès :

« La famille de Champlais, originaire de Bretagne mais fixée dans le Maine par un mariage dès la fin du ^{xiv}^e siècle, y possédait au début du ^{xvii}^e la baronnie de Courcelles, près de Mézeray.

Louis de Champlais, baron de Courcelles, se poussa aux rangs de maréchal de camp et de lieutenant général de l'artillerie sous

Louis XIII. Glorieux de sa fortune neuve, ambitieux pour sa descendance, il fit ériger sa baronnie en marquisat, en même temps qu'il élevait à Courcelles un somptueux château, qui devait recevoir soixante ans plus tard Chamillart disgracié : vaste construction de pierre blanche et d'ardoises, ceinte de douves et de balustres, dont la masse solitaire, au milieu des bois et des eaux, surprend encore aujourd'hui.

Mais à l'outrance de cette construction chimérique, le marquis de Courcelles se ruina, et son fils aîné Charles de Champlais, simple commissaire d'artillerie, se trouva fort empêché de soutenir un tel luxe. Pour parer à ce besoin pressant, sa mère et lui chassèrent la grosse héritière ; un mauvais destin mit ce couple famélique sur la route d'une orpheline de seize ans, Sidonia de Lenoncourt, riche, spirituelle et jolie.

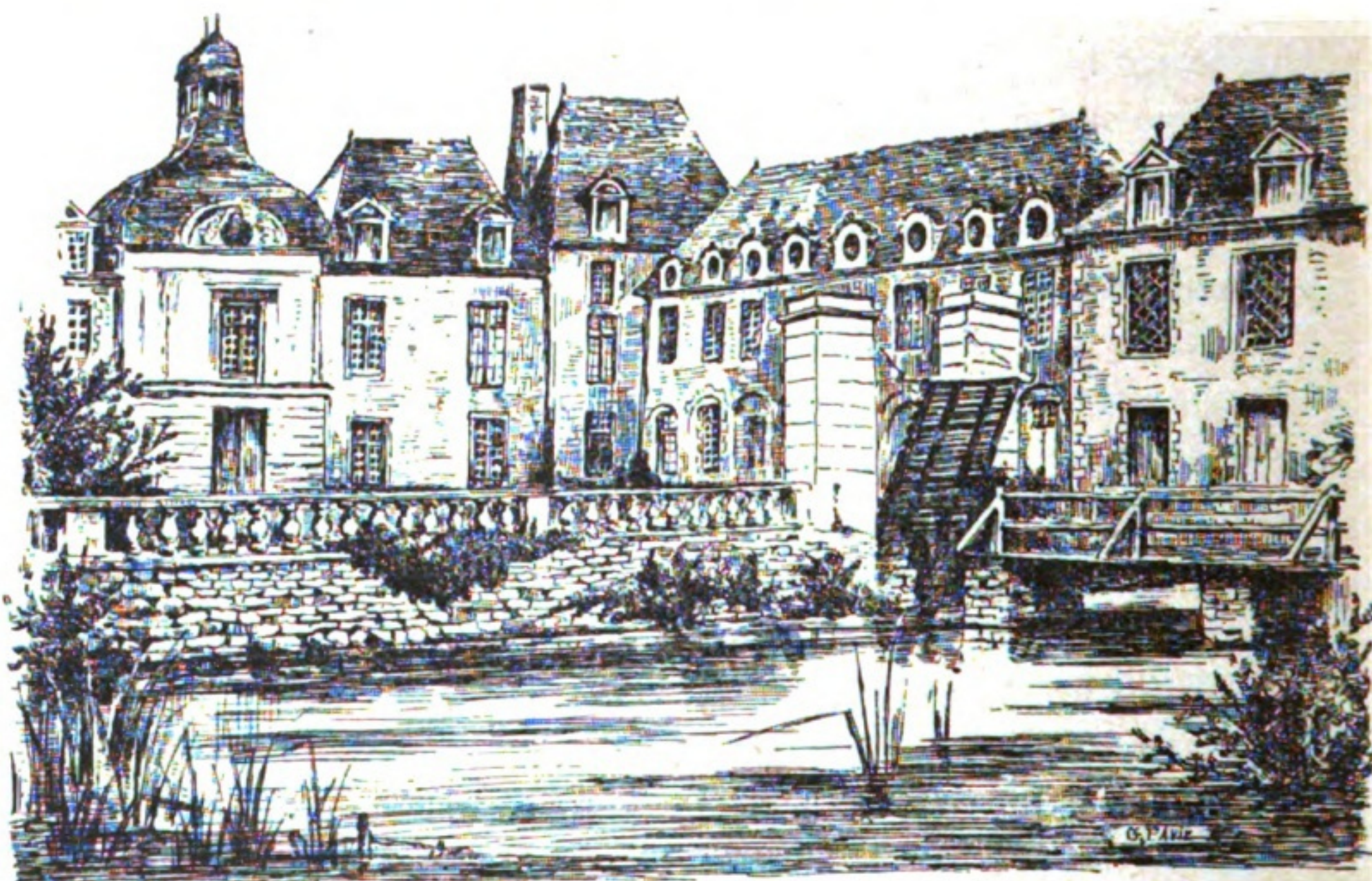
« Sans être une grande beauté, a-t-elle écrit d'elle-même, je suis une des plus aimables créatures qui soient..., je suis grande, j'ai la taille admirable, de beaux cheveux faits comme ils doivent être pour parer mon visage..., j'ai les yeux assez grands ; je ne les ai ni bruns ni bleus, mais entre ces deux couleurs, ils en ont une agréable et particulière ; je ne les ouvre jamais tout entiers, et quoique dans cette manière de les tenir un peu fermés il n'y ait aucune affectation, il est pourtant vrai que ce m'est un charme qui me rend le regard le plus doux et le plus tendre du monde. Je chante bien sans beaucoup de méthode..., le plus grand charme de ma voix est dans sa douceur et la tendresse qu'elle inspire... J'ai, enfin, des armes de toute espèce pour plaire, et les gens du monde les plus opposés d'inclination et de tempérament sont d'un même avis qu'on ne peut me voir sans me vouloir du bien. »

La disparition prématurée de ses parents avait livré Sidonia à de grandes dames intrigantes qui la fiancèrent presque malgré elle à Courcelles qu'elle n'avait jamais vu. Elle était une enfant coquette ; il était jaloux, ambitieux et cupide. Il osa demander à la beauté de sa femme de le pousser dans sa carrière militaire, elle ne lui cacha ni son mépris ni les divertissements qu'elle y chercha.

Au mois de mai 1668, le marquis de Courcelles étant emprisonné pour duel à la Conciergerie, relégua sous la surveillance

de sa mère sa femme dans son château, et c'est là, sous le ciel du Maine, que se noua un drame intime dont après bien des recherches on ne peut démêler la conjoncture.

D'abord choyée dans son exil parce qu'on voulait lui faire signer l'abandon de sa fortune, puis rudoyée et presque recluse sur son refus, la marquise se révéla malencontreusement enceinte au début de 1669, date où l'on ne peut admettre la paternité de son mari, si l'on tient pour constant que depuis de longs mois il était emprisonné à cinquante lieues.



CHATEAU DE COURCELLES,
(Dessin de M^{me} Jacques Pavie).

Charles de Champlais intenta contre sa femme une action dont prit charge le lieutenant-général de Château-du-Loir; une information s'ouvrit, pressante, avec interrogatoires, enquêtes, examens, information, au cours de laquelle Sidonia, malade, avoua son erreur : et le lecteur aboutirait fatalement à la condamner, s'il n'était troublé par cette considération que la coutume accordait au mari accusateur, s'il aboutissait, toute la fortune de la

coupable, et que bien des détails montrent ici Courcelles étrangement mal sûr dans son accusation.

Après un accident qui termina prématurément sa grossesse, voici qu'en effet la marquise révoque tout d'un coup les aveux que la souffrance lui arracha, et prend à son tour l'offensive. Elle dénonce la machination ourdie par sa belle famille pour lui arracher des biens auxquels on désespérait d'accéder de son consentement. Malgré les pièges tendus à sa sensible jeunesse, jamais elle n'a failli à la foi conjugale. Elle est victime d'apparences trompeuses, et l'enfant qu'elle porta fut le fruit d'un voyage secret qu'avec la connivence de ses geôliers fit quelques mois en ça à Courcelles le prisonnier de la Conciergerie. Elle convainc son mari de lui avoir arraché par la ruse, dans le temps même qu'il la faisait interroger, un testament détourné dont il était le véritable bénéficiaire. Surtout, elle fait arrêter chez lui, clandestinement hébergé, l'homme qu'il accusait publiquement de complicité avec elle. Que conclure de tous ces faits, sinon la réalité du complot? Mais ces révélations n'arrêtent ni les juges de Château-du-Loir, ni ceux de Paris en appel, qui tour à tour la condamnent, adjugent ses biens à son mari, elle-même devant être recluse dans un couvent et rasée. Procédure inique à son jugement, au moins incertaine au nôtre, à laquelle elle se dérobe en s'évadant deux fois; deux fois, elle se fait reprendre, et il faut la mort prématurée de son mari en 1678 pour lui rendre enfin la paix moyennant le sacrifice de quelques milliers de livres. Et le silence se fait enfin sur cette tragédie domestique qui a intéressé dix ans le « tout Paris » d'alors, dont Mme de Sévigné et M. de la Rochefoucauld, tous curieux et apitoyés des vicissitudes de « la belle Madame de Courcelles ».

Quelques années se passent, puis elle meurt à son tour, jeune de cœur et d'âge, mais épuisée de forces, à trente-cinq ans. Deux siècles et demi ont passé; mais au moment où un livre bienveillant les ressuscite, il convient de rapporter ici ces émotions dont l'humanité douloureuse a troublé jadis la sérénité de nos paysages. »

Au cours de cette réunion, M. R. de Linière a, en outre, annoncé, qu'à la demande du Comité national français pour la restauration de la Bibliothèque de Louvain, un Comité départe-

mental s'était constitué au Mans dans le but de seconder la grande œuvre de reconstitution de la célèbre Université.

Ce Comité est composé de MM. le marquis de Beauchesne et Robert Triger, correspondants de l'*Académie Royale d'Archéologie de Belgique* ; A. Gentil et D^r Delaunay, de la *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe* ; D^r Chatellier et D^r Gougaud ; de la *Société de Médecine de la Sarthe* ; R. de Linière et E. de Lorière, de la *Société historique et archéologique du Maine* ; chanoines Bruneau et Denis, de la *Société des archives historiques du Maine* ; Simon, de la *Société des Amis des Arts du Maine* ; Renard et Pavet, du *Comité de l'Art à l'Ecole* et du *Comité de l'Union des grandes Associations françaises*.

En sa qualité de secrétaire général du Comité, M. R. de Linière fait un chaleureux appel à la générosité de nos confrères, et explique comment chacun peut coopérer à cette manifestation de sympathie vis-à-vis de la nation sœur par des dons d'argent et des dons de livres.

Dons d'argent. — Les personnes qui désirent envoyer des dons d'argent pourront les adresser à M. R. DE LINIÈRE, 23, rue de Tascher, Le Mans (compte de chèques postaux : Paris 174-10), ou à tout autre membre du Comité. Les souscriptions sont de : 1 à 100 fr. à titre d'adhérent ; 100 fr. au moins, à titre de bienfaiteur ; 1.000 fr. au moins, à titre de fondateur.

Dons de livres. — Les dons de livres pourront être adressés au Mans, à M. MONNOYER, imprimeur, place des Jacobins, avec la mention « Université de Louvain ».

Le Comité national pourra décerner le titre d'adhérent, bienfaiteur ou fondateur, suivant l'importance de ces dons.

Les fondateurs recevront un diplôme de l'Université de Louvain, revêtu de la signature autographe de S. E. le Cardinal MERCIER.

Avant de lever la séance, M. Robert Triger fait part de quelques découvertes archéologiques récentes, et signale les très intéressants travaux de dégagement de l'enceinte de l'ancien Evêché, au Mans, que vient d'entreprendre M. L. Vincent, membre de notre Société.

Le mercredi 27 avril, avait lieu, toujours à la Maison de la Reine

Bérengrére, une deuxième réunion périodique, et S. G. Mgr Grente, évêque du Mans, voulait bien l'honorer de sa présence.

Près de cent personnes, dont beaucoup de dames, avaient répondu à l'invitation, achevant ainsi de consacrer le succès de ces nouvelles réunions.

Après avoir offert les respectueux hommages de la Société à Mgr l'Evêque du Mans et salué en lui, non seulement le successeur vénéré de Saint-Julien, mais un orateur et un historien dont toutes les Sociétés savantes de la Sarthe sont fières, M. Robert Triger a donné communication d'une étude sur *Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon, dame de Fresnay, Beaumont, La Flèche*, etc., à laquelle la Cour de Rome vient de reconnaître le titre de *Bienheureuse*.

Pour répondre aux désirs exprimés, cette étude, qui avait pour principal objet de rappeler les rapports particuliers de Marguerite de Lorraine avec le Maine, sera publiée *in extenso* dans le prochain numéro de la Revue.

En remerciant M. Robert Triger dans les termes les plus délicats, S. G. Mgr Grente a bien voulu annoncer qu'à la cathédrale même, une fête religieuse ne tarderait pas à inaugurer dans le diocèse le culte de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine, lorsque le diocèse de Séez y aurait justement préludé.

Au moment où s'imprime cette chronique, notre Société organise, pour le lundi 30 mai, une très intéressante excursion archéologique aux châteaux du Lude et des Perrais. Grâce au très aimable accueil qui nous y est réservé; grâce aussi à l'infatigable dévouement du directeur de la 3^e section, M. R. de Linière, chargé de l'organisation, cette excursion se présente dès maintenant sous l'aspect le plus séduisant.

La première Fête nationale de Jeanne d'Arc — nous sommes heureux de le constater pour notre histoire locale — a été très brillante au Mans et dans beaucoup des principales villes de la région.

Annoncée, dès la veille, par des hérauts d'armes qu'accompagnait la fanfare d'artillerie, la fête a comporté au Mans, dans la matinée du dimanche 8 mai, une grande revue des troupes de la garnison passée par M. le général Vuillemot, commandant le 4^e Corps; un salut des Sociétés de gymnastique au Monument de l'armée de la Loire, et une très imposante cérémonie religieuse à la Cathédrale, en présence des autorités civiles et militaires et d'une foule considérable.

Elle s'est complétée, dans l'après-midi, grâce à l'heureuse initiative de la Société des Fêtes, par un fort joli cortège composé des enfants des écoles, des sociétés de gymnastique et d'un groupe allégorique de trente cavaliers, en armures et costumes du xv^e siècle, représentant les principaux capitaines manceaux de l'époque et escortant une Jeanne d'Arc à cheval que suivait le fidèle page Jean d'Aulon, portant une reproduction du célèbre étendard.

Après le défilé du cortège a eu lieu, sur le quinconce des Jacobins, un très intéressant festival de gymnastique qui s'est terminé, avec le concours de la Société Chorale et de la Musique municipale, par le chant solennel de l'*Étendard* et de la *Marseillaise*.

Le soir enfin, il y a eu embrasement de la Cathédrale et du monument de l'armée de la Loire, concert par la Fanfare Sarthoise et projections lumineuses de la vie de Jeanne d'Arc, sur la place de la République.

La foule vraiment extraordinaire qui n'a cessé de s'associer à toutes les parties du programme a hautement montré combien la grande majorité de la population du Mans était sympathique à cette Fête nationale de Jeanne d'Arc et du Patriotisme.

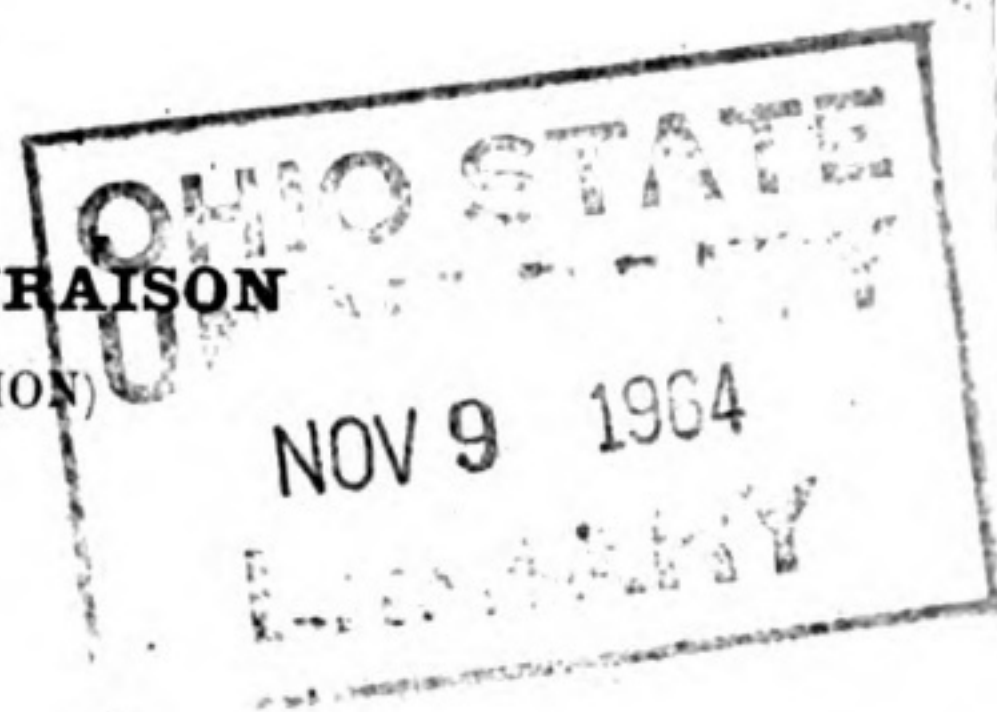
A Laval et à Mayenne, qui ont le privilège de posséder des statues de Jeanne d'Arc, il y a eu, en outre des revues et des cérémonies religieuses, des défilés particulièrement émouvants devant les statues. A Laval, le préfet de la Mayenne et le Maire, non seulement ont assisté au défilé, mais ont prononcé au pied de la statue de patriotiques discours.

R. T.

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE
TOME I^{er}. — TROISIÈME LIVRAISON
(LXXVII^e TOME DE LA COLLECTION)
Juillet, Août, Septembre 1921



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1921

3

SOMMAIRE

DE LA

TROISIÈME LIVRAISON . DU TOME I

PAGES.

- 1° *La Bienheureuse Marguerite de Lorraine*, duchesse d'Alençon, vicomtesse de Beaumont, baronne de Fresnay, La Flèche, Sainte-Suzanne, Château-Gontier (1463-1521). Ses relations avec le Maine, par M. Robert TRIGER. 169
- 2° *La Vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution*, par M. l'abbé Ch. GIRAULT (*fin*). 201
- 3° *L'Église de Luché* (canton du Lude), par M. Robert TRIGER. 214
- 4° *Chronique* : Excursion du 30 mai 1921, par M. Ed. de LORIÈRE 229
-



LA BIENHEUREUSE MARGUERITE DE LORRAINE

d'après un ancien tableau.

Cliché communiqué par M. le chanoine GUÉRIN et publié dans sa vie de Marguerite de Lorraine (Paris, Téqui, 1921).

LA BIENHEUREUSE MARGUERITE DE LORRAINE

DUCHESSE D'ALENÇON

VICOMTESSE DE BEAUMONT, BARONNE DE FRESNAY,
LA FLÈCHE, SAINTE-SUZANNE, CHATEAU-GONTIER, ETC.

1463-1521

SES RELATIONS AVEC LE MAINE (1)

I

Fille de Ferri II de Lorraine, comte de Vaudemont, et d'Yolande d'Anjou, Marguerite de Lorraine naquit en 1463.

Par sa mère, elle était petite fille du bon roi René d'Anjou, roi de Sicile, issue de la race de Saint Louis et parente de Sainte Elisabeth de Hongrie.

Dès l'âge de dix ans, Marguerite, qui venait de perdre son père, fut demandée par son aïeul à la cour de Provence. Aucun milieu ne pouvait être plus favorable à son développement moral, intellectuel et artistique. Pendant sept années, son âme s'épanouit sous le beau ciel du midi comme une douce fleur tout embaumée de parfums délicieux, au milieu des exemples d'une vie simple et profondément pieuse, au milieu des grandes pompes religieuses, et sous les sublimes inspirations des Beaux-Arts, dont René s'était épris.

(1) Conférence faite le 27 avril 1921 à la Société historique et archéologique du Maine, Maison de la Reine Bérengère, au Mans, en présence de S. G. Mgr Grente, évêque du Mans. (Texte complété et mis au point d'après des publications récentes.)

La petite Marguerite était, d'ailleurs, la joie et la consolation de son grand père qui reportait sur elle toute son affection, et qui, tout en lui faisant donner l'éducation la plus sérieuse, tout en l'entourant de gouvernantes et de demoiselles d'honneur choisies avec un soin extrême, semble l'avoir un peu « gâtée », comme tous les grands pères.

Des fragments de comptes nous apprennent, par exemple, qu'il lui faisait, de temps à autres, de petits cadeaux pour sa toilette : tantôt des épingles d'ivoire, tantôt de la belle toile de Hollande « pour se faire des couvrechiefs ». Il remplissait aussi sa petite bourse quand elle allait au célèbre pardon de Sainte Madeleine, à Saint Maximin, lui permettant ainsi de faire des offrandes plus généreuses et d'acheter « des ymaiges de la Magdelaine » (1).

Toujours est-il, qu'à 17 ans, Marguerite était déjà une jeune fille accomplie, d'une grande piété, d'une inépuisable charité, et, ce qui ne nuit jamais, d'une beauté très séduisante.

Malheureusement, le bon roi René étant mort en 1480, Marguerite dut revenir près de son frère à la cour de Lorraine, où elle trouva des mœurs et des usages bien différents de ceux de la Provence. Le changement, toutefois, ne porta nulle atteinte à sa vertu, à ses pieuses habitudes, à ses rares qualités de l'esprit et du cœur. Non seulement, le duc de Lorraine laissa sa jeune sœur entièrement libre de continuer sa vie sérieuse et retirée, mais il pourvut généreusement aussi à ses bonnes œuvres et il lui donna la meilleure des amies dans sa sainte femme, Philippe de Gueldre.

En 1488 enfin, alors âgée de 25 ans, Marguerite se décida, sur le désir de sa famille, à accepter la main de René, duc d'Alençon et comte du Perche.

Fils du duc Jean II, l'ancien compagnon d'armes de Jeanne d'Arc, et de Marie d'Armagnac, René d'Alençon, lui, avait alors près de 48 ans.

Louis XI l'avait tenu longtemps en prison par suite d'injustes suspicions : il s'était surtout opposé impitoyablement à tous ses

(1) LECOY DE LA MARCHE. *Le Roi René*, Paris, Firmin-Didot, 1875, II, p. 374, 378, 380. — D'autres comptes du Fonds de Lorraine semblent indiquer que, jeune fille, Marguerite ne sera pas insensible au charme des parfums : elle-même, plus tard, se reprochera cet attrait, bien innocent cependant et bien naturel chez une femme élevée sous le ciel de Provence.

projets de mariage, et cette opposition politique avait jeté l'infortuné duc dans une vie fort déréglée, dont assurément Louis XI était le principal responsable (1).

Devenue duchesse d'Alençon, Marguerite s'efforce, tout d'abord, de convertir son mari, de le ramener à une vie plus sage et plus chrétienne. Elle y réussit rapidement et si bien, qu'à partir de son mariage, le duc, sous l'influence de sa pieuse femme, ne songe plus qu'à payer ses dettes, à fonder des couvents, à réformer son administration et à rendre justice à ses vassaux. Successivement, les deux époux parcourent ensemble diverses régions de leurs domaines, semant les bienfaits sur leur passage et se rendant en pèlerinages à de nombreux sanctuaires. Dieu les en récompense en leur envoyant trois enfants : un garçon Charles, né en 1489, et deux filles, Françoise et Anne. Mais, quelques mois à peine après la naissance de cette dernière, le duc René d'Alençon tombait dangereusement malade, et, en dépit des soins les plus dévoués, succombait le 1^{er} novembre 1492, après quatre années seulement de mariage.

A son lit de mort, où l'assistèrent l'évêque du Mans, Philippe de Luxembourg, et l'évêque de Séez, Gilles de Laval-Loué, qui à cette date encore avait le titre de grand-doyen du chapitre du Mans, René d'Alençon confia spécialement à sa femme l'éducation de ses enfants et l'administration de ses domaines.

Veuve à trente ans, avec trois enfants dont l'aîné avait à peine trois ans, Marguerite de Lorraine fera preuve, dans l'accomplissement de sa double tâche, d'un dévouement, d'une énergie et d'une intelligence réellement remarquables.

Dans l'éducation de ses enfants, elle se révèle, avant tout, la femme forte et la mère vraiment chrétienne.

Très attentive à tous les soins physiques dont leur santé peut avoir besoin, elle les aime de toute sa tendresse maternelle et leur procure le plus possible le bon air et les plaisirs de la campagne ;

(1) V. le curieux récit de l'arrestation de René d'Alençon au château de la Roche Talbot, au mois d'août 1481, publié par le marquis de Beauchesne dans son ouvrage *Le Château de la Roche Talbot et ses Seigneurs*. Mamers, Fleury, 1893. — V. aussi RENÉ DE LA NOË, *René, Comte du Perche, duc d'Alençon*, dans la *Revue Normande et Percheronne illustrée*, sept.-octobre, 1894.

mais elle exige d'eux un profond respect de son autorité et une obéissance aveugle.

Avec son fils surtout, dont elle veut faire un homme, digne de commander parce qu'il aura su obéir, elle se montre très sévère en apparence. A la moindre faute, elle n'hésite pas à lui infliger des corrections qui pourraient bien faire jeter les hauts cris aux mères sensibles de notre temps, mais ces corrections étant toujours méritées, l'enfant les accepte sans révolte, et n'en a qu'une plus haute opinion de sa mère. Plus encore, elle s'applique au choix de ses gouverneurs, de ses professeurs et de ses camarades. Quant elle le mena, à peine âgé de 9 ans, au sacre de Louis XII, « ce fut, dit une chronique contemporaine, un charme pour tous les spectateurs de voir une si pieuse mère conduire, avec tant de modestie, un si bel enfant ».

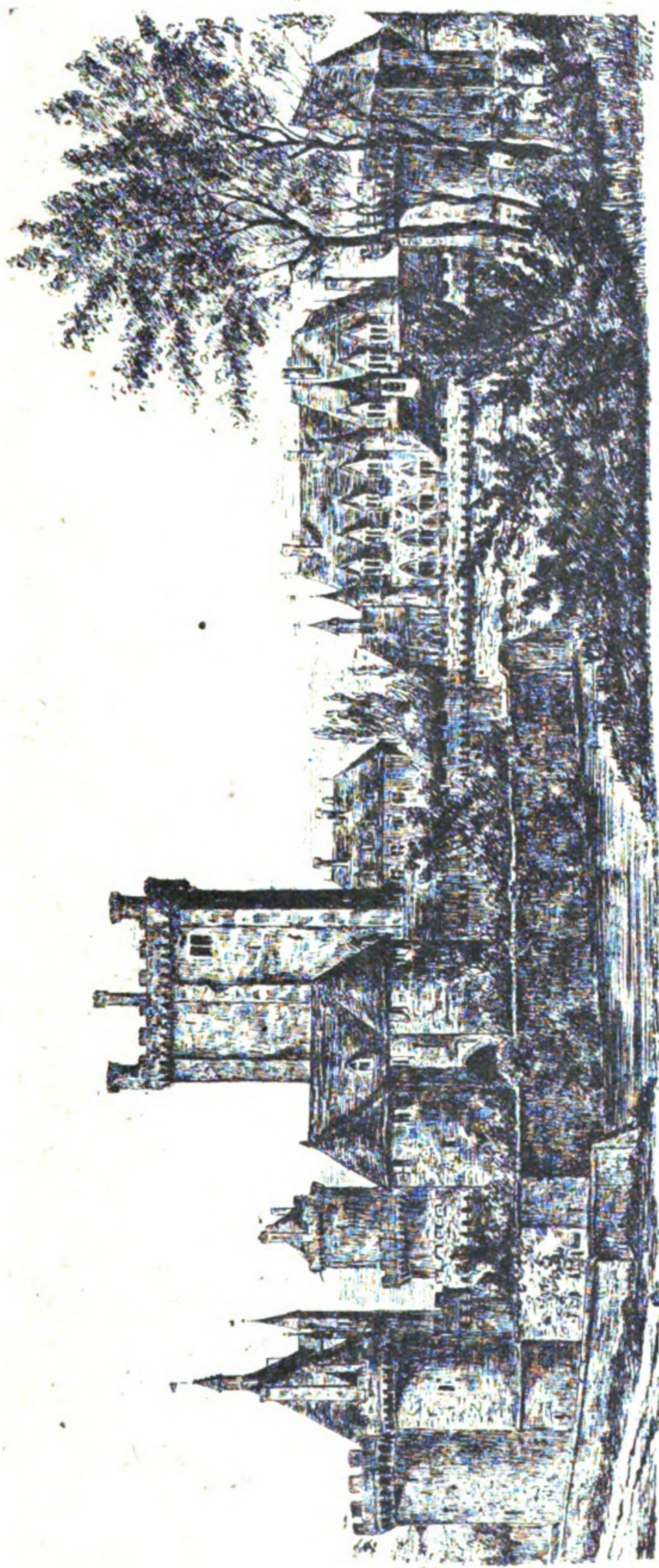
Marguerite de Lorraine n'est ni moins capable, ni moins énergique comme maîtresse de maison; elle exige de tous, dans sa petite cour d'Alençon, l'honnêteté la plus scrupuleuse, la conduite la plus irréprochable. Soucieuse de mettre de l'ordre dans ses affaires et de réparer les brèches faites jadis par le duc à sa fortune, elle ne dédaigne même pas d'entrer dans les petits détails du ménage, de régler minutieusement les menus de sa table et des tables de tous ses gens.

Au reste, malgré son austérité personnelle et ses mortifications, Marguerite de Lorraine saura toujours tenir son rang, et ne fera mourir personne de faim.

Après même le mariage de son fils, on servira au dîner, à la table de la duchesse : deux potages, deux chapons bouillis, une pièce de bœuf, un haut-côté de mouton; pour rôti, une pièce de mouton, un demi-chevreau, quatre poulets ou pigeons ou un lapereau; pour dessert, des fruits de la saison. Au souper : une langue de veau, une pièce de mouton, un demi-chevreau, quatre poulets ou pigeons, etc. (1).

Et la dépense totale de ces menus — plutôt abondants — ne s'élèvera par jour qu'à 9 livres 10 sols, soit environ 49 fr. 50 de notre monnaie, au cours d'avant guerre. Heureux temps!

(1) L'abbé LAURENT. *Histoire de Marguerite de Lorraine*, Argentan, Barbier, 1854, in-18, p. 128.



5

1

2

3

4

LE CHATEAU D'ALENÇON AU TEMPS DE MARGUERITE DE LORRAINE

DESSIN DE M. F. BUTEL, D'APRÈS LE RELEVÉ DE M. HÉDIN.

1. Donjon du ^{xiii}e siècle, démoli en 1787. — 2. Ancienne Entrée, démoli en 1775. — 3. Tour couronnée (^{xiv}e siècle).
4. Pavillon actuel d'entrée (^{xv}e), conservés. — 5. Château des Ducs, démoli en 1592.

Plus encore, la belle et courageuse duchesse se révèle, dans les affaires publiques, une administratrice de premier ordre, d'une équité, d'une vigilance et d'une intelligence bien rares. Elle continue à visiter fréquemment les villes de ses domaines, à y faire en quelque sorte des inspections générales, s'enquérant sur place de la manière dont ses magistrats et ses officiers s'acquittent de leurs fonctions, n'hésitant pas à les remplacer, quand il le faut, et aussi à les soutenir de tout son pouvoir quand ils le méritent (1). Comme saint Louis, elle se réserve l'appel de certaines causes, afin de rendre plus vite justice aux pauvres et aux petits; elle réunit les États généraux du Perche pour une nouvelle rédaction de la Coutume, et, chose plus extraordinaire encore à l'époque, elle s'attache à développer l'instruction populaire.

Ses vassaux reconnaissants lui accordent, en échange de tant d'améliorations, un subside de quatre sols par livre de taille pour finir de payer les dettes du duc.

Cela permet bientôt à la noble femme de reprendre ses pieuses fondations, de terminer le couvent des Cordeliers de La Flèche, commencé du vivant de son mari, et de fonder à Alençon un monastère de Clarisses, le célèbre monastère de l'*Ave-Maria*. En outre, elle achève l'église de Saint-Léonard (2), agrandit l'hôpital de Mortagne; un peu plus tard elle ajoute à l'hospice de Château-Gontier une maison de religieuses Franciscaines.

Sur ce, l'année 1509 marque dans la vie de Marguerite de Lorraine de nouveaux et graves événements. Son fils Charles, arrivé alors à sa vingtième année et qui, en 1507 déjà, a fait ses premières armes en Italie avec Louis XII, repart une seconde fois en campagne à la suite du roi. Sa pieuse mère se rend à Paris pour assister au départ de son fils, et comme elle jouit à la cour d'un prestige extraordinaire, on recommande tout particulièrement à ses prières le succès de l'expédition.

Or, le 14 mai suivant, Louis XII remporte sur les Vénitiens la belle victoire d'Agnadel. Le jeune duc d'Alençon, qui y a pris une part honorable, s'empresse de l'annoncer à sa mère et Marguerite

(1) Voir ci-après la note additionnelle.

(2) F. OLIVIER. *Une page de l'histoire d'Alençon*, dans la *Revue Normande et Percheronne illustrée*, nov.-déc. 1897.

de Lorraine connaît ainsi la plus grande joie que puisse éprouver une mère française et chrétienne : son fils a fait vaillamment, devant l'ennemi, son devoir de chevalier, et il est vainqueur ! Certes, elle ne pouvait ambitionner de meilleure récompense de l'intelligent dévouement avec lequel elle avait dirigé l'éducation de ce fils.

Le 2 septembre de la même année, Charles IV d'Alençon atteint sa majorité ; le 11 octobre, il épouse, à Blois, au milieu de fêtes splendides, en présence de Louis XII et d'Anne de Bretagne, Marguerite de Valois, sœur du futur roi François I^{er}, qui sera plus tard Marguerite de Navarre, la Marguerite des Marguerites.

Désormais duchesse douairière d'Alençon, Marguerite de Lorraine reste quatre ans encore avec le jeune ménage. Elle prend même une très grande et très heureuse influence sur sa brillante belle-fille, dont elle a le talent de conquérir toute l'affection et toute la confiance. Mais, en 1513, un nouveau mariage vient, en quelque sorte, couronner l'œuvre de la mère et la gloire de la maison d'Alençon.

L'une des sœurs de Charles, Françoise, veuve de François d'Orléans, duc de Longueville, comte de Dunois, épouse en secondes noces Charles de Bourbon qui deviendra, en 1527, le chef de la maison royale de Bourbon. Cette alliance vaudra à Françoise d'Alençon l'honneur d'être l'aïeule et à Marguerite de Lorraine la bisaïeule du grand roi Henri IV.

Dès lors, celle-ci estime que sa tâche mondaine est achevée. Elle se retire à son château d'Essai, et s'y donne tout entière à ses œuvres de piété et de bienfaisance.

Elle s'occupe des pauvres, des malades et de tous les malheureux avec un tel dévouement, une telle abnégation et une telle expérience qu'à cette date de sa vie, Marguerite de Lorraine, âgée d'environ 50 ans, apparaît le modèle idéal des dames de la Croix Rouge. Elle est, de plus, le modèle des dames de la maternité, car elle soigne les femmes en couches avec tant d'empressement et d'habileté qu'elle sauve la vie à plusieurs d'entre elles.

Au reste, sa vocation religieuse, en germe depuis longtemps, s'affirme de plus en plus, avec un attrait tout spécial pour les Ordres Franciscaines. Elle passe le plus de temps possible dans

son monastère de Mortagne, fonde, vers 1517, un nouveau monastère de Clarisses à Argentan, et en 1519, enfin, après un voyage d'adieu à la Cour, prend dans cette même ville d'Argentan, l'habit des sœurs du Tiers Ordre de Saint-François. Au mois d'octobre 1520, elle fait définitivement profession religieuse au monastère des Clarisses d'Argentan désormais terminé, et y meurt le 2 novembre 1521, à l'âge de 58 ans, laissant une grande renommée de sainteté.

Dans son livre *les Prisons*, Marguerite de Navarre, qui avait conservé à sa belle-mère la plus vive affection et une profonde vénération, a décrit en vers fort émouvants la sainte mort de Marguerite de Lorraine. Je cite au moins le passage relatif au moment suprême :

« Et de ferveur son abbesse embrassa,
« Et en disant : « Jésus ! Jésus ! » passa
« Du val de pleurs au mont de tout plaisir,
« Où, de longtemps, habitait par désir.
« Mais aussitôt qu'elle eut finé de dire :
« Jésus ! se print doucement à sousrire,
« Car ce Tout-là, qu'en tout elle avait creu,
« Sans nul obstacle estoit lors d'elle veu (1).

Tel est dans ses grandes lignes le résumé bien incomplet, bien aride, de la vie de Marguerite de Lorraine. Je n'aurais pu, il est vrai, insister davantage sur ses admirables vertus de religieuse sans sortir de mon rôle.

Depuis sa mort, Marguerite de Lorraine n'a cessé d'être regardée comme une sainte par les fidèles du diocèse de Séez, de recevoir de leur part un culte public et d'être invoquée par eux sous le titre de Bienheureuse. Des documents authentiques, très précis, lui attribuent plusieurs miracles, et dès 1624, à la prière de l'évêque de Séez, le roi Louis XIII demandait au Pape Urbain VIII de la placer au nombre des saints.

Les événements n'ayant pas permis de donner suite à ce pieux désir, Mgr Bardel, évêque actuel de Séez, résolut au moins, en

(1) L. DUVAL. *La mort de Marguerite de Lorraine et de Charles IV, duc d'Alençon*, dans la *Revue Normande et Percheronne illustrée*, juillet-août 1896.

1908, de solliciter de la Cour de Rome, conformément aux cas d'exception prévus par les décrets du même Pape Urbain VIII, la reconnaissance ou mieux la confirmation du culte immémorial rendu dans son diocèse à la Bienheureuse Marguerite de Lorraine. Cette confirmation devait permettre de célébrer sa fête non seulement dans l'ordre de Saint François, mais dans tous les diocèses ayant eu des relations historiques avec la sainte duchesse d'Alençon.

Mgr Bardel institua en conséquence, à Séez, un tribunal ecclésiastique chargé d'instruire la cause, et il fit au président de la Société historique et archéologique du Maine le grand honneur de le comprendre parmi les témoins adjoints à ce tribunal, comme président d'une Société historique dont le ressort s'étend sur une partie importante des anciens domaines de la duchesse.

Après treize années, je conserve un souvenir toujours ému et reconnaissant de ces séances du tribunal ecclésiastique de Séez qui me permirent de rendre un si juste hommage à Marguerite de Lorraine, au nom des historiens du Maine ; de tenir longuement dans mes mains et d'examiner attentivement tous les objets lui ayant appartenu, entre autres l'une des ceintures qu'elle porta dans le monde, une garniture d'autel brodée de ses mains, son livre d'heures, sa misérable petite écuëlle en bois de Clarisse.

Je conserve surtout un inoubliable souvenir de la reconnaissance du cœur de la Bienheureuse dans l'église Saint-Germain d'Argentan, le 15 mars 1909.

Depuis 1803, en effet, le cœur de Marguerite de Lorraine, échappé au vandalisme révolutionnaire, est conservé dans une des chapelles de cette église — la chapelle Sainte-Claire — renfermé dans une boîte en plomb scellée à l'intérieur du mur. Comme il n'avait pas été revu depuis 1855, le tribunal ecclésiastique avait le devoir de l'examiner de nouveau.

Dans la matinée du lundi 15 mars 1909, on ferme donc les portes de l'église, et dès 10 heures du matin, toutes les personnes admises à l'examen s'empressent de se grouper dans la chapelle Sainte-Claire, en face de la cavité murée, où repose le cœur. Nous sommes là une vingtaine seulement, anxieux, et quelque peu impressionnés. Aux membres du tribunal, que préside M. le

vicaire général Girard, et aux témoins attitrés, se sont joints deux médecins-experts, le docteur Beaudouin d'Alençon et le docteur Fouché d'Argentan, le curé-archiprêtre de Saint-Germain et ses vicaires, quatre membres du Conseil paroissial, l'entrepreneur chargé de diriger les ouvriers. En outre, le maire d'Argentan a eu la délicate pensée de venir représenter la population et rendre hommage à la Bienheureuse au nom de l'autorité civile.

M. le vicaire général Girard fait un signe. Les ouvriers lèvent leurs pioches et donnent les premiers coups dans le mur. Quelques pierres tombent, découvrant la cavité.

Tous nous concentrons nos regards sur ce petit trou, en proie à un double sentiment de pieuse émotion et de bien excusable curiosité.

Enfin voici la boîte en plomb. M. le vicaire général Girard la prend respectueusement dans ses mains, et, suivi de tous les assistants, l'emporte à la sacristie.

Là, sur une table, on ouvre la boîte, et on en retire le cœur de la duchesse d'Alençon, encore parfaitement reconnaissable !

Les deux médecins l'examinent longuement. Nous sommes ensuite invités à l'examiner à notre tour. Ma qualité de témoin m'autorise même à le toucher légèrement.

Si court, si léger qu'il ait été, ce contact, Messieurs, m'a laissé une impression que les événements tragiques de la guerre eux-mêmes n'ont pu affaiblir. En tout cas, j'en ai gardé un culte fervent pour la Bienheureuse Marguerite de Lorraine.

J'en ai gardé aussi une leçon de haute philosophie, car ce noble cœur de femme, qui avait vibré si généreusement pour Dieu, pour toutes les grandes causes et toutes les misères humaines, qui, un jour retrouvera toutes ses ardeurs, toutes ses affections, n'est plus, en attendant la résurrection, qu'une sorte d'éponge quelque peu desséchée, justifiant ces paroles de la liturgie : « Memento homo quia pulvis es et in pulverem reverteris ».

Quoiqu'il en soit, c'est avec une légitime fierté que j'apposai ma signature sur le nouveau procès-verbal inséré dans le coffret, après quoi le vicaire général, président du tribunal, reporta encore plus respectueusement le cœur dans la cavité de la chapelle Sainte-Claire, et pendant qu'on refermait le mur, lança

trois fois, sous les voûtes de la grande église déserte, l'invocation « Sancta Margarita, ora pro nobis », que tous, nous répétâmes en chœur.

Assurément on ne revoit pas, deux fois dans la vie, une cérémonie de ce genre !

Comme vous le savez déjà, Messieurs, le procès en confirmation de culte commencé en 1909 par Mgr l'évêque de Séez et suivi depuis cette date avec une pieuse persévérance par les postulants, le R. P. Paolini, de l'ordre des Frères mineurs, et M. le chanoine Guérin, aumônier des Clarisses d'Alençon, vient enfin d'aboutir en cour de Rome. Le matin même de Pâques, M. le chanoine Guérin m'informait officiellement de la confirmation définitive du culte de Marguerite de Lorraine, m'apprenant par là même que le diocèse du Mans, comme celui de Séez, était désormais en droit de l'invoquer publiquement et de la saluer du titre de bienheureuse (1).

Il me reste maintenant à expliquer cette précieuse faveur, au point de vue historique, en rappelant rapidement les liens multiples qui unissent la sainte duchesse d'Alençon à notre pays du Maine.

II

Par sa mère, il importe de le rappeler en premier lieu, Marguerite de Lorraine appartenait à la maison d'Anjou, qui, depuis le XIV^e siècle, possédait le comté du Maine.

(1) Tous les documents historiques, épigraphiques et iconographiques, manuscrits ou imprimés, relatifs à la vie religieuse de Marguerite de Lorraine se trouvent désormais réunis dans le très important volume du procès en confirmation de culte, dont M. le chanoine Guérin a bien voulu offrir un exemplaire à la bibliothèque de la Société. Ce volume, in-fol. est intitulé : « *Sacra Rituum Congregatione, Emo ac Rmo Domino Card. J. Granito Pignatelli di Belmonte, relatore. — Confirmationis cultus ab immemorabili tempore præstiti servæ Dei Margaritæ a Lotharingia, Moniali Professæ II Ordinis S. Francisci Assisien-sis Beatae nuncupatæ, Positio super casu excepto.* — Romæ, Ex Typographia Augustiniana, 1921. — Pour abréger nous le citerons dans les pages suivantes : *Congrégation des Rites, Confirmationis cultus Positio.*

D'autre part, au moment où paraîtront ces lignes, M. le chanoine Guérin aura publié la nouvelle *Vie de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine* (Téqui, un vol. in-12, avec 7 gravures) qu'il prépare depuis de longues années et à laquelle nous sommes heureux, dès maintenant, de pouvoir renvoyer nos lecteurs.

Dans les vitraux même de cette salle, comme dans la superbe verrière du transept nord de notre cathédrale, vous voyez, Messieurs, les portraits de son bisaïeul, Louis II d'Anjou, comte du Maine, et de sa bisaïeule, Yolande d'Aragon, la fidèle amie de Jeanne d'Arc. Non seulement son grand-père, le bon roi René, fut à son tour comte du Maine de 1434 à 1441, mais sa sœur aînée, Jeanne de Lorraine, épousa Charles V d'Anjou, lui-même comte du Maine en 1472 et neveu du roi René, qui l'avait également recueilli à la cour de Provence.

La réception faite par les habitants du Mans à Charles V d'Anjou et à Jeanne de Lorraine sa femme, en 1475, fut exceptionnellement brillante (1). La jeune Marguerite, alors près de son aïeul, dut en entendre plus d'une fois le récit et savoir gré aux Manceaux de ce chaleureux accueil fait à une sœur avec laquelle elle avait vécu les années heureuses de son enfance.

Jeanne de Lorraine mourut prématurément quelques années plus tard et son mari, qui l'aimait tendrement, en eut un tel chagrin qu'il succombait à son tour dès 1481, sans laisser d'enfants et en léguant le comté du Maine au roi de France.

Sans aucun doute, les souvenirs de sa regrettée sœur et de son beau-frère durent se raviver avec une nouvelle intensité dans l'esprit et le cœur de Marguerite de Lorraine, lorsqu'en 1488, son mariage avec René d'Alençon la fit suzeraine de territoires considérables dans le Maine et l'Anjou.

René d'Alençon, en effet, n'était pas seulement duc d'Alençon, comte du Perche et vicomte de Domfront ; il était vicomte de Beaumont, baron de Fresnay, du Sonnois, et de Sainte-Suzanne, au Maine ; baron de La Flèche et de Château Gontier en Anjou. D'autre part, Marguerite de Lorraine possèdera, en propre, de 1499 à 1510, la baronnie de Mayenne qui lui sera engagée par son frère le duc de Lorraine, en compensation des 50.000 livres de sa dot (2).

(1) ANJUBAULT. *Recherches sur la bourgeoisie et la commune municipale de la cité du Mans*. Le Mans, Monnoyer, 1862.

(2) PAUL MARÉCHAL. *René II de Lorraine et les possessions de la maison d'Anjou dans le Maine*. (Revue historique et arch. du Maine, tome LXXV, 1909, p. 137, 287).

Elle sera ainsi appelée à régner, pour ainsi dire, sur une partie importante des régions comprises aujourd'hui dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne.

Comme nous l'avons dit, elle les parcourra souvent, soit avec son mari, soit seule après la mort de celui-ci, pour en surveiller l'administration, ou y accomplir des pèlerinages.

Le premier de ces pèlerinages dont nous ayons une mention précise date de 1489, et fut troublé par un événement tragique.

Au mois de mars de cette année, qui suivait celle de leur mariage, le duc René, et sans aucun doute sa pieuse jeune femme, vinrent « en voyage » à Notre-Dame-de-Fresnay et à Saint-Christophe-du-Jambet, où, de temps immémorial, existait une fontaine célèbre dont l'eau était employée contre certaines maladies.

Les nobles pèlerins étaient accompagnés d'une suite nombreuse, entre autres de trois jeunes écuyers, moins dévots, semble-t-il, que leurs maîtres. Toujours est-il, qu'au passage à Fresnay, après le dîner à l'hôtel de l'Ecu de France, ces étourdis se prennent de querelle avec d'autres compagnons, et ils se battent si consciencieusement qu'ils laissent un mort sur le terrain (1).

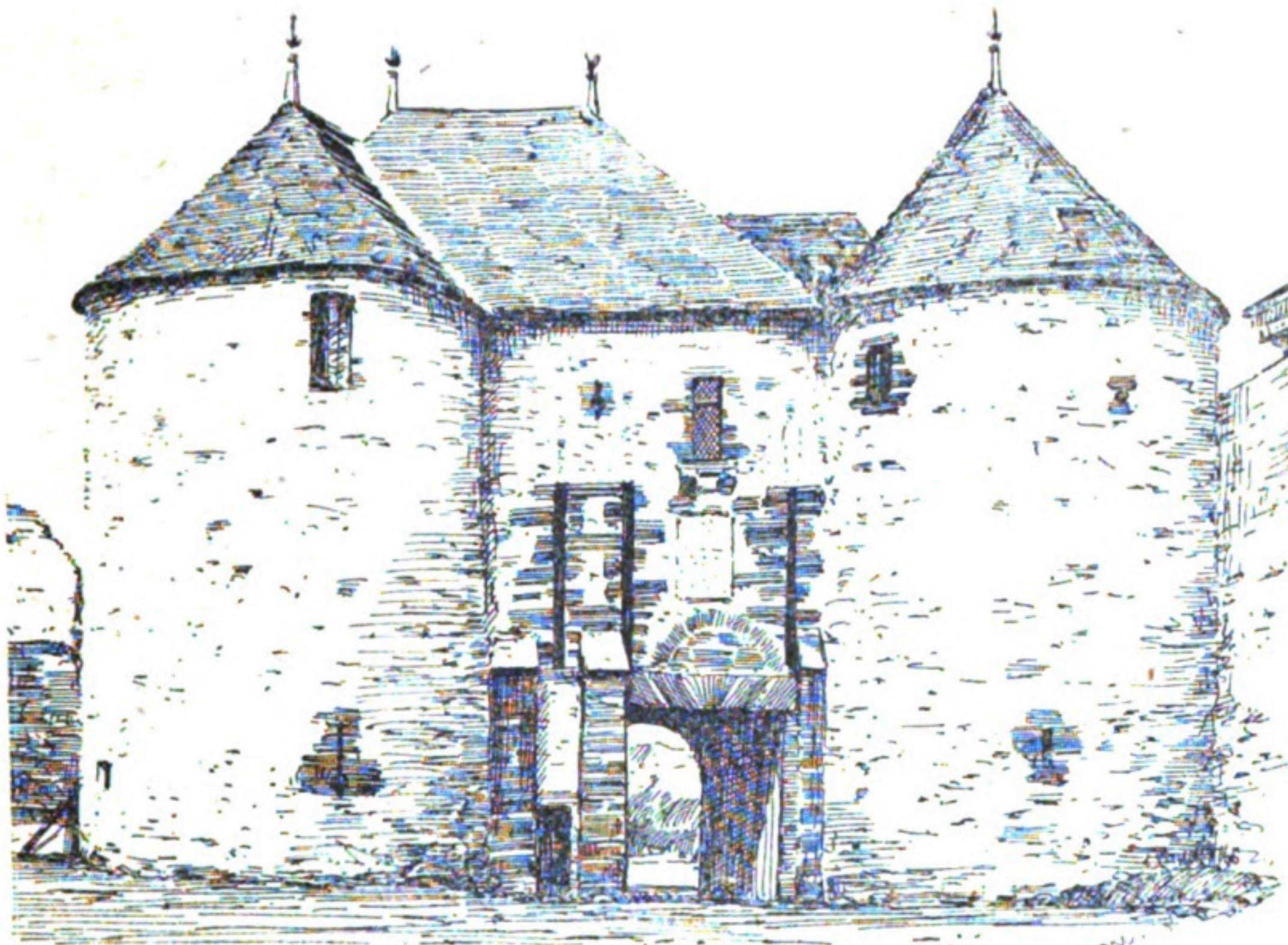
La première fois, d'ailleurs, que Marguerite de Lorraine vint à son château de Fresnay, elle y reçut un singulier hommage. Aux termes d'un aveu de l'époque, la dame de Saint-Ouen de Mimbré dut aller à sa rencontre jusqu'à la porte de la basse-cour du château, prendre à la bride le cheval ou « l'autre bête » que montait la duchesse, et la conduire jusqu'à ses appartements. Ladite dame de Mimbré s'en retourna ensuite chez elle, emmenant pour sa peine le cheval ou l'autre bête (2).

Cette autre bête, je l'avoue, Messieurs, me rend un peu perplexe. Quelle pouvait-elle bien être ? une mule, un âne, un bœuf ? L'histoire a vraiment des mystères insondables...

Mais, le souvenir de Marguerite de Lorraine à Fresnay n'est pas seulement marqué par cette pittoresque cavalcade.

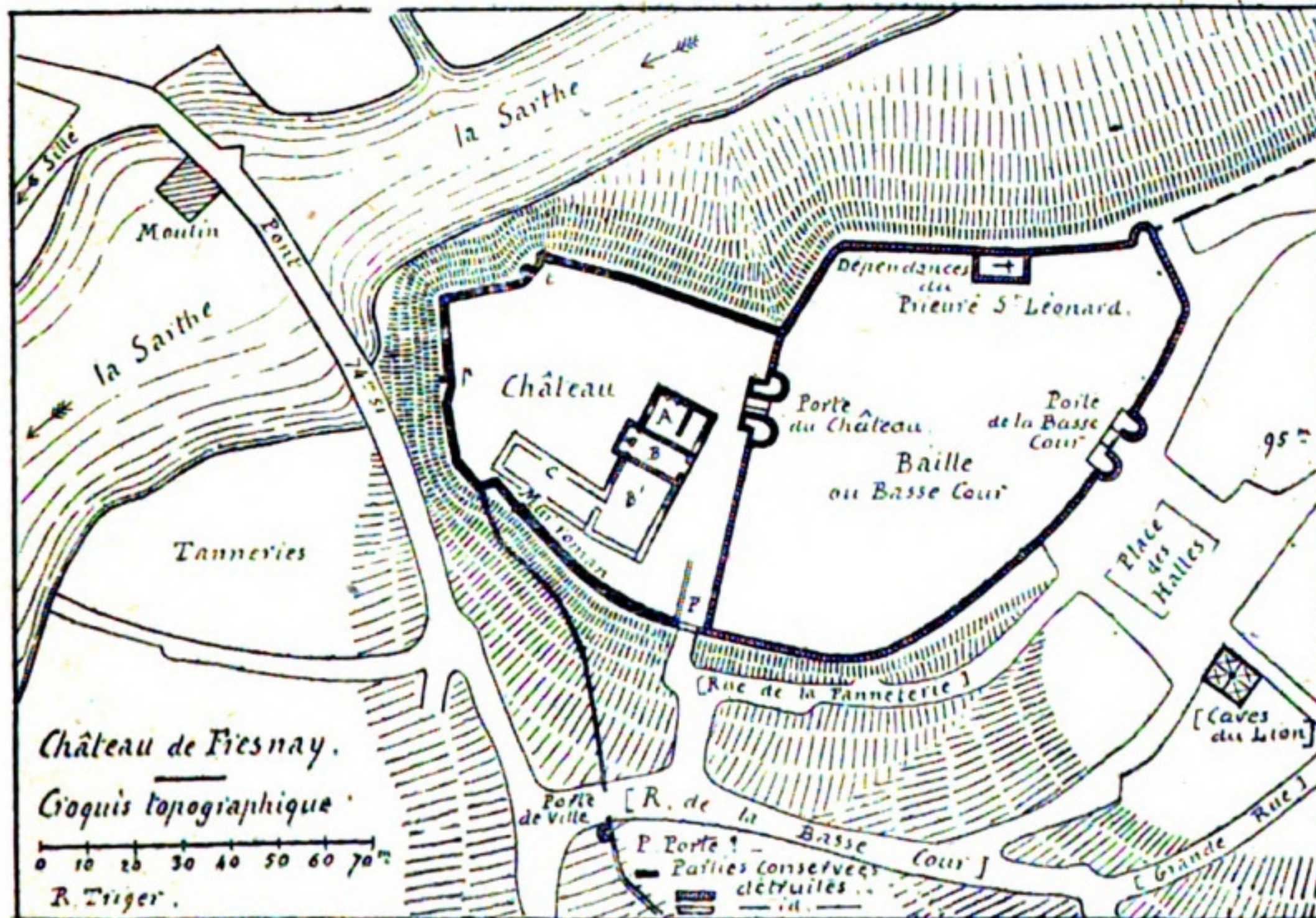
(1) A. LEDRU. *En voyage à Saint-Christophe-du-Jambet*, dans la *Semaine du Fidèle du diocèse du Mans*, d'après trois lettres de rémission. Arch. nationales, JJ. 221, fol. 50, 102 et 174.

(2) Note communiquée par M. le chanoine Didion, curé-doyen de Fresnay, d'après un document du chartrier de Mimbré aux Archives du Cognér.



PAUL VERDIER.

PORTE DE L'ANCIEN CHATEAU DE FRESNAY
SOUS LAQUELLE PASSA MARGUERITE DE LORRAINE
(DESSIN DE M. PAUL VERDIER).



LE CHATEAU DE FRESNAY
AU TEMPS DE MARGUERITE DE LORRAINE

Il y est marqué par d'heureuses mesures administratives, telles que les nominations, en 1503, d'un honorable prêtre du pays, M. Thébault Chauvin comme administrateur de la Maladrerie de la Madeleine (1), de Nicolas Le Camus, « procureur de la duchesse d'Alençon pour la vicomté de Beaumont, Fresnay et Sainte-Suzanne », et de Robert Guillon, lieutenant du bailly de Fresnay, qui collaboreront à la réforme de la Coutume du Maine en 1508.

De plus, Marguerite de Lorraine honora toujours d'une estime particulière un seigneur des environs de Fresnay, Jacques de Mellay, seigneur de Cerisay, en Assé-le-Boisne. A diverses reprises, elle l'invita même à venir à Alençon, conférer avec son chancelier, et, dès 1494, lui octroya l'autorisation de faire inhumer les sires de Cerisay dans le chancel de l'église d'Assé (2).

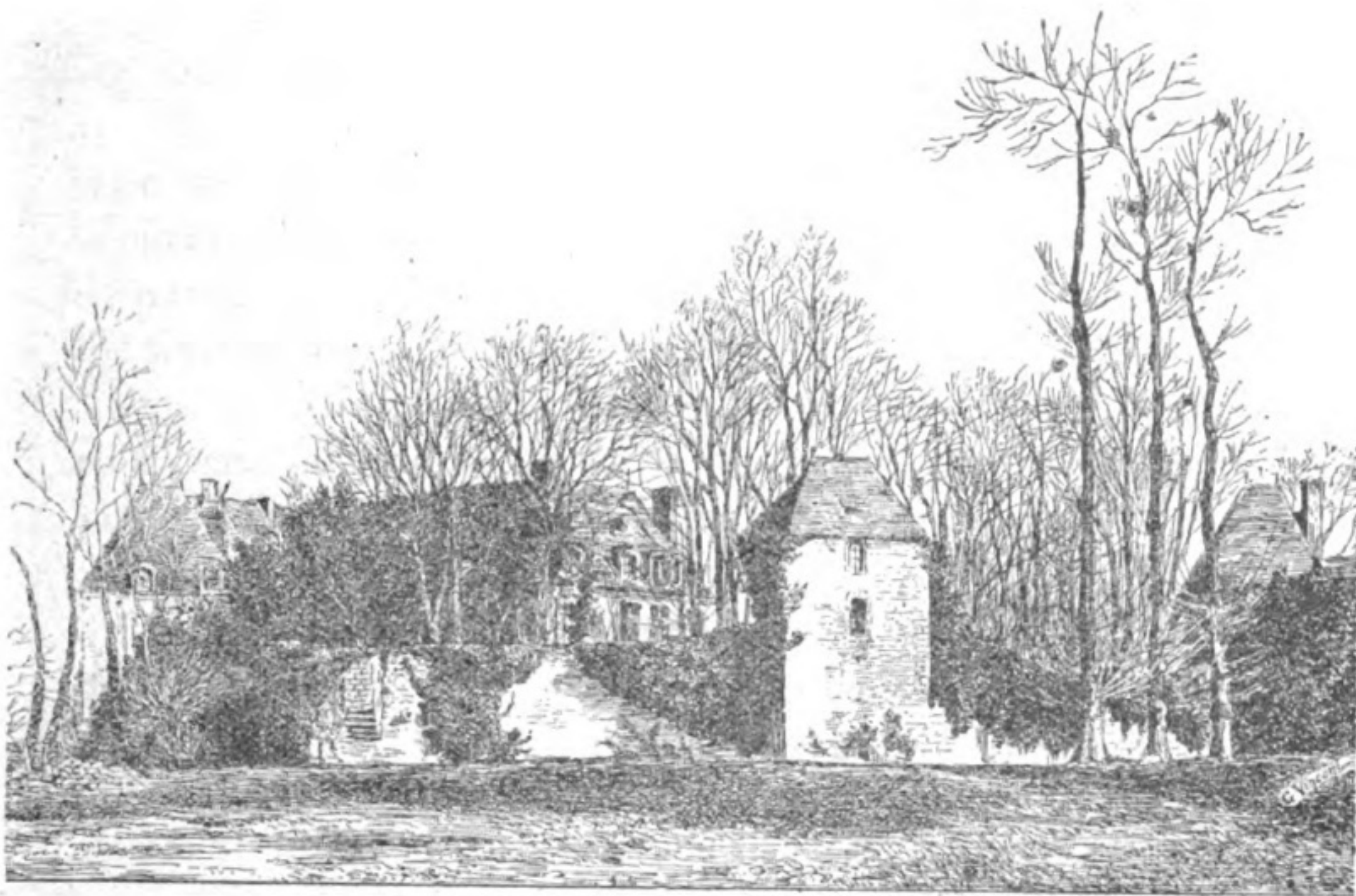
Un autre gentilhomme de la région, Hardouin du Bouchet, seigneur de Maleffre, ayant épousé Marguerite le Maréchal, fille de son « argentier », elle donne généreusement au jeune ménage une dot de 1000 livres. Enfin, elle semble avoir accordé une protection toute spéciale à la famille du Hardas de Linthe, à Saint-Léonard-des-Bois.

Les habitants de Fresnay, je suis heureux de l'ajouter, ne sont pas ingrats envers la sainte Duchesse. Dès 1908, à l'occasion des fêtes de la Bonaventure, ils arboraient dans leurs rues une inscription : *A Marguerite de Lorraine, dame de Fresnay*, qu'ils proclamaient ainsi une de leurs insignes bienfaitrices ; le dévoué curé doyen, M. le chanoine Didion, plaçait sous son patronage la confrérie des Mères chrétiennes, et s'empressait de réserver une place à sa statue dans la belle église Notre-Dame. Dès maintenant, des fêtes solennelles sont en projet pour célébrer, en temps opportun, la reconnaissance du culte public de la Bienheureuse ; à l'exemple de la ville de Sillé, Fresnay saura donc prouver, je l'espère, qu'aucune révolution politique ne peut faire oublier, dans leurs anciens domaines, de nobles châtelaines comme Jeanne

(1) *Inventaire de la maladrerie de la Madeleine*, Archives de l'hospice de Fresnay.

(2) P. MOULARD. *Recherches historiques sur Assé-le-Boisne*, p. 175, 179. Chartier de Cerisay. — *Fief et seigneurie de Maleffre*, p. 16.

Marie de Maillé et Marguerite de Lorraine, qui, chrétiennes avant tout, se montrèrent toujours bonnes pour le peuple, équitables pour les petits, compatissantes à toutes les misères.



CHATEAU DE SAINT-OUEN-DE-MIMBRÉ

OU LA DAME DE MIMBRÉ RAMENA LA MONTURE DE MARGUERITE DE LORRAINE
(DESSIN DE M^{lle} GENEVIÈVE VINCENT)

Au Mans même, Marguerite de Lorraine eut son jour de triomphe. Etant venue, avec le duc, *au pardon*, c'est-à-dire, au grand pardon de la confrérie de Saint-Julien, alors si célèbre, la bonne duchesse y fut reçue solennellement par la municipalité qui lui offrit les présents en usage pour les plus hauts personnages.

Nous lisons effectivement dans les comptes de l'hôtel de Ville :

« Le darrenier jour du mois d'avril 1490, fut donné et présenté
« par les bourgeois, manans et habitans de la dite ville à Mon-
« seigneur d'Alenczon et à Madame son espouze, lesquels étaient
« venus en ceste ville du Mans « au pardon », c'est assavoir
« quatre pots ypocras vallant 60 sols, avec le mestier convenable
« vallant 15 sols, 6 torches de cire de chascune 2 livres vallant

« 75 sols, et deux grands brocs de vin vallant 25 sols » (1).

Avec beaucoup de vraisemblance, enfin, Dom Piolin compte Marguerite de Lorraine au nombre des premières et des plus illustres pèlerines venues prier dans la lande de Vion, devant la statue vénérée de Notre-Dame-du-Chêne.

Le fait est d'autant plus probable que le duc et la duchesse d'Alençon séjournèrent fréquemment à La Flèche.

Déjà, avant son mariage, en 1484, René avait fondé dans cette ville un couvent de religieuses du Tiers Ordre de Saint-François, que Marguerite de Lorraine comblera plus tard de ses générosités, lui donnant, entre autres, un bel hôtel que le duc avait fait bâtir jadis pour l'une de ses maîtresses (2).

Dès le début de leur union, et en exécution d'un vœu qu'ils avaient fait pour obtenir des enfants, René et Marguerite jettent encore, à La Flèche, les fondations d'un couvent de Cordeliers que des Récollets remplaceront en 1604. Mais la Providence va plus vite que les maçons, car, d'après les registres du couvent, la duchesse se trouve presque aussitôt enceinte, et du coup les constructions restent en panne; Marguerite ne pourra les parachever qu'après la mort de son mari, et à elle seule reviendra le mérite d'y installer les Frères mineurs de l'Observance (3).

A elle seule aussi, appartient l'importante fondation du monastère des Franciscaines de Château-Gontier pour le service de l'hôpital de cette ville.

Lors d'une de ses visites, ou mieux d'une de ses inspections administratives à Château-Gontier, en 1507, la bonne duchesse avait reconnu, dit une ancienne relation, que le vieil hôpital Saint-Julien n'était pas gouverné « selon que la grandeur de sa piété et de sa charité sans pareille eût pu le désirer ». Elle avait aussitôt conclu avec les habitants un accord qui lui permit de remplacer les frères hospitaliers par des religieuses du Tiers Ordre de Saint-François, qu'elle fit venir de Mortagne et pour

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal, liasse 247, Comptes de l'hôtel de ville du Mans 1489-1490, fol. 66, v^o. *Annales de la Sarthe*, 1893-95.

(2) DE MONTZEY. *Histoire de La Flèche et de ses seigneurs*. Le Mans, 1877, I, 236; II, 7, 345.

(3) Archives de la Sarthe, H. 1285, 1286. Bibl. d'Angers, Ms. 784.

lesquelles elle bâtit, près de l'hôpital, un couvent spécial (1). L'acte de fondation, conservé à la Bibliothèque d'Angers, fait particulièrement honneur à la charité et à la piété de Marguerite de Lorraine. Il spécifie notamment que les nouvelles religieuses seront tenues de nourrir, alimenter et loger les pauvres passants ; de réformer en mieux ladite maison Dieu ; de dire, faire dire et célébrer le service divin en leur église, et il leur interdit formellement de mendier ou quêter publiquement, afin de ne pas imposer un surcroît de charges aux habitants (2).

Détruit pendant les guerres de la Ligue, le monastère des Franciscaines sera plus tard transféré au Buron, mais aujourd'hui encore, le souvenir de Marguerite de Lorraine reste en vénération à l'hôpital Saint-Julien de Château-Gontier.

Le chapitre de la cathédrale du Mans eut, lui aussi, sa part dans les générosités de la duchesse d'Alençon. En 1509, à la demande du cardinal de Luxembourg, et en sa qualité de dame de Sainte-Suzanne, Marguerite de Lorraine dispense ce chapitre de tout droit de main morte pour deux prés dépendant de la baronnie de Sainte-Suzanne, en ayant soin d'ajouter « que si elle
« désire ainsi le bien et l'augmentation du chapitre du Mans,
« c'est afin qu'elle, ses prédécesseurs et successeurs, soient à tous
« jours participans et associez ès prières et oraisons qui se font
« en ladite Eglise du Mans (3). »

La plupart des nombreux documents émanés de Marguerite de Lorraine que conservent nos archives départementales n'étant que des aveux ou des actes féodaux, l'histoire a le regret de ne pouvoir préciser, comme elle le désirerait, l'action de la Bienheureuse en ce qui concerne, dans nos territoires, son administration civile et judiciaire.

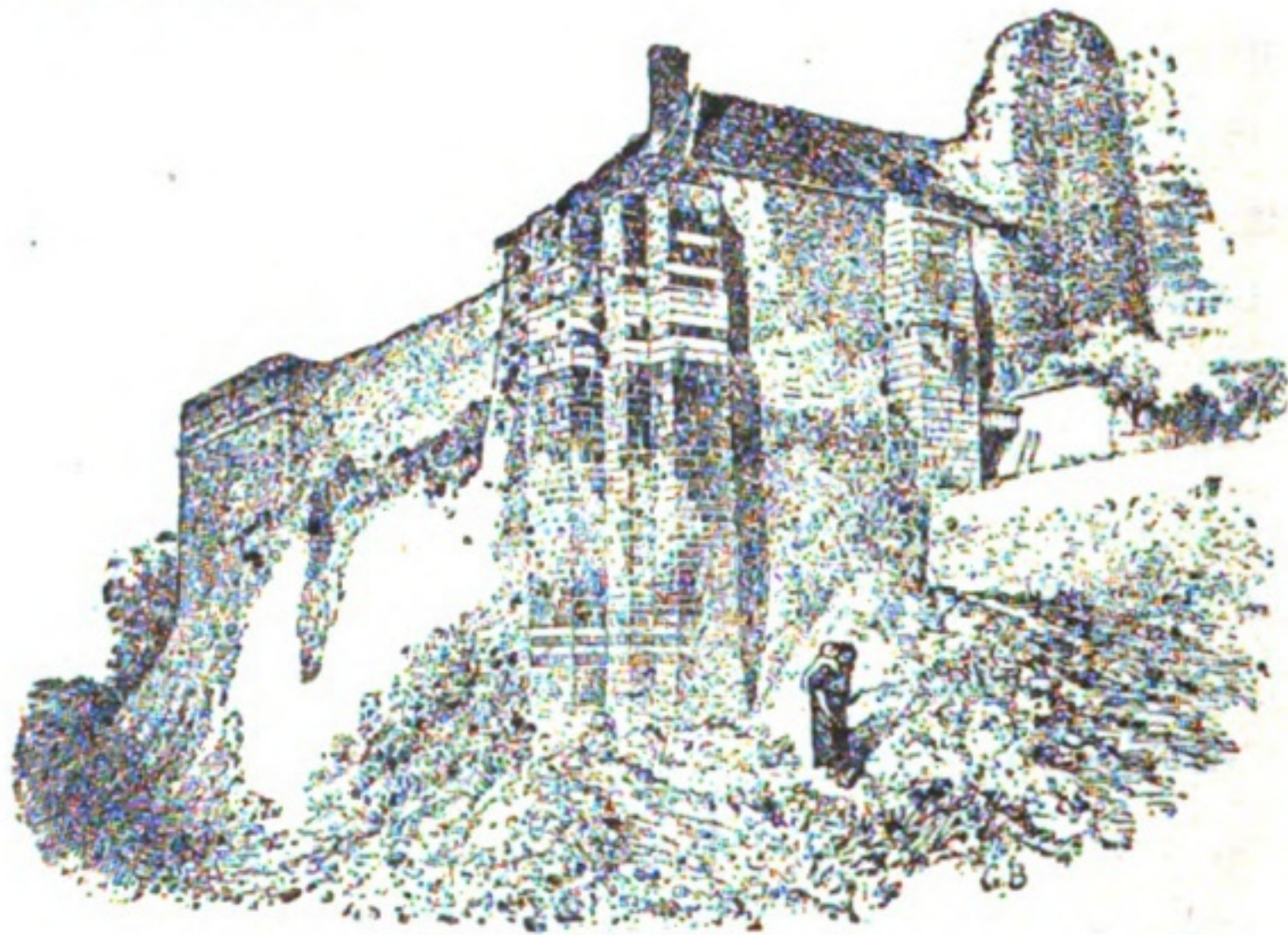
Il est cependant possible de reconnaître son heureuse influence

(1) Sœur R. DUBOIS. *Petit Recueil de l'ancienne maison de Saint Julien de Chasteaugontier*, 1653. — DU BROSSAY. *Origines de l'hôpital Saint-Julien de Château-Gontier*. (Mémoires de la Société des Sciences et Arts d'Angers, 1900)

(2) Bibliothèque d'Angers, Ms. 797. *Origine de la fondation des religieuses Cordelières, à Château-Gontier*. — V. Appendice et R. GAUCHET, *Histoire de de l'hôpital Saint-Julien de Château-Gontier*, en publication dans le *Bulletin historique de la Mayenne*.

(3) Arch. de la Sarthe, Fonds du Chapitre B. 50, et dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, V. p. 219.

dans l'honorable attitude, lors de la réforme de la Coutume du Maine en 1508, de M^e Nicolas Le Camus, « procureur de Madame Margarine de Lorraine, duchesse d'Alençon », et des autres officiers de ses domaines : Jean de Langlée, lieutenant du bailli de Beaumont, Robert Guillon, lieutenant du bailli de Fresnay, Geoffroy Vieil, lieutenant du bailli de Sonnois, Macé Blanchet, lieutenant du sénéchal de Mayenne, Jean Regnault, procureur de la Vicomté de Beaumont, Michel Guillotin, procureur de la baronnie de Sonnois.



RUINES DU DONJON DE BEAUMONT
CHEF-LIEU DE LA VICOMTÉ

Les représentants de la Vicomté de Beaumont, notamment, réclament avec énergie le maintien à la duchesse des droits de pardon et de rémission, dont les seigneurs de Beaumont jouissaient jusqu'alors, et que Marguerite de Lorraine, si compatissante et si charitable, tenait sans doute beaucoup à conserver. Ils ne peuvent empêcher que ces droits soient désormais attribués au Roi ; mais, dans la discussion d'un autre article, M^e Nicolas Le Camus défend avec tant de chaleur la cause « des sujets fort molestés » par une procédure tracassière, qu'il obtient de l'Assemblée « de faire raport à la Cour » de ses observations, entièrement conformes, semble-t-il, aux idées de sa noble suzeraine.

Celle-ci, d'ailleurs, n'hésite jamais à faire respecter ses propres droits. Nous en avons pour preuves le soin qu'elle met, en 1498,

à obtenir de René de Mésenge, seigneur de la Bussonnière, la reconnaissance de sa prééminence et de son patronage sur l'église N. D. de Beaumont; mieux encore, le mémorable procès qu'elle soutient devant le Parlement contre les moines de la Couture, au sujet de droits d'usage dans la forêt de Perseigne. Si exorbitantes, toutefois, que soient les prétentions des moines et si assurée qu'elle soit du gain de sa cause, Marguerite de Lorraine se fait un devoir, « pour le bien de la paix », d'accepter une transaction qui témoigne une fois de plus de sa grande équité, de ses dispositions toujours conciliantes.

En tout cas, elle sait rendre son gouvernement si « populaire » dans notre région, que les habitants de Beaumont et de Fresnay s'imposent d'eux-mêmes une taxe de 5 sols par livre comme don de joyeux avènement à son fils Charles, à l'époque de son mariage.

De tels faits permettent au moins d'entrevoir l'action sociale, moralisatrice et bienfaisante de Marguerite de Lorraine. Une rapide énumération de ses principaux amis du Maine achèvera de montrer combien elle fut heureuse dans le choix de ses relations et de son entourage, combien elle fut, de son vivant déjà, hautement appréciée de nos plus éminents compatriotes.

Au premier rang de ses amis, il convient, par exemple, de citer l'illustre évêque du Mans, le Cardinal de Luxembourg, que Marguerite de Lorraine appelait son « très cher cousin ». Sur sa demande, il était venu, dès 1492, assister le duc René à son lit de mort et présider à ses obsèques; plus tard, il répondra à tous ses vœux en contribuant à la réforme des abbayes de Saint-Martin de Séez et d'Alménèches. En dépit d'un de ces procès féodaux, qui n'altéraient en rien les amitiés, le Cardinal et la sainte Duchesse restèrent si liés pendant toute leur vie, qu'après avoir reçu lui-même en cadeau, de Marguerite de Lorraine, un tableau de l'*Ecce Homo*, Philippe de Luxembourg lui légua dans son testament l'un de ses objets d'art les plus précieux, « le grand tableau de son estude », c'est-à-dire de son cabinet de travail (1).

A côté du Cardinal se place ensuite l'ancien doyen du Chapitre du Mans, Gilles de Laval-Loué, évêque de Séez de 1478 à 1502.

(1) DOM PIOLIN. *Histoire de l'Eglise du Mans*. V. p. 321 et 330.

Beau-frère de Jean de Daillon, s^r du Lude, ancien gouverneur du duché d'Alençon, Gilles de Laval-Loué s'était trouvé, en présence, avant le mariage de Marguerite de Lorraine, d'un autre prétendant au siège épiscopal de Séez, et il en était résulté dans le diocèse une sorte de schisme de désastreuses conséquences. La duchesse n'avait pas moins appelé près de son mari mourant Gilles de Laval-Loué, dont elle avait sans aucun doute reconnu les droits. Lorsque sa conscience fut entièrement éclairée, elle n'hésita pas à soutenir de tout son pouvoir l'ancien doyen du Mans, et l'aida très efficacement à rétablir l'ordre et l'union dans le clergé de Séez.

D'une plus grande confiance encore, la Bienheureuse entourait l'un des principaux docteurs que l'Eglise du Mans ait produits à cette époque, le chanoine Jean Lemeignan, de Laval, archidiaque du Passais. Lorsqu'il fut devenu titulaire de la cure de Notre-Dame d'Alençon et chanoine de Toussaint, à Mortagne, elle le choisit même pour confesseur et pour exécuteur testamentaire. De son côté, Jean Lemeignan, qui croyait mourir le premier, lui légua par son testament en date du 1^{er} octobre 1516, « en témoignage de suprême affection », deux grandes pièces d'or nommées *Croixettes*, du poids de plus de vingt écus, avec sa petite croix d'or et un *Agnus Dei* (1). Or, Jean Lemeignan est particulièrement connu pour la pureté de sa doctrine et son ardeur à combattre l'hérésie naissante.

L'abbé de Perseigne, Roland Le Gouz, l'un des abbés les plus respectables de ce monastère et qui prit une part importante à la réforme monastique, semble avoir été, lui aussi, l'un des principaux conseillers de Marguerite de Lorraine. Sur sa demande, en effet, le Pape Alexandre VI le désigna, conjointement avec l'évêque du Mans et le doyen de Mortagne, pour visiter le nouveau monastère des Clarisses d'Alençon et en prendre possession. Cette mission donna occasion à l'abbé de Perseigne, de proclamer hautement ce qu'il pensait de la duchesse d'Alençon.

« Le vénérable abbé, dit une note jointe à la bulle du Pape, « rend témoignage de la décence de ce monastère, préparé par

(1) Note communiquée par l'abbé Angot, qui avait eu entre les mains l'original même du testament de Jean Lemeignan.

« les soins de la très pieuse, puissante et excellente Princesse
« Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon et mère de toute
« charité (1). »

De même, ce sera plus tard un autre religieux manceau, non moins connu et d'une orthodoxie non moins sûre, le célèbre cordelier Jean Glapion, de La Ferté-Bernard, qui aura l'honneur d'aplanir certaines difficultés de la vocation de la Bienheureuse et de l'installer, en 1520, dans le monastère qu'elle venait de fonder à Argentan.

Marguerite de Lorraine, enfin, daigna honorer de son amitié les seigneurs de Saint-Paterne, les le Gay, prenant même un membre de leur famille pour « maistre d'écolle et confesseur » du jeune duc Charles IV, plus tard pour « argentier et maître de sa chambre aux deniers (2). » Mais elle entoura surtout de la plus vive affection une ancienne dame d'honneur de la comtesse de Laval, Jeanne Geslin, que tous les contemporains sont unanimes à considérer comme une âme d'élite et qui se fera elle-même religieuse au monastère de Mortagne.

La comtesse de Laval, Catherine d'Alençon, était, d'ailleurs, la belle-sœur de Marguerite de Lorraine, qui, sans aucun doute, inspira et encouragea de tout son pouvoir la fondation du monastère de Patience, par le comte Guy XV et Catherine d'Alençon, sa femme. Ce sera même en partant pour Laval, où elle avait reçu mission d'établir au monastère de Patience la règle adoucie de Sainte-Claire, que la sainte duchesse d'Alençon ressentira les atteintes mortelles de la maladie.

Après sa mort, Marguerite de Lorraine n'oublia pas ses amis et anciens sujets du Maine et, en échange de la confiance que beaucoup lui conservaient, leur obtint plusieurs guérisons.

L'un de ses premiers biographes, le dominicain Marin Prouverre, du couvent d'Argentan, écrit, en effet, en 1624 :

« Oublierai-je [au nombre des miracles attribués à la *Sainte Dame*], le bon seigneur de Linthe du Hardas, guari miracu-

(1) G. FLEURY. *Cartulaire de l'Abbaye de Perseigne*, Mamers, 1880. Notice historique, p. LXIX, et Archives de l'Orne.

(2) L. DUVAL. *Un mandement de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon*, 1504. (Bulletin de l'Histoire de Normandie, Rouen, 1911).

« leusement d'une forte pleurésie, et la Damoiselle son espouse
« d'une grosse fièvre chaude, lorsque deux de leurs filles, reli-
« gieuses en ce monastère, se prosternèrent à ce *sacré dépost* [le
« tombeau de Marguerite de Lorraine], demandant le secours
« de leur chère patronne en faveur de leurs bons progéni-
« teurs (1). »

Or, « ce bon seigneur de Linthe du Hardas » paraît bien être Thomas du Hardas marié à Louise de Couterne et l'un des fils d'Aminadab du Hardas, seigneur du charmant et pittoresque manoir de Linthe, à Saint-Léonard-des-Bois, dont le testament, en date du 27 novembre 1573, nous a été conservé (2). En 1609, en effet, Thomas du Hardas, seigneur de Linthe et d'Hauteville, et Louise de Couterne, sa femme, constituent une rente de 15 livres au monastère des Clarisses d'Argentan, à l'occasion de l'entrée dans ce monastère de leur fille Renée (3). Une sœur de Renée fut, sans doute, elle-aussi, religieuse à Argentan, alors que leurs deux tantes, Rose et Anne du Hardas, filles d'Aminadab du Hardas et d'Anne Le Clerc, étaient, à la même époque, Clarisses au monastère de l'*Ave-Maria*, à Alençon. La famille de Hardas de Linthe avait, on le voit, des titres tout particuliers à la protection de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine.

Quelques années plus tard, au dire d'une Chronique manuscrite provenant de Sainte-Claire d'Argentan : « Un gentilhomme du
« Maine envoya son attestation de deux miracles qui se firent en
« 1639 envers deux personnes de sa connaissance, malades de la
« fièvre quarte depuis plus de deux ans, et que les médecins
« n'avaient pu guérir. Ce gentilhomme leur avait conseillé d'aller
« à Argentan visiter le tombeau de la bienheureuse Marguerite et

(1) Congrégation des Rites, *Confirmationis cultus Positio*.

(2) P. MOULARD. *Recherches historiques sur Saint-Léonard des Bois*, p. 147. La chapelle de Linthe, de même qu'une partie du vieux manoir, existe toujours, près du pont de Saint-Léonard. Quant à la famille du Hardas, qui posséda en outre des seigneuries de Linthe et d'Hauteville, celle de Courtilloles, à Saint-Rigomer-des-Bois, on la trouve, au XVIII^e siècle encore, représentée au Mans par Jacques du Hardas, marquis d'Hauteville... Renée du H., veuve en 1760 de René Erard de Baigneux, s^r de Courcival. Jacques du Hardas d'Hauteville, abbé de l'Epau, etc. Armes : « d'argent à six tourteaux de gueules 3. 2. 1. » A. Angot. *Dictionnaire hist. de la Mayenne*.

(3) Note communiquée par M. le chanoine Guérin, d'après les documents de M. le chanoine Blin. Archives de l'Orne, H. 4195, Reg. 259 p. 285.

« y faire leurs prières, ce qu'ayant fait ils s'en retournèrent par-
« faitement guéris (1). »

Le même manuscrit ajoute : « Il a été envoyé plusieurs fois de
« Laval, ville de la province du Maine, des figures de cire, les
« unes représentant des personnes entières, les autres des bras,
« des jambes, pour être suspendues sur le tombeau de la Bienheu-
« reuse, afin de mieux constater les différentes maladies dont
« avaient été guéries par son intercession les personnes qui les
« envoyaient, et pour marquer en même temps la reconnaissance
« des bienfaits qu'elles en avaient reçus. Les religieuses du monas-
« tère de Patience de cette ville, Ordre de Sainte-Claire, ont
« envoyé pour cette même fin à celui d'Argentan, le tableau de la
« Bienheureuse et plusieurs autres vœux (*Ex-voto*). »

D'autre part, dans l'une de ses dépositions au procès canonique, le chanoine Blin, l'un des plus érudits historiens du diocèse de Séez, dira : « J'ai le procès-verbal de deux guérisons opérées au
« tombeau de Marguerite de Lorraine et certifiées *devant le label-
« lion du Mans*. »

Sans attacher à ces faits la valeur que pourrait seule leur donner une discussion scientifique, on est en droit d'en conclure, au moins, que Marguerite de Lorraine compta, dans le Maine, bon nombre de clients fidèles et reconnaissants.

Pour leur part, les historiens manceaux n'ont jamais cessé, au cours des siècles, de témoigner leur admiration à cette duchesse d'Alençon que tant de pieux souvenirs unissent à notre pays.

C'est un manceau, le fougueux cordelier Yves Magistri, de Laval, qui, le premier dès 1582, écrit la vie de la Bienheureuse et présente sa « sainteté » en modèle à toutes « les dames et damoiselles » de France (2).

(1) Congrégation des Rites, *Confirmationis Cultus Positio*.

(2) « *Mirouers et guydes fort propres pour les dames et damoiselles de France qui seront de bonne volonté envers Dieu et leur salut, tout ainsi que ont esté les très illustres princesses Madame Jeanne de France et Marguerite de Lorraine, les vies desquelles seront mises au présent volume pour, par le moyen d'icelles, lesdites dames et damoiselles pouvoir mirer leurs vies et guider leurs sentes par le destroit de cette vallée de misère, le tout mis en lumière par le R. P. F. Yves Magistri, de l'Ordre des Frères Mineurs du couvent de Saint-François de Laval. A Bourges, imprimé par Pierre Bouchier, 1585* ». Un vol. in-4°, très rare. — Bibl. de la ville du Mans, Maine, 266.

L'exemplaire de la Bibliothèque du Mans a beaucoup servi dans le procès

C'est ensuite notre vieux magistrat le Corvaisier de Courteilles, le plus ancien historien des évêques du Mans, qui n'hésite pas à proclamer, en 1648, que Marguerite de Lorraine « mourut en grande réputation de sainteté ».

En 1653, une religieuse de l'ancien couvent de Château-Gontier, alors transféré au Buron, la sœur Renée Dubois, dans un petit livre publié la même année, rappelle les libéralités et la piété de la *bienheureuse* dame Marguerite de Lorraine, et dit qu'elle vécut « en odeur de très grande sainteté » dans son monastère d'Argentan (1).

A la fin du XVIII^e siècle, même, cette renommée ne s'est point affaiblie. Un prêtre du diocèse du Mans, Julien Pelé, longtemps vicaire à Bourg-le-Roi, qui réunit de nombreuses notes d'histoire locale, termine, entre 1770 et 1780, sa notice sur Marguerite de Lorraine en constatant lui encore, qu'elle mourut « en odeur de sainteté (2) ».

De nos jours, le R. P. dom Piolin, déclare « que le nom de « l'illustre et sainte princesse Marguerite de Lorraine ne doit « être prononcé qu'avec respect et reconnaissance par les habitants du diocèse du Mans, car on ne saurait compter tous les bienfaits qu'elle répandit sur notre territoire » ; l'abbé Robert Charles, l'un des premiers vice-présidents de notre Société, s'estime particulièrement heureux de retrouver au presbytère d'Argentan et de faire connaître au public savant l'inscription du XVI^e siècle qui constate en termes si expressifs la grande réputation de sainteté de la Bienheureuse et qui vient de tant attirer l'attention dans le procès de confirmation du son culte (3).

Plus récemment, en 1909, le regretté abbé Angot, dont l'érudition si profonde et si sûre fait justement autorité, m'écrivait avec

en confirmation du culte et est plusieurs fois cité dans le volume de la Congrégation des Rites.

(1) *Petit recueil de l'ancienne maison de S. Julien de Chasteau-Gontier*, réimprimé à Laval, chez Goupil, en 1891, par l'abbé Angot.

(2) Congrégation des Rites. *Confirmationis cultus Positio*.

(3) Communiquée par l'abbé Robert Charles à M. L. Germain de Maily, l'érudit archéologue de Nancy, cette inscription avait été publiée par celui-ci, dès 1884, dans une brochure intitulée : *Un portrait de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon, au musée Lorrain*, Nancy, Crépin, 1884, in-8.

ce laconisme scientifique qui donnait plus de poids encore à ses jugements « Marguerite de Lorraine m'a toujours aussi vivement intéressé : on fait bien de faire revivre sa mémoire ».

Permettez-moi d'ajouter, Messieurs que votre président considère comme l'un des honneurs de sa carrière d'avoir été appelé à résumer, en votre nom, devant le tribunal ecclésiastique, cette opinion unanime des historiens du Maine et d'avoir pu signaler entre autres, dans les documents manceaux, deux appréciations qui ont paru dignes d'être spécialement retenues(1).

Je conclus, Monseigneur, Messieurs.

La Bienheureuse Marguerite de Lorraine, certes, appartient à bien des titres au diocèse du Mans. A bien des titres, nous avons le droit et le devoir de la revendiquer.

Nous devons même en être fiers, car les Saintes aussi *complètes* sont assez rares. Femme de haute lignée, d'une exquise distinction, d'une intelligence supérieure, d'une modestie et d'une abnégation sans égales, elle fut tout à la fois une épouse et une mère admirables, une administratrice de premier ordre, toujours équitable, toujours compatissante aux malheureux. et une sainte religieuse. Elle unit ainsi dans sa personne toutes les vertus, tous les mérites de la vie du monde et de la vie du cloître. Et pour rendre ces vertus plus attrayantes, il semble, d'après ses portraits (2), que Dieu ait tenu à lui donner même ces charmes physiques, cette beauté séduisante, dont, en notre qualité de Français toujours passionnés d'idéal, nous aimons à voir resplendir les saintes.

Votre Grandeur, je n'en doute pas, Monseigneur, sera heureuse de faire mieux connaître et invoquer encore dans le diocèse du Mans la Bienheureuse Marguerite de Lorraine ; de l'associer plus directement encore, comme elle même l'a demandé, « aux prières et oraisons qui se font en l'Église du Mans ».

(1) Congrégation des Rites. *Confirmationi Cultus Positio*. Les dépositions et rapports du président de la Société hist. et arch. du Maine y sont reproduits *in extenso*.

(2) H. TOURNOUER. *Les Portraits de Marguerite de Lorraine*, dans le *Bulletin de la Société Historique de l'Orne*, tome XXV, janvier 1906. — Germain de Maily. *Un portrait de Marguerite de Lorraine au musée Lorrain*, Nancy, 1884.

Nous, modestes historiens, nous sommes heureux de pouvoir au moins saluer respectueusement en Elle l'une des plus belles et des plus nobles figures de femme dont notre histoire provinciale soit en droit de s'honorer (1).

Robert TRIGER.

NOTES ADDITIONNELLES

I

Au moment de la correction des épreuves de cette conférence, nous recevons le nouveau livre de M. le Chanoine Guérin, aumônier des Clarisses d'Alençon : *La Bienheureuse Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon et religieuse Clarisse*, Paris, Téqui, 1921, un vol. in-12, de 373 pages.

Cette étude très complète, dont nous nous empressons de recommander l'attrayante lecture, met enfin en pleine lumière la vie si édifiante de la Bienheureuse. Nous y trouvons, entre autres détails nouveaux concernant le Maine, l'exposé du procès contre les moines de la Couture, d'après le dossier H, 4112, des Archives de l'Orne, et la mention du don de joyeux avènement fait par les villes de Beaumont et de Fresnay à Charles IV d'Alençon.

Toutefois, de l'avis même de M. le chanoine Guérin, il n'est pas sans intérêt de reproduire ici, *in extenso*, une lettre de Marguerite de Lorraine au Parlement de Paris, publiée en 1903 dans le tome IV des *Lettres de Charles VIII*, éditées par M. P. Pélicier pour la Société de l'Histoire de France.

Cette lettre, trop peu connue encore, est, en effet, d'un intérêt tout particulier pour l'administration de la duchesse d'Alençon, en montrant sa reconnaissante sollicitude à l'égard de ceux de ses

(1) S. G. Mgr l'Évêque du Mans, en nous répondant, a bien voulu annoncer déjà « qu'à la cathédrale du Mans, une fête religieuse ne tarderait pas à inaugurer dans le diocèse le culte de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine, lorsque le diocèse de Séez y aurait justement préludé ».

officiers qui la servaient fidèlement, et en révélant, sous une forme vraiment touchante, les difficultés que la vaillante femme eut à surmonter pendant la minorité de son fils : elle témoigne, en outre, de son parfait loyalisme envers le Roi, de ce qu'on appellerait de nos jours son patriotisme.

MARGUERITE D'ALENÇON AU PARLEMENT DE PARIS.

Alençon, 7 février 1495.

Très chers et grans amys, je me recommande fort à vous. L'un de mes conseillers, nommé Guillaume Brosset, a certain procès par davant vous, touchant l'office de vicomte d'Alençon, à l'encontre d'un nommé Carbon de Luppe. Et, pour ce que iceluy Brosset et son feu père en furent autrefois pourvez pour aucuns grans et bons services dignes de très grande recommandacion, comme serez plus amplement informez, aussi que iceluy Brosset est notable personnage qui, de tout tems a servy ceste maison, luy ay baillé la joyssance d'iceluy office par la deliberacion des gens de mon conseil, ses droictz veus. A ceste cause vous pry, tant que je puis, que en bonne raison et justice pour l'onneur et amour de moy le vueillez avoir pour recommandé.

Au seurplus, très chers et grans amys, j'ay sceu comme le seigneur de Saint-Pierre (1), contre vérité et en contens et hayne du procès que j'ay par devant vous à l'encontre de luy et de l'exécution de certain reliefvement en cas d'appel pour le faict de la congnoissance des aides en ce duchié et de la cappitainerie d'Exmes, a puis n'a guères adverty monseigneur le roy que, en ce duchié et bailliaige d'Alençon, s'est faict et commis quelque grant rebellion à l'encontre de luy et de son auctorité, qui est grant mal et pechié audit de Saint-Pierre, et monstre bien qu'il n'est pas las d'avoir persécuté feu monseigneur (2), dont Dieu ait l'âme, mais encore vieult courir surs à mon filz, qui est

(1) Jean BLOSSET, chevalier, seigneur de Saint-Pierre et de Carrouges, grand sénéchal de Normandie, conseiller et chambellan du roi, [« capitaine de vingt lances de son ordonnance et de tous les gens de guerre à pié de la duché de Normandie, de Falaise et Avranches » en 1490]. Très en faveur sous les règnes de Louis XI et de Charles VIII, Jean Blosset, que nous avons le regret de trouver au nombre des adversaires de René d'Alençon et de Marguerite de Lorraine, fera construire une partie du château actuel de Carrouges.

(2) René, duc d'Alençon, époux de Marguerite de Lorraine. Après avoir ardemment travaillé à compromettre le duc, Jean Blosset avait été nommé par Louis XI l'un des commissaires chargés d'instruire le procès de René, au lendemain de son arrestation à la Roche-Talbot en 1481.

mineur d'eage, à moy et à ceste pouvre maison, et est ceste faulce accusacion contenue ès lettres que mondit seigneur le roy a n'a guères escriptes à mon cousin monseigneur de Bourbon, imprimée et vendue ou Palays, à Paris, et publiée par tout le royaulme de France (1), qui est merueilleux oultraige et desplaisir, car il n'y a personne sur la terre qui, de meilleur cueur ni plus loyaument, voulust servir et obéir à mondit seigneur le roy que moy, et de tout mon pouvoir vouldroye garder son auctorité.

Très chers et grans amys, je m'en plains à vous comme aux protecteurs et les plus espéciaux amys de cestedite maison, laquelle, la voz mercyz, avez tousjours deffendue, portée et aymée, aussi bien que mon filz est mineur et moy veufve, vous priant, tant qu'il m'est possible, que ne vous en vueillez pas lasser, mais en bonne raison et justice avoir mondit filz et moy partout pour recommandez, car nous en avons bien besoin, en me faisant savoir se chose vous plaist que je puisse pour entièrement l'acomplir. Aidant le begnoist filz de Dieu, qui, très chers et grans amys, vous ait en sa très sainte garde. Escrit à Alençon, le VII^e jour de février.

La duchesse d'Alençon, bien vostre,

MARGUERITE (*manu propria*)

A mess^{rs} les conseilliers pour mons^r le Roy, en sa court de Parlement à Paris, mes très chers et grans amys

L'original de cette lettre, conservé aux Archives Nationales (X^{ta} 9321, n^o 97), porte, comme on le voit, la signature *autographe* de Marguerite, et le texte traduit évidemment avec une grande fidélité ses sentiments, ses angoisses de veuve et de mère, à peine âgée de 32 ans. Nous serions même porté à y reconnaître le style personnel de la jeune duchesse. A tous égards, cette lettre nous semble un document de premier ordre pour la vie de la Marguerite de Lorraine dans le monde.

(1) Lettre de Charles VIII au duc de Bourbonnais, Rome, 12 janvier 1495 :
« Au surplus, j'ai sceu qu'il a esté fait quelque désobéissance au bailliage
« d'Alençon par les officiers qui y sont, et m'a l'en adverty que ladicté deso-
« béissance est grandement contre mon auctorité. A ceste cause, je vous pryé
« vous enquérir et informer, et en ce que requerra donner provision, faictes-le.
« Ayez bien regard que telles choses n'ayent point lieu en mon royaume, car
« vous savez assez les inconveniens et maulx qu'elles peuvent causer en ung
« pays. »

II

A ce document, d'ordre pour ainsi dire politique, nous joignons encore, à titre d'exemple de l'administration de la Bienheureuse, le texte inédit d'une de ses fondations charitables.

Acte qui fut fait à l'entrée des Religieuses du Tiers-Ordre de Saint François dans l'hôpital de Châteaugontier.

Sachent tous présens et avenir que, comme à la postulation et requête de très haute et puissante princesse et notre très redoutée dame Madame la Duchesse d'Alençon, Comtesse du Perche et Vicomtesse de Beaumont, tant en son nom que comme ayant le bail et garde de très haut et puissant prince et notre redouté seigneur Monsieur Charles, Duc d'Alençon, son fils, meue de dévotion, de laquelle permission, octroy et décret de Révérend Père en Dieu, Monsieur l'Evêque d'Angers, et de Messieurs ses Vicaires ait été ordonné et conclu être mis certain nombre de Sœurs Religieuses, vulgairement appelées Sœurs grises et hospitalières du Tiers-Ordre de Monsieur Saint François, en l'Aumônerie, Maison-Dieu ou Hôpital de Monsieur Saint Julien de cette ville de Châteaugontier, situé sur la rivière de Mayne, pour nourrir, alimenter et loger les pauvres passans, et pour reformer en mieux laditte Maison Dieu et Hôpital, et du jourd'huy se soient transportées honnestes et dévotes Sœurs et Religieuses cy-après nommées : C'est à savoir sœur Isabeau Viseuse, sœur Guillemine de Frémont, sœur Gabrielle Le Seurre, sœur Tiennette Alore, sœur Françoisse Duchesne, sœur Françoisse de Guinée, envoyées de par Madame la Duchesse pour être mises et logées en laditte Maison-Dieu de Saint Julien et y faire le service et tenir hospitalité selon et ensuivant l'ordonnance de Monsieur d'Angers...

Pour ce est-il, qu'en notre court dudit lieu de Châteaugontier, en droit par devant nous personnellement établies lesdites dévotes Sœurs Religieuses, etc... Confessent et connaissent... lesdites choses être vrayes et contenir vérité, et au moien de ce et tout avant qu'elles ayent été mises en possession dudit Hôtel-Dieu et Hopital Saint Julien, ont promis et sont convenues et demeurées d'accord avec honorable homme et sage Lancelot Le Cercler, procureur général de Madame la Duchesse en laditte Signurie et Baronie de Châteaugontier, au nom et comme stipulant en cette partie pour Madame la Duchesse, et par ces dittes présentes pro-

mettent, tant pour elles que pour leurs successeuresses, les choses qui s'ensuivent.

C'est à savoir que, dorénavant pour l'avenir et à toujours, elles nourriront, allimenteront les pauvres et y tiendront hospitalité, diront et feront dire et célébrer le service divin en laditte Eglise et ailleurs, selon l'observation de leur Ordre et en la mémoire accoutumée, et juxte l'intention des fondateurs et augmentateurs de laditte Eglise, Aumonerie et Maison-Dieu, et ne pourront aucune chose demander à ma ditte dame la Duchesse et Monsieur son fils, ne à Monsieur d'Angers, fors seulement les fruits et revenus de laditte Maison-Dieu. Aussi ne pourront mander ny quêter publiquement en la manière des mandians, et en toutes choses se porteront bien et deuement et religieusement selon leur Ordre, et au contenu et intention du décret de Monsieur d'Angers datté du 25 janvier 1507, lequel decret, avec le procez et exploits, ont été baillez et mis entre les mains de laditte Isabelle Viseuse, mère des dites Sœurs, par vénérables et discrètes personnes Maître Jean Hector Chantre et Jean Gaillard, chanoines de l'Eglise d'Angers, commissaires députez par Messieurs les Vicaires quant à mettre lesdites Sœurs en possession de l'Aumonerie de Saint-Julien.

Et dont et tout ce que dessus est dit et devisé, lesdittes Sœurs et Religieuses sont demeurées d'accord avec ledit procureur et stipulant dessus dit... et ont promis, juré par leurs sermens, etc.

Fait audit Châteaugontier, le 9 février, l'an 1507.

BOURDAIS, CORMIER.

(*Bibliothèque d'Angers*, Ms. 797, Copie du xvii^e ou xviii^e siècle).

D'après une note du Ms. 9 de la Bibl. de Château-Gontier, que veut bien nous communiquer M. René Gauchet, l'Aumonerie et Maison Dieu de Saint Julien avait pour aumônier titulaire en 1507, M^e Jean Lemeignan, prêtre, alors docteur en Sorbonne et résidant à Paris. Les habitants s'étant plaints à Marguerite de Lorraine d'une absence qui contribuait, sans doute, à rendre nécessaire la réorganisation de l'hôpital, la duchesse s'empressa d'obtenir, en faveur de la nouvelle fondation, la renonciation de Jean Lemeignan, dont la généreuse conduite, dans la circonstance, fut peut-être le point de départ de la grande confiance que lui témoigna plus tard la Bienheureuse.

R. T.

LA VIE D'HÉROISME ET D'AVENTURE

Pendant la Révolution

(Suite).

3^e Une maison suspecte.

Au Mans, sur la place des Halles, à côté du Dauphin, se trouvait la maison des Gaignot, célèbre dans l'histoire de la contre-révolution.

D'abord propriété d'une famille Leloup qui par des acquets successifs l'avait rendue plus confortable (1), elle était passée aux Gaignot, de la paroisse Saint-Vincent, par le mariage de Pierre Gaignot et de Marguerite Leloup, le 9 janvier 1725. Ceux-ci l'avaient laissée à leurs deux enfants Marguerite et Pierre qui le 31 janvier 1769 se mariait dans l'église de Saint-Benoit à Jacqueline Pancheron, fille de Jacques Pancheron corroyeur et de Jeanne Racineau (2).

Les Gaignot étaient boulangers de père en fils. Le dernier fit assez mal ses affaires et dut céder son commerce aux nommés Raimond et Lechat, pour se retirer dans une partie de la maison, chez sa sœur célibataire. Cette sainte fille devint la providence du foyer : elle engagea son petit avoir « qui n'excédait pas

(1) Sur cette maison, devenue propriété de la famille Thuau et actuellement occupée par M. Reneaux grainetier et par l'Œuvre sarthoise des Aveugles de la guerre, voir : Amb. Ledru : A travers le vieux Mans, p. 117, dans l'*Union historique et littéraire du Maine*, 1893 ; — H. Chardon : Nouveaux documents sur les comédiens de campagne dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, XVIII, p. 41. — D. Heurtebize et Robert Triger : Sainte Scholastique, p. 237 et 270. — Arch. de la Sarthe A. 9 f^o 77^v.

(2) M^e. ESNAULT. — Registres de la Couture et de Saint-Benoit.

6000 # » comme caution des 15.000 livres dues par son frère, et malgré son grand âge accepta vaillamment la charge de sabelle-sœur paralysée. C'est que toute la famille, à défaut de fortune, avait de solides vertus ; les événements mettront en évidence une foi profonde, une tenace fidélité à leurs amis et une charité courageuse. La bonne Marguerite aura le droit d'écrire : « Si nous avons péché, c'est par des actes d'une humanité inséparable de notre caractère. »

Le ménage Gaignot avait quatre enfants, Jacqueline-Jeanne et Agathe, Pierre-Jacques et Jean (1). Comme tant d'autres élevés pieusement, ces enfants de bonne heure prirent plaisir « à jouer au prêtre ». On leur abandonna volontiers au deuxième étage le cabinet de toilette d'une modeste chambre donnant sur la cour intérieure. Ils eurent vite fait de le transformer en chapelle et d'organiser en guise d'autel « un paradis, c'est-à-dire deux gradins l'un sur l'autre de chacun cinq pouces de large avec quatre bougeoirs et un crucifix, des petits soleils et un petit calice d'étain que l'on vendait aux enfants sous la halle pour six liards. » D' « une boîte à mettre un briquet et l'amadou » ils firent un tabernacle pour enfermer un ciboire de fer blanc. L'aîné Pierre-Jacques disait la messe, le « diable d'Alexis » chantait et la toute petite Agathe portait gravement la Croix aux processions « dont venaient s'égayer les voisins. »

Jeux d'enfants ! dira-t-on ; mais les jeux reflétaient les pensées. Après de brillantes études à l'Oratoire du Mans (2), Pierre-Jacques choisissait la cléricature et le 19 septembre 1788 recevait la tonsure (3) aux côtés de René Daugré, l'une des premières victimes des agitations royalistes dans la Sarthe. Ses rêves, tout roses et pacifiques, vont-ils donc se réaliser?... Oui, mais à la façon de Dieu qui par la force des événements va dans l'humble réduit, telle une catacombe, réfugier son culte et ses grâces,

(1) Furent baptisés à la Couture Pierre-Jacques le 10 avril 1770, Jacqueline-Jeanne le 6 octobre 1771, Alexis-Jacques le 2 octobre 1773, Agathe le 15 mars 1779.

(2) Pierre-Jacques élève de l'Oratoire de 1782 à 1785 obtient un prix deux accessits et deux couronnes de travail ; — son frère Alexis élève de 6^e en 1784 mérite une couronne. (V. Dr Rebut, op. cit.).

(3) Arch. de la S. G. 409 f^o 46.

comme aussi conduire énergiquement le lévite aux ordinations par le chemin des prisons et des angoisses. Car viendra un jour où l'oncle Pancheron (1), curé d'Athenay, cherchera près de sa sœur une retraite et pendant un mois célébrera chez elle les mystères divins pour lesquels il a eu soin d'apporter un calice d'argent, des ornements et du linge. A son départ pour l'exil en août 1792 il confia ces objets liturgiques à son neveu le séminariste qui les recueillit pieusement : rien désormais ne fut changé à la disposition de la « chapelle » qui déjà renfermait tant de souvenirs. Les Gaignot pensaient en avoir le droit : chaque jour ne trafiquait-on pas les ornements d'église ? Ils pouvaient en avoir acheté pour les garder comme d'autres pour les transformer. On leur apprendra que non.

Un soir à 9 heures, le 20 avril 1793, trois commissaires du Comité de surveillance venaient chez eux faire « une perquisition exacte », Discrète façon sans doute d'appliquer le terrible décret du 18 mars ! Ils ne trouvèrent « aucun étranger, mais seulement une pierre dite sacrée à l'usage des autels du culte catholique, un missel, un corporal, plusieurs écrits aristocratiques. » On eût beau leur expliquer que c'était un dépôt confié par le curé Pancheron, déporté, — ce qui n'avait rien d'illégal, — ils affirmèrent qu'« il n'y avait pas de pierre sacrée sans messe », et sous prétexte de culte clandestin emmenèrent le séminariste qui dès le soir fut écroué à la tour Vineuse d'où quelques semaines plus tard il devait être transféré à la Visitation. Le 31 juillet on reconnut enfin son innocence, mais un fâcheux événement allait retarder sa libération (2).

.

Le 1^{er} août, au matin, le couvreur Jean Duval travaille à la toiture du Dauphin quand par un vasistas il aperçoit chez les Gai-

(1) Jean Pancheron, curé d'Athenay (près Chemiré-le-Gaudin), né au Mans le 26 juillet 1755 de Jacques Pancheron, corroyeur et de Jeanne Racineau, et baptisé dans l'église Saint-Benoit le 27. Les Pancheron habitaient dans la ruelle de Saint-Benoit, au coin de la rue de la Tannerie. (Ms Esnault : Rôle de 1776. — Reg. de S. Benoit).

(2) L. 604 f^o 13.

gnot « un prêtre revêtu de l'aube et chasuble et feuilletant un missel » (1).

Il va trouver son camarade le maçon Mallet, et tous deux conviennent d'avertir l'Administration. Justement le maire et le procureur syndic passaient sur la place : ils courent le mettre au courant et eux aussitôt d'envoyer la garde nationale pour s'emparer de l'ecclésiastique. Sur les onze heures, deux délégués du Conseil général viennent opérer une visite minutieuse et emmènent les époux Gaignot devant la municipalité qui après un sommaire interrogatoire destine l'homme à la prison de l'Evêché et la femme impotente à l'infirmerie de la Visitation, pour les punir d'« avoir gardé chez eux quelqu'un sujet à la déportation ».

En vérité trop de bruit pour bien peu de chose, car il n'y a, dans l'affaire, ni prêtre ni messe ! L'ecclésiastique inculpé n'est en effet qu'un simple sous-diacre, dont la jeunesse connut plus d'une aventure ; et ce beau garçon de 25 ans, au visage rondelet et rose comme une pomme d'api, avec une barbe noire qui accentue encore la douceur de sa physionomie, n'a rien du conspirateur...

Né à Lamnay (Sarthe) le 25 mars 1765 de François Jumeau chaussumier et de Marie-Anne Champeau, Anaclet Jumeau avait d'abord fait ses humanités et sa logique chez le vicaire, le saint abbé Burin, qui eut moins de mal à former son cœur très docile qu'à cultiver son intelligence trop fruste. Malgré le talent et le zèle de son maître, Jumeau resta un « mince sujet, une tête faible », mais son ardente piété lui tint lieu de science. Après avoir reçu la tonsure au Mans le 12 mai 1784, il était parti faire ses études théologiques à Angers où il avait été ordonné sous-diacre à Noël 1790 (2). Les événements l'obligèrent à rentrer au foyer familial, mais comment aurait-il pu s'y plaire, maintenant qu'il n'avait plus l'affection d'une pieuse mère morte depuis peu ou la sympathie d'un père entièrement gagné aux idées révolutionnaires ? Certes son âme était trop simple pour se décourager, mais à son inexpérience, en de si difficiles conjonctures, il fallait un guide.

(1) Greffe du Palais de Justice, dossier 157.

(2) G. 407, f° 403. — Registre de l'Evêché.

Une première fois il alla chercher les conseils de son ancien vicaire, devenu curé de Saint-Martin-de-Connée (1), et réconforté par quinze jours d'entretien il rentra à Lamnay. En août 1791 il repartit pour Connée..., mais déjà l'abbé Burin avait été arrêté pour avoir lu en chaire le jour de la Pentecôte, 12 juin, la bulle condamnant la Constitution civile, et chassé légalement de sa paroisse se cachait dans le pays. Le vaillant sous-diacre l'avait-il appris ? Du moins il sut rejoindre son maître et pendant deux mois faire sous sa direction le dur apprentissage de l'apostolat, peut être sous l'habit de marchand de fil comme « Monsieur Sébastien ». Il revint passer l'hiver à Lamnay, mais son père n'était pas riche et d'humeur peu commode : il comprit qu'il devait gagner sa vie et s'en fut trouver au Mans un tailleur de la rue Marchande. Barbary. Chez lui il vécut en paix... quand survint le terrible décret du 26 août 1792 obligeant de s'exiler dans les quinze jours tout ecclésiastique insermenté. Sans hésiter Jumeau va le 8 septembre à la mairie du Mans réclamer un passeport ; on lui déclare que la loi n'atteint pas un simple sous-diacre et qu'il ait seulement à surveiller ses paroles, car une dénonciation signée de huit témoins suffirait à le faire condamner « pour propos incendiaires ». Epeuré Jumeau n'ose plus sortir.

Le 6 janvier 1793, son ami le séminariste Gaignot le tire d'embarras en lui proposant chez ses parents une chambre à raison de 30 francs par mois. Jumeau accepte « sans savoir où il prendra le prix de ce loyer », et voilà les deux amis qui arrangent leur vie. Ensemble ils prient, lisent et se préparent au sacerdoce. Anaclet surtout aime à revêtir la soutane et, dans l'espoir que des temps meilleurs reviendront, s'exerce « aux actes de prêtrise » : il apprend à dire la messe, à administrer les sacrements, et se plaît à revêtir les ornements sacerdotaux. Ce ne sont plus jeux d'enfants : admirez plutôt, sous l'apparente naïveté de ce passe-temps, l'intrépide foi de ces jeunes hommes que la solitude façonne plus virilement que le séminaire.

(1) P. ALOYS POTTIER. — « M. Jacques Burin, curé de Saint-Martin-de-Connée, chapelain de N.-D. du Chêne », in-8°, 171 p., 2^e édition 1918, Laval, Goupil.

M. Burin ne fut pas vicaire de Lavenay, près Ruillé-sur-Loir, comme on l'a toujours dit jusqu'ici, mais de Lamnay, près Montmirail, ce qui explique ses intimes relations avec le doyen de Montmirail et avec Anaclet Jumeau.

C'est dans un de ces exercices que les surprit l'indiscrétion du couvreur. Avec assez de logique, le Comité de surveillance en conclut que Jumeau était prêtre et réclama ses certificats de serment. L'inculpé eut beau deux heures durant expliquer qu'il était sous-diacre et incapable d'exercer le ministère, ses affirmations sans preuve matérielle ne purent triompher des apparences qui le condamnaient. Et à supposer qu'il ne fut encore que sous-diacre, du moins il avait eu le temps depuis Noël 1790 de recevoir les ordres ? Que ne l'avait-il fait ? « Est-ce, lui disait-on, par répugnance pour l'état ecclésiastique actuel et par espoir du retour de l'ancien régime ? » : voilà qui le rendrait suspect de favoriser les réfractaires et passible de la loi du 18 mars ! « Tout simplement, répond-il, par prudence ; désirant auparavant connaître si la République aurait le dessus ou si ce serait l'autre ». La défense était maladroite et douter de la République méritait la prison. Aussi dix mois après ce premier interrogatoire, Jumeau sera encore à la maison d'arrêt de la Visitation.

Lasse d'attendre l'issue du procès, Marguerite Gaignot tente le 5 février 1794 de conquérir l'indulgence de l'accusateur public. Ma foi, elle ne s'y prend pas mal et emploie tous les arguments ; d'abord elle raisonne : de deux choses l'une, dit-elle, ou Jumeau est prêtre et que n'arrête-t-on tous ceux qui l'ont reçu, Barbary comme les Gaignot, ou il ne l'est pas, ainsi qu'il ne cesse de l'affirmer et alors, en vertu de quelle loi le garde-t-on, maintenant que la Constitution civile est abolie ? Volontiers elle hasarde une fine pointe de raillerie : « Voyons, Monsieur, les objets d'argent et autres trouvés dans la maison prouvent-ils ? C'est un dépôt confié à mon neveu par son oncle prêtre. Jamais loi n'a défendu de recevoir de dépôt et l'on vend publiquement les ornements et linges des prêtres. » Elle laisse surtout parler son cœur et à bout de raisons ose étaler le secret de leurs dettes et de leur misère, qu'aggrave encore le soin des prisonniers. Mais par un sursaut de fierté, elle s'indigne contre celui qui « n'a pas honte d'accabler ainsi une pauvre vieille de soixante-sept ans » quand « il n'a pas le plus léger propos anticivique » à reprocher à tous les Gaignot. Que ne se rappelle-t-il plutôt leur chrétienne charité arrachant naguère aux Vendéens un gendarme républicain ? C'est la « même

humanité » qui les a fait recueillir cet Anaclet Jumeau, ami de leur fils et abandonné de toute sa famille.

Le plaidoyer réussit et les trois Gaignot rentrèrent chez eux. Seul, Jumeau resta en prison et fut jugé révolutionnairement le 24 mai par le Tribunal criminel qui le condamna à la déportation pour n'avoir pas prêté le serment de liberté-égalité. Dès le lendemain il partait pour Rochefort.

★
★

Quelques mois après, la Terreur mourait avec Robespierre, et la séparation des Eglises et de l'Etat (18 septembre 1794) devenait en fait l'acte officiel de désarmement contre le catholicisme invincible. Logiquement il ne restait plus à l'Etat, devenu « neutre » et « laïc », qu'à garantir le libre exercice des cultes, sous les réserves dictées par l'ordre et la tranquillité publique. Déjà la liberté religieuse était inscrite au premier des arrêtés de pacification convenus le 17 février 1795 avec les Vendéens; un arrêté du 3 ventose III (21 février) allait l'étendre à toute la France. Certes le Gouvernement n'entendait ni restituer les églises nationalisées ou vendues, ni permettre le culte extérieur; il autorisait seulement, sous la surveillance de la police, les réunions privées et les chapelles particulières, sans possibilité toutefois d'établir aucune taxe et de former aucune dotation pour l'entretien du culte (1).

Ce n'était encore que l'aurore de la liberté... mais si riche de promesses! Au besoin, on l'aiderait à s'éveiller et à s'épanouir. Déjà les Sarthois avaient interprété le décret de séparation en exigeant les biens culturels. Ils harcelaient de leurs réclamations et parfois de leurs violences les administrations locales, pour obtenir les clefs de l'église, comme au Grand-Lucé (19 février), à Bonnétable (28 février), à Vaas (19 mars), ou les ornements, par

(1) GAZIER. — « Histoire religieuse de la Révolution française », 1887. — A. Aulard : « Etudes et leçons sur la révolution française », 2^e série, 1898; Régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Ch. Chassin : Les pacifications de l'ouest, 1898, chap. IV et V. — E. Lavisse : Histoire de France contemporaine, t. II, La Révolution, par G. Pariset, p. 262-266. — Pierre de la Gorce : Histoire religieuse de la révolution française, 1921, IV, livre 24.

exemple à Montaillé (20 mars), à Dollon (22 mars) et à Saint-Antoine-de-Rochefort (23 mars) (1).

Le représentant Dubois-Dubais essaie, dès le 19 mars, d'arrêter ce mouvement populaire, en rappelant que « les églises n'appartiennent ni aux particuliers ni aux communes, ce sont des propriétés nationales dont personne n'a le droit de disposer sans en avoir fait l'acquisition. On ne peut donc s'en emparer arbitrairement » (2). Les catholiques ripostent qu'il faut alors les vendre, comme on a vendu les autres biens nationaux, voire certaines églises du Mans (3), et d'eux-mêmes proposent des soumissions, appuyées en certains endroits par des manifestations quelque peu bruyantes (4). Dubois-Dubais accède à ce désir violent (5), mais

(1) Abbé M. GIRAUD. — Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe, de 1789 à l'an IV, 1920, chap. XII.

(2) Arch. de la S., L 124. — Proclamation datée de Chartres, 29 ventôse III.

(3) Id. Q 7/39. — 18 nov. 1791, adjudication de la superficie de l'église S.-Nicolas aux entrepreneurs Claude J. Chaplain et Michel Heurtebize pour 4400#.

23 déc. 1791, adjud. de l'église S.-Hilaire à Michel Boulay, de Laigné-en-Belin, pour 2600#.

16 janv. 1792, adjud. de l'église S. Pavin-de-la-Cité à Louis Allard frippier et Julien Dutertre entrepreneur au Mans, pour 775#.

31 janv., adjud. de l'église S.-Jean-de-la-Chévrie à Marin Letourneux, couvreur au Mans, pour 3825#.

12 avril, adjud. de l'église et du couvent de Beaulieu à Julien Le Prince de Claircigny, du Mans, pour 32.100#, etc.

(4) Id. L. 530, f^o 115-116. — Le 28 mars 1795 l'agent national du Mans écrit au Comité de salut public et à la Commission des revenus nationaux, à Paris, que « plusieurs particuliers se sont présentés pour faire des soumissions sur les ci-devant églises. Veuillez me dire si l'Administration peut recevoir ces soumissions et mettre des églises en vente... Prompte réponse à cause de l'impossibilité de faire exécuter la loi, plusieurs attroupements ayant forcé des municipalités de notre district de donner les clefs des églises. »

(5) Id. L. 124. — Arrêté daté de Chartres, 12 germinal III (1^{er} avril 1795). « Considérant qu'il est urgent d'arrêter les entreprises de certains individus qui, poussés par des malveillants, s'emparent par la violence et contre le vœu de la loi des églises et autres objets de culte, sans en avoir fait au préalable l'acquisition; voulant aussi mettre les citoyens qui désireraient se livrer paisiblement à l'exercice de leur culte dans le cas de se procurer les édifices qui leur conviendraient... », Dubois-Dubais autorisait la vente immédiate des églises et presbytères. Seuls des particuliers pouvaient les acheter au profit des cultes; les communes ne devaient les acquérir que dans un but profane. Les individus qui s'étaient emparés des édifices ou objets cultuels furent censés en avoir fait l'acquisition régulière et obligés d'en payer la valeur. Les prêtres seraient personnellement responsables des troubles survenus à l'occasion des ventes d'églises ou du culte. — En somme cet arrêté se conformait rigoureusement à la jurisprudence.

l'Administration départementale écrit le 14 avril au Directoire du district du Mans qui l'avait consultée d'accepter seulement des locations temporaires, en attendant l'avis de la Commission des revenus nationaux sur l'aliénation définitive (1). Le 18, le district décide donc que « les églises soumises jusqu'à ce jour soient affichées et publiées pour être affermées dans la forme ordinaire des autres biens nationaux », le 24 suivant. Toutefois, il excepte trois églises : la Visitation où les papiers de la Société populaire sont sous scellés, Saint-Vincent occupé par des troupes, et la Couture destinée aux fêtes décadaires.

Sans tarder on procède le mercredi 22 avril à l'inventaire des églises du Mans susceptibles d'être vendues, c'est-à-dire de Saint-Pavin-des-Champs, du Pré, de Saint-Benoît et de Sainte-Croix. Hélas ! l'état des édifices est lamentable ; les révolutionnaires y ont brisé à plaisir autels et vitraux, enlevé le pavage et parfois un ou deux pieds de terre pour y chercher le salpêtre, vendu meubles et ornements, laissé sans réparation les toitures au détriment des voûtes et lambris (2). Peu importe, les manceaux veulent leurs églises et, sous le couvert d'un prête-nom, les louent par baux de 3, 6, 9 ans à compter du 1^{er} floréal. C'est ainsi que Grigné se fait adjudger le 24 avril l'église de Saint-Benoît pour un loyer annuel de 500 # avec autorisation d'y faire 117 # de réparations à déduire de son fermage (3). D'autres louent les églises du Pré, de Saint-Pavin et de Sainte-Croix (4).

Les paysans ne sont pas moins soucieux d'utiliser les concessions légales : dans le seul district du Mans ils louent en mai

(1) Id. Q 7/47, f^o 98. — Le 25 avril, la Commission des revenus nationaux rappelle la législation concernant la vente des églises. La loi sur la vente des biens nationaux, dit-elle, ne distingue pas les églises des autres biens, donc les églises peuvent être vendues comme les presbytères, les terres, les bois. Cependant la loi du 25 brumaire II (15 nov. 1793) distingue les églises inutiles qu'on peut et doit vendre (ce sont celles des paroisses supprimées, des couvents, des chapelles particulières) et les églises réservées qui pourront servir aux réunions décadaires ou au soin des malades et des enfants. A cause du principe de séparation, les Administrations ne peuvent collectivement acheter ou louer les églises pour les rendre au culte, mais un particulier ou plusieurs particuliers réunis et solidaires peuvent le faire.

(2) Voir F. LEGEAY. — Vente du mobilier des églises de la Sarthe pendant la Révolution.

(3) Arch. de la S. Q 7/47, f^o 160. — F. Legeay, *op. cit.*, p. 57.

(4) F. LEGEAY, *op. cit.*, p. 57, 58, 60.

42 églises, mais se heurtent, du côté de Mamers et de Saint-Calais, aux lenteurs calculées des petites administrations (1).

Partout le culte renaît et déjà resplendit « le spectacle de l'instantanée et universelle renaissance religieuse » (2). Les philosophes de la Convention s'en effraient et votent la loi du 11 prairial (30 mai), qui sous les apparences du libéralisme tend à de nouvelles persécutions. Pour satisfaire la masse et la détacher de la chouannerie, le Gouvernement lui rend, sinon la propriété, du moins « le libre usage » des églises non aliénées, sans besoin d'achat ni de location ; mais pour enchaîner un clergé trop prompt à revivre, il en exige une déclaration publique de soumission aux lois de la République. — Au Mans, sur l'invitation de l'agent national Ménard de la Groye, la municipalité prend le 11 juin les dispositions nécessaires pour faire exécuter la loi (3).

Le premier résultat de la nouvelle législation cultuelle est de casser les baux de location, car les églises sont rendues non aux particuliers mais aux collectivités pour tous les cultes. Aussi le 24 août, Grigné est prié de rendre les clefs de Saint-Benoît à la municipalité du Mans qui lui tient compte de ses frais d'entretien. Une autre conséquence est de diviser encore le clergé fidèle : heureux avant tout de reprendre au grand jour leur apostolat, des prêtres font avec ou sans restriction la déclaration requise, mais « beaucoup, pour se soustraire aux déclarations légales et ne point être soumis à l'autorité publique vont exercer leur culte dans des maisons et chapelles domestiques où ils rassemblent beaucoup de monde sans la permission des magistrats » : ce sont les intransigeants et parfois les têtes légères (4).

(1) Archives de la Sarthe, 397 f^os 16, 17, 33. — Sur la pression des paroissiens d'Évaillé, des Loges, etc., le district de Saint-Calais « considérant que la vente des biens nationaux du district a dû être différée à cause des chouans et que les églises sont des domaines nationaux qui doivent être affermés comme les autres » renvoie le 3 mai à l'Administration départementale diverses pétitions réclamant la mise en vente ou la location des églises, et le 22, conformément aux instructions reçues, ordonne la vente des édifices cultuels.

(2) AULARD, *op cit.* — Gazier, *op cit.* — Ces deux auteurs notent avec complaisance que « la masse de la nation reprend alors dans la pratique les habitudes cultuelles auxquelles elle était restée fidèle intérieurement. »

(3) Archives municipales du Mans, 1971 : Lettre de l'agent national au Conseil général (23 prairial, 11 juin 1795). — D. Piolin : L'Eglise du Mans durant la Révolution, III p. 240 : Proclamation du Conseil général.

(4) Archives de la Sarthe, L. 76. — Séance de l'Administration centrale, 10 messidor III (28 juin 1895).

Ainsi dans ces premiers mois de 1795, la vitalité religieuse s'affirme en deux foyers distincts et reconnus par la loi : les églises, où la foule relève les autels et réinstalle ses saints, les maisons particulières où le culte mystérieux garde pour certains plus d'attrait. Dans le quartier des Halles, c'est-à-dire au centre des affaires et à la porte des administrations, au moins quatre ménages d'ouvriers revendiquent jusqu'au 18 fructidor (4 septembre) pour leur obscur réduit l'honneur de servir d'oratoire. Dans la rue de la Paille, les maisons du menuisier René Luzu, de Cabaret « marchand d'eau-de-vie », de Jousse deviennent les succursales de la « chapelle » des Gaignot.

En effet, Pierre Gaignot, que n'a point découragé la prison, a recueilli son parent Louis J. B. Hersant, qui s'est mis aussitôt à organiser autour de l'humble autel qu'on connaît des offices fort suivis. Sans trop de discrétion il y dit la messe, administre les sacrements et reçoit ses nombreux clients de la Mayenne et de la Sarthe. Le curé de Sainte-Gemme-le-Robert, « rare pour la piété et les talents » (1), est un personnage très écouté du vicaire général Paillé, qui le délègue notamment pour réconcilier les schismatiques : aussi le voit-on en mars et avril 1795 recevoir dans la maison des Gaignot la rétractation des curés de Berfay, Montaillé, Marolles-lès-Saint-Calais, etc., ce qui ne l'empêche pas au besoin de se rendre ailleurs, par exemple au presbytère de La Bazoge chez son ancien vicaire Jacques Bigot (2). Ses fidèles acolytes sont les séminaristes Gaignot et Jumeau. Le dernier, comme Michel Rousseau, avait échangé le 8 février les bâtiments du « Washington » et du « Bonhomme Richard » en rade de Rochefort pour la maison de réclusion de Saintes, où l'avait libéré le 15 mars un arrêté du Comité de Sûreté générale. Huit jours après, il partait pour Le Mans (3).

Hersant fut l'un des premiers à se servir du décret de prairial, et l'intervention des Riffier, voisins des Gaignot, dut fixer son choix sur la paroisse de la Chapelle-Saint-Aubin dont l'église

(1) Notes de l'Evêché.

(2) Registre des rétractations. (Cabinet de M. le vicaire général Lefebvre).

(3) L. 289, dossier Jumeau.

venait d'être louée par le menuisier du bourg (1). Il fit donc devant la municipalité de Saint-Aubin sa soumission aux lois de la République « en tout ce qui n'était pas contraire à la foi morale et à la disposition de l'Eglise catholique », mais son ministère y fut de courte durée, car dans les premiers jours de juillet il partait avec Anaclet Jumeau pour Courdemanche, sa paroisse natale.

Il a vite fait d'en saisir l'opinion favorable au culte, d'éloigner les intrus et de recueillir de larges aumônes. Sûr de la population il réclame hardiment l'église le 18 juillet, et quand le lendemain la municipalité se rend à l'église pour organiser la garde nationale, « elle trouve déjà la porte fermée, des gens lui criant qu'elle n'entrerait pas » et décidés plutôt à « insulter le maire décoré de son écharpe ». Sûrement, Hersant n'est pas étranger au conflit, aussi pour le punir la municipalité fait rejeter sa demande, le 1^{er} août, par le district de Château-du-Loir (2).

Hersant s'en va à deux lieues de là, dans la paroisse de Saint-Vincent-du-Lorouër, où sa présence provoque un nouveau conflit et divise la population. Les uns sont pour Hersant « uni au Saint-Siège » les autres pour le curé de l'endroit, Charles Mathieu Bignon prêtre sermenté. Aussi prudente que libérale, la municipalité essaie de calmer les partis en réglant aussitôt l'emplacement et les heures des deux cultes (3), elle ne réussit qu'à s'attirer le blâme des administrateurs du district, parce que « la différence... des catholiques constitutionnels d'avec ceux unis au Saint-Siège est une signification qui, si elle n'est pas au moins contraire à l'esprit du gouvernement et à ses lois, est capable de produire dans la commune le schisme le plus dangereux », mieux vaut inviter les habitants à oublier leurs divergences d'opinions. Ce fut aussi l'avis du département qui par surcroît de précaution ordonnait le 14 août d'arrêter Hersant « fauteur de troubles » (4).

(1) V. Abbé Ch. GIRAULT. — L'église incendiée de la Chapelle-Saint-Aubin, p. 16, 43.

(2) Archives de la Sarthe. L. 421, f° 230. — 77 f° 8.

(3) Archives de la Sarthe. L. 282, long exposé de l'affaire. — M. Giraud : Essai..., p. 668-670.

(4) Archives de la Sarthe. L. 421 f° 234 — 77, séance du 27 thermidor III, — 82, séance du 16 thermidor III.

Le bavardage des Administrations était alors la providence des persécutés qui pouvaient disparaître à temps. Hersant sut à propos rentrer au Mans, où le 29 août il prenait la diligence pour Paris. Mais son départ avait été éventé, et dès le lendemain l'Administration centrale avertissait le Comité de sûreté générale. A son avis, c'était moins une fuite opportune qu'une occasion préméditée « de se concerter avec des agents secrets de la Cour de Rome, qui sont à Paris sur les moyens d'éluder la déclaration de soumission aux lois de la République (1). »

Ce qui est certain, c'est que le clergé manceau était très divisé sur la question de la soumission, malgré l'exemple et le conseil du vicaire général Paillé, qui des premiers l'avait faite. Au nom des intransigeants, Julien Ch. Pivron de Chantenay partait précipitamment pour Paris et nouait toutes sortes d'intrigues pour faire échec aux soumissionnaires. Malgré l'appui du député catholique Lanjuinais, il devait échouer devant l'attitude unanime du clergé parisien, discipliné par M. Emery (2).

Abbé Ch. GIRAULT.

(1) Archives de la Sarthe, L. 134, f° 22.

(2) Archives de la Sarthe, L. 289, dossier Gaignot. — Le 3 septembre 1795, de Paris. Hersant écrit à Gaignot cette lettre fort curieuse : « Je crois avec trop de probabilités que nous ne réussirons pas pour nos demandes. [Dans une autre lettre à d'Herbelin, il dit : Nos affaires n'avancent pas, nous avons déjà parlé à plusieurs personnes qui désespèrent de la réussite de notre projet. Nous devons ces jours parler à Lanjuinais.] Il paraît même qu'elles seraient très dangereuses à ce moment, d'autant que tout le clergé de Paris, même la partie la plus sainte et la plus vénérable, *préfère les soumissions simples à celles avec restrictions*, fondé sur ce que, ce qui n'est pas excepté est réputé bien approuvé, et qu'une soumission, aux termes de Saint Paul « *etiam discolis* » est seulement un acte de rigueur. Cet Apôtre ne fait pas de réserve, sa qualité lui en tient lieu dans un pays infidèle tout comme la nôtre de catholique romain en France. Tous les diocèses ont ainsi vu. Il faut donc tâcher de préparer les esprits à un acte qui deviendra nécessaire à la vraie religion, au maintien de la foi et de la piété des fidèles qui nous voyant seuls isolés ne *feraient peut-être qu'insulter à une nouvelle persécution*, qu'au dire de ce clergé de Paris nous mériterions. Car un prêtre titré et de grand mérite, ennemi des serments, a marqué la plus vive surprise à la Forterie, sur nos raisons qu'il regarde comme très minutieuses. Les vénérables confesseurs, amis de saint Sulpice et de saint Roch, récemment rentrés dans leurs églises, n'ont pas hésité à remplir cette forme. M. Le Blanc va s'y soumettre à cause de l'ordination qui se fera chez lui. Aucun de ces messieurs ne veulent des mots civile et politique ni autres exceptifs ; selon eux le plus simple est le mieux. Conférez avec notre digne voyant, avec nos confrères...

P.-S. — Le grand point est que la loi républicaine ne reconnaît aucune religion et qu'alors notre qualification emporte toutes exceptions. Il s'agit seulement, comme on le fait ici, de s'isoler des jureurs. »

L'ÉGLISE DE LUCHÉ

(CANTON DU LUDE, SARTHE)

Le mardi 28 juin dernier, moins d'un mois après l'excursion au cours de laquelle la Société historique et archéologique du Maine avait visité l'église de Luché, une bien fâcheuse nouvelle se répandait au Mans.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, à 23 h. 3/4, la foudre avait frappé le clocher et instantanément embrasé l'église de Luché ! Bien que combattu avec énergie et dévouement, l'incendie avait pris de telles proportions qu'au premier moment l'édifice paraissait tout entier détruit (1).

La nouvelle, ainsi présentée, était exagérée. Seules, la partie haute de la tour et la nef étaient complètement perdues.

Les regrets n'en restent pas moins vifs pour ceux de nos confrères qui ont pu apprécier tout l'intérêt archéologique d'un monument jusqu'ici trop peu connu. Nous complétons donc aujourd'hui, à leur intention, nos explications du 30 mai sur cette église de Luché, dont nous avons le devoir de conserver la description précise avant et après le désastre.

HISTORIQUE.

Bien avant le ^x^e siècle, sans doute, il y eut une église à Luché, car la paroisse est citée au nombre des plus anciennes du diocèse du Mans (2).

Ce n'est, cependant, qu'au milieu du ^x^e siècle, vers 1057, que l'église de Luché est expressément mentionnée dans une chartre du *Cartulaire de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers*. A cette date, elle est en partie vendue et en partie donnée par le vicomte du Maine, Raoul et sa femme Emmeline, aux moines de Saint-Aubin, qui, à

(1) *La Sarthe* des 28 et 29 juin 1921.

(2) *Actus Pontificum Cenomannis*, édition Busson et Ledru, p. 42.

cette occasion, fondent un prieuré à Luché, sous le vocable de saint Martin.

Dès la seconde moitié du siècle, ce prieuré s'augmente de nombreuses acquisitions et donations, entre autres de libéralités d'Adelaïde, sœur de Geoffroy de Sablé, et de Girard le Sénéchal.

En 1102, le nom d'un curé de Luché est déjà connu, « Herveus, presbyter de Luchiaco ». En 1154, apparaît celui d'un prieur « Guarinus ». En 1162, « Hamelinus » et « Johannes » sont simultanément qualifiés « presbyter et prior de Lucheio ». A plusieurs reprises, pendant le XII^e siècle, les papes Pascal II et Eugène III, les évêques du Mans Hildebert de Lavardin, Guillaume de Passavant et Hamelin confirment aux moines de Saint-Aubin la possession du prieuré Saint-Martin de Luché (1).

De ces indices, si vagues qu'ils soient, il ressort qu'à la fin du XII^e siècle, la situation du prieuré de Luché était solidement établie et vraisemblablement très prospère.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que les moines, entraînés par les grands progrès de l'architecture religieuse, aient songé, vers cette époque, à reconstruire la modeste église du début du XI^e siècle. En tout cas, d'après les considérations archéologiques que nous exposerons plus loin, il semble qu'il y ait lieu de placer entre les années 1166 et 1225 la construction des parties basses de la tour et du magnifique chœur actuel.

Pendant les XIII^e et XIV^e siècles, l'église de Luché n'a malheureusement pas d'histoire (2), et on ne saurait dire en quoi consistait alors la nef.

Par contre, il paraît hors de doute qu'elle souffrit cruellement des ravages de la guerre de Cent-Ans, car la maison priorale qui y attenait, fut totalement « desmolye par la fortune des guerres anglaises (3) ».

(1) *Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Aubin d'Angers*, publié par le comte Bertrand de Broussillon, Paris, Picard, 1903 3 vol. in-8. — Archives de la Sarthe, H. 267, 270.

(2) Nous ne connaissons pour cette période, qu'un acte d'août 1244. sans intérêt pour notre sujet, publié dans les *Archives du Cognac*, H., art. 13 n° 3 ; les noms de deux prieurs, F. Simon Parent (1324) et Foucques de la Roche (1396) ; et la dramatique histoire du brigand Macé Le Vavasseur, devenu le légendaire « Vavassou » de la Vallée du Loir, racontée par M. l'abbé Ledru dans *La Province du Maine*, octobre 1907.

(3) Archives de la Sarthe, H. 267.

En 1444 seulement, un premier symptôme de relèvement se manifeste à Luché sous la forme d'un don généreux de la famille Mézange, propriétaire de la seigneurie de la Besnardière, au curé de la paroisse Jehan Rouelle, « pour l'augmentation et accroissement de la cure ».

Jehan Rouelle, encore curé de Luché trente ans plus tard, et ses successeurs de 1475 à 1500, Jehan Champion et Gilles Hommedé, de même que Jehan Dubois, Lucas Contereau, Jehan Legendre et Pierre du Fay, prieurs de 1438 à 1503, ne nous sont connus que par des actes d'administration sans intérêt; mais ces actes, assez nombreux, impliquent au moins de leur part une intelligente activité. De plus, le prieur Pierre du Fay, « religieux de l'ordre de Saint-Benoist, licencié en décrets, étudiant en l'Université d'Angers », fera rebâtir en 1498 la maison du prieuré (1).

La fin du xv^e siècle marque ainsi à Luché — comme dans tout le pays — une nouvelle ère de prospérité à laquelle on peut attribuer, sans hésitation, la construction ou le remaniement des chapelles situées de chaque côté de la tour.

La reconstruction de la nef et de la partie haute de la tour dut suivre à peu d'années d'intervalle et s'effectuer dans la première moitié du xvi^e siècle.

Non seulement, en effet, les curés de ce temps, les Hommedé et Jean Follenfant se révèlent encore d'actifs administrateurs, mais on rencontre comme prieurs commendataires des personnages de plus en plus riches et importants : M^e Mathurin de Brie (1514-1516); noble, vénérable et discret Maistre Ponthus de Brie, escuyer, doyen de Craon (1524), qui achève les dépendances de la maison priorale; noble René de Saint-François, protonotaire du Saint-Siège, grand archidiacre et chanoine prébendé en l'Église du Mans (1546); M^e François Disque, conseiller du Roi au Parlement de Paris, chancelier de la Reine douairière de France, archidiacre de Laval (1550) (2).

D'autre part, « l'an 1538 », le clocher reçoit une nouvelle

(1) Archives de la Sarthe, H. 267, 270, 273.

(2) Archives de la Sarthe, H. 267, 270, 271, 273, et *Bulletin paroissial de Luché* sept. 1903.

cloche portant, en outre de trois fleurs de lys et des figures de la sainte Vierge et de saint Michel, les noms de Jacques d'Espagne, de Madeleine de Sourches, de Madeleine d'Espagne, dame de la Balluère (1). Or, bien souvent, les bénédictions de cloches accompagnent les reconstructions, qu'elles complètent, et l'intervention ici des d'Espagne, seigneurs de Vennevelles, montre, qu'en sus de ses curés et de ses prieurs, l'église de Luché ne manquait pas, alors, de puissants amis.

A partir de 1557, au contraire, cette situation favorable se modifie du tout au tout. Le prieuré tombe entre les mains d'un malheureux commendataire, Titus Disque, qui embrasse la religion réformée et ne tarde pas à se livrer aux pires excès. « L'église « est ruinée de son consentement. Avec d'autres de la même « faction, il rompt tout ce qui est dedans, la vole et la pille, « brûle les livres et même le Crucifix. » Mieux encore, il abandonne le prieuré à deux huguenots de sa trempe, « le sieur du Brosset, gentilhomme du marquis de Gallerande », et le nommé de la Chaume, « domestique dudit marquis ». Non content de dilapider tous les revenus, du Brosset se retranche dans le presbytère, « comme étant une maison plus forte que la maison du « prieuré, et fait tenir le presche dans la cour (2) ». Ces déplorables excès sont encore encouragés par les seigneurs de Vennevelles, passés eux aussi à la religion réformée et qui ont fait de leur château un centre actif de propagande protestante (3).

Frère Olivier Gaudin, religieux angevin, prieur en 1564 ; noble homme Denis Arthus, conseiller et aumônier ordinaire du Roi, en 1580 ; François Chamberquin, René Gaignard et Julien Tremblay, curés de 1561 à 1600, ont donc bien des dégâts à réparer. Toutefois, leurs ressources, semble-t-il, auraient été insuffisantes pour reconstruire la nef, et si les ravages de Titus Disque eussent nécessité cette reconstruction, les témoins qui nous les

(1) *Registres paroissiaux de Luché*, dans *l'Inventaire des Archives de la Sarthe*.

(2) Archives de la Sarthe, H. 271. *Enquête de 1627*. L'inventaire de cet article commet une erreur en citant du Brosset et de la Chaume comme prieurs successifs de Luché.

(3) Une des tours du Château, qui, dit-on, aurait servi de temple, a conservé le nom de « Tour de la Huguenotière ». Pesche, *Dictionnaire hist. de la Sarthe*.

font connaître, ne se borneraient pas à dire qu'il avait rompu et brûlé *tout ce qui était dedans*.

L'histoire, comme le caractère architectural, indique donc la première moitié du xvi^e siècle pour la reconstruction de la nef de Luché, telle qu'elle était avant le récent incendie.

Ce point établi, nous n'avons pas à poursuivre l'historique du prieuré de Luché. Bornons-nous à rappeler qu'en 1591, il eut pour prieur commendataire Jacques Fouquet, frère de noble Guillaume Fouquet de la Varenne, gouverneur des ville et château de La Flèche », et qu'en 1604, il fut compris par Henri IV dans la dotation du célèbre collège des Jésuites de La Flèche, aujourd'hui Prytanée militaire (1).

A la Révolution, l'église de Luché, comme beaucoup d'autres dans la Sarthe, fut mise en vente par l'administration départementale. Le 14 thermidor an IV (1^{er} août 1796), elle fut achetée par Pierre-François Lépine, fermier de la métairie de la Brosse, Marie-Gervaise Robineau, son épouse, et René Martin, maréchal au bourg, désireux avant tout de la sauver de la destruction et de la conserver au culte. Les noms de ces dévoués catholiques méritent d'autant plus d'être rappelés qu'ils appartiennent à la classe modeste des travailleurs et font honneur à la population de Luché.

Conformément au but de l'acquisition, M. et M^{me} Lépine et les descendants de René Martin consentirent, en 1809 et 1810, deux promesses de donation de l'église à la commune, mais sous la réserve expresse de la concession de deux bancs, et en déclarant que, par une donation qui assurait la conservation de l'église, « ils remplissaient un devoir cher à leur cœur. »

Deux décrets impériaux, datés l'un des Tuileries, le 20 janvier 1811, l'autre de Moscou, le 21 septembre 1812, ayant approuvé les promesses de donation, l'acte définitif fut passé le 30 octobre 1813 devant M^e Frémond, notaire à Luché (2).

(1) Archives de la Sarthe. H. 267, 268, P. de Rochemonteix, *Le Collège Henri IV de La Flèche*, tome I. — Bib. nationale, Estampes, 469, fol. 27, *vue du prieuré de Luché*, par le Fr. Martellange.

(2) Tous ces actes ont été publiés *in extenso* par le curé, M. l'abbé Fouques, dans le *Bulletin paroissial de Luché*. Mai, juin, juillet 1903.

L'église de Luché rentre ainsi dans la catégorie spéciale des églises, *non concordataires*, c'est-à-dire des églises qui étant sorties du domaine public par l'aliénation révolutionnaire, n'ont été rendues aux communes par les acquéreurs que dans le but exprès de les conserver à l'exercice du culte catholique.

Cette catégorie d'églises, nombreuses dans la Sarthe et la Mayenne, est très intéressante. Leur situation juridique, toute particulière, a même attiré l'attention du Parlement lors de la discussion de la loi de séparation (1), et elle ne permettrait pas la désaffectation sans une violation manifeste des conventions conclues légalement entre les donateurs et les communes.

De nos jours, d'importants travaux ont été effectués à l'église de Luché. En 1876, notamment, le chœur a été entièrement restauré, et la nef nettoyée en 1900.

DESCRIPTION.

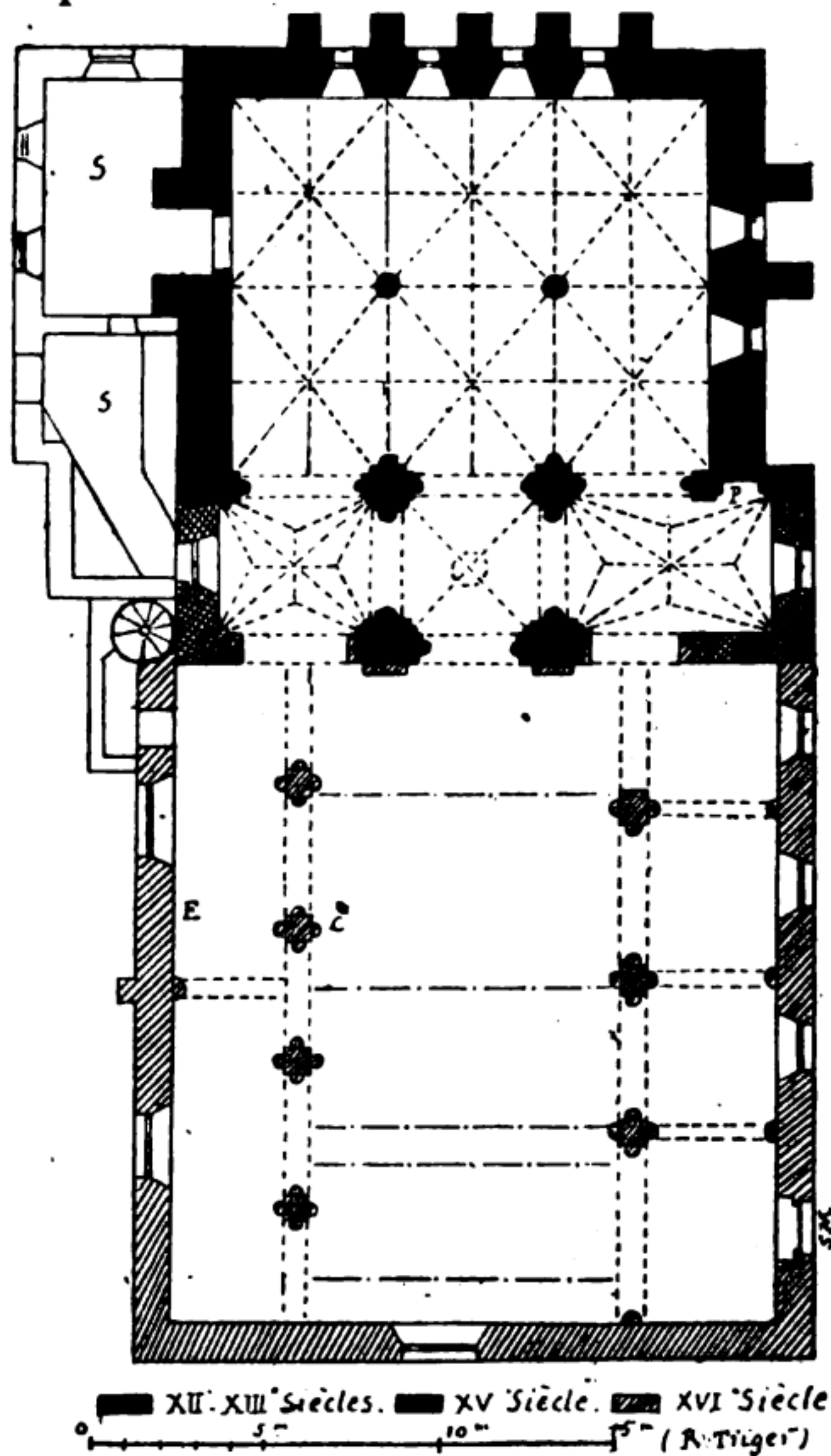
Plan. — Le plan de l'église de Luché, comme on le voit par le croquis ci-joint, ne dessine pas la forme ordinaire de la croix latine. Dans son ensemble, il présente celle d'un grand rectangle, d'environ 40 mètres de longueur sur 19 de largeur, subdivisé lui-même en deux rectangles de dimensions légèrement inégales, qui correspondent aux deux parties essentielles de l'édifice, la nef et le chœur.

On est frappé, tout d'abord, des dimensions exceptionnelles du chœur, à chevet droit, qui, à lui seul, compte environ 11 mètres sur 14. Mais l'importance de ces dimensions s'explique par le fait que l'église de Luché étant celle d'un prieuré, très prospère aux XII^e et XIII^e siècles, le chœur était destiné à recevoir de nombreux moines et leur était exclusivement réservé.

Pour ce motif aussi, et suivant l'ancienne tradition de l'architecture angevine, le maître-autel, au lieu d'être adossé au chevet, dut être longtemps conservé sous la tour, située au centre de l'édifice, au-dessus de ce qu'on peut appeler le carré du transept. Cette disposition s'imposait d'ailleurs, pour permettre aux fidèles relégués dans la nef, de suivre les offices.

(1) *Journal officiel*, du 9 juin 1905. Discours de M. J. Auffray, député de Paris, citant notre brochure. « *De la propriété des églises* ». Le Mans, 1905.

Extérieur (1). — A l'arrivée sur la place de l'Eglise, avant l'incendie du 28 juin, les premiers regards se portaient spontanément sur la tour et la masse élevée du chœur, qui se dressait en bordure de la place.

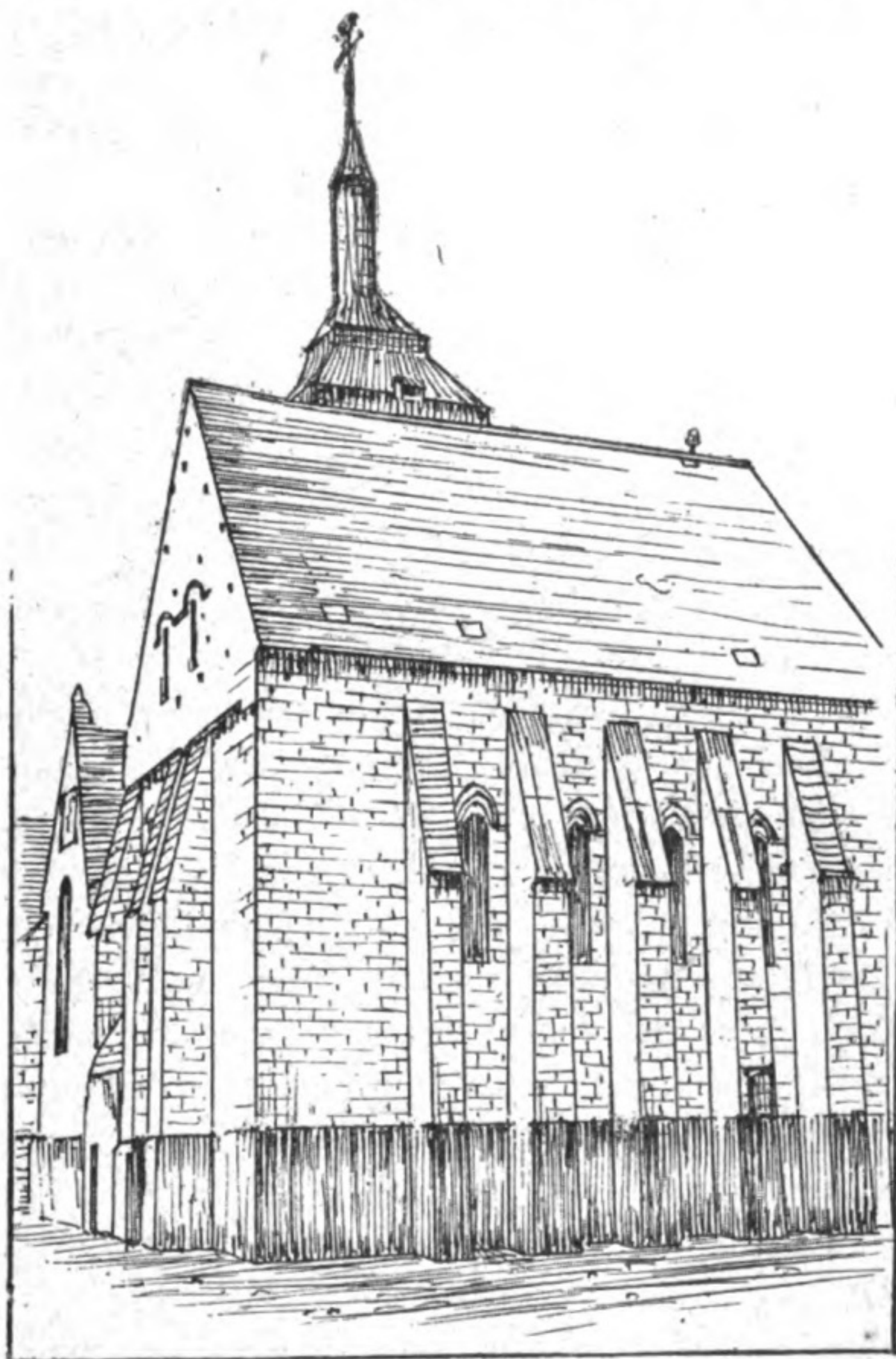


PLAN DE L'ÉGLISE DE LUCHÉ

La tour ne méritait pas d'arrêter longtemps l'attention. De forme carrée et de construction romane à sa base, elle n'offrait qu'un étage assez bas, percé sur chaque face de deux étroites ouvertures en plein cintre, surmonté d'un entablement du xvi^e siècle et d'un toit pyramidal, d'effet disgracieux.

(1) Contrairement à la règle posée par notre éminent maître et ami, M. E. Lefèvre-Pontalis, nous croyons devoir commencer ici par l'extérieur, comme les circonstances nous l'ont imposé dans l'excursion du 30 mai.

Le chœur causait une tout autre impression avec ses puissants contreforts, à talus très aigus, et sa haute toiture perpendiculaire à l'axe de l'église. Le bâtiment étant, en effet, plus large que long, les pignons ont été montés sur les côtés, de telle sorte que le mur de fond paraît plutôt un côté que le chevet de l'édifice.



CHŒUR DE LUCHÉ
(DESSIN DE M. PAUL CORDONNIER-DÉTRIE)

Au reste, l'importance de ce chevet est encore accentuée par les cinq contreforts qui l'appuient en son milieu et par quatre lancettes en arc-brisé, d'une grande élégance, ouvertes entre les contreforts.

Le côté méridional, seul dégagé, ne présente, lui, que trois contreforts et deux fenêtres, toujours en arc brisé. Mais, détail important, au-dessus des contreforts règne un cordon roman à modillons, et dans le pignon se voient deux baies en plein cintre avec archivoltas, encore de style roman.

Du même côté, légèrement en saillie, s'élève contre la tour une chapelle dont la fenêtre, en gothique flamboyant, et le fronton triangulaire, à rampants ornés de choux, indiquent manifestement la fin du ^{xv}^e siècle.

Enfin, dans le même alignement, se prolonge le mur du bas côté de la nef, percé de trois fenêtres et d'une porte, la porte principale de l'église. Les trois fenêtres, du même type, sont en arc brisé avec des meneaux où se devine déjà le ^{xvi}^e siècle, et elles sont surmontées, ainsi que la porte, de frontons à crochets portant des toits à double égoût. Ce genre de toiture de bas-côté est assez rare : on le trouve néanmoins à Saint-Benoît du Mans et à Lamnay, caractéristique du début du ^{xvi}^e siècle. La porte d'entrée a un joli encadrement Renaissance et un tympan orné d'une statue de saint Martin, malheureusement très mutilée.

Le bas-côté septentrional ne présente que deux frontons, sensiblement plus larges et moins soignés que les précédentes.

Intérieur. — A l'intérieur, c'est la travée de la tour, tenant lieu de carré du transept, qu'il convient d'examiner en premier lieu, car elle semble la partie la plus ancienne de l'édifice, le centre autour duquel se sont groupées les autres constructions.

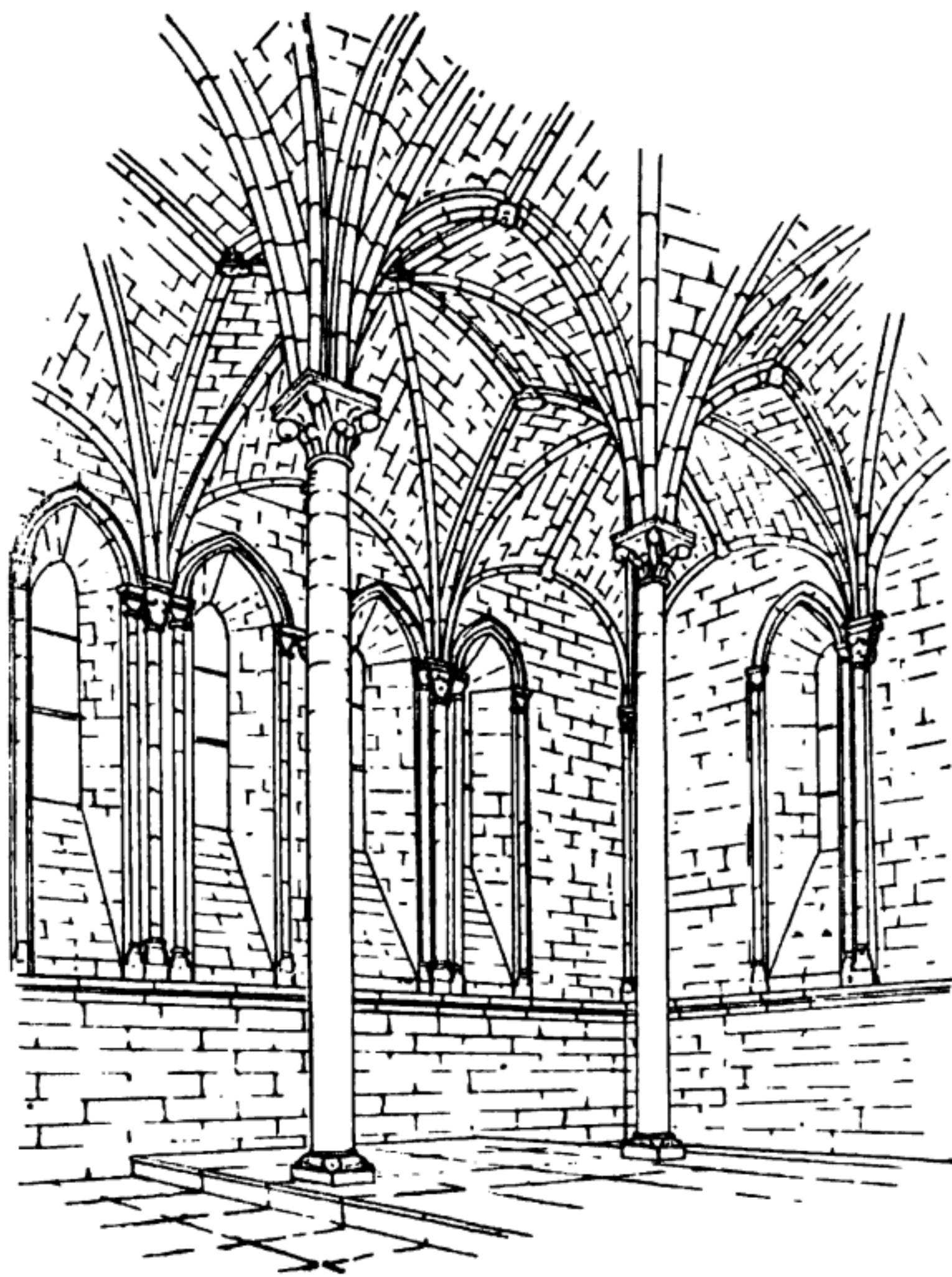
Ses quatre fortes piles, cantonnées de demi-colonnes et de colonnettes dans les rentrants, ses arcs doubleaux en tiers-point, ornés de deux gros tores sur leurs faces, et sa voûte sur croisée d'ogives évoquent bien la période dite de transition, la fin du ^{xii}^e siècle (1).

Le chœur, très élevé et très vaste comme nous l'avons dit, est divisé en trois nefs et deux travées par deux minces colonnes centrales, d'une extrême légèreté.

Ces colonnes, en pierre dure de Chauvigny, supportent de superbes voûtes de style Plantagenet ou angevin, à huit nervures.

(1) On ne peut tenir compte de la sculpture des chapiteaux de Luché : la plupart, restés simplement épannelés, sont modernes.

La description théorique des voûtes Plantagenet, nées de la combinaison de la coupole byzantine et de la voûte sur croisée d'ogives, nous entraînerait trop loin et paraîtrait sans doute bien aride (1). Disons seulement que, du milieu du XII^e au milieu du XIII^e siècle, elles ont subi des évolutions correspondant à quatre périodes distinctes, et que les voûtes de Luché, d'après la classifica-



CHŒUR DE LUCÉ
(DESSIN DE M. PAUL CORDONNIER-DÉTRIE)

tion de M. Berthelé, se rattacheraient à la troisième (fin du XII^e-commencement du XIII^e siècle), alors que celles de Saint-Serge d'Angers et de l'abbaye d'Asnières-sur-Loire, près Saumur, seraient un peu

(1) L'abbé CHOYER, *L'architecture des Plantagenets*, dans le *Congrès archéologique*, Angers, 1871. — J. Berthelé. *L'architecture Plantagenet*, dans le *Congrès archéologique*, Poitiers 1903.

postérieures. Quoiqu'il en soit, l'élégance s'y allie à une telle solidité qu'elles ont même résisté au désastre du 28 juin.

Les six fenêtres qui éclairent le chœur — quatre dans le mur du chevet, deux dans le mur latéral au midi — sont dignes des voûtes. Toutes du même type, elles affectent la forme de lancettes élancées, en arc brisé, avec encadrements de tores et de colonnettes : les talus d'appui sont d'une hauteur exceptionnelle.

Ce chœur de Luché, dont la restauration de 1876 avait encore mis en relief le bel appareil en tuffeau du pays, produit une grande impression d'élégance et de légèreté : rien n'est, à la fois, mieux dessiné et mieux distribué. Il rappelle beaucoup le chœur de Saint-Serge, mieux encore celui de l'abbaye d'Asnières. Volontiers, nous dirions qu'il en est la reproduction exacte, tout au moins comme aspect. Faute de recul et d'éclairage suffisants, il est presque impossible à photographier ; pour la première fois, le dessin ci-contre, dû au talent et à l'amitié de M. Paul Cordonnier-Détrie, en donnera une idée.

La date de construction du chœur de Luché se lie nécessairement à celles de la construction des chœurs d'Asnières et de Saint-Serge. Or, il y a peu d'années encore, l'abbé Choyer, par d'ingénieuses hypothèses, plaçait vers 1166 la construction de ce dernier. Aujourd'hui, M. Berthelé la reporte à 1220-1225, et M. Rhein attribue le chœur d'Asnières au premier quart du XIII^e siècle (1).

Les restes romans de la base de la tour, et surtout du pignon méridional du chœur de Luché, nous donnent d'autant plus à penser que cette dernière date doit être considérée comme une date extrême pour Luché, que les voûtes, d'un tracé un peu plus simple qu'à Asnières, paraissent plutôt antérieures. A Luché, les travaux furent peut-être même commencés dans les dernières années du XII^e siècle.

De toute façon, le chœur de Luché, spécimen très intéressant de l'architecture angevine dans la Sarthe, est une œuvre remarquable de l'époque de transition, XII^e-XIII^e siècles.

A côté de cette œuvre capitale, les autres parties de l'église ne peuvent retenir longtemps.

(1) L'abbé CHOYER, *Ibid.* — L'abbé Urseau et André Rhein, *Congrès archéologique*, Angers et Saumur, 1910.

Les deux chapelles, ajoutées ou remaniées à la fin du xv^e siècle à droite et à gauche de la tour, sont nettement datées, à l'intérieur, par leurs voûtes « en étoile ». Il est à noter que la chapelle méridionale est un peu plus grande que celle du nord : on l'a agrandie de la longueur du dernier contrefort du chœur, sur l'alignement duquel elle fait une légère saillie.

Cela a permis de placer (en P) dans le retrait du mur, un ancien et curieux groupe de *Notre-Dame de Pitié*, sculpté dans deux énormes morceaux de noyer, réunis par deux fortes chevilles. Ce groupe, d'un réel intérêt artistique, avait malheureusement été peint et décoré en 1891.



TÊTE DU CHRIST A LA COLONNE
(DESSIN DE M. PAUL CORDONNIER-DÉTRIE)

La nef, telle que nous l'avons vue le 30 mai, était divisée en trois vaisseaux par deux rangs de piliers carrés, cantonnés de demi-colonnes, mais elle n'avait pas dû être construite d'un seul jet ou sur un plan bien arrêté. Les piliers, en effet, ne sont pas symétriques : on en compte quatre du côté de l'Épître. Il en résulte que les grandes arcades qui les relient, et dont plusieurs sont encore en arc brisé, n'ont pas leurs ouvertures égales. Comme toujours au xvi^e siècle, les chapiteaux sont très étroits. Un lambris en bois tenait lieu de voûte.

Le bas-côté nord était divisé par un arc transversal en deux parties correspondant aux deux frontons extérieurs. Cet arc, en forme de quart de cercle, partait du mur longitudinal pour venir, par une disposition anormale, s'appuyer au sommet d'une des grandes arcades de la nef.

En E, se voyait une statue du *Christ à la Colonne*, très beau morceau encore de sculpture sur bois, de la fin du xvi^e ou du commencement du xvii^e siècle. Bien qu'une couche de peinture malencontreuse en ait un peu diminué la valeur en faisant disparaître la couleur naturelle du bois de noyer, la tête conservait une émouvante expression que ce nouveau dessin de M. Paul Cordonnier-Détrie permet d'apprécier.

Le bas-côté méridional, de construction plus soignée que le précédent, était divisé, lui, en quatre parties par des arcades transversales portant normalement cette fois, d'une part sur l'une des demi-colonnes du pilier de la nef, d'autre part sur une colonnette appuyée au mur extérieur. Chacune des quatre sections correspondait nécessairement à l'un des frontons extérieurs et à l'une des toitures à double égout.

Dans son ensemble, la nef s'agençait assez mal avec la partie antérieure de l'édifice, car les arcades cintrées qui établissaient la communication entre les bas côtés et le transept se trouvaient pour ainsi dire contrebutées à leur sommet par les arcades des deux dernières travées du vaisseau central (1).

A défaut de plus grand mérite architectural, cette nef de Luché offrait, en C, une chaire en pierre de la fin du xvi^e siècle, très curieuse à certains égards. Portée sur un cul de lampe formé de plusieurs tores, en retrait les uns sur les autres, la tribune avait sa face extérieure ornée de la corde franciscaine et de blasons, alternés avec le monogramme I H S. Or, l'un de ces blasons représentait le Sacré-Cœur, entouré de la couronne d'épines, et pouvait être considéré comme l'un des premiers indices de la dévotion au Sacré-Cœur, déjà propagée par les Capucins français. Au haut, se déroulait en beaux caractères romains du xvi^e siècle, l'inscription : EXIIT QUI SEMINAT SEMINARE SEMEN SUUM (*Luc. VIII, 5*).

En bas : OMNIS QUI [EST] EX VERITATE AUDIT VOCEM MEAM (*Joan. XVIII, 37*).

(1) En 1881, la municipalité avait fait démolir l'ancien portique du cimetière, dont le sous-préfet de La Flèche, M. Gaston Jolliet, déplorait lui-même la destruction comme d'une œuvre remarquable du xiii^e siècle!

ÉTAT ACTUEL DE L'ÉGLISE DE LUCHÉ

Au lendemain du désastre du 28 juin, il importe de terminer ces quelques notes en précisant, d'après les renseignements les plus sûrs et les plus récents, l'état actuel de l'édifice (1).

Tour. — La partie haute et l'entablement du xvi^e siècle sont gravement atteints : le toit pyramidal est totalement détruit. La perte n'est pas grande et serait facilement compensée par une reconstruction dans le style xii-xiii^e siècle.

A l'intérieur, la voûte du soubassement a résisté, mais il y a à consolider les parties ébranlées par la chute des cloches.

Chœur. — La charpente et la toiture sont à refaire. Par bonheur, les belles voûtes ont tenu bon, et si elles sont suffisamment protégées, elles n'exigeront qu'un travail de vérification. L'intérieur est intact, au point que les vitraux modernes de M. Fialeix ne sont pas même brisés.

Le chœur de Lucé étant classé, il est permis de compter sur l'entière sollicitude du Service des Monuments historiques pour les réparations urgentes.

Chapelles du xv^e siècle. — L'intensité du feu a fait fondre les peintures décoratives du groupe de *Notre-Dame de Pitié*. Nous souhaitons vivement qu'elles ne soient pas refaites, et qu'on profite de l'occasion pour rendre au groupe toute sa valeur artistique en le ramenant à la teinte naturelle du bois.

Nef. — Seule en réalité, la nef est détruite. Il n'en subsiste que les murs, les piliers et les arcades, sans qu'on puisse savoir, en ce moment, dans quelle mesure ils pourront être utilisés pour la reconstruction.

A part la tête, retirée d'un monceau de décombres, le *Christ à la colonne* est entièrement détruit. De même, la chaire, si intéressante. Ces deux pertes sont particulièrement regrettables.

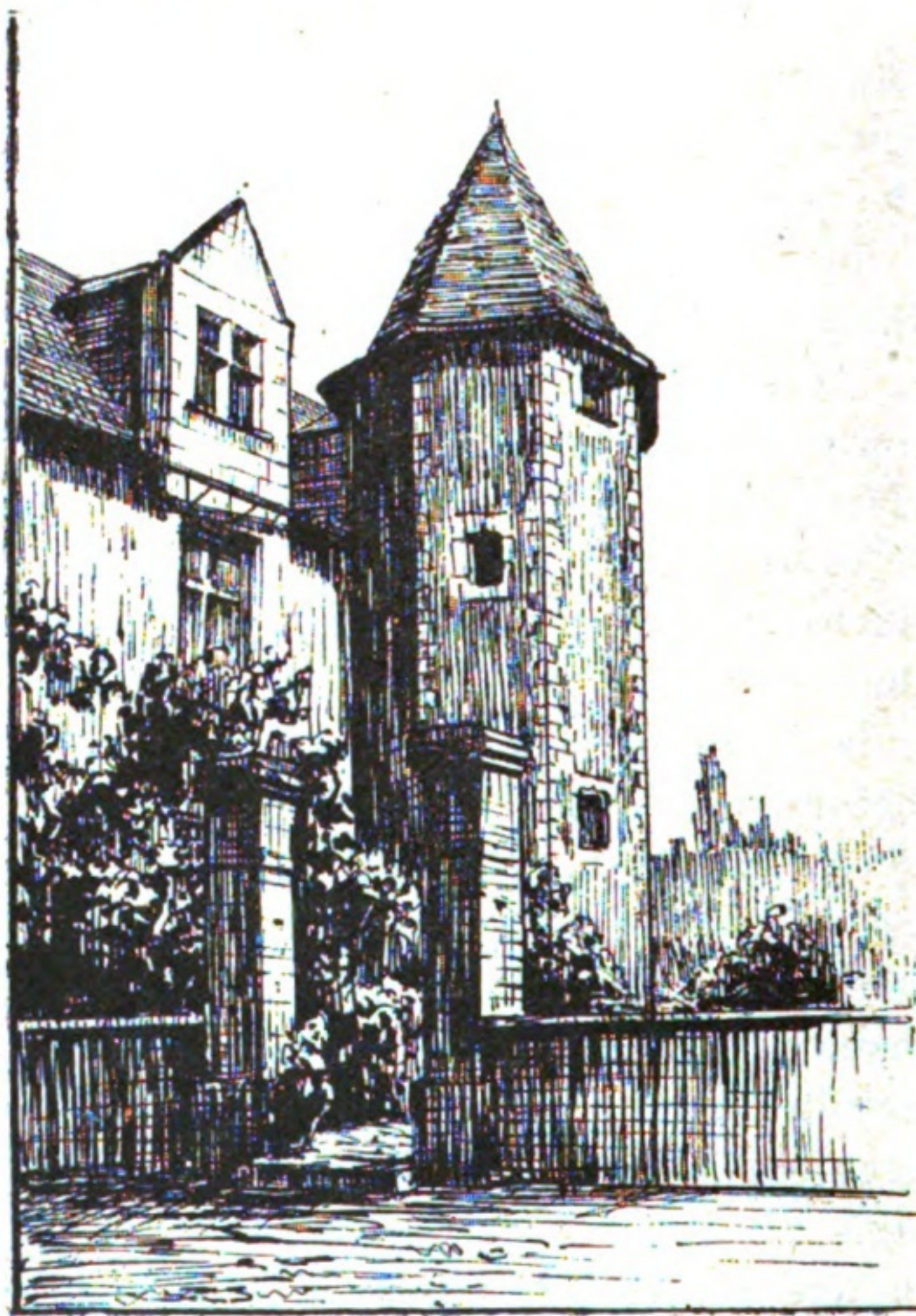
Comme conclusion, nous n'hésitons pas à émettre le vœu qu'on évite, autant que possible, de « refaire du neuf », et qu'on garde à la nouvelle nef son caractère xvi^e siècle, en utilisant dans la reconstruction toutes les parties anciennes susceptibles d'être conservées.

ROBERT TRIGER.

(1) Renseignements de M. Vérité, architecte des Monuments historiques, de M. le curé de Luché et de M. Paul Cordonnier-Détrie.

NOTE ADDITIONNELLE

En plus de ses dessins de l'église, M. Paul Cordonnier-Détric a bien voulu nous rapporter de son exploration à Luché un croquis de l'ancienne maison priorale, qui s'élève encore aujourd'hui à quelques pas de l'église.



ANCIEN PRIEURÉ DE LUCHÉ
(DESSIN DE M. PAUL CORDONNIER-DÉTRIC).

Nous sommes d'autant plus heureux de le joindre à ces notes, qu'au cours de nos recherches sur l'histoire de l'église, nous avons retrouvé incidemment la date de construction de cet ancien logis, bâti par le prieur Pierre du Fay de 1497 à 1499. R. T.

CHRONIQUE

EXCURSION DU 30 MAI 1921

La *Société historique et archéologique du Maine* a repris, le 30 mai, la tradition de ses excursions archéologiques et pittoresques dans le département. Cette année, quatre-vingt-six personnes ont suivi avec entrain le vaillant Président, M. Robert Triger, toujours jeune, alerte, intéressant et primesautier; les dames en plus grand nombre que jamais, ne formaient pas l'élément le moins ardent : leur précipitation à écouter les historiques toujours si clairs et si précis du Président, leur bonne humeur sous la poussière le matin, et la pluie le soir, et enfin leurs interrogations pressées montraient quel intérêt puissant elles prenaient à la visite de ces sites divers qui faisaient revivre à la fois les évocations du passé, les gloires nationales, l'honneur des vieilles familles mancelles, et le charme des paysages locaux (1).

La journée, admirablement organisée par M. de Linière, permit de remplir avec ponctualité un programme chargé, qui ne laissait malheureusement pas les excursionnistes jouir assez à leur gré des merveilles que beaucoup contemplaient pour la première fois.

A 8 heures, deux grands auto-cars partaient de la place de la République, et roulaient sur la route de La Flèche vers Château-l'Hermitage, première étape.

(1) Ont pris part à l'excursion : M^{mes} la C^{tesse} d'Angély-Serillac, V^{icomtesse} et M^{lles} de Gastines, Hébert, de Maillebois, Maillet, Bonne de Sainte Preuve, de Saint Rémy, de la Tribonnière, de Vaublanc, de Vauguion. — MM. et M^{mes} Auburtin, Beillard et M^{lle}, Docteur Candé et M^{me}; de Courdoux et M^{lle}, colonel, M^{me} et M^{lle} Debains, de Fromont, capitaine et M^{me} Guillot, Le Cornu, A. Leroux et M^{lle}, G. Leroux, Letourneux, de Linière et M^{lle}, de Lorière et M^{lles}, Dr Mascarel, colonel et M^{me} Nouton, Rialland. — M^{lles} de la Hellerie, Joly, Neulat, du Plessis, Seyert. — MM. G. Auburtin, Charoy, Cordonnier-Détrie, abbé de la Croix, Edeline, vice-président du tribunal, Echivard, François, Gasnos, Guilloreau, Janvier, docteur Jeandel, Le Fauchaux, Monnoyer, Morançais, d'Ocagne, Recoing, Reveillant, de Saint Pierre, S. Singher, R. Triger, abbé Vavasseur, Vétillart, procureur de la République.

Ce vieux prieuré fut acquis en 1833 par le marquis de Mailly, ainsi que l'Eglise : cette situation, presque unique dans le diocèse du Mans, a permis à l'antique monument de traverser les difficultés de la loi de séparation sans être atteint. Le Président nous en rappelle rapidement l'histoire : fondation en 1144 par Geoffroy Plantagenet ; remaniement de l'édifice aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ; voûtes Plantagenet remarquables ; tombeau de Marie de Bueil, dont la restauration, due à l'instigation du marquis de Mailly, fut exécutée en 1864 par MM. Jaffart, Barenton et Renouard, aux frais du marquis, du Département et de la Société française d'archéologie. M^{me} la marquise de Mailly avait été malheureusement retenue par une absence forcée : cette circonstance ne permit pas aux excursionnistes d'aller lui présenter l'hommage de leurs remerciements et de leurs félicitations qu'ils avaient tous dans le cœur et sur les lèvres.

Puis, en route pour la Croix Brette ! — Cette modeste croix fut plantée en 1828 sur le bord de la route par M. Dulignon, propriétaire du château voisin de Cherbon, passé actuellement entre les mains du colonel Pageot, qu'un deuil cruel et récent éloigne en ce jour. C'est le seul monument élevé à la mémoire de la glorieuse victoire de Bertrand du Guesclin sur l'armée anglaise de Robert Knolles et de Thomas de Grandson, livrée le 4 décembre 1370, et dont les résultats moraux dépassèrent de beaucoup l'importance des effectifs (2000 français contre 6000 anglais). L'intrépide breton, provoqué par un insolent message, au Château de Juillé, parcourt dans une nuit les quinze lieues qui séparent Juillé de Pontvallain, malgré la pluie et le vent, tombe avec impétuosité sur l'ennemi, le disperse et complète la victoire en faisant prisonnier de sa propre main Robert Knolles, et en lui enlevant son étendard. Les Français de 1921 ne pouvaient manquer de rendre un solennel hommage au vaillant ancêtre de tant de braves poilus : au nom de la Société, de gracieuses jeunes filles déposèrent au pied du monument une gerbe de fleurs en l'honneur du grand Connétable.

L'heure du déjeuner groupa dans une vaste et belle salle de l'hôtel du *Cheval Noir* au Lude, les excursionnistes. M. Triger, au dessert, se fait l'interprète de tous pour remercier M. de Linière, le docteur Candé, dont l'accueil est toujours si cordial, et enfin M. l'abbé Vavasseur, le vénérable doyen de Pontvallain. Puis, après un souvenir ému aux douloureuses années de la guerre, qui

ont paralysé l'action de la Société historique et archéologique du Maine, il se félicite de la voir, si nombreuse, si vivante après l'épreuve, et si pleine de promesses pour l'avenir par les nouvelles adhésions, nombreuses et brillantes. Il fait ensuite en quelques mots l'historique de ce magnifique château du Lude, dont l'origine rappelle nos rivalités provinciales, mais dont l'histoire est liée à notre histoire nationale par les faits dont ses murs furent témoins, et surtout par les diverses familles qui l'ont habité. Par dessus tout, il nous demande une acclamation de remerciements pour le marquis et la marquise de Talhouët, qui, avec une rare compétence, un goût parfait, et une prodigalité sans bornes, ont su remettre en valeur, chacune dans leur style et dans leur cadre, les merveilles architecturales et mobilières qu'on y rencontre à chaque pas, et qui de plus, autorisent notre foule nombreuse d'admirateurs à pénétrer partout. Nous ne suivrons pas les groupes qui, sous d'experts directeurs, visitèrent le château. Ceux qui le connaissaient, le revoyaient avec un nouveau plaisir : ceux qui le voyaient pour la première fois, restaient émerveillés, et ce ne fut qu'après de longs et stridents appels que les auto-cars, enfin au complet, purent partir pour Luché.

Luché, prieuré dépendant de Saint-Aubin d'Angers. — Chœur du ^{viii}^e, nef du ^{xvi}^e. Dans le chœur, belles voûtes Plantagenet, qui rappellent beaucoup Saint-Serge d'Angers. Le bas-côté méridional est divisé en quatre parties à l'intérieur par des arcades transversales, et présente extérieurement une série de pignons à doubles égouts. Cette disposition est fort rare.

Enfin, après un parcours assez long de près de 20 kil., la dernière étape était atteinte, les Perrais!

La réalité surpassa le mirage qui hantait l'esprit de tous. Souvenirs, histoire, décors, somptuosité, ameublements, tableaux, émaux, dépassèrent ce qu'on pouvait imaginer ; mais ce qui ne peut s'exprimer, c'est l'exquise aménité de la marquise de Broc, qui avait tenu à recevoir elle-même la Société, pour lui faire les honneurs de son beau domaine : femme vénérable et charitable, qui porte à son corsage la Croix de la Légion d'honneur dont le Gouvernement l'a ornée, en récompense de l'ambulance où, pendant toute la guerre, elle abrita et soigna 50 blessés avec des soins maternels, mais aussi de l'énergie morale dont elle fit preuve pendant les années terribles vis-à-vis des populations rurales du canton, en leur procurant aide et assistance de toutes manières,

par des dons en argent, en vivres, en instruments de travail et en encouragements. C'est ce qu'a excellemment exprimé M. Triger, parlant au nom de tous, dans une chaleureuse improvisation, où il a montré comment un grand nom ne peut faillir, et un noble cœur sait toujours se montrer égal et supérieur aux circonstances.

Les Perrais, de la paroisse de Parigné-le-Polin, entrent dans l'histoire en 1455, avec Jean de Saint-Benoist ; Marie, sa fille, épouse René I de Broc, et, depuis cette époque, le domaine est resté dans cette famille. Un tel bail est assez rare et assez long, pour retenir l'attention. Impossible, même en abrégeant, de parler des illustrations du nom : Les soixante et quelques portraits des Perrais, les bustes, les miniatures sont là pour faire revivre le souvenir de ceux qui se sont dépensés au service de la France.

La pluie fine qui n'avait cessé de tomber toute l'après-midi, cessa un instant, et permit, pour terminer la journée, de contempler de la terrasse du château, élevée de 50 mètres au-dessus de la Sarthe, le plus splendide panorama qui se puisse imaginer sur nos campagnes mancelles. Vestiges de l'antique forêt du Mans si tristement célèbre, clochers de mille villages, vieux manoirs de la Chevalerie, de la Beunèche, dont on devine les toits pointus, champs verdoyants de tous les tons de la gamme, et enfin, pour clore l'horizon éloigné de près de 25 kil., l'importante masse de la cathédrale du Mans ; voilà ce que l'œil pouvait percevoir d'un seul jet. Ce paysage, c'était le présent, mais en le contemplant, combien pensaient à tous ceux qui depuis des siècles l'avaient contemplé au même endroit, avec les mêmes yeux d'amour, l'avaient fructifié, l'avaient aimé et l'avaient défendu ! Combien pensaient qu'il n'était pas besoin de passer les frontières pour voir de belles et grandes choses, et de ressentir de puissantes émotions, combien pensaient à leur petite patrie du Maine, et après l'avoir contemplée une dernière fois, repartaient pour Le Mans, en ayant au cœur un impétueux sentiment de reconnaissance pour les directeurs de cette Société, qui décidément, savent si bien satisfaire l'esprit, et toucher le cœur !

Le Secrétaire général : Ed. DE LORIERE.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE
TOME I^{er}. — QUATRIÈME LIVRAISON
(LXXVII^e TOME DE LA COLLECTION)

Octobre, Novembre, Décembre 1921



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1921

SOMMAIRE

DE LA

QUATRIÈME LIVRAISON DU TOME I

	PAGES.
1° <i>Les Lauréats Sarthois, du Concours général avant et depuis la Révolution (1747-1903)</i> , par M. le marquis de BEAUCHESNE.	233
2° <i>La Paroisse de Doucelles, d'après ses comptes de Fabrique</i> (suite et fin), par M. le chanoine FROGER.	249
3° <i>L'Ancienne hôtellerie du Dauphin au Mans</i> , par M. Robert TRIGER	260
4° <i>Chronique</i> : Séance générale du 10 décembre 1921; nouveaux membres et ouvrages récents; les fêtes de Marguerite de Lorraine à Alençon; <i>Dans les Champs de Meuse</i> , par M. le capitaine de Mazenod; Conférence du docteur Delaunay, <i>Pierre Belon et l'acclimatation végétale dans le Maine</i> ; découverte de puits funéraires au Mans, par M. Chappée; vœu archéologique. — Un dernier mot au sujet du tombeau de la Reine Bérengère. — Comité de l'Œuvre de Louvain. — <i>Les Chouans de la Basse-Mayenne</i> , par M. E. Quérueu-Lamérie; <i>Paysages de Guerre</i> et <i>Notice sur J.-R. Pesche</i> , par M. le D ^r Delaunay . .	274
5° Table des matières du Tome I (Deuxième série) . .	279

LES LAURÉATS SARTHOIS

DU CONCOURS GÉNÉRAL

avant et depuis la Révolution

(1747-1903)

On sait que M. Léon Bérard, cédant à la poussée de l'opinion publique, et autorisé par un vote favorable du Conseil supérieur de l'Université, s'est décidé l'été dernier à rétablir le Concours général entre les lycées et collèges de Paris et de Versailles, cette vieille institution universitaire si malencontreusement supprimée en 1904.

C'est sans doute l'occasion d'évoquer devant les lecteurs de la *Société historique et archéologique du Maine*, dans une rapide revue, le souvenir des jeunes Manceaux originaires de la ville du Mans, ou des autres parties de notre département, dont les noms retentirent à différentes époques, soit pour des prix, soit pour des accessits, dans les glorieux et pacifiques tournois de la Sorbonne.

L'institution dont il s'agit remontait à l'année 1747, année où la première distribution des prix du Concours général fut célébrée avec une pompe, qui, pour l'époque, ne laissait rien à désirer. On conserve à la bibliothèque de la Sorbonne la collection complète des palmarès de l'ancienne Université (1747 à 1793), et c'est dans cette collection que nous avons relevé les noms que nous allons citer dans cet article.

René François Hortense de Perrochel, élève de quatrième au collège d'Harcourt, nommé à la distribution de 1763 pour un 3^e accessit de version latine, ouvre cette glorieuse liste. Fils de Louis Jacques Charles François de Perrochel, chevalier, seigneur de Saint Aubin de Locquenay et autres lieux, et de Charlotte François d'Osmond, cet élève était né le 26 août 1748.

Comme la plupart des jeunes nobles, il se destinait à la carrière

militaire ; il devint en effet plus tard capitaine au régiment de dragons de Monsieur, puis major au régiment de Champagne. En avril 1789, il fit partie des membres de la noblesse du Maine convoqués au Mans pour les élections aux Etats généraux, et, grâce à la popularité de bon aloi dont il jouissait dans le pays, il fut nommé l'année suivante colonel de la garde nationale de Fresnay, en même temps que membre du Conseil général du district. Après la Révolution, la Restauration le fit chevalier de Saint Louis, et il mourut le 13 avril 1832 au château de Saint Aubin, à l'âge de 83 ans (1).

Le second lauréat que la Sarthe semble pouvoir revendiquer parmi les lauréats de l'ancienne Université est Pierre Nicolas Freuslon, élève du collège Louis le Grand, qui, après avoir eu en 1771, en troisième, le 5^e accessit de version grecque, obtint dans les années suivantes, tant en seconde (1773) qu'en rhétorique (comme nouveau en 1774 et comme vétéran en 1775), trois premiers prix dans la même faculté. Malheureusement, de même que nous ne savons pas exactement quels étaient les parents de ce précoce helléniste, ni dans quelle partie du Maine ils habitaient, nous ignorons également quelle a été sa destinée ultérieure (2).

Dans les années suivantes, nous trouvons encore, parmi les élèves nommés à la Sorbonne, deux jeunes gens originaires du Maine, et faisant leurs études à Louis le Grand : Michel François Vétillart, et Jean François René Mahérault. Mais, cette fois, nous sommes mieux renseignés.

Michel François Vétillart, baptisé le 14 octobre 1763 en l'église de Saint Pierre le Réitérè, était le fils de Michel Noël Patrice Vétillart du Ribert, célèbre docteur en médecine, et de Françoise Louise Bérard de la Touche. D'après les *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*, le jeune Vétillart, destiné à obtenir un canonicat à Saint Pierre la Cour, étudiait dès le mois de novembre 1773 dans

(1) Renseignements dus à l'extrême obligeance de notre sympathique confrère de la Société historique et archéologique du Maine, M. le vicomte Amblard de Noailles, qui descend de ce lauréat. — Sur la popularité exceptionnelle de M. de Perrochel pendant la Révolution ; voir, en outre, l'article publié dans cette *Revue* (tome XLIV, 1898), par M. Robert TRIGER : « *L'Agriculture en 1762 dans le canton de Fresnay* ».

(2) Dans le palmarès de l'Université écrit en latin, il est simplement qualifié « Cenomanensis » manceau ; il n'est donc pas sûr qu'il appartienne à la Sarthe plutôt qu'à la Mayenne ; toutefois, jusqu'à preuve contraire, nous avons tout lieu de croire qu'il était né au Mans.

un collège de Paris où l'évêque du Mans lui avait donné une bourse. Ce collège était, nous l'avons dit, Louis le Grand. En 1776, à la fin de sa sixième (car la sixième était alors admise au Concours), il obtint le 4^e accessit de version latine. Puis en 1781, comme élève de rhétorique, il obtiendra encore le 3^e accessit d'amplification française. Ses études classiques terminées, Michel Vétillart, renonçant à son canonicat, retourna d'abord à Paris pour y étudier la médecine, mais, après la mort de son oncle Bérard, négociant à Pontlieue, décédé en 1784, il abandonna la médecine pour prendre la direction de la maison de commerce qui depuis a passé successivement aux mains de son fils et de son petit-fils député de la Sarthe à l'Assemblée nationale de 1871. Michel Vétillart est mort en 1855.

Si les élèves de Perrochel et Vétillart appartenaient l'un à la noblesse, l'autre à la bourgeoisie de notre province, l'élève Mahérault était sorti des rangs du peuple. Il était en effet fils de Jean François Mahérault, maître boulanger au Mans, et de Françoise Jacqueline Monsallier. Baptisé le 3 mars 1764 en l'église Saint-Vincent, il avait eu pour parrain un maître couvreur, François Cadieu. Il avait commencé avec succès, dès l'âge de dix ans, ses études au collège de l'Oratoire du Mans, et, à l'âge de quinze ans, était allé les terminer à Paris au collège Louis-le-Grand. Il y fit sa seconde et deux années de rhétorique (1782 à 1784) et, à la fin de chaque année, il s'était signalé aux distributions du Concours général en obtenant un ou plusieurs accessits dans presque toutes les facultés, sauf en version grecque. Comme on le voit, ce n'était pas, comme Freuslon, un helléniste ; c'était plutôt un latiniste, ayant eu des accessits en thème et en version latine, et ayant failli avoir un prix de vers latins (1782 en seconde). Ce brillant élève se destinait du reste à l'enseignement. A peine âgé de 22 ans, il suppléait, dans la chaire de rhétorique du collège de la Marche, Dumouchel devenu recteur de l'Université de Paris.

En 1790, il devint professeur d'humanités au collège Montaigu. Lors de la suppression de l'Université, il fut nommé membre de la Commission de l'instruction publique, et il organisa en 1795 l'école militaire de Liancourt, puis en 1796 l'institut des colonies consacré à l'éducation des enfants de couleur. D'après Quicherat,

dans son histoire de Sainte-Barbe, il avait été désigné avec Garat et Hanuche pour enseigner l'histoire dans les Instituts provisoires projetés par la Commune de Paris, lesquels, il faut l'ajouter, ne fonctionnèrent jamais.

Lorsque, sous le Directoire, les écoles centrales eurent remplacé les anciens collèges de l'Université, Mahérault fut nommé professeur de langues anciennes à l'école du Panthéon, et il occupa la chaire de rhétorique quand cette école devint en 1804 le lycée Napoléon. C'est là qu'il dressa le Plan d'études provisoires, son œuvre capitale, qui sans doute lui avait été commandé, et qui fut imprimé par ordre du département de Paris de l'an X.

Cependant, après 1799, François de Neufchâteau l'avait nommé commissaire du Gouvernement près l'administration du théâtre de la République. Il occupa ces fonctions pendant quinze ans, et il rendit en cette qualité, les plus grands services à l'art dramatique.

Mais tous ces travaux avaient épuisé sa santé. En 1813, à peine âgé de 50 ans, il fut frappé de paralysie, et dut renoncer à sa chaire. Il vécut toutefois encore vingt ans et mourut à Paris en 1833.

Parmi les œuvres de cet ancien lauréat de l'Université de Paris, Desportes, dans sa *Bibliographie du Maine*, cite l'éloge funèbre de Lefèvre d'Ormesson en vers latins, avec la traduction française (Paris, 1789); une *Histoire de la Révolution française* dont le premier volume seulement a paru (Paris, 1791); des articles publiés dans le *Journal de la langue française*, et des poésies que l'on trouve dans différents recueils (1).

C'est en 1793 qu'eut lieu la dernière distribution des prix de l'ancienne Université de Paris, cérémonie qui se ressentit fortement des circonstances où l'on se trouvait. Elle eut pour témoin un jeune élève du collège du Plessis qui était originaire de notre département, Joseph Parnault, de la Flèche. Celui-ci, alors élève de sixième, avait le deuxième prix de version latine. Il avait sans doute pour père le notaire Parnault, qui, dans les années suivantes, fut maire de la Flèche. Il succéda lui-même plus tard à son père dans ses fonctions notariales et fit partie sous le Gouvernement de juillet du Conseil municipal de sa ville natale.

(1) La plupart des renseignements qui précèdent ont été pris par nous dans une très intéressante notice intitulée « Un élève du collège de l'Oratoire du Mans », publiée par M. REBUT, professeur au lycée de cette même ville, en tête du palmarès de 1902.

Disparu après la distribution de 1793 avec les anciennes Universités, le Concours général fut rétabli au commencement du Consulat, et il ne tarda pas à retrouver son prestige d'autrefois. Limité sous le premier Empire aux quatre lycées Louis-le-Grand, Napoléon, Charlemagne et Bonaparte, il fut étendu sous la Restauration à quatre nouveaux collèges, Saint-Louis, Versailles, Sainte-Barbe (depuis Rollin) et Stanislas. Or nous voyons en ces années là (1817-1820) Pierre Armand Marie Thébaudin de Bordigné, élève du collège Henri IV, se signaler par quatre prix et trois nominations en version latine, thème latin, version grecque et histoire. Les Thébaudin de Bordigné étaient comme on sait une vieille famille mancelle ayant fourni de nombreux magistrats à l'ancien régime. Fils de Pierre Alexandre Marie Thébaudin de Bordigné et de Emélie de Vanssay, ce lauréat embrassa plus tard la carrière militaire et servit comme officier de cavalerie au 1^{er} hussards. Il est mort en 1853.

Nous trouvons ensuite, toujours sous la Restauration, parmi les lauréats du Concours général, le fils d'un ancien receveur particulier de l'arrondissement de Mamers, né dans cette ville en 1810, Adolphe Jacques Auguste Joly, qui, de 1823 à 1826, avait chaque année une nomination soit en thème, soit en version latine.

Nous devons encore mentionner dans les dernières années de la Restauration, en 1827-1829, Baptiste Augustin de Crochard (de Saint-Michel de Chavaignes) élève du collège royal Saint-Louis : premier accessit de vers latins en seconde, cinquième accessit de dissertation française en philosophie. Il avait pour camarade à Saint-Louis le célèbre critique Armand de Pontmartin, qui a dit de lui dans ses *Souvenirs d'un vieux critique* : « Quant à Augustin de Crochard, je n'ai pas connu de nature plus sympathique. Il était le sourire de la classe. Merveilleusement doué, il improvisait, dès la rhétorique, de très jolis vers qui lui valaient de paternelles gronderies de notre professeur, M. Vendel. Tous les élèves l'adoraient. Quand le hasard des compositions nous plaçait à côté l'un de l'autre, nous avions besoin de toute l'indulgence de nos maîtres. Crochard était si drôle, si gai, si amusant, si spirituellement fantaisiste, qu'il n'y avait plus moyen de suivre avec l'attention désirable les périodes cicéroniennes et les phrases concises de Tacite. Par malheur, en dépit d'une santé délicate, et

d'un talent poétique qui aurait certainement fait parler de lui, il se sentit tout à coup pris d'une irrésistible vocation militaire. Poète soldat, comme Alfred de Vigny, tel était son rêve... Hélas ! Il entra à Saint-Cyr au mois d'octobre, et il mourut trois ans après ». Ajoutons à ces souvenirs du vieux critique que Baptiste Augustin de Crochard avait donné sa démission de Saint Cyrien en 1830, et avait ensuite collaboré au journal la *Mode*.

Sous le gouvernement de juillet, en 1832, Louis Georges Roland Le Gras du Luart terminait ses classes au collège Bourbon ; il eut cette année là au Concours général le 5^e accessit de dissertation latine en philosophie. C'était le père du marquis du Luart, chef actuel de la famille. Son instruction, au dire de ceux qui l'ont connu, était peu commune, et on voyait facilement dans sa conversation qu'il avait fait d'excellentes études classiques.

Sous le même gouvernement, mais un peu plus tard, le père de notre dévoué et sympathique président, Gustave Triger, né à Douillet-le-Joly (Sarthe) le 10 février 1825, après avoir commencé ses études au collège de Tessé au Mans, était allé les continuer à Paris au collège Henri IV, pour s'y préparer à l'École polytechnique. En 1842, il était en mathématiques élémentaires, et en 1845 en mathématiques spéciales. Ces deux années là, son nom retentit sous les voûtes de la Sorbonne pour deux accessits de Sciences. Admis en 1845 à l'École polytechnique, il en sortit en 1847 ingénieur des lignes télégraphiques, puis, dès l'année suivante, il devint inspecteur de ces mêmes lignes. En 1859-60, il fut chargé, de concert avec la marine, de l'achèvement du réseau électro-sémaphorique de tout l'arrondissement maritime de Cherbourg. En janvier 1871, il assura le service télégraphique du 19^e corps d'armée, dans le département de l'Orne. En 1878, lors de la fusion des postes et télégraphes, il devint directeur des postes et télégraphes du département de la Sarthe. En 1881, on lui offrit la direction des lignes télégraphiques souterraines, mais il refusa pour convenances de famille ; nommé enfin en 1883 directeur des postes et télégraphes du département du Nord, il fut admis sur sa demande à la retraite par décision du 1^{er} mars 1884. Telle fut la très brillante carrière de cet ancien élève de l'École polytechnique, qui, dans la seconde moitié du règne de Louis Philippe, avait figuré deux fois parmi les élèves de Henri IV

nommés au Concours général de l'Université. Est-il besoin d'ajouter que, père du président de la Société historique et archéologique du Maine, il avait tenu à honneur d'être un des membres de cette Société? Il est mort au Mans le 24 avril 1908, dans sa 84^e année.

Sous le Second Empire, nous rencontrons entre 1856 et 1859, presque chaque année, le nom d'un très brillant lauréat, qui, bien qu'étranger à notre département par ses origines et sa naissance, n'en a pas moins droit par son séjour au Mans et ses alliances de famille, à avoir sa place dans cet article. Nous voulons parler de François Olivier Raoul Perrin, qui, avant de terminer à Paris, comme inspecteur général, sa carrière dans les mines, avait été pendant plusieurs années ingénieur en chef au Mans et s'y était attiré beaucoup d'estime pour son mérite professionnel. Comme plus tard l'auteur de ces lignes, il avait fait ses études à Paris au collège Rollin, et s'y était signalé par ses nombreux succès au Concours général en lettres aussi bien qu'en sciences. En 1856, en seconde, il avait débuté par deux prix en version grecque et en thème grec. L'année suivante, en rhétorique, il avait le 1^{er} prix des nouveaux en histoire; en 1858, dans la classe de logique, il avait eu le 1^{er} accessit de mathématiques (il n'avait pas été décerné de prix), le 1^{er} prix de physique et le 2^e de sciences naturelles; enfin en 1859, en mathématiques spéciales, il avait eu la gloire de remporter le prix d'honneur de mathématiques. Ainsi ce lauréat avait prouvé par son exemple que l'étude des lettres et celle des sciences, loin de s'exclure réciproquement, pouvaient faire très bon ménage.

Reçu cette année là à l'École polytechnique, il en sortit ingénieur des mines, avec le numéro 3, et fut successivement ingénieur ordinaire à Chambéry et Paris, ingénieur en chef au Mans, inspecteur général à Paris. Né dans cette ville le 2 décembre 1841, il y mourut le 20 mai 1910 (1).

Cette même année 1859 où, à la distribution de la Sorbonne, Raoul Perrin s'était signalé par un succès si éclatant en mathématiques spéciales, Paul Ariste Trouvé, du Mans, élève au lycée

(1) L'une des filles de M. Raoul Perrin avait épousé M. le chef d'escadron d'artillerie Dagues de la Hellerie, descendant d'une des plus vieilles familles du Mans actuellement connues.

Bonaparte, remportait en seconde deux prix; le premier de version grecque et le second de thème grec. Ce lauréat était, croyons-nous, le fils de l'ancien représentant du peuple, Trouvé Chauvel, élu par la Sarthe en 1848 et qui fut un moment ministre. Il semble être mort jeune; en tout cas, sa destinée ultérieure nous est inconnue.

Pendant les dernières années du Second Empire, l'auteur de cette étude, alors élève au collège Rollin à Paris, fut assez heureux pour assister quatre fois de suite (1866-1869) aux distributions des prix de la Sorbonne. Après avoir débuté en 1866 en troisième, par un modeste accessit de vers latins, il eut l'année suivante en seconde, le 1^{er} prix dans la même faculté, puis en 1868, comme nouveau de rhétorique, le 2^e prix toujours dans la même faculté, enfin en 1869, comme vétéran de rhétorique, le second prix de version latine. Il s'est fait recevoir licencié ès-lettres en 1878 et s'est ensuite adonné aux études historiques : successivement membre, puis vice-président de la Société historique et archéologique du Maine, lauréat de l'institut en 1894 pour son Histoire de la Roche Talbot, il est depuis 1917 membre du Conseil de la Société d'histoire de France. Il est aussi depuis 1895, maire de la commune de Souvigné-sur-Sarthe.

Parmi les jeunes manceaux qui, en ces années là, ont brillamment représenté leur pays d'origine aux distributions de la Sorbonne, il faut encore citer dans ce groupe de nos compatriotes habitués aux triomphes universitaires, Georges Surmont, Godefroy Cavaignac, Georges Ernest Foussereau, et Alphonse Vivier.

Né au Mans le 31 août 1848, Georges Surmont eut en 1868, comme élève de mathématiques spéciales au lycée Bonaparte, un septième accessit de physique. Il se destinait à l'École polytechnique, où il fit partie de la promotion 1869-1870. Sorti de cette école dans le génie, il fut nommé le 9 août 1870 sous-lieutenant à l'école d'application de Metz. Evacué le 31 octobre, après la capitulation de Bazaine, sur la Belgique (à Bruxelles), il trouva le moyen, dès le 12 novembre, de rentrer en France et rejoignit à Bordeaux le 1^{er} régiment du génie.

Affecté alors à l'armée de la Loire (16^e corps, 3^e division), il fit la campagne comme lieutenant du génie (18^e compagnie du 1^{er} régiment), assista aux batailles de Loigny, d'Orléans et du

Mans, au combat de Saint-Jean-sur-Erve, et à la retraite sur Laval. A la bataille du Mans, livrée, comme on sait, le 12 janvier 1871, il avait été chargé de la destruction du pont du chemin de fer de Tours, sur l'Huisne.

Après la guerre, il fut appelé en mai 1872, à l'Ecole d'application du génie à Fontainebleau et fut nommé le 10 août suivant, à titre définitif, lieutenant en second. L'année suivante, en février, sorti de l'école de Fontainebleau, il fut envoyé au 3^e du génie à Arras ; nommé en 1873 lieutenant en premier, il fut affecté en 1875 à l'état-major du génie au Mans, et à la fin de la même année, fut promu capitaine en second, sans quitter notre ville. C'est alors qu'il y fut chargé de la construction de divers édifices militaires, entre autres de la caserne d'infanterie Chanzy. Nommé en 1880 capitaine en premier, il passa en 1882 à l'état-major du génie à Versailles, puis en 1885 au 1^{er} régiment du génie. Cette même année il fut décoré de la croix de la Légion d'honneur. Démissionnaire en 1888, il fut nommé en 1892 chef de bataillon du génie territorial. Il était membre de notre Société et mourut en octobre 1918 au château des Hattonnières, à Moncé-en-Belin.

C'était aussi un de nos compatriotes, sinon par sa naissance (il était né le 21 mai 1853 à Paris) ce Godefroy Cavaignac, fils de l'ancien président de la République en 1848, qui, élève de Charlemagne, avait en 1868 obtenu en seconde le 1^{er} prix de version grecque en même temps que le 4^e accessit de narration latine. On sait comment, déjà très applaudi par ses camarades de Charlemagne lors de la mention de son accessit, il le fut encore plus, quand, sur un signe fait par sa mère qui assistait à la séance dans une tribune, il refusa d'aller recevoir son prix de grec des mains du ministre Duruy sous les yeux du Prince impérial qui présidait la séance. On sait aussi quel énorme retentissement eut cet incident de distribution de prix dans les journaux de l'époque. Est-il besoin d'ajouter que ce même lauréat, devenu plus tard député de Saint-Calais, puis deux fois ministre, a joué un rôle politique des plus importants, surtout au moment de l'affaire Dreyfus ?

En 1869, deux élèves originaires de notre département, mais l'un élève de Rollin, et l'autre de Charlemagne, Georges Ernest Fousseréau, de Bessé, et Alphonse Vivier, de la Flèche, avaient

enlevé en mathématiques spéciales les deux prix de physique. Le premier, entré la même année à l'Ecole normale supérieure, section des sciences, est mort en 1913, secrétaire de la faculté des sciences de Paris ; quant au second, il était en 1875, sous-ingénieur de 3^e classe à la poudrerie de Pont de Buis.

Raoul Perrin n'est pas le seul ancien prix d'honneur des Sciences qui ait occupé plus tard au Mans le poste d'ingénieur en chef. Louis Harel de la Noe, un de ses successeurs dans les ponts et chaussées, avait obtenu, au Concours général de 1870, le prix d'honneur de mathématiques spéciales. Né à Saint-Brieuc en 1852, après avoir commencé ses études au lycée de cette ville, il avait été envoyé à la rentrée de 1868 à Paris au lycée Saint Louis pour s'y préparer à l'Ecole polytechnique. A la distribution de 1869, il avait préludé, comme élève de mathématiques élémentaires, par un 2^e accessit de mathématiques, à son grand succès de l'année suivante. C'est — les habitants du Mans s'en souviennent, — de 1898 à 1902 qu'il a résidé dans cette ville et y a construit le célèbre pont en X ; il a été ensuite envoyé à Saint-Brieuc, sa ville natale.

Après la guerre de 1870-71, à la distribution de 1877, nous voyons un élève de Stanislas, originaire de La Flèche, Maurice Jules Louis Clarion de Beauval, remporter en mathématiques élémentaires le premier prix d'Histoire. Il se destinait à l'école de Saint Cyr, où il fut admis la même année et d'où il sortit deux ans après sous-lieutenant d'infanterie. Il parvint au grade de capitaine et servait avec ce grade en 1891 au 3^e régiment d'infanterie en garnison à Rouen. C'était, au dire de ses camarades, un garçon d'une modestie charmante. Il est mort à Nice en 1899, à l'âge de 42 ans, laissant une veuve et un fils.

A la distribution de 1879, le futur général Paul François Anthoine, alors élève de Rollin, avait le prix d'honneur de mathématiques spéciales. D'après le palmarès de l'Université, il est né au Mans le 28 février 1860 ; son père était en effet ces années-là professeur de rhétorique au lycée de notre ville.

Entré à Rollin le 8 octobre 1878 en qualité de boursier de mérite, le jeune Anthoine avait « suivi pendant une année le cours de mathématiques spéciales ». Ses notes étaient excellentes. C'était, assuraient ses professeurs, « un esprit ouvert, actif,

devant arriver dans les premiers ». Reçu cette même année 1879 3^e à l'Ecole normale, Sciences et second à l'Ecole polytechnique, il opta pour cette dernière école, et en sortit avec le numéro 1 dans l'artillerie. Son avancement dans cette arme avait été aussi rapide que ses succès scolaires avaient été brillants. Arrivé au grade de colonel en 1910, il fut nommé général de brigade en décembre 1913. En 1914, au commencement de la guerre, il fut chef d'état-major du général de Castelnau, puis, au mois d'octobre il fut appelé à commander la 28^e division qui occupait le secteur d'Arras.

En septembre 1915, il prit le commandement du 26^e corps, en mars 1917 celui de la 4^e armée, à la tête de laquelle il s'empara le mois suivant du Mont Cornillet et d'autres positions non moins importantes. Au mois de juin suivant, il se vit confier le commandement de la première armée chargée d'opérer dans les Flandres entre le front anglais et le front belge. On sait comment il justifia le choix qu'on venait de faire de lui en réalisant successivement trois avances au prix de pertes presque nulles. En novembre 1917, il dut quitter le commandement de la 1^{re} armée pour aller remplir au grand quartier général les fonctions de major général en remplacement du général Delaunay.

Il garda ces fonctions jusqu'en juin 1918, époque où sa disparition, pour des considérations que nous n'avons pas à approfondir ici, fut jugée nécessaire et où le maréchal Foch le remplaça par le général Buat.

Cependant, depuis 1864, il existait un Concours des départements distinct de celui de Paris, mais dont on proclamait les résultats, avec comparaison entre les deux concours, à la distribution de la Sorbonne.

Rappelons au moins les prix remportés en ces années-là dans ce concours des départements par nos compatriotes.

En 1879, Ernest Mulocheau, né le 9 avril 1861 au Mans, et élève du lycée de cette ville, après avoir obtenu le 1^{er} accessit de discours latin au Concours académique, eut le second prix des nouveaux dans la même faculté, au Concours des départements. Ce brillant lauréat, ses études classiques terminées, entra dans les ordres et est devenu directeur du Collège Sainte-Croix au Mans.

Quelques années après, en 1882, un autre élève du lycée du Mans, Henri Rault, se distingua au Concours des départements en remportant en rhétorique le second prix de version grecque. Breton d'origine, car il était né à Morlaix, il était fils d'un attaché à la manufacture des tabacs du Gros Caillou à Paris ; il entra à Saint-Cyr, en sortit officier d'infanterie, et en 1903 fut nommé capitaine au 148^e régiment d'infanterie où il servait toujours en 1913.

Le lycée du Mans comptait décidément en ces années là parmi les établissements de province où les études étaient les plus fortes. Après Mulocheau en 1879 et Rault en 1882, nous voyons encore en 1884 un élève de ce lycée, Charles Alphonse Collard, obtenir au Concours des départements un prix d'histoire. Il est entré dans la carrière des finances et a été sous-inspecteur à la banque de France.

Cette même année 1884, tandis qu'un de nos compatriotes était couronné au Concours des départements, un autre jeune homme originaire de la Sarthe, puisqu'il était né en 1865, à la Chartre-sur-le-Loir, Henri Armand Rouger, élève du lycée Louis le Grand et vétéran de rhétorique, avait au concours de Paris le 2^e prix d'histoire. Reçu en 1885 à l'Ecole normale supérieure, ce lauréat ne tarda pas à s'y orienter vers l'agrégation d'histoire. Cette étude ne l'empêchait pas toutefois de s'occuper aussi de poésie, de philosophie et de littérature. Dans sa deuxième année d'école, il avait fait sur Victor Hugo, mort depuis peu, un travail qui fut fort goûté du célèbre critique F. Brunetière. Sorti de l'École en 1888 agrégé d'histoire, il fut envoyé successivement, en qualité de professeur, aux lycées de Pau, de Laval, de la Roche-sur-Yon, de Laon, d'Alençon et de Mont-de-Marsan, mais, au bout de quelques mois dans chacun de ces postes, sa mauvaise santé l'obligeant toujours à demander et à prendre un congé, il finit par se retirer provisoirement de l'enseignement et vécut pendant dix ans à la Chartre, dans une retraite studieuse. Marié en 1901, et sa santé paraissant alors rétablie, il demanda à rentrer dans l'enseignement et occupa successivement des chaires d'histoire à Gap, à Saint-Brieuc et à Vendôme. C'est là qu'il mourut en janvier 1912.

Ce professeur d'histoire était doublé d'un poète. Il laisse en effet cinq volumes de poésie qui ont été imprimés chez Lemerre :

1° Le jardin secret (1893 réédité en 1901); 2° Chants et poésies (1895); 3° Poèmes fabuleux (1897); 4° Retraite fleurie (1906); 5° Visions du chemin (1910). La première de ces publications, présentée aux lecteurs du *Temps* par le charmant et spirituel critique Gaston Deschamps, a été de la part de celui-ci l'objet d'un article très justement élogieux. D'ailleurs, pour se faire une idée exacte de la valeur de ces divers poèmes dans leur ensemble ainsi que de la nature si intimement poétique de notre regretté compatriote, nous ne saurions mieux faire que de renvoyer les lecteurs de cet article à l'excellente et très complète notice nécrologique que A. Foucher, ancien camarade d'études de Henri Rougier, lui a consacrée en 1913 dans le *Bulletin annuel de l'École normale*.

En 1886, René Julien Pichon, né le 28 décembre 1869 au Mans, et élève de rhétorique au lycée de cette ville, eut au Concours des départements le premier prix des nouveaux en composition latine. A la rentrée suivante, il fut envoyé à Paris au lycée Henri IV pour y faire sa philosophie, et, à la fin de l'année, il eut au Concours des lycées et collèges de Paris et de Versailles, le second prix des nouveaux en histoire. Reçu à l'École normale en 1888, il en sortit dans l'enseignement et devint d'abord professeur de rhétorique au lycée Condorcet, puis professeur de première supérieure au lycée Henri-IV. Il fut aussi, peu de temps après, nommé maître de conférences à l'école normale de Sèvres.

Il a écrit d'assez nombreux articles dans la *Revue des Deux Mondes*, principalement sur l'histoire romaine. C'est un disciple et continuateur de Gaston Boissier, dont il a résumé la vie et les œuvres dans une remarquable étude publiée par cette revue après la mort du savant académicien.

En 1890, Henri Bony, élève de rhétorique au lycée Louis le Grand, avait le second prix des nouveaux de géographie, après le futur colonel Duruy, qui était le premier. Il était né au Mans le 12 juin 1872, et était fils de M. Edmond Bony, ancien élève de l'École normale qui était alors professeur d'histoire au lycée de cette ville. Il fut lui-même professeur aux lycées d'Avignon (1894) de Rochefort, et du Mans où il avait été nommé en 1907, et où il avait été chargé du cours d'histoire. Déjà officier d'académie, il faisait partie depuis quelques années déjà de la Société historique et archéologique du Maine, quand en 1914 la guerre éclata. Parti

aussitôt comme lieutenant dans un régiment territorial, puis promu capitaine au 288^e régiment d'infanterie, il fit les campagnes de la Somme, de la Woëvre, de Verdun et de la Champagne, et fut décoré de la Croix de guerre avec cette citation :

« Officier d'une activité remarquable, chargé de couvrir un front très étendu avec sa compagnie, s'est prodigué de jour et de nuit et a donné l'exemple de l'entrain et de l'endurance sous des bombardements fréquents les 13 et 19 avril 1917 ; s'est déjà distingué comme chef de section sous Verdun dans la période si critique du 25 février au 19 mars 1916, et a pris part à un refoulement de contre-attaque le 27 février de la même année.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur le 13 juillet 1918, il mourut au Mans des fatigues endurées par lui au cours de la guerre, le 7 octobre 1918. C'était, au dire de ceux qui l'ont connu, un homme de caractère et de convictions religieuses profondes, ferme et bon. Il a laissé une jeune veuve et plusieurs enfants, actuellement domiciliés à Alençon.

En 1894, Léon Beck, né, comme Henri Rouger, à la Chartre-sur-le-Loir, après avoir fait de brillantes études au lycée de Tours, était allé redoubler sa rhétorique à Paris au lycée Michelet, et, à la fin de l'année, s'était signalé au Concours général en remportant le premier prix de version grecque. Normalien de la promotion de 1896, il fut reçu premier à l'aggrégation des lettres, et, après avoir débuté dans l'enseignement comme professeur de seconde au lycée de Troyes, vint occuper la chaire de rhétorique du lycée du Mans. Mais il ne tarda pas à être envoyé au lycée de Rennes, en qualité de professeur de première supérieure. Puis il quitta l'enseignement pour l'Administration, et devint proviseur au lycée de Lorient. Il est aujourd'hui proviseur au lycée de Metz. M. Beck s'est toujours beaucoup occupé d'œuvres de bienfaisance. Dès 1893-1894, étant encore au lycée Michelet, il avait fondé l'union interscolaire de bienfaisance, dont il est resté deux ans président. A l'École normale, il a été membre du Conseil d'administration de la Ligue fraternelle des enfants de France, fondée par Mademoiselle Lucie Faure.

En 1896, nous voyons un élève du lycée Henri IV, originaire d'Ancinnes, dans le nord du département, Robert Fernand Rageot, obtenir au Concours général de Paris, en seconde clas-

sique, le 2^e prix de thème latin. Ce même élève avait eu, tant cette année-là que l'année précédente, en troisième, et l'année suivante en rhétorique, cinq nominations en différentes facultés. Qu'est devenu ce lauréat ? Il ne paraît pas avoir passé par l'École normale, bien qu'en 1902 il fut boursier d'agrégation à la faculté des lettres de Paris. Peut-être était-il le frère de Gaston Rageot, bien connu comme homme de lettres et collaborateur de la *Revue des Deux Mondes*.

Cette même année, en seconde moderne, Henri Jean Georges Marie Lefebvre de Maurepas, né au Mans le 13 août 1880, avait, comme élève du collège Chaptal, le 1^{er} prix d'anglais au Concours de Paris. C'était chez cet élève une spécialité, car, l'année précédente en troisième, il avait déjà battu tous ses rivaux dans les compositions faites à la Sorbonne en cette langue. Du reste, c'était, d'après le directeur de Chaptal, à qui je m'étais adressé à son sujet, un excellent élève sous tous les rapports ; il se destinait à l'École navale où il ne tarda pas à entrer et d'où il sortit avant 1902 officier de marine.

En 1900, ce fut un élève du lycée Louis le Grand, originaire de Paris, mais dont les parents habitaient Sablé, Henri Galbrun, à qui était échu le prix d'honneur de mathématiques spéciales au Concours général de Paris, ce même prix qu'avaient déjà remporté, nous l'avons dit, les futurs ingénieurs Raoul Perrin et Harel de la Noe, et le futur général Anthoine. Reçu cette même année 1900 à la fois à l'École polytechnique et à l'École normale, il opta pour cette dernière école, et se fit recevoir successivement licencié ès sciences (1901-1902) et agrégé des sciences mathématiques (1903). De 1905 à 1909, il fut commissaire contrôleur des compagnies d'assurances sur la vie au ministère du travail. En 1912, il soutint avec succès les thèses pour le doctorat ès sciences. En 1913-1914, il fit partie comme attaché bénévole de la mission des fouilles d'Ecbatane en Perse. Mobilisé en novembre 1914 dans le service automobile, il fut versé en 1916 dans une section de repérage par le son ; il commanda comme sous-lieutenant d'artillerie en 1917-1918 une section de ce repérage, et fut cité à l'ordre de l'armée pendant la dernière année de la guerre.

Nommé en 1919 répétiteur auxiliaire à l'École polytechnique, il fut chargé d'abord en 1919-1920 des séances d'interrogations des

étudiants de mathématiques générales à la Sorbonne, puis, l'année suivante du cours de mathématiques rationnelles et appliquées à la faculté des sciences de Marseille. Sur son refus de se laisser nommer titulaire de cette chaire, en juin 1921, il est revenu à Paris pour y poursuivre ses travaux de mathématiques. Ces travaux qu'il avait commencés en 1906 avaient consisté dans diverses notes tantôt insérées dans le bulletin de l'Institut des actuaires français, tantôt adressées à l'Académie des sciences, et qu'il avait développées plus tard sous forme d'articles dans le bulletin de la Société mathématique de France, Société dont il est secrétaire depuis 1920.

Actuellement M. Galbrun fait paraître chez Gauthier Villars un traité intitulé : « *Le calcul différentiel absolu et géométrie* ».

Ainsi l'ancien lauréat du prix d'honneur de mathématiques spéciales au Concours général de 1900 se trouva être devenu, dans le domaine de la science, un savant des plus distingués, faisant honneur à notre département, puisque Sablé, qu'il habitait alors, a pu saluer en lui l'éclatant triomphe scolaire d'un de ses enfants.

Enfin en 1901 et 1903, la Sarthe fut représentée aux distributions de la Sorbonne, dans la proclamation des prix de la province, par deux élèves du lycée du Mans, André Louis Cabaret et Paul Lecouturier, qui avaient obtenu, l'un le 1^{er} prix de dissertation philosophique en mathématiques élémentaires, et l'autre le 2^e prix d'anglais en rhétorique. Nous ignorons d'ailleurs ce que sont devenus, une fois leurs études scolaires terminées, ces deux lauréats.

Tels ont été, avant et surtout depuis la Révolution, les élèves, originaires de notre département ou s'y rattachant, qui, après avoir pris part aux glorieuses luttes du Concours général de l'Université, ont fait retentir leurs noms sous les voûtes de la Sorbonne dans ces prestigieuses fêtes scolaires que M. Bérard vient de rétablir.

Marquis DE BEAUCHESNE.

LA PAROISSE DE DOUCELLES

D'APRÈS SES COMPTES DE FABRIQUE

(*Suite et fin*)

Avec le ^{xvii}^e siècle, recommence une ère de prospérité. C'est l'époque où le souffle réformateur, parti de Trente d'abord, puis de Rome où les papes ont créé les congrégations romaines, s'épand et pénètre jusqu'aux extrémités de ce corps ecclésiastique qui est l'Eglise, le purifiant et le revivifiant. C'est, de la part du procureur, la même application à se procurer les matières servant au culte. Il achète, lourde dépense pour son budget restreint, la cire brute, qu'il porte au « ciergier ». Il lui fournit les mèches, les bois servant à la fonte. C'est à l'occasion des grandes solennités liturgiques, Pâques, la Toussaint, Noël, que ce luminaire, consistant en lourdes torches, est ainsi fabriqué. On l'emploie d'une fête à l'autre et l'on en recueille précieusement les déchets. On se procure de même l'encens, « l'olibon », comme il arrive parfois de trouver ce produit désigné, en raison même du parfum qu'il exhale. On a pris, depuis longtemps, le parti de céder gratuitement au curé une terre de la fabrique, afin qu'il procure le pain et le vin employés au saint sacrifice, et, de même, une autre pièce du domaine fabrical, au sacristain, pour l'indemniser de sa charge. On ne néglige pas d'entretenir soigneusement l'église, en y opérant les réparations nécessaires. Mais c'est surtout dans l'acquisition du mobilier liturgique, linge, calices, livres, etc., que l'amélioration devient notable. En 1607, « pour avoyr faict relier et raccommoder ung meceel, ung processionnal et ung graduel comme pour avoyr achapté un calice d'étain », le fabricien dépense sept livres. Deux ans auparavant, « par le commandement de vous messieurs les parroysiens, ledit rendant (compte) auroyt faict raccouter les vitres par Jehan Robellot de Nouens, vitryer, auquel il auroyt poyé la somme de quatre livres treze sols, pour avoyr icelles vittres racouttrées ».

Ce n'est pas pour l'importance des travaux qu'ils ont exécutés, mais uniquement pour conserver la trace de l'existence de ces ouvriers, que nous relevons ici les noms du maître maçon, Marin Gremy ou Gremil, et du charpentier, N. Motreul, du serrurier, Maurille Béguin, qui, le premier en 1606, le second en 1607, et le troisième en 1608, émargèrent au budget pour quelques journées consacrées, chacun selon son état, à réparer l'église ou son clocher.

En cette même année 1608, grâce à l'aliénation d'une pièce de terre, léguée par un curé de Doucelles récemment décédé, maître François Billard, et dont il semble, d'ailleurs, s'être exagéré la valeur, le procureur de fabrique, il se nommait François Pastoureau, put commander à « Girard Bugleau, brodeur », un ornement rouge, « marchandé à la somme de cent livres ». Il en avait également acquis une « chappe de velours figuré noir », pour l'achat de laquelle il avait avancé la somme de vingt livres, plus deux autres sommes, l'une de vingt sols, et l'autre de quarante, prix, d'une part, de « la frange du tapiz de devant la cherre du prédicateur, et, de l'autre, de « la façon et parreure du tapys cy dessus ». Mais le jour où — c'était le 14 juillet 1613 — il présenta ses comptes définitifs à ses commettants, ceux-ci, probablement parce qu'il avait négligé de s'assurer de leur avis, refusèrent nettement de prendre à leur charge le paiement de ces derniers objets. Ils admettaient comme justifiées toutes ses dépenses, « sauf la somme de vingt livres... par luy payée à Bugleau, brodeur, et pour terminer le différend entre les paroisiens et ledit Pastoureau, sont demeurez d'accord avec ledit Pastoureau qu'il paiera à la fabrique dudit Doucelles, dedans un an prochainement venant, la somme de vingt-quatre livres ». C'était, à vingt sols près, celle dont nous l'avons vu faire état dans son compte de dépenses. On voit par ces détails avec quelle minutieuse rigueur étaient contrôlés les agissements du fabricant.

Les fonctions en furent remplies, de 1612 à 1630, par le curé de Doucelles lui-même, maître Pierre Guyton. Le cahier de papier que l'on possède encore, et sur lequel, de son écriture sèche et nerveuse, il a enregistré, en les débarrassant des formules de style où se complaisaient alors les hommes de loi, — et dont ils

vivaient, — tous les actes de son administration, nous le montre prêtre d'habitudes régulières, allant droit au fait, et soucieux de gérer avec la plus parfaite intégrité les intérêts de ses paroissiens. « Le 11 aoust (1613), il paie au vitrier onze livres pour avoir raccommodé les vittres, laquelle somme luy avoit esté promise par les paroissiens ; item, païé vingt sols à Mirbeau, pour pain et vin qu'il fournit audit vitfier, comme il luy avoit esté promis. » La même année, il verse à « Michel de la Vigne la somme de vingt sols pour quatre journées qu'il a employées à couvrir ladite église de Doucelles ».

En 1615, en dehors de l'achat des matériaux destinés à recouvrir le clocher, le même fabricien paie « à Roch Voysins cinquante sols pour avoir grossi l'esguille du clocher, pendant que les couvreurs y estoient. »... Le 24^e dudit mois (de septembre 1615), il verse « au grossier Pillard vingt et cinq sols pour une livre d'encens apportée de la Guibray (1), pour servir aux festes solennelles ; item, païé audit Pillard, pour une croix apportée de Rouen, six livres. C'est pour porter la croix aux malades ».

En 1616, « le 25^e mars fut marchandé avec le fondeur de Chérancé (2) par les paroissiens et luy fut accordé la somme de vingt et deux livres pour toutes choses, pour fondre la grosse cloche, excepté qu'il seroit nourri le iour qu'il fondroit ladite cloche ; outre, luy fut promis qu'on poieroit le surplus du poix de ladite cloche à treize sols la livre de métal. Suivant cet accord, j'ay païé audit fondeur la somme de 22 #, et pour sept livres de métal qui s'est trouvé pezer la cloche plus que pesoit la cassée, je luy ay païé quatre livres onze sols, à raison de treize sols la livre, 26 # deux sols ». Une première fonte, réalisée dans le cimetière de Doucelles, n'aboutit pas. L'ouvrier réussit mieux à Chérancé.

En 1619, « le 4^e j'ay achepté au Mans, nous dit maître Pierre Guyton, deux aulnes et ung quart de camelot rouge cramoisi, à trente-huit sols l'aulne, c'est quatre livres dix sols, pour faire une courtine à porter le sacre ; plus, j'ay païé dix-huit sols pour une aulne et demie de boucassin à doubler ladite courtine ; item,

(1) Guibray, faubourg de la ville de Falaise (Calvados), où se tenait jadis une foire annuelle très importante.

(2) Cet ouvrier, dont le nom n'est pas indiqué, devait appartenir à la famille Bourgeois qui y exerçait le métier de fondeur.

pour troys onces de soye cramoisie, quatre livres douze sols, pour faire la frange de ladite courtine, plus pour la façon de la dite frange, baillé vingt sols, et pour la façon de la dite courtine, païé cinq sols... Item, païé pour six aulnes de passement rouge, à huit deniers l'aulne, quatre sols, et pour un cent et demy de crochets, un sol, et pour un cent d'espingles, un sol, le tout pour employer en ladite couture ». On a là le prix d'un dais, en 1619.

Cette même année, les habitants de Doucelles se résolurent à substituer à la clôture de bois qui entourait leur cimetière une clôture de murailles. Voici comment leur curé nous en informe : « Le 9^e juin, lesdits paroissiens ont marchandé aux Bessons et Vannier, maçons, à faire les murs du cimetière, à raison de dix sols pour toise... Le dimanche 14^e de juillet, en présence des paroissiens, j'ay païé aux susdits maçons la somme de seize livres pour trente et deux toises de murailles faictes au cimetière ; outre cela, ie leur ay baillé vingt sols pour avoir faict, chacun, une journée à paver en l'église ».

En 1620, il paie cinquante-cinq sols à « François, menuisier, pour la façon de deux portes mises pour fermer le derrière de l'autel »... « Remy Jourdan, serrurier », qui les avait ferrées, toucha quatre livres quatre sols.

En 1621, le même fabricant, pour un parement d'autel, dépense dix livres quatorze sols. Il paie à Jean Voysins, couvreur, cinquante sols, à raison de sept sols par journée, pour des travaux exécutés sur la toiture de l'église. Un autre artisan, Bourriquel, qui « a faict quatre journées pour accommoder la chaire, le baiard, et pour faire une bancelle nécessaire au revestiaire », touche seize sols.

En 1624, « le 13^e mars dernier, continue Pierre Guyton, i'ay païé au sieur Lettoré, orfeuvre, la somme de soixante et cinq livres, pour la custode, suivant le marché faict avec luy ; ladite custode pèse un marc six onces ; le marc vaut vingt et deux livres, et les six onces valent seize livres dix sols, c'est trente-huit livres dix sols plus la façon, païé vingt-sept livres ; le tout revient à la somme de soixante et cinq livres, ayant rabattu dix sols ».

Cette acquisition avait été facilitée par des offrandes que nous trouvons signalées en ces termes : « Item, au mois de mars der-

nier (1624) i'ay receu vingt livres de Mme de Sérillac, qui est de pur et charitable don pour aider au paiement de la custode. Plus, i'ai receu vingt sols de M^{lle} La Vallée, de pur don... pour mesme sujet. Item, i'ay trouvé en la boete de l'église quatre livres dix sols, pour employer en ladite custode. »

Une note surajoutée après coup au détail des dépenses de l'an 1625 nous vaut de savoir comment, en cette dernière année, un tabernacle nouveau fut placé sur le grand autel. « I'ay oublié à conter icy le tabernacle que i'ay faict faire à Beaumont; le menuisier a eu quinze livres, et le peintre quatorze livres, selon le marché faict avec eulx; item, ie leur baillé vingt sols pour le vin de marché; pour la serreure, payé dix-huit sols; le tout revient à trente-trois livres trois sols; ledit tabernacle fut apporté le samedi de Pâques, 6 avril ».

Cette même année, « le 25^e septembre » Charles Brebion reçut trente-sols « tant pour la façon de quatre chandeliers de bois pour servir à l'église que pour le bois ».

En 1628, « le 17^e d'avril », le même ouvrier, « pour la façon d'un bord d'autel de noyer pour servir au grand autel, lequel est nécessaire pour tenir les nappes et pour la décoration dudit autel », perçut cinquante-cinq sols. Sur ce cadre on tendit « quatre aulnes de damas caffard » achetées au Mans, le 15 mai, et payées « quarante-cinq sols l'aulne ».

Enfin, en 1629, « le 26^e juillet », Pierre Guyton accuse encore une dépense de « vingt-deux sols, pour aulne de toile de Cambré, pour faire un parement ou robbe à l'imaige de la Vierge; plus, païé douze sols pour trois aulnes de dentelle, pour y mettre; plus, païé six deniers pour du fil blanc à coudre la dentelle ».

La mort qui vint l'atteindre (1) mit seule fin à cette gestion toujours active. Encore, avant de mourir et dans son testament, le curé fabricien avait-il déterminé que, sur sa succession, ses héritiers prélèveraient, pour la remettre aux paroissiens, la somme que leur avait coûtée le tabernacle de leur église (2).

(1) Il décéda le 11 février 1630. Il avait testé le 9 septembre 1627, demandant à être inhumé dans l'église de Doucelles entre le crucifix et la marche du grand autel. Il fit des legs en faveur des Clarisses et des Capucins de la ville d'Alençon.

(2) « Pour le tabernacle escript ou présent comte au feuillet troisième des chapitres de mises pour lequel ledit defunct sieur Guyton, par son testament, veut qu'il n'entre au chapitre des mises et pour lequel entend par yeuluy son testament, soyt déduict trente-trois livres. » Clôture des comptes de P. Guyton.

Cette largesse que j'appellerai suprême, en raison de l'heure où elle s'accomplissait, permit au procureur nouvellement entré en charge d'acquérir une croix de procession, en argent, au cours de l'année 1631. Voici comment cet achat est mentionné dans ses comptes : « Paié par le comptable, ès mains de Mme de Sérillac, la somme de cent livres tournoys, pour envoyer à M. de Martel (1) à Paris, pour achapt de une croix d'argent. »

Après trois ans d'intervalle, en 1634 par conséquent, les habitants de Doucelles confièrent la gestion des intérêts de leur église à un prêtre habitué, résidant parmi eux, Cléophas Jourdan, qui en demeura chargé jusqu'en 1646. L'année même où il entra en charge, parce que « la grosse cloche avoit été cassée (il) luy fut donné advis par le général de ladite paroisse de se transporter au bourg de Cherencé vers [Nicolas] Bourgeois, fondeur, et composer avec luy pour la refondre et y emploier cinquante-sept livres de métal pour la remettre de mesme grosseur d'autant qu'elle pouroit diminuer pour la refonte d'icelle ». Il convint de paier à l'ouvrier « la somme de soixante et huict livres, tant pour refondre ladite cloche que pour fournir et employer lesdites cinquante-sept livres de métal ».

« Ensuite du dict marché, le vingt-troisiesme jour de mars oud. an (1634), pour éviter aux frais d'un fourneau qu'il eust fallu faire faire aud. Doucelles, pour refondre ladite cloche », le procureur la fit briser. Il paia trente sols à l'homme qui en transporta les débris chez le fondeur; il se fit allouer vingt-cinq sols, pour avoir assisté à la fonte, plus vingt-quatre sols pour abreuver les ouvriers qui s'y étaient employés (2), et pareille somme à quatre hommes qui rapportèrent la cloche à Doucelles, « jointct aussi qu'ils ne pouvoient ce faire sans prendre leur réfection ».

En 1637, Cléophas Jourdan fit « charroyer dudit Juillé audit Doucelles deux pierres que M. de Sérillac (avait) données pour faire une croix boissée audit Doucelles (3) ». C'est celle-là même

(1) M. de Martel est Jean-François dit Jean de Faudoas, de la seconde branche cadette de Sérillac (Gascogne). Cf. A. Ledru et E. Vallée, *La Maison de Faudoas*, t. I, p. 267-270.

(2) « Item, auroit payé en dépense avec ledit Bourgeois et ses assistans lors de la fonte de ladite cloche vingt-quatre sols qu'il demande luy estre allouez. » Comptes de Cl. Jourdan.

(3) « Item, ledit rendant auroit faict charoyer dudit Juillé audit Doucelles deux pierres que M. de Sérillac auroit données pour faire une croix boessée audit Doucelles, pour ce faire auroit payé à ung chartier pour son salaire quarante sols. » M. de Sérillac était alors François de Faudoas. Cf. A. Ledru et Eug. Vallée, *La Maison de Faudoas*, t. I, p. 206-214.

que l'on voit encore aujourd'hui dans le cimetière de cette localité. Les maçons qui l'érigèrent y consacèrent six journées, rétribuées à raison de six sols huit deniers l'une, non compris leur nourriture qui fut payée à part.

Cette même année, le même bienfaiteur (1), d'accord avec le fabricien, assurait à la fabrique une rente annuelle de trente-cinq livres, hypothéquée sur la terre des Brosses, et destinée à assurer la célébration d'une première basse dans l'église de Doucelles, chaque dimanche de l'année et aux quatre plus grandes fêtes de la Sainte Vierge.

En 1637 encore, le procureur fit relire à Fresnay-le-Vicomte les livres liturgiques et réparer les verrières de l'église. Il consacra une somme de huit livres neuf sols six deniers à l'achat de matériaux qui devaient être employés, pour majeure partie, à la réparation de la toiture du même édifice religieux et du ballet qui l'accompagne.

En 1639, il acquit pour la somme de onze livres du « sieur Bruneau, brodeur de la ville du Mans », une bannière rouge à l'achat de laquelle avaient assisté « monsieur le curé dudit Doucelles et Mme de Sérillac. » Cette année encore, il fit exécuter à Beaumont les deux grandes portes de l'église, pour la ferrure desquelles il paya à « Jourdan, serrurier », une somme de huit livres.

En 1640, comme suivant l'avis que lui avaient transmis ses commettants, il avait « fait faire... une chappe et chasuble de camelot noir gauferé avec les estolles et fanons », il leur demanda de lui allouer pour cette acquisition la somme de vingt et une livres. Enfin, en 1646, il payait à « Nicolas Menu, maître fondeur de cloches, demeurant au Mans, paroisse Saint-Vincent », vingt-trois livres, pour avoir refondu l'une des cloches de l'église ».

Ce fut le dernier acte de ce procureur, que nous trouvons remplacé, de 1653 à 1657, par Pierre Ribault. Celui-ci, en 1654, déclare avoir « payé aux nommez les Chevalliers, charpentiers, de la paroisse de Vivoin, la somme de six livres pour leurs salaires d'avoir raccommode le clocher de ladite église (de Doucelles) suivant l'accord et convention faite avec lesdits Chevalliers ».

(1) Il réalisa cette fondation, d'accord avec son épouse, Renée de Brie, par un acte en date du 24 mars 1637.

Julien Voisin, qui, de son métier de couvreur, participa à ce travail, reçut soixante sols. Jacques Lemay, maçon, pour avoir repavé la même église, toucha, en 1655, une somme de sept livres dix sols. Un missel, acquis en 1656, coûta treize livres.

En 1668, un autre fabricant, Charles Dutertre, paie une somme de trente sols « au nommé Bayard, masson », pour des travaux de son métier exécutés à l'église.

Pierre Ribault, redevenu procureur en 1675, demande qu'on lui alloue « la somme de 65 # 5 sols qu'il a païé à Poulain, menuisier de Beaumont, pour la chaire du prédicateur et closture du cœur, et 3 # qu'il a aussi païé à Aubry, pour les deux gradins des petits autels ».

Quand Charles Dutertre reprit, en 1681, la charge de fabricant, un accident survenu à la grosse cloche — on voit combien cela se reproduisait fréquemment — le força à s'entremettre près des ouvriers, pour en réaliser la fonte. Voici ce qu'il en dit dans ses comptes : « Payé à Gaullier, notaire, pour une coppye du traité fait avec Lacoste, fondeur, lorsque l'on marchanda à luy à refondre la grosse cloche dud. Doucelles, la somme de trente sols, y compris son voyage.

« Plus, payé audit Lacoste, fondeur, la somme de quinze livres, pour la fonte d'icelle cloche, suivant sa quittance, attestée devant ledit Gaullier, le vingt-un mars mil six cent quatre-vingt-quatre ; plus fourny audit Lacoste, lors d'icelle fonte, quatre livres de suif, vallant vingt-quatre sols ; plus quarante sols, pour quatre livres d'estain.

« Payé à François Voisins, maréchal, la somme de trente-six sols pour avoir fourni de charbon lors de la fonte d'icelle cloche et une boucle à la suspendre.

« Plus, payé à Pierre Pastoureau, dudit Doucelles, la somme de douze sols pour quatre douzaines d'œufs et deux livres de champvre par luy fournis lors de la fonte de ladite cloche. »

Le successeur de Charles Dutertre, François Voisins, eut, en 1684, à faire travailler à la sacristie de l'église paroissiale. Il fit acquisition d'un millier de tuiles que lui vendit « Vallery tuillier », pour six livres dix sols. « Charles Brebion et Marin Vaugarin, charpentiers, » qui les employèrent, touchèrent, pour leur salaire, neuf livres dix sols. Il eut aussi à faire « faire l'image de saint

Sébastien, pour mettre en la place de l'image Saint-Eloy qui estoit entièrement rompue et cassée ». Il fit « peindre et dorer les images de saint Blaise et saint Serenic (1), qui estoient difformes et effacées ; pour ce, a dit luy appartenir douze livres ». Il n'indique pas d'ailleurs qui exécuta ces derniers travaux.

Ceux dont il prit l'initiative, au XVIII^e siècle, ne sont pas d'importance plus considérable, et l'on ne retrouve plus ce bel élan qui, au XV^e siècle notamment, animait les fidèles. Leur mandataire ne songe plus à provoquer leurs libéralités. Serait-ce donc que leur foi, diminuée, les aurait rendus sourds à ces sollicitations ? Plus vraisemblablement, les charges qui pesaient sur eux, charges établies par la royauté et qui étaient toujours allées en croissant, les mettaient hors d'état de distraire, comme jadis, des produits de leurs terres, telle portion dont, autrefois, la vente contribuait à grossir les recettes de la fabrique.

En 1705, le procureur fait renouveler les portes de l'église et réparer la clôture du cimetière. C'est alors qu'une dépense nouvelle et relativement importante vient alourdir le budget. Les registres sur lesquels le curé ou le vicaire, remplissant les fonctions d'officier d'état-civil, transcrivaient les actes de baptêmes, de mariages et sépultures, avaient d'abord été établis sur papier libre. Le pouvoir civil exigea ensuite, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, qu'ils le fussent sur papier timbré. C'était percevoir en réalité un impôt nouveau, et la charge en retomba sur la fabrique. Elle eut à déboursier la somme de trente six livres, soit six livres par année, pour la fourniture de six cahiers où, de 1709 à 1715, les actes précités avaient été rédigés, plus trente sols pour l'envoi de ces registres à l'autorité compétente.

C'est à cette même époque que nous rencontrons, avec l'achat d'un drap mortuaire, l'établissement de la bière sur laquelle on l'étendait pour les services religieux célébrés à l'intention des fidèles défunts.

Maintenir en bon état l'église et le mobilier liturgique qu'elle renfermait, entretenir intacte la clôture du cimetière, c'est à quoi s'applique désormais presque exclusivement le fabricien. Pour cela il s'adresse aux artisans de la région. Les verrières sont, à

(1) Il s'agit, selon toute apparence, de la statue de saint Célerin.

des dates très rapprochées les unes des autres, l'objet de réfections plus ou moins importantes. En 1716, un nommé Moreau les répare ; puis, en 1731, N. Fournier, de la ville du Mans ; en 1734, Julien Payen, de Mamers ; en 1740 et en 1747, N. Chanteloup, de Beaumont-le-Vicomte. En 1750, Adrien Guerier les remet totalement en plomb. Un peintre, N. Pissot, en 1771, décore les autels.

A diverses reprises, le charpentier Jean de la Touche, de Congé-des-Guérets, travaille de son métier sur la toiture de l'édifice sacré. En 1749, c'est un ouvrier de Beaumont-le-Vicomte qui s'y emploie.

La sacristie, dont, en 1734 et en 1740, le mobilier avait été refait ou complété, reçoit, en 1750, de nouveaux livres liturgiques. La liturgie mancelle venait, en effet, d'être modifiée par Mgr de Froullay. La dépense fut considérable.

En 1731, le maçon Pierre Lambert relève les lices du cimetière, où, en 1734, un parent du précédent, selon toute apparence, Jacques Lambert, est encore occupé. En 1747, c'est un ouvrier de René, N. Barat, qui en répare les murailles.

Quelques modifications s'observent dans les dépenses qu'impose l'exercice du culte. On a retiré au prêtre qui desservait la paroisse la jouissance gratuite de l'une des pièces de terre appartenant à la fabrique sous cette condition qu'il serait tenu de fournir le pain azyme et le vin servant au saint sacrifice de la messe. C'est au procureur d'y pourvoir, et on l'indemnise de ses avances sur la production de ses quittances. C'est à cette même époque également que l'on trouve au budget du fabricien la mention d'une rétribution annuelle servie à une femme chargée du blanchissage et du raccommodage du linge de l'église.

C'est au XVIII^e siècle que, pour la première fois, nous avons à constater l'acquisition de ces bouquets de fleurs artificielles, décoration qui a pris, depuis, une extension si générale et qui, inconnue jusque-là, commence à s'introduire sur les autels.

Nous ne voudrions pas être trop affirmatif, mais il nous paraît néanmoins probable que les confessionnaux furent établis tardivement dans l'église de Doucelles. Comme en d'autres localités, les fidèles durent longtemps se servir d'un simple agenouilloir près duquel était placé le siège où le confesseur entendait les pénitents.

A partir du xvii^e siècle, non seulement le séjour du curé dans sa paroisse devient absolument normal, mais, en plus, bien que son action sur le fabricien n'apparaisse pas prépondérante, cependant, lorsque ce dernier rend ses comptes aux habitants, le curé est toujours au premier rang de ceux qui les examinent. Volontiers même prêterait-il son concours à cet agent (1). On s'acheminait ainsi insensiblement à cet état de choses que réalisa le Concordat de 1801, où, non plus un procureur, mais un conseil de fabrique gère les intérêts matériels de l'église paroissiale. Le maire de chaque localité en fait partie de droit, mais, à ses côtés, siège aussi le curé, auquel, avec le temps, l'autorité passe tout entière, ceux qui figurent à ses côtés devenant de purs personnages décoratifs (1).

L. FROGER.

(1) C'est ce qui me semble résulter de cet article des comptes de l'an 1750 : « Plus qu'il luy soit alloué la somme de douze livres dix-neuf sols trois deniers, pour avoir acheté l'étoffe, galon et fil nécessaire pour le devant d'autel rouge qui sert au grand autel et qui a été fait par les Piraudes, chez M. le curé de Doucelles, le 15 août 1750, cy 12 # 19 s. 3 d. »

(1) En terminant cette étude, nous croyons bon d'y ajouter la liste chronologique des curés, qui, de la moitié du xv^e siècle jusqu'à nos jours, y ont exercé le saint ministère. En 1456, Thomas Caillard ; en 1463, Pierre Caillard ; de 1469 à 1473, Jacques Rabeau ; de 1480 à 1482, Jacques Macé ; de 1483 à 1518, Guillaume Leroux, sieur de la Clémentière ; de 1530 à 1552, Mathurin Rosnée ; de 1553 à 1560, noble Jehan de Forges ; de 1571 à 1598, François Billard ; en 1600 Martin Billard ; de 1617 à 1629, Pierre Guitton ; en 1631, André Chauveau ; de 1640 à 1646, Jean Bazoge ; en 1659, Pierre Aubert ; en 1686, François Minier ; en 1700, Louis Thibault ; de 1701 à 1733, Joseph Péan ; de 1733 à 1757, J.-B. Grippon de la Motte ; de 1757 à 1787, François Leduc ; de 1787 à 1792, Michel Le Morton. Après la Révolution, V. Ballu, de 1827 à 1829 ; François-Xavier Jouanneaux, de 1829 à 1885 ; Clément Lesueur, depuis 1885.

L'ANCIENNE HOTELLERIE DU DAUPHIN

AU MANS

L'un des grands hôtels du Mans les plus connus, l'hôtel du *Dauphin*, va disparaître prochainement pour faire place à une nouvelle banque (1).

Sa disparition ne peut nous laisser indifférents, car « *l'hôtellerie du Dauphin* » est l'une des plus vieilles du Mans, et, à plusieurs reprises, son nom se retrouve dans l'histoire de la ville (2).

Dès 1455, il existe rue de la Tannerie, une « maison ou hôtellerie du *Dauphin* », qui a appartenu à Alexandre de Hubert, et qu'on retrouve, en 1471, paroisse Saint-Nicolas, en face de la maison de *la Sirène*, au coin de la rue qui conduit du Pont-Neuf « au derrière de l'église Saint-Nicolas (ancienne rue Bourgeoise). » En février 1480, cette hôtellerie du *Dauphin*, « avec ses maisons, jardins, estables, caves, murailles et autres appartenances », est « baillée à tousjourmes » par noble François Prieur, escuier, à Jacqueline, veuve de Jehan Reneaulme (3).

Elle est encore au carrefour de *la Sirène* en 1617 ; le 1^{er} mai de cette année, Messire Sébastien de Broc, chevalier, seigneur des Perrais, y vend l'une de ses nombreuses seigneuries et deux métairies à François de Guibert, écuyer, sieur de la Tabourye.

Un peu plus tard, en 1629, l'hôtellerie du *Dauphin* réapparaît sur la place des Halles, déjà au même emplacement qu'aujourd'hui.

(1) *La Sarthe*, du mercredi 7 décembre 1921.

(2) De Lestang, *Documents topographiques sur la ville du Mans pour les XIV^e et XV^e siècles* ; A Ledru, *A travers le Vieux Mans dans l'Union historique et littéraire*, 1893, *La Maison de Broc*, II, 553-565 ; E.-L. Chambois, *Le Vieux Mans, les hôtelleries et leurs enseignes*. — Arch. Nationales, R⁵, 110, 112, 115 ; Arch. de la Sarthe, A. 3, 4, 5, 6, 7 et 9 ; Fonds municipal, 477 ; Titres de propriété, obligeamment communiqués par M. Hutrel et M^e Parent, que nous prions de recevoir tous nos remerciements.

(3) Arch. nationales, R. 343. Documents communiqués par M. le V^e d'Elbeune.

d'hui. Ses nobles clients l'y suivent fidèlement ; le 5 janvier, en effet, le même Sébastien de Broc y donne un nouveau rendez-vous d'affaires à Messire Louis de Clinchamps, chevalier, seigneur de la Ménarderie, à Saint-Marceau.

Le *Dauphin*, désormais de la paroisse de la Couture et tenu à cens du Comté du Maine, appartient alors à Guillaume Belot. Il remplace l'hôtellerie de la *Teste Noire*, mentionnée dès 1524 et 1560 (1). En tout cas, les deux noms de la *Tête Noire* et du *Dauphin* resteront longtemps unis et désigneront le même immeuble, précédé d'un porche plus spécialement appelé « *porche de la Teste-Noire* ».

Cet immeuble était situé « au droit de la halle », entre la maison dite de *la Pareille* (actuellement maison de M. Reneaux, grainetier), et l'hôtellerie de *Saint-Denis* (du côté de la rue de la Perle). La brillante clientèle qui le fréquentait, comme on vient de le voir, autorise à penser que le *Dauphin* occupa dignement sa place parmi les nombreux tripots ou auberges qui entouraient les halles au xvii^e siècle, et que le *Roman Comique* de Scarron a fait connaître sous un aspect si pittoresque (2).

Devenue, par suite du mariage de Jacqueline Belot, la propriété « d'honorable » Jean Rivière (3), « la maison où pend de présent pour enseigne le *Daulphin* et cy-davant la *Teste Noire* », est vendue, le 4 avril 1651, pour 4.500 livres, à Mathurin Renault, marchand épicier, et à Jeanne Mogin, sa femme. A cette date, elle se compose principalement « d'une salle basse d'entrée, d'une cave voultée sous icelle, de quatre chambres hautes à feu et gallerye, de deux anti-chambres sans cheminée, d'une cour derrière ledit logis, avec une petite salle basse à cheminée, etc. ».

Peu après, un événement tragique rend le *Dauphin* célèbre dans nos annales, le terrible incendie du 22 septembre 1659, qui met en relief sous une forme caractéristique la confiance tradi-

(1) Dès 1680, une nouvelle hôtellerie de la *Tête noire* s'établira dans la rue Saint-Vincent.

(2) H. Chardon, *Nouveaux documents sur les comédiens de campagne*, p. 57 : *Scarron inconnu*.

(3) Jean Rivière et Jacqueline Belot avaient habité paroisse Saint-Nicolas (peut-être la première maison du *Dauphin* ?) ; de 1619 à 1630, ils y font baptiser quatre enfants. *Registres paroissiaux de Saint-Nicolas*.

tionnelle des habitants du Mans dans la patronne de leur ville, sainte Scholastique, « la sainte municipale ».

« Le lundi 22 septembre 1659, vers huit heures du soir, le feu se déclare dans les écuries de l'hostellerie du *Dauphin*, en laquelle demeure le nommé Renault, hoste. Dans une heure, avec une violence presque incroyable, il embrase jusqu'à dix-sept maisons considérables et de grand prix, particulièrement la maison de la *Teste Noire*, au droit de la halle, où il y avait un grand porche, où plusieurs marchands vendaient des denrées, plus l'hostellerie de *Saint-Denis*, récemment baillée à rente au sieur Loiseau, chirurgien ». Les habitants, « amassés sur le lieu par le signal des cloches », demeurent impuissants et terrifiés.

Suivant la pieuse coutume du temps, les échevins vont alors requérir la chässe de sainte Scholastique, « afin d'obtenir par son intercession un prompt soulagement ».

« A neuf heures du soir, les chanoines de Saint-Pierre-la-Cour, en habits sacerdotaux, suivis des échevins tenant chacun leur flambeau, et d'une très dévote assistance, apportent la chässe au devant du feu, qui, pendant le trajet, vient de gagner plus de neuf à dix maisons, entre autres celles de la nommée Hubert et d'un droguiste qui a pour enseigne « *A la Pucelle d'Orléans* ». Sur-le-champ, rapporte un procès-verbal officiel, « le peuple connaît de quel mérite sont les intercessions de sainte Scholastique. Il se fait un miracle visible à tous les spectateurs. Le feu, si grand et si allumé qu'il soit, ne passe plus outre, bien que le vent porte les flammes du côté de la chässe. » Jusqu'à deux heures du matin, on maintient la relique sur les différents points du sinistre et on continue les prières. A ce moment, « les sieurs échevins représentent aux chanoines de Saint-Pierre qu'il n'y a plus rien à craindre, et qu'ils peuvent retourner dans leur église, ce qu'ils font comme dessus. »

Le quartier tout entier avait échappé à une destruction presque certaine, car l'incendie avait pris de telles proportions « que la lumière du feu avait paru dans la nuit obscure jusqu'à sept lieues de la ville, qu'au dedans d'icelle et jusqu'à Pontlieue on pouvait voir lire. » Les pertes s'élevaient à 100.000 livres, et, pendant le désordre, plusieurs voisins, en ostant leurs meubles, avaient été volés, mais, au dire d'un contemporain, « l'hôte du *Dauphin*,

Renault, et le locataire de *Saint Denys*, Villefranche, ne furent point plaints, parce qu'ils retiraient d'ordinaire les maltaustiers (1). »

C'est en souvenir de ce mémorable incendie de 1659, que fut placée, en ex-voto, la statuette de Sainte Scholastique qu'on voit encore sur la façade de la maison dite de *la Pareille*, contiguë au *Dauphin*. Malheureusement, lors de la restauration de l'ex-voto après 1870, on oublia sur l'inscription la date primitive de 1659 : nous espérons qu'elle y sera bientôt rétablie.

Ajoutons que le sinistre de 1659 entraîna de nombreux changements dans l'état des lieux. En 1660, par exemple, Mathurin Renault acquiert par échange avec l'une de ses voisines, Marguerite Duboys, veuve de Pierre Hubert, « de son vivant messenger ordinaire du Mans à Rouen », une allée par laquelle « elle exploitait les bastiments depuis peu incendiés et qui joignait aussi les bastiments dudit Renault, pareillement incendiés », allée de 5 pieds de large sur 20 de long, « depuis la place du porche qui estoit devant avant l'incendie. » De même, en 1660, la famille Moricet bâtit une maison neuve sur « une place » contiguë, également acquise des Hubert.

L'année suivante, 1661, Jeanne Mogin, alors veuve de Mathurin Renault et ses enfants, cèdent la maison du *Dauphin* à Guillaume Charon, écuyer, sieur de Villesablon, directeur des Gabelles, qui se qualifiera pompeusement, en 1680, conseiller du Roi, trésorier de France en la généralité de Tours, directeur des fermes royales au département du Mans. Guillaume Charon établit dans les dépendances deux greniers à sel et paraît faire exploiter successivement l'hôtellerie par Nicolas Coudray (1683) et Pierre Denis (1691).

Sur ce, le 21 mars 1714, le *Dauphin* court de nouveau un grand danger. Un incendie, encore bien violent, se déclare au fameux tripot de *la Biche*, situé sur l'emplacement actuel de la Bourse de Commerce. Comme précédemment, les Manceaux sont bien convaincus que s'ils n'étaient pas allés chercher Sainte Scholas-

(1) *Maltôtiers* : collecteurs des impôts. — Nous empruntons ce récit de l'incendie de 1659 à notre ouvrage sur *Sainte Scholastique, patronne de la ville du Mans*, auquel nous renvoyons pour les nombreuses références et indications de documents.

tique, la moitié de la place des Halles eût été détruite, y compris les maisons du *Dauphin* et de la *Pareille*.

Cette dernière maison, que de nombreuses servitudes et communautés unissent au *Dauphin*, appartient désormais à la veuve de Guillaume Charon, qui l'a également acquise en 1685 de Noël Besnard ; elle la revend quelques jours après l'incendie, le 8 mai 1714, à Pierre Leloup pour la somme de 5500 livres.

Quant à la maison du *Dauphin*, qu'on appelle maintenant maison du *Grand Dauphin* (1), elle est achetée, le 8 mars 1738, pour 12900 livres, par le sieur René Le Pin, marchand aubergiste, et demoiselle Charlotte Musserotte, son épouse, qui, croyons-nous, ne tardent pas à la transformer, peut-être même à la reconstruire, pour la mettre « à hauteur » des progrès de la vie matérielle. René Le Pin, « hôte », meurt en 1756 ; sa veuve habite la maison jusqu'en 1768, et ses enfants en conservent la propriété.

Dès 1769, la famille Le Pin a loué l'hôtellerie du *Grand Dauphin* à un honorable maître d'hôtel qui doit une flatteuse notoriété aux *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*. Originaire de Dijon, « Jean-Baptiste Bonnouvrier était venu s'établir au Mans en sortant de chez M. de la Galissonnière où il était cuisinier et où sa femme tenait l'office. C'est lui qui, le premier dans notre ville, commencera à donner à table d'hôte et à servir dans les maisons à tant par an. » Le 11 mars 1775, ajoute le bon chanoine, « le sieur Bonnouvrier, traiteur et tenant l'auberge du *Dauphin*, est mort (âgé de quarante ans seulement) d'une humeur qu'il avait aux jambes, laquelle a remonté dans la poitrine et l'a étouffé. Il laisse une femme de mérite et respectable dans son état, avec six enfants dont l'aîné n'a que dix-huit ans. Tous sont à la maison ; il y en a un cependant qui est cuisinier servant à Vendôme ; il y a aussi un fils qui est tonsuré. Il lui est bien dû au Mans, mais aussi il devait beaucoup. Sa femme et le fils aîné vont continuer comme par le passé (2), » espérant « que les étrangers qui leur feront l'honneur de descendre chez eux y trouveront toutes les

(1) Pour la distinguer d'une autre hôtellerie du *Petit Dauphin*, qui, désormais existe aussi place des Halles.

(2) G. Esnault, *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*, I, 215.

commodités désirables tant pour le logement que pour les choses nécessaires à la vie (1). »

Sans aucun doute, la cuisine de l'ancien chef de M. de la Gailissonnière, « seigneur marquis de La Guierche, Pescheseul, Avoise, etc., était excellente, et sa table d'hôte du *Dauphin* abondamment servie.

A défaut de menus, qui seraient curieux aujourd'hui, nous en avons pour garants l'éloquent dicton : « Souper à la mode du Maine » et la vieille renommée de notre province, réputée depuis le temps de Scarron « la terre classique de la bonne chère (2) ». En 1793 même, l'auteur d'un *Voyage en France* écrira encore : « Le Mans est un séjour célèbre dans les fastes des gourmands ; la bonne chère y tenait un rang considérable dans les faits et gestes des hommes de l'ancien régime » ; et il ajoutera avec une indignation de spartiate plus ou moins sincère : « Tel de leurs enfants vous aurait dit sans hésitation, « cette poularde est du Mans », qui aurait été fort empêché de vous dire de quel pays était Solon ! » (3).

Oh ! ces illustres poulardes et chapons du Mans étaient, on peut l'affirmer, à l'époque de Jean-Baptiste Bonnouvrier, le rêve gastronomique de tous les étrangers passant au Mans, la pièce sensationnelle que tous les voyageurs réclamaient dès leur arrivée à l'hôtel. Mais ils n'avaient pas toujours la chance de voir leur rêve se réaliser, témoin cet amusant passage d'une lettre écrite à sa femme, le 25 septembre 1765, par un honnête bourgeois de Paris qui se rendait à Nantes, guidé par l'*Indicateur fidèle* du sieur Desnos :

« Notre auberge [au Mans] était située sur une place dite des Halles. Je me faisais fête de manger du bon chapon du Mans ou de la grasse poularde. Mais notre hôtelier se mit à rire : « Ah ! ce n'est pas la saison, *vantié* ! Il fallait venir au mois de février !... » J'ai remarqué qu'à chaque instant les gens de l'auberge disaient ce mot *vantié* ou *vanquié*. Un des convives nous expliqua que

(1) *Affiches du Mans* du 13 mars 1775, avis publié par la veuve Bonnouvrier.

(2) H. Chardon, *Du rôle des poulardes dans l'histoire du Maine*, *Journal Le Progrès*, 2 mars 1864, etc.

(3) Citoyens J. La Vallée, ancien capitaine au 46^e régiment et L. Brion, *Voyage dans les départements de la France*, Paris, 1793, in-8°.

ce mot signifie *certainement, peut-être, j'affirme ou je ne sais pas*. Les Manceaux paraissent pourtant se comprendre » (1).

La scène, nous aimons à le croire, ne se passa pas au *Grand Dauphin*, hôtel « aristocratique », où le personnel devait être moins rustique et où on devait servir des poulardes plus d'un mois par an !

Quoiqu'il en soit, à la date du 13 juin 1785, Nepveu de la Manouillère revient assez longuement sur cette famille Bonnouvrier à laquelle il porte un visible intérêt. Après avoir raconté les difficultés que vient d'éprouver l'un des fils, « excellent sujet et ancien élève du Séminaire d'Angers, alors vicaire de la Couture », pour prendre possession de la cure d'Aubigné, il nous apprend que « sa mère a mal fait ses affaires et a été obligée de quitter l'auberge du *Grand Dauphin*; qu'il a deux sœurs au Mans qui, depuis ce malheur, ont appris le métier de couturières en robes; un frère, lui aussi « très bon sujet et ancien élève du Séminaire d'Angers, actuellement précepteur dans la ville, où il continue ses études; plusieurs autres frères cuisiniers, qui courent le monde ».

Les deux prêtres, au moins, feront honneur à l'ancien maître d'hôtel du *Dauphin* : le curé d'Aubigné et son jeune frère, devenu vicaire de Noyen, resteront fidèles à leur foi à l'heure de la persécution et seront déportés en Espagne.

La veuve Bonnouvrier avait été remplacée au *Dauphin*, le 7 juillet 1784, par un sieur Poiloup, qui fit insérer dans les *Affiches du Mans*, du lundi 2 août, l'avis suivant : « Le sieur Poiloup, cuisinier-traiteur, tient actuellement l'hôtel du *Grand Dauphin*, situé sur la place des Halles. Il fera son possible pour maintenir cet établissement à la satisfaction des voyageurs. Cette hôtellerie est connue, depuis plus de quarante ans, par sa belle façade, ses beaux appartements, la gaieté de son aspect, ses écuries et ses remises commodes pour les équipages et les voitures ».

La réclame, en fait, n'avait rien de trop exagéré. Grâce à sa situation sur la principale place de la ville, le vieil hôtel continue à être le témoin de multiples épisodes de la vie locale. Il voit,

(1) Yzeux, *De Paris au Mans par le coche en 1765*.

entre autres, chaque année le jour des Rameaux, « les lanciers de Pasques fleuries » briser joyeusement leurs lances, après la célèbre procession de la Cathédrale, contre « le pau » de la quintaine, planté juste sous ses fenêtres. Il voit aussi, pendant les grandes foires de la Pentecôte et de la Toussaint, de bruyantes représentations de bateleurs et de charlatans ; aux jours de fêtes officielles, des feux de joie et des réjouissances publiques très pittoresques.

D'autre part, s'il faut encore en croire les *Affiches*, le sieur Poiloup dispose d'un habile cuisinier, « qui fait bien la pâtisserie », et, à diverses reprises, il a l'honneur d'héberger des sommités médicales, philanthropiques et chirurgicales : au mois de mai 1788, M. Desmours, docteur en médecine de la Faculté de Paris, oculiste du Roi, « qui s'annonce pour désirer de traiter, pendant son séjour, tous les pauvres de la ville et des environs » ; au mois de juillet suivant, le chirurgien Laveine, de la capitale lui aussi, « qui par une étude spéciale de cette partie, a fait une découverte intéressante pour la conservation des dents cariées ». Cet hôte du *Dauphin* n'est vraiment pas banal. « Il fait pour l'ornement de la bouche toutes les opérations que l'on peut désirer. Il remet les dents artificielles *avec tant de propreté* qu'il n'est pas possible de les distinguer des naturelles ; *il transfère les dents d'une bouche à l'autre* ; il débite la dissolution du baume du Pérou » (1).

Avec de tels voyageurs, il n'est pas étonnant que Pierre-Antoine Poiloup maintienne au loin la renommée du *Grand Dauphin*.

Il n'y reste, cependant, que jusqu'à la fin de 1791, car, le 1^{er} septembre de cette année, les enfants de René Le Pin et de Charlotte Musserotte, vendent le *Grand Dauphin*, 24.000 livres, à Mathurin Pocheton, aubergiste, et à Marie Panchèvre, son épouse, demeurant à l'auberge de *Saint-Louis*, sur la place des Halles, qui vont bientôt exploiter eux-mêmes leur nouvel hôtel (2).

(1) *Affiches du Mans*, 4 février, 7 avril, 7 juillet 1788.

(2) Dès 1774, un Pocheton, cabaretier rue des Poules, possédait une grande salle « où l'on jouait la Comédie ». En 1783, Mathurin Pocheton, né vers 1750, était déjà établi place des Halles, à l'auberge du *Temps perdu*, près des Minimes : à plusieurs reprises, il y prête de l'argent — par devant notaire — à un caporal recruteur du régiment de Rohan-Soubise et à des recrues qui n'ont plus le moyen de faire leur route pour rejoindre le régiment, en garnison à

Dans les mauvais jours de la Révolution — on est heureux de le dire, — les maîtres d'hôtel du *Dauphin* se recommandent par d'autres titres que leur bonne cuisine au souvenir de la postérité.

Tout d'abord, ils savent se montrer discrets. Lorsque la famille Gaignot, devenue par alliance avec la famille Leloup, propriétaire de l'ancienne maison de *la Pareille*, y accueille généreusement les prêtres proscrits et y installe même une chapelle clandestine, leur apparent enthousiasme pour la Nation n'empêche pas les Pocheton de fermer très bénévolement les yeux sur l'incivisme de leurs voisins. C'est par pur hasard qu'au mois d'août 1793, un couvreur, qui travaille sur le toit du *Dauphin*, aperçoit le diacre Anaclet-Jumeau s'exerçant à ses futures fonctions sacerdotales dans le grenier des Gaignot, et leur attire, par une dénonciation imprévue, les désagréables mésaventures que M. l'abbé Girault raconte en ce moment dans cette revue, sous une forme si humoristique (1).

Quelques mois plus tard, en décembre 1793, les maîtres d'hôtel du *Dauphin* logent tour à tour, avec la sage philosophie qui convient, les officiers vendéens et les officiers « bleus ». Toutefois, en leur for intérieur, ils ne restent nullement insensibles aux effroyables massacres qui suivent, sous leurs yeux mêmes, l'extermination de la « Grande armée catholique et royale ». D'après la tradition, bon nombre « d'aristocrates » doivent leur salut au courageux dévouement et à la charitable complicité de M^{me} Pocheton ; parfois, dit-on, elle aurait recueilli, au *Dauphin* même, des dames royalistes, les aurait déguisées en paysannes, et, pour mieux dérouter les soupçons, les aurait fait servir à table les généraux républicains (2).

Lorient. Mathurin Pocheton passe ensuite à l'auberge de *Saint-Louis*, où nous le trouvons en 1790-92, et où il est remplacé, après son acquisition du *Dauphin*, par un Louis Pocheton, sans doute un de ses parents.

(1) Ch. Girault, *La vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution*. Le 30 messidor an III (18 juillet 1795), le citoyen Gaignot ne craindra pas même de faire annoncer dans les *Affiches*, qu'il lui est arrivé un assortiment de beaucoup d'objets nécessaires au culte catholique, tels que calices, ciboires, soleils, croix d'autels, encensoirs... », qu'il vend au même prix qu'à Paris.

(2) Souvenirs recueillis par M. le V^{te} d'Elbenne. — La guerre civile avait sans doute valu quelques mauvais jours au citoyen Pocheton, car après avoir déjà mis en vente, le 25 novembre 1796, « d'excellent vin de champagne mousseux, du Bourgogne, du vin muscat blanc et rouge », il avait mis en vente son hôtel même du *Grand Dauphin*, le 5 décembre suivant ; la vente, toutefois, ne paraît pas avoir été poursuivie.

En octobre 1799, lors de l'invasion du Mans par les Chouans, le *Dauphin* se retrouve compromis dans les affaires politiques, mais les scènes qui s'y déroulent sont moins tragiques et beaucoup plus gaies.

La citoyenne Pocheton et sa fille Marie sont alors réputées franchement royalistes : Marie Pocheton, surtout, est la bête noire de la police du Directoire qui la soupçonne capable des plus noirs complots. Toujours est-il que le futur maréchal de Bourmont, qui commande l'armée de ceux qu'on appelle alors les *mécontents*, s'empresse, dès son entrée en ville, de venir prendre gîte au *Dauphin*. Il y est fort bien reçu, car il y donne un dîner resté fameux, pendant lequel la musique de la garde nationale du Mans, en dépit de ses honorables convictions républicaines, joue, avec tout le brio de circonstance, les airs peu républicains de « *Vive Henri IV* » et de « *O Richard, ô mon Roi !* »

Mais le plus piquant de l'épisode, c'est qu'avant le dîner, M^{lle} Marie Pocheton est venue trouver le chevalier de Tercier, l'un des principaux chefs des Chouans, et lui avouer très confidentiellement qu'elle a... quatre gendarmes enfermés sous clef dans sa chambre ! Ce sont, hâtons-nous de le dire, quatre infortunés gendarmes surpris par l'invasion, et que la charitable jeune fille veut sauver des fureurs des Chouans. Tercier va généreusement rassurer les gendarmes, « qui le remercient en pleurant », et recommande à Marie Pocheton de les garder bien soigneusement sous clef jusqu'après le départ des Chouans (1).

Cette bonne action de l'honnête royaliste fut, nous avons le regret de le dire, fort mal récompensée. Au mois de janvier 1801, elle est encore victime d'une furieuse dénonciation qui la représente comme la correspondante fidèle « des hommes perfides qui conspirent toujours contre la tranquillité publique ». Sur la demande de l'autorité militaire, instruite que l'auberge du *Dauphin* est plus particulièrement fréquentée par d'anciens chefs de Chouans, la police procède à une perquisition minutieuse jusque dans cette chambre où les gendarmes ont trouvé leur salut. Bref, la pauvre Marie Pocheton, accusée d'avoir soustrait des

(1) De la Chanonic, *Mémoires de Tercier*, p. 333, et notre travail, *La Prise du Mans par les Chouans*. »

bureaux de la Préfecture deux passe-ports en blanc, est envoyée à la prison des Ursules, et sa mère, elle-aussi, mise sous les verrous. Vingt jours plus tard, heureusement, les deux braves femmes étaient mises en liberté (1).

L'ère de l'« Union Sacrée » venait de s'ouvrir au Mans.

Un singulier accident en apporte bientôt une autre preuve assez curieuse dans son genre.

Le mercredi de Pâques, 17 avril 1805, M. d'Alexandre, ancien officier au régiment de Chartres-infanterie, et M. de Montulé, ancien lieutenant dans le régiment de Bretagne, émigré rentré, causaient avec trop d'animation sans doute à une fenêtre de l'hôtel du *Dauphin*, appuyés au balcon. Tout à coup, le balcon cède et les deux interlocuteurs sont précipités sur la place. M. d'Alexandre est si grièvement blessé qu'il meurt huit jours plus tard, le 24 avril ; M. de Montulé s'en tire avec une jambe cassée.

Or, malgré ses fougueuses opinions royalistes, M. de Montulé ne veut absolument être « raccomodé » que par le chirurgien Levasseur, l'ancien conventionnel, alors revenu paisiblement au Mans. La convalescence est longue, entremêlée, on le pense, de quelques petites disputes politiques entre le malade et son docteur. N'importe : tout se termine au mieux. Aussitôt guéri, M. de Montulé, connu depuis longtemps pour un notable « original », s'empresse de donner un dîner... comme on en donnait dans cet heureux temps de vie à bon marché. Et, à ce dîner, on voit côte à côte des émigrés ou d'anciens chefs vendéens, « tous grands royalistes », et le farouche révolutionnaire Levasseur (2) !

Cette fois, l'originalité du maître de maison avait eu du bon : elle avait montré qu'il n'est point nécessaire de faire preuve d'un sectarisme intolérant pour conserver ses opinions.

La famille Pocheton, elle, tint à honneur de garder les siennes. Bien loin de s'être laissée intimider par son arrestation de janvier

(1) Archives de la Sarthe, L. 274.

(2) *Mémoires de Levasseur*. En nous donnant ces piquants détails, l'ex-conventionnel commet une confusion de noms. Ce n'est pas, comme il le dit, M. de Chateaufort qui s'était tué dans la chute, mais M. Jean-François-Marie d'Alexandre (marié en 1791 à M^{lle} Le Roy de Montaupin), ainsi que le rapporte le chanoine Nepveu de la Manouillère, aux dates de 17 et 24 avril 1805, dont nous avons pu vérifier la parfaite exactitude d'après les *Registres de l'Etat civil*.

1801, M^{me} Pocheton a servi encore, en 1802 et 1803, d'intermédiaire fidèle pour la correspondance clandestine de M^{me} d'Anjou, des environs d'Avranches, l'une des héroïnes célèbres de la chouannerie normande, — tantôt femme, tantôt homme — avec son infatigable amie la comtesse Ogier d'Ivry, de Possay, royaliste non moins ardente, qui a mérité d'être surnommée dans le Maine « la mère des Chouans », et de passer une partie de sa vie en prison, au Temple, aux Madelonnettes et à la Force. On veut bien nous signaler, entre autres, trois lettres du 19 juillet 1802, 1^{er} juillet et 2 novembre 1803, adressées « à Madame Pocheton, au *Grand Dauphin*, place de la Halle, au Mans, pour être remises, à leur passage au Mans, aux citoyens Souchien et Bouquet » messagers secrets des deux nobles dames ! (1).

Le 1^{er} avril 1808 seulement, M^{me} Pocheton prend sa retraite et cède le *Dauphin* à M. Auguste-Gabriel Etoc-Latouche, qui épouse sa fille Marie (2). Leurs descendants conserveront la direction, ainsi que la propriété de l'hôtel, jusqu'en 1885, et sauront lui maintenir la plus honorable renommée (3).

Les souvenirs des brillants banquets — ministériels ou autres — de l'époque contemporaine ne rentrant pas encore dans le domaine historique, terminons par un dernier fait qui se rattache plus particulièrement aux précédents.

Dans la nuit du 13 au 14 mars 1870, à 3 h. 1/2 du matin, un nouvel incendie se déclare, comme en 1659, dans les écuries de l'hôtel du *Dauphin*. Il prend encore de telles proportions que le personnel de l'établissement jette tous les meubles par les fenêtres et qu'un voyageur, arrivé dans la nuit, en est réduit à se précipiter sur la place sans avoir le temps de s'habiller (4).

(1) Communication de M. le V^{te} d'Elbenne, arrière petit-fils de la Comtesse Ogier d'Ivry. V, *Notice généalogique sur la Famille Ogier*, Paris, 1883, p. 25, et sur M^{me} d'Anjou : L. de la Sicotière, *Louis de Frotté et les insurrections normandes*, II, p. 595.

(2) En outre de cette fille, M. et M^{me} Pocheton avaient eu une seconde fille, Méderic, qui reçut en dot le mobilier de l'hôtel et le céda ensuite à sa sœur pour 8000 fr. Mathurin Pocheton mourut au Mans, place des Halles, le 26 février 1815, à l'âge de 65 ans.

(3) Depuis le départ, en 1885, de M^{me} V^{te} Auguste François Etoc-Latouche née Robin, dont le mari était le propre fils de Marie Pocheton de 1799 et mourut en 1856, l'hôtel du *Dauphin* a été successivement tenu par MM. Jolain et Brosseron : c'est aux obligeants renseignements de ce dernier que nous devons d'avoir pu retrouver la trace des titres de propriété.

(4) *L'Union de la Sarthe et la Sarthe*, du 15 mars 1870

La maison voisine, qui porte la statuette de Sainte Scholastique, va être atteinte à son tour, lorsque la pieuse propriétaire, M^{me} Thuau, renouvelle pour son compte l'acte de foi accompli deux cent onze ans plus tôt... Alors que les pertes s'élevèrent à 80.000 fr. pour le *Dauphin* seul, son immeuble ne subit, contrairement à toutes les prévisions, que des dégâts insignifiants, et, en reconnaissance de cette protection, la date de 1870 vint peu après s'ajouter au-dessous de la statuette de Sainte Scholastique.



L'HÔTEL DU DAUPHIN EN 1921.
(Cliché communiqué par *La Sarthe*).

En résumé, la vieille « *Hôtellerie du Dauphin* » va disparaître après *trois cents* ans d'existence sur le même emplacement. Elle a été témoin des joyeux ébats des comédiens de Scarron ; elle a vu se terminer, sous ses fenêtres, les deux mémorables batailles du 13 décembre 1793 et du 12 janvier 1871 ; elle a vu défiler fièrement, le dimanche 24 août 1919, les régiments victorieux de la grande guerre et leurs glorieux drapeaux. Elle méritait bien quelques lignes d'adieu.

Robert TRIGER.

CHRONIQUE

La Société a tenu, le samedi 10 décembre, à la Maison de la Reine Bérengère, une nouvelle séance générale à laquelle ont assisté bon nombre de nos collègues et beaucoup de dames.

M. Robert Triger préside, entouré des membres du Bureau, et annonce tout d'abord l'admission des nouveaux membres dont les noms n'ont pu encore être publiés : M^{mes} Drouin, Gazeau, de Maillebois, V^{tesse} de Saint-Exupéry, de la Tribonnière; MM. le général Mortagne, Lajus, président du Tribunal, R. P. dom Renaudin, ancien abbé des Bénédictins de Clervaux, Henri Béa-let, Paul Cordonnier-Détrie, Langeron, docteur Latron, Georges Letourneux, conseiller municipal du Mans, Emile Méli-sson, C^{te} de Murat, Potel, inspecteur des forêts, Thurillet, ingénieur civil, V^{te} de la Vingtrie.

Il présente ensuite plusieurs ouvrages d'un intérêt exceptionnel, offerts à la Société depuis sa dernière réunion :

Un important *Recueil des documents du procès en reconnaissance de culte de la Bienheureuse Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon*, gros volume in-fol. publié à Rome par la Congrégation des Rites.

Une *Généalogie de la famille Fouin*, vieille famille de notaire du Mans, curieux manuscrit de 1741 offert par M. Surmont.

Les Chouans de la Basse-Mayenne, par M. E. Quérueu-Lamerie, et le premier exemplaire des *Paysages de guerre*, du docteur Delaunay (parus le jour même), dont il sera rendu compte à part.

Le Président attire, en outre, l'attention toute particulière de la Société sur l'ouvrage, si intéressant pour les Manceaux, de M. le capitaine de Mazenod. « *Dans les champs de Meuse, Souvenirs d'un commandant de batterie* ». C'est l'historique très émouvant, très vécu, depuis les jours tragiques de la mobilisation au Mans jusqu'à la fin de 1914, d'une de ces vaillantes batteries du 44^e dont

notre ville est justement fière. Ecrit avec cœur et avec une parfaite connaissance de l'âme du soldat, ce livre mérite comme celui de M. le duc de Doudeauville, « *Au service de la France* », une place d'honneur dans toutes les bibliothèques de la province.

Au sujet de Marguerite de Lorraine, M. Robert Triger signale encore la nouvelle vie de la Bienheureuse, récemment publiée par M. le chanoine Guérin, aumônier des Clarisses d'Alençon (Paris, Téqui, 1921, in-12), et rappelle les grandes fêtes qui viennent d'avoir lieu en son honneur à Alençon, les 5 et 6 novembre, sous la présidence de Mgr l'archevêque de Rouen. Au cours de ces fêtes, une séance solennelle a été spécialement consacrée à Marguerite de Lorraine par la Société historique de l'Orne, qui y a joint une exposition rétrospective des souvenirs relatifs à son culte, et Mgr Grente, évêque du Mans, a prononcé dans l'église Notre-Dame, en présence d'une assistance considérable, un très éloquent panégyrique de la sainte duchesse.

M. Robert Triger est heureux, enfin, de pouvoir offrir à la Société un exemplaire de l'ouvrage très rare de Pierre Belon « *Observations de plusieurs singularités, etc.* », en souvenir de la communication de M. le docteur Delaunay, à qui il s'empresse alors de donner la parole.

Depuis longtemps, M. le docteur Delaunay est connu pour sa vaste et profonde érudition, la finesse de son esprit, le rare talent avec lequel il sait mettre en œuvre ses intéressantes découvertes et présenter les sujets très variés qu'il traite simultanément.

Pendant près d'une heure, il tient son auditoire sous le charme d'une causerie, aussi savante que spirituelle, sur *Pierre Belon, les du Bellay et l'acclimatation végétale dans le Maine*. Tour à tour, avec une verve parfois malicieuse, il évoque le souvenir des hauts et puissants protecteurs du célèbre naturaliste, René et Jean du Bellay, évêques du Mans, le comte de Montmorency, le cardinal de Tournon; il le montre intrépide voyageur en Auvergne, en Saxe, où il fait la connaissance de Luther, en Allemagne, en Autriche, en Flandre, en Angleterre, en Suisse, où il a de fort désagréables démêlés avec les Calvinistes, qu'il déteste à bon droit, en Italie, en Turquie. De tous ces pays, Pierre Belon rapporte un grand nombre d'essences et de plantes étrangères qu'il contribue à faire connaître et à acclimater dans le Maine.

Ses efforts et son activité ont des résultats aujourd'hui encore très appréciables.

Nous avons le regret de ne pouvoir publier cette conférence si nouvelle, si documentée, si goûtée, et, comme celle de M. L'Eleu, chaleureusement applaudie. Mais elle est extraite d'un grand ouvrage en préparation que M. Delaunay se propose d'achever prochainement, et dont il voudra bien, nous l'espérons, donner quelques pages à cette revue.

Après avoir fait ressortir toute l'importance, pour l'histoire du Mans gallo-romain, des curieuses découvertes de puits funéraires faites en 1912-13 par M. J. Chappée, qui vient d'en exposer les détails dans le *Bulletin de la Société d'Anthropologie*, M. Robert Triger termine la séance en donnant lecture d'une note sur le vieil *hôtel du Dauphin*, appelé bientôt à disparaître, et en proposant au vote de l'assemblée un vœu pour la suppression d'un panneau-affiche d'un déplorable effet au milieu du Vieux-Mans.

Ce vœu est adopté à l'unanimité : il sera transmis à M. le Préfet de la Sarthe et à M. le Maire du Mans.

Nous ne voulons pas laisser l'année se terminer sans noter ici en vue de l'avenir, comme nous l'avions annoncé, la solution définitive donnée au déplacement du tombeau de la reine Bérengère, à la Cathédrale du Mans. C'est décidément dans le croisillon nord du transept, où il avait été placé en 1821, que le monument a été transféré. Le 26 février, 40^e anniversaire du dernier déplacement, le Chapitre, reprenant une tradition antérieure à la Révolution, a célébré pour l'âme de Bérengère de Navarre une messe solennelle de *Requiem* pendant laquelle le coffret qui contient les ossements avait été déposé au milieu du chœur : après l'absoute, donnée par Mgr Mignon, il a été reporté processionnellement au monument. Les bureaux de la Société des Sciences et Arts de la Sarthe, de notre Société et de la Société des Amis des Arts du Maine assistaient à cette cérémonie, annoncée à la ville par le son du bourdon.

Le Comité départemental, organe du Comité national français pour la restauration de la Bibliothèque de Louvain remercie les

Sociétés et les personnes qui ont répondu à son appel et lui ont fait parvenir des dons de livres ou d'argent.

Un certain nombre de caisses de livres ont pu ainsi être expédiées à Caen, où étaient groupés les envois de la région académique. Le président du Comité régional, en accusant réception de l'envoi fait par le département de la Sarthe, a fait savoir que notre département comptait parmi ceux qui avaient le plus donné à l'œuvre de Louvain.

Les noms des donataires ont été transmis à Louvain et témoigneront de l'intérêt que nos compatriotes ont porté à la reconstitution de la célèbre bibliothèque de Belgique.

Les Chouans de la Basse-Mayenne, par M. E. QUERUAU-LAMÉRIE, Laval, Goupil, 1921, un vol. in-8°. Résultat de longues et consciencieuses recherches, cette étude, très documentée, très riche en détails, jette enfin une lumière complète sur une partie de l'histoire de la Chouannerie du Maine, notamment sur l'histoire des divisions d'Entre Sarthe et Mayenne, de Craon, de Bazougers, de la Chapelle-au-Riboul et de Quélaine. On y trouve, en outre, de nombreuses notes biographiques sur les chefs et les chouans célèbres, ainsi qu'un très curieux chapitre sur les agents secrets du Directoire dont le plus fameux, l'étonnant La Garancière, dit Marquis de la Geslinière — ancien laquais et aventurier de haut vol — a joué un rôle vraiment extraordinaire dans les événements de 1799.

Nos sincères compliments à l'auteur qui a su utiliser, avec une entière impartialité, les meilleures sources, documents inédits d'archives et mémoires contemporains.

Paysages de Guerre et Choses du Vieux temps, carnets d'un aide-major, un vol, in-12°. Impr. Monnoyer 1921 : *Un pharmacien historien et naturaliste* : J. R. Pesche, in-8°. Impr. Monnoyer, 1921, par le docteur P. DELAUNAY.

Dans ces deux publications, de sujets et de genres si différents, se retrouvent tous les traits qui caractérisent le talent du docteur P. Delaunay.

Le premier volume nous apporte, avec ses souvenirs de guerre, une série de scènes, très finement observées, décrites avec beaucoup d'exactitude et de verve. Nos lecteurs peuvent en juger eux-mêmes par le tableau du début, *Le Mans en 1914*. Ils y retrouveront leurs propres impressions, leurs souvenirs personnels, traduits sous une forme à la fois précise et pittoresque, qui dénote une connaissance approfondie des hommes et des faits, dans un récit émaillé de saillies spirituelles qui jaillissent comme des fusées de feu d'artifice pour jeter une lueur de gaieté au milieu de tristesses parfois bien angoissantes. Ces mêmes qualités rendent non moins attrayants les autres chapitres consacrés aux « paysages et croquis » du front, que le docteur Delaunay a successivement parcouru depuis l'Alsace et Verdun, jusqu'en Belgique, en passant par la Champagne, les vallées de l'Oise et de l'Aisne, la Somme et la Picardie. Mais ce qui rend ces pages particulièrement originales et intéressantes c'est que, pour s'abstraire des fâcheuses réalités, l'auteur s'est divertie à regarder chemin faisant le spectacle changeant de la nature et les vestiges du temps passé » ; qu'il a trouvé moyen, sous les obus et au milieu des blessés, d'explorer les châteaux historiques, les bibliothèques et les objets d'art abandonnés dans ses cantonnements. Avec une rare liberté d'esprit il nous a même conservé la description et la photographie d'un vieux lutrin, le curieux lutrin de l'église de Cuvilly.

De même, la notice sur J.-R. Pesche, l'auteur du *Dictionnaire de la Sarthe* publiée dans le dernier *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, n'est certes pas une biographie banale. C'est une étude toute nouvelle et singulièrement suggestive du mouvement politique, scientifique et littéraire dans la Maine, sous la Restauration et la Monarchie de juillet. En outre des étranges péripéties d'une carrière que seuls peuvent expliquer les événements de la Révolution et les étonnants revirements du commencement du XIX^e siècle, elle révèle des détails du plus vif intérêt sur la Franc-maçonnerie mancelle, en donnant à l'appui la reproduction de « planches maçonniques » rarissimes. R. T.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA DEUXIÈME SÉRIE

(TOME LXXVII DE LA COLLECTION)

	PAGES.
Assemblée générale du 27 octobre 1920	3
Rapport sur les modifications aux statuts et sur le projet de fusion, par M. Ed. de LORIÈRE	8
Statuts votés le 27 octobre 1920.	20
Le château, la ville et la châtellenie de Sablé pendant les guerres de religion, par M. le marquis de BEAUCHESNE.	27
Le château de l'Isle pendant l'occupation anglaise, par M. Ed. de LORIÈRE	37
Le tombeau de la Reine Bérengère à la cathédrale du Mans, par M. Robert TRIGER	83
<i>Chronique</i> : Organisation des sections ; admission de nouveaux membres ; M. Laurain, président de la Commission historique de la Mayenne ; <i>Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV</i> , par M. l'abbé Giraud, docteur ès lettres. . . .	95
A propos d'un passage de la <i>Chronique</i> du héraut Berry : Jean Fermen et la prise de Sainte-Suzanne en 1439, par M. Léonce CELIER.	97
Les cartels d'Antoine de Vassé, par M. Jean de GASTINES	109
La vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution, par M. l'abbé Ch. GIRAULT	120, 201
La paroisse de Doucelles, d'après ses comptes de fabrique, par M. le chanoine FROGER.	138, 249
<i>Chronique</i> : Composition définitive du Bureau et admission de nouveaux membres ; Première réunion périodique du 26 février : <i>Autour de la Suze, la marquise de Courcelles</i> , par M. L'Eleu ; l'Uni- versité de Louvain ; dégagement de l'enceinte de l'ancien Evêché du Mans ; Deuxième réunion périodique du 27 avril, « <i>Mar- guerite de Lorraine</i> », par M. Robert TRIGER ; Excursion du 30 mai ; La Fête nationale de Jeanne d'Arc	161
La Bienheureuse Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alen- çon, etc., par M. Robert TRIGER	169
L'église de Luché (Sarthe), par M. Robert TRIGER	214
<i>Chronique</i> : Excursion du 30 mai 1921, par M. Ed. de LORIÈRE. .	229
Les lauréats Sarthois du Concours général avant et depuis la Révolution (1747-1903), par M. le marquis de BEAUCHESNE . .	233
L'ancienne hôtellerie du Dauphin, au Mans, par M. Robert TRIGER.	260

<i>Chronique</i> : Séance générale du 10 décembre; nouveaux membres et ouvrages récents; les fêtes de Marguerite de Lorraine à Alençon; <i>Dans les champs de Meuse</i> , par M. le capitaine de Mazenod; Conférence du docteur Delaunay: <i>Pierre Bèlon, les Du Bellay et l'acclimatation végétale dans le Maine</i> ; découvertes de puits funéraires au Mans, par M. Chappée; vœu archéologique. — Un dernier mot au sujet du tombeau de la Reine Bérengère; Comité de l'œuvre de Louvain; <i>Les Chouans de la Basse-Mayenne</i> , par M. E. QUÉRUAU-LANIERIE; <i>Paysages de guerre et Notice sur J.-R. Pesche</i> , par le docteur Paul DELAUNAY. . .	274
--	-----

PLANCHES ET GRAVURES

Ancien château de Sablé.	26
Plan des ruines du château de l'Isle	56
Tombeau de la Reine Bérengère	89
Vue de la ville de Sainte-Suzanne, d'après Gaignières.	99
Tour du château de Sainte-Suzanne, dessin de M. Paul Verdier.	101
La Porte de fer à Sainte-Suzanne, dessin de M. P. Verdier	105
Château de Courcelles, dessin de M ^{me} Jacques Pavie	164
La Bienheureuse Marguerite de Lorraine, d'après un ancien portrait	169
Le château d'Alençon au xvi ^e siècle	173
Porte de l'ancien château de Fresnay, dessin de M. Paul Verdier.	183
Plan du château de Fresnay au xvi ^e siècle	183
Château de Saint-Ouen-de-Mimbré, dessin de M ^{lle} Geneviève Vincent	185
Ruines du donjon de Beaumont	188
Plan de l'église de Luché, par M. Robert Triger	220
Chœur de l'église de Luché (intérieur et extérieur), par M. Paul Cordonnier-Détric	221, 223
Tête du Christ à la colonne, dessin du même	225
Ancien prieuré de Luché, dessin du même	228
Plan de la Place des Halles au Mans, au xvii ^e siècle, par M. Robert Triger	260
L'hôtel du Dauphin en 1921.	273

NOMS D'AUTEURS

Marquis de BEAUCHESNE	27, 233	MM. Ch. GIRAULT	120, 201
MM. LÉONCE CELIER	97	R. de LINIÈRE.	3
L. FROGER.	138, 249	Ed. de LORIÈRE 8, 37,	229
de GASTINES	109	Robert TRIGER. 3, 83, 95, 161, 169, 214, 260,	274

The Ohio State University



3 2435 05439416 8

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	12	010	1